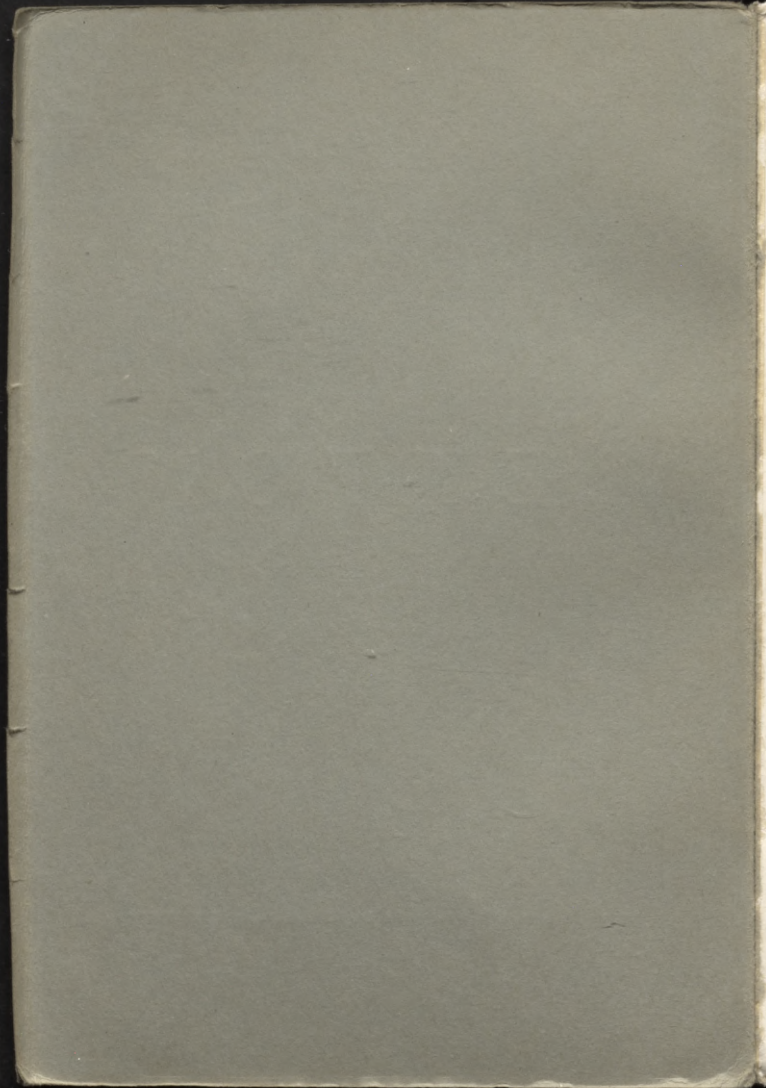


W 62-2
11136

A R V E D S S C H W A B E

HISTOIRE DU PEUPLE
L E T T O N

BUREAU D'INFORMATION DE LA LÉGATION DE LETTONIE





Vue générale de Riga en 1548.



Quai de la Daugava. Boulevard du 11 Novembre.



Le Monument de la Liberté.

HISTOIRE DU PEUPLE LETTON

Literāro sarunu
pieminai.

Brāliņi.

29. jūnijā, 1961.
Korbeijs.

Wittmann
P. Wittmann

Wittmann

Wittmann, P.
Wittmann

62-2
W 11136

yw
9

20.

ARVEDS SCHWABE
ancien professeur à l'Université de Riga

HISTOIRE DU PEUPLE LETTON

*Bureau d'Information
de la Légation de Lettonie à Londres*

STOCKHOLM

80

LATVIJAS VALSTS
BIBLIOTEKA

20.

91—

~~9.928~~

0309084602



E. Olofssons Boktryckeri AB Stockholm 1953

46822

INTRODUCTION

La question des Pays baltes n'a été posée ni par la première, ni par la seconde Guerre mondiale. C'est un problème international aussi ancien que celui des Dardanelles et celui des Balkans. La position géopolitique des peuples baltes a été de tous temps un des facteurs essentiels de leur histoire. Les Pays baltes sont situés entre la Mer Baltique avec ses ports à l'Ouest, et l'immense étendue du continent Eurasien, sans frontières naturelles, à l'Est. Ils ont servi de champ de bataille à presque toutes les guerres européennes, dont l'un des buts était le «*Dominium Maris Baltici*». Au cours de ces luttes, les grandes puissances ont toujours tendu leurs efforts à transformer le *Mare Liberum* en *Mare Clausum*, *Mare Nostrum*. C'est la raison pour laquelle Pierre le Grand, ancêtre de l'impérialisme russe, aurait dit lors de l'invasion des Pays baltes, au début du XVIII^e siècle: »C'est l'eau qui m'est indispensable, et non la terre». Par l'occupation des Pays baltes en 1940, son disciple Staline n'a fait que de suivre fidèlement son exemple.

LE MILIEU GÉOGRAPHIQUE

Les frontières de la Lettonie possèdent une longueur totale de 1880 km. La frontière maritime seule est naturelle et s'étend sur 496 km., soit 26% de la longueur d'ensemble. La frontière terrestre a été fixée, au con-

traire, par des traités internationaux, après la 1^{ère} Guerre mondiale, qui ont tenu compte du principe ethnique et, en partie, du principe historique. Cette frontière est délimitée au Nord par l'Estonie, à l'Est par la Russie et au Sud par la Pologne et la Lithuanie. Après l'effondrement de la Pologne et l'occupation de la Lithuanie, la frontière russo-lettonne s'allongea davantage et s'étendit sur plus de 1000 km. de longueur.

C'est dans la limite de ces frontières que naquit le 18 novembre 1918, sur les ruines de l'Empire russe, la République de la Lettonie, dont la souveraineté fut reconnue par le Kremlin, par le traité de paix du 11 août 1920. Ayant une superficie de 65.791,4 km²., la Lettonie ne pouvait pas être considérée du point de vue de l'Europe Occidentale comme un pays particulièrement petit. En effet, la Lithuanie, l'Estonie, le Danemark, la Suisse, la Hollande, la Belgique, l'Albanie et d'autres pays encore, avaient une superficie encore bien plus réduite. L'Angleterre n'est d'ailleurs que quatre fois plus grande que la Lettonie, tandis que la France l'est 8,5 fois. Des 18 Laender allemands, seules la Prusse et la Bavière étaient plus étendues que la Lettonie.

La base du territoire de la Lettonie est formée par des couches géologiques, vieilles de plusieurs millions d'années. Dans les massifs de formation dévonienne on rencontre des couches de dolomite et de gypse, importantes pour la construction, tandis que dans la formation permienne on trouve des dépôts de Zechstein. Plus au Sud, aux confins de la Lithuanie des couches de houille ont été constatées dans les deltas de formation jurassique. Il n'y a que très peu de minerais métalliques en Lettonie, ceux-ci se trouvant d'ailleurs à de très grandes profondeurs. Il n'a pas été découvert du naphthe.

Le relief de la surface a été formé par des glaciers scandinaves qui, au moins à trois reprises, ont recouvert le territoire actuel de la Lettonie, créant deux époques interglaciaires. Les dépôts de ces glaciers, les moraines, constituent également la surface terrestre, qui, sur d'importantes étendues, n'est que sable infertile, parsemé de blocs erratiques.

Les vieux massifs cristallins, nivelés par les glaciers, ainsi que les alluvions, apportés par les eaux, donnent des contours arrondis et doux, d'ailleurs recouverts par la végétation presque dans sa totalité. Les roches n'affleurent qu'aux bords de quelques rivières profondément creusées lors de la fonte des neiges. La surface du territoire letton se trouve placée entre 0 et 310 mètres au-dessus du niveau de la mer. 75% de l'ensemble total se trouvent situés à moins de 120 mètres et l'altitude moyenne de la surface est de 8,8 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les points les plus élevés de la Lettonie se trouvent dans la partie orientale du pays et ce sont notamment le Gaiziņš (310 mètres), le Liepkalns (289 m.) et le Nesaule (285 m.). Les altitudes supérieures à 200 mètres ne forment que 2,6% de la superficie totale du pays; c'est à dire qu'il n'y a pas de montagnes protectrices et la Lettonie ne peut se défendre que par l'héroïsme de ses soldats.

Parmi les 1000 cours d'eau, 116 seulement ont un bassin supérieur à 100 km². Daugava (Duna) est de loin le plus grand fleuve letton, en même temps que le plus important du point de vue historique comme du point de vue économique. Daugava a une longueur d'environ 1000 km. et un bassin total de 83.000 km². sur les territoires letton, lithuanien, polonais et russe. Ce fleuve, le plus important de la région orientale de la Baltique, naît en Russie, dans les hauteurs de Valdāi, non loin des sources de la Volga et du Dniepr,

traverse toute la Lettonie sur une longueur de 370 km., et partage le pays en deux parties, orientale et occidentale, qui eurent au cours d'une longue période, des destinées politiques très différentes. La Daugava entre dans le territoire letton comme un cours d'eau déjà large de 200 à 250 mètres et se jette dans le Golfe de Riga en puissant fleuve de 1,5 km. de largeur y amenant chaque année environ 20 km³. d'eau. 10 villes lettonnes se trouvent sur les bords de la Daugava; parmi celles Riga, capitale de la Lettonie, fondée en 1201 et située à 14 km. de l'embouchure du fleuve. Riga est en même temps le port le plus important de la Lettonie, ayant une étendue d'eau de 3600 hectares et où le trafic a été de 2,5 millions tonnes en 1937. L'énergie électrifiable de la Daugava peut donner 2,2 milliards de kilowatts-heure par an en Lettonie, soit 1250 kWh par habitant. L'exploitation de cette énergie a été entreprise en 1939, par la construction de la centrale électrique de Kēgums, située à 60 km. de l'embouchure de la Daugava.

Outre la Daugava, Lielupe est l'autre voie fluviale la plus importante, formée par la jonction de deux rivières lithuaniennes qui se rejoignent à l'emplacement de l'ancien château de Bauska, bâti en 1445 par l'Ordre Teutonique. Bien que n'ayant qu'une longueur de 120 km., elle traverse la région la plus fertile de la Lettonie, la Zemgale, et c'est sur le bord de la Lielupe que fut érigée au XIII^e siècle Jelgava (Mitau), métropole du Duché de Courlande, et dont la renommée avait même atteint la Cour de France. L'artillerie et les bombardements l'ont totalement rasée en 1944. Entre la Basse-Lielupe et le Golfe de Riga, se trouvent les stations balnéaires de la ville de Jūrmala (Riga-Plage), ayant une immense plage de sable fin et entourées de forêts de pins.

Le fleuve courlandais Venta, d'une longueur de 341 km., est navigable dans sa partie inférieure. Celui-ci prend sa source en Lithuanie et se jette à la mer à Ventspils (Windau), devenu port important, généralement libre de glaces; c'est là où se trouve l'aboutissement de l'importante voie ferrée Moscou—Ribinsk—Ventspils. La lutte pour la libération de Lettonie commença en 1919 sur les bords de cette même Venta et c'est de là que fut entreprise, sous la direction du colonel Kalpaks et du général Balodis, la fameuse «marche sur Riga», qui par la suite fut glorifiée en littérature, dans la mémoire de la nation et en art. Ce n'est qu'après cette marche victorieuse, que la Lettonie fut libérée définitivement du joug des agresseurs russes et allemands et put fonder son existence comme État national.

Gauja (Aa) est le fleuve le plus rapide de la Lettonie. Naissant dans les hauteurs de la Vidzeme (Livonie), il traverse la Lettonie sur toute sa longueur (448 km.) et, se frayant le chemin à travers des massifs dolomitiques et gréseux, forme à Sigulda un Parc National, dans une vallée glaciaire de 1 km. de largeur et creusée jusqu'à une profondeur de 80 mètres. Sur le bord de ses rives escarpées, ou à leur proximité, se trouvent les ruines des prestigieuses forteresses construites par l'Ordre Teutonique à Sigulda, à Cēsis et à Valmiera.

Tous ces fleuves en question se jettent dans la Mer Baltique et sont orientés en direction de l'Ouest ou du Nord-Ouest. D'une façon analogue, les tribus lettonnes qui, par ces mêmes voies fluviales arrivèrent dans les Pays baltes au cours des temps préhistoriques, ont toujours été orientées spirituellement vers l'Europe Occidentale ou l'Europe Septentrionale, dans la mesure, évidemment, où le «rideau de fer» de la Russie leur

en avait donné la possibilité. Celui-ci avait été déjà créé en réalité par les conquêtes de Pierre le Grand, avec le dessein évident de placer les Pays baltes sous la botte asiatique.

La Mer Baltique est un bassin intercontinental de 375.000 km², ayant 9000 km. de côtes, dont 496 sur le littoral de la Lettonie. Cette mer constitue le seul débouché du continent eurasiatique sur l'Océan Atlantique. C'est en raison de l'importance géographique des Pays baltes par conséquent, que les puissances, attirées par cette position de «fenêtre sur l'Europe», suscitérent de si nombreuses guerres sanglantes. La profondeur maximale de la Mer Baltique est de 463 mètres, mais dans le Golfe de Riga elle ne dépasse pas 53 mètres. Par suite de sa faible densité en sel, cette mer a constamment été sujette à des conditions de glaces, particulièrement dures. En effet, il n'a pas été rare de voir la Mer Baltique entièrement gelée, de sorte qu'il a été même possible d'en faire la traversée en traîneau. Néanmoins, les ports lettons de Liepāja (Libau) et de Ventspils (Windau) peuvent être considérés, en général, comme étant libres de glaces. Depuis le roi d'Angleterre Alfred, cette mer a été désignée sous le nom de Mer Orientale (Ostsee), tandis qu'Adam de Brême employait déjà en 1070 la dénomination de Mare Balticum. Le littoral de la Mer Baltique, sur la côte lettonne, est généralement plat et sablonneux, d'où la renommée de ses nombreuses plages.

Etant de formation glaciaire, la Lettonie possède un nombre de lacs relativement élevé, dont 2980 sont supérieurs à l'hectare. Parmi ceux-là 14 seulement sont supérieurs à 10 km². Le plus important, le lac de Rēzna, a une superficie de 5598 ha., tandis que le plus profond atteint 65 m. de fond. Par suite de l'augmentation de l'humidité dans le climat, dès l'époque sub-

atlantique (900 avant J.-C.), ces lacs commencèrent à s'envaser et se transformer en marécages. Ces marais tourbeux représentent 9,8% de l'ensemble du territoire et les ressources en tourbe, susceptibles d'être employées industriellement, représentent la valeur de 4160 millions de stères de bois. Elles peuvent fournir pour 837 milliards de kilowatts-heure d'énergie électrique. Certains de ces marécages contiennent de la vase médicale d'une très haute qualité; la station balnéaire de Këmeri était aussi célèbre dans toute l'Europe pour ses sources sulfureuses.

En 1935, les forêts occupaient 26,5% de la surface de la Lettonie; de plus, l'accroissement annuel en était de 4,1 millions de mètres³. Comme 79,5% des forêts étaient propriété de l'État, il est évident, que l'industrie du bois avait une importance considérable dans l'économie nationale, en particulier, dans le bâtiment rural et dans l'exportation. Le volume du bois pour les forêts domaniales a été environ 140.000.000 m³. On peut évaluer en Lettonie, en moyenne 0,87 ha. de forêt par habitant, tandis qu'au Danemark cette proportion est de 0,10 ha. et en Hollande de 0,03 ha. seulement. Les occupants russes sont en train d'abattre à présent ces forêts et transportent le bois obtenu vers leurs usines et leurs mines, afin d'augmenter leur potentiel de guerre. Dans les divers types de forêts, les pins occupent 52%, les sapins 24%, les bouleaux 15% et les trembles 4%. Les pins et les bouleaux de la Lettonie possèdent d'excellentes qualités techniques. En comparaison avec l'époque atlantique (5500-3000 avant J.-C.), où le tilleul et le chêne étaient les types dominants dans les forêts lettonnes, les conifères (74%) ont remplacé aujourd'hui les feuillues (26%). Même encore au XVII^e siècle, le chêne et le tilleul étaient cependant considérés dans le folklore letton comme

des arbres sacrés, auxquels on immolait. Le premier symbolisait l'homme, tandis que le second, la femme. Même à d'autres égards, la flore lettonne est assez riche, se trouvant au point de contact des éléments orientaux et occidentaux. La limite orientale du lierre et du hêtre (*Fagus silvatica*), passe par la Courlande.

Bien que la Lettonie se trouve située entre les degrés $55^{\circ} 40'$ et $58^{\circ} 5'$ de latitude nord et devrait par conséquent être considérée comme un pays nordique, elle est néanmoins placée dans la région d'anomalie climatique de l'Europe du Nord-Ouest, qui est influencée par la proximité de la Mer Baltique et du Gulf-Stream. De ce fait le climat d'aucun pays se trouvant sous la même latitude, n'est aussi tempéré que celui de la Lettonie. Parmi les 35 pays que comprend l'Europe, 30 se trouvent entièrement ou partiellement plus au Sud que la Lettonie. Sous les mêmes degrés de latitude, la Sibérie est une taïga très peu peuplée, ayant une culture extensive des plus primitives. D'autre part, dans la même zone en Amérique, les conditions climatiques sont très sévères. Sur le parallèle de Riga (57) la température moyenne du mois de janvier est de $-5,1$ à Riga, de $+5,4$ aux Iles Hébrides, de $-19,6$ à Tomsk et de $-22,4$ dans le Labrador. L'axe de la Lettonie étant de 442 km. de l'Est à l'Ouest, en ligne aérienne, son climat balance, par conséquent, entre le climat maritime de l'Europe Occidentale et le climat continental de l'Europe Orientale. Ainsi l'amplitude de l'écart entre le mois le plus froid et le mois le plus chaud est de 23,7 en Lettonie Orientale, tandis qu'elle n'est que de 7,6 aux Iles Hébrides. Le nombre de jours ayant une température moyenne supérieure à 0 est d'environ 260 dans le Sud-Ouest de la Lettonie et de 230 seulement dans le Nord-Est du pays. La période

du gel commence le 17 octobre à Riga et persiste jusqu'au 26 avril.

Ceci nous montre que la période de végétation, jouant un rôle essentiel dans l'économie nationale, est beaucoup plus courte en Lettonie, que dans les pays de l'Europe Occidentale, situés sous les mêmes degrés de latitude. Le paysan letton doit effectuer, par conséquent, tous les travaux de culture en moins de six mois. Aussi doit-il travailler avec plus d'acharnement du lever au coucher du soleil que le paysan français ou le paysan italien, par exemple. Il semble, que ce mouvement du travail agricole, ainsi fixé par le milieu géographique, soit à la base de la formation du caractère de la population lettonne, que l'on pouvait en gros désigner en ces termes: hommes de volonté, actifs et travailleurs, possédant des capacités d'organisation. Leur qualité majeure est le travail, ils sont conservateurs, aiment l'ordre et la justice. Les nombreuses tentatives de colonisation prouvent que dans les conditions particulières de la Lettonie, ni les paysans allemands, ni les russes, ne peuvent économiquement concourir avec les Lettons, tout au moins dans la mesure, où ces colons ne sont pas spécialement favorisés par la puissance d'un État ou des fonds particuliers de colonisation.

LA CIVILISATION BALTE EST OCCIDENTALE

Il se trouve, qu'en dépit des différences de langages, grâce aux relations préhistoriques très anciennes, leur situation géopolitique commune, les longues influences de l'Europe Occidentale et Septentrionale, les peuples baltes ont été amalgamés dans la même unité de civi-

lisation, que forment les Scandinaves, les Anglo-Saxons, les Germains et les Romains. Les locutions peuples baltes, race balte, problème balte, Région Baltique, Pays baltes, ne sont pas des slogans de la presse quotidienne, dépourvus de sens, mais ont, au contraire, une signification très précise, ce qu'apparaît surtout clairement quand on compare les Baltes à leurs voisins orientaux, les Slaves.

Quatre peuples habitent la côte Nord-Est de la Mer Baltique: les Finnois, les Estoniens, les Lettons et les Lithuaniens. Les deux premiers parlent les langues, appartenant à la famille des langues finno-ougriennes, tandis que les deux autres — des langues faisant partie du groupe des langues baltes, se rattachant à leur tour à la grande famille des langues indo-européennes. Une troisième langue balte, l'ancien-prussien, disparut définitivement au XVII^e siècle; elle était parlée par les aborigènes de la Prusse Orientale, des Prussiens de la tribu occidentale de la race balte. On pense, que l'ancien-prussien se détacha le premier de la langue pré-balte; de même, il est à remarquer que de toutes les langues baltes, celle-ci rapprochait le plus du germanique, en son lexique tout particulièrement. Du point de vue de la phonétique et de la grammaire, la langue lithuanienne est la plus vieille des deux langues baltes vivantes.

Comme les langues baltes ont plus de 100 termes en commun avec les langues slaves, il a été même question au cours d'une certaine époque, d'une langue balto-slave. Cette hypothèse fut écartée il y a plus de 40 ans par le célèbre linguiste français A. Meillet, qui la trouva non fondée. D'un autre côté, les langues baltes possèdent aussi de très vieux emprunts aux langues finno-ougriennes, et réciproquement, ce qui nous prouve par ailleurs que les Finnois occidentaux,

les Baltes et les Slaves orientaux étaient déjà de proches voisins dans les temps les plus reculés.

L'opinion assez répandue, selon laquelle les peuples baltes parleraient le russe ou un autre dialecte slave, est une grave confusion. La langue russe s'arrête aux frontières de la Russie tandis qu'au delà à l'Ouest, seule la vieille génération des populations baltes la connaissait encore, vu que sous le régime des tsars, on l'obligeait d'apprendre le russe aux écoles. Il y a peu de territoires en Europe, où la frontière nationale coïncide de si près avec la frontière linguistique, comme c'est précisément le cas dans les Pays baltes. Au demeurant, c'est aussi la frontière de civilisations entièrement différentes.

Mis à part les quelques églises orthodoxes, construites à l'époque de la domination russe avec l'argent de l'Etat, tous les autres édifices tant sacrés que profanes des villes des Pays baltes, sont construits dans les styles architecturaux de l'Europe Occidentale, tandis que dès le X^e siècle la Russie avait déjà adopté le style byzantin. Les livres et journaux baltes sont imprimés en caractères latins, pendant qu'en Russie on conserve encore aujourd'hui les caractères de l'alphabet cyrillique, introduit par l'apôtre slave St.-Cyrille et résultant de la déformation de l'écriture grecque.

Les peuples baltes sont, ou bien catholiques romains, ou bien protestants, tandis que les Russes appartiennent à l'Église orthodoxe, du moins dans la mesure où le christianisme est toléré par le régime soviétique. La Lettonie comptait en 1935, 68% de luthériens, 26% de catholiques et seulement 4% d'orthodoxes. Ces derniers étaient, soit d'anciens colons russes, soit encore des protestants convertis à l'orthodoxie depuis à peine un siècle, pour des raisons d'ordre politique.

Considérés du point de vue géopolitique, les peuples baltes tournent le dos à la vaste pleine eurasiennne et regardent en direction de la Mer Baltique, qui n'est pas pour eux une mer orientale, mais bien une mer occidentale, car ils y voient le symbole du soleil couchant. En cette situation les Baltes, comme du reste tous les individus, peuvent être facilement attaqués par le dos. La position qu'ils ont ainsi adoptée, les rend par conséquent particulièrement vulnérables du côté oriental. Cette orientation des Baltes vers la mer a été déjà prédestinée à l'époque préhistorique quand, venant des forêts et des marais de la Russie et de la Pologne, ils dûrent se frayer le chemin vers le Nord et vers l'Ouest, c'est à dire en direction de la mer. Tel est donc le destin des Pays baltes et de leurs populations.

Les Scandinaves se rendirent en direction de l'Est en traversant la mer et en empruntant les voies fluviales des Pays baltes. C'est également par la mer que les commerçants et les croisés allemands se dirigèrent vers l'embouchure de la Daugava pour l'occuper et ouvrir la route commerciale vers la Russie. C'est toujours par cette voie maritime que les Papes envoyèrent leurs évêques et légats, afin de convertir des populations baltes à la religion catholique. Tous les grands courants intellectuels de l'Europe Occidentale et leur flux et reflux atteignirent par la suite la côte orientale de la Mer Baltique: le Féodalisme, la Renaissance, la Réformation, le droit romain, l'esprit français, les idées libérales de la Grande Révolution Française etc. Tous ces mouvements, soit ne touchèrent même pas la Russie, soit furent complètement déformés, arrivant dans le milieu slave. Ainsi, nous pouvons parfaitement constater ce qui est advenu aujourd'hui des idées socialistes en Russie, où le bolchevisme qui en a résulté, n'est au

fond qu'un singulier mélange du marxisme allemand, du despotisme oriental et de l'impérialisme tsariste, en y ajoutant même le culte des images saintes de l'Eglise orthodoxe. Cependant, si Pierre le Grand ouvrit à la Russie une «fenêtre sur l'Europe» par les ports des Pays baltes, son élève Staline, qui est aussi le disciple d'Ivan le Terrible, l'a refermée afin de s'ouvrir les «portes de l'Asie» et se détourner de l'Occident, dont il a, à maintes reprises, dénoncé la soi-disant pourriture.

Pour les peuples baltes, leur mer n'a jamais été un Mare Clausum mais, au contraire, un Mare Liberum. A l'opposé des montagnes et des grands cours d'eau, la mer, au lieu de séparer les peuples, les unit. Tout peuple habitant les bords d'une mer, n'est jamais limité, ni spirituellement inférieur, car tout l'univers lui est ouvert. Ce qui fut la Mer Egée pour les Grecs et la Mer Méditerranée pour les Romains, est pour les peuples baltes la Mer Baltique. Ainsi situés, les peuples ne se renferment pas dans une carapace étroite de l'isolationisme et ne tiennent pas leur province pour une métropole exclusive.

Non seulement la civilisation occidentale s'arrête aux confins orientaux des Pays baltes, mais c'est en même temps le commencement et la fin de deux genres humains différents. Tous les peuples baltes forment une race particulière de la Baltique Orientale et déjà par leur aspect nordique, par leur grande taille et autres particularités anthropologiques se rapprochent plus des Scandinaves, que des Slaves. La Latgale, province orientale de la Lettonie, mise à part, la population de la Lettonie est formée en majorité de types mélangés, où dominent les éléments de la race nordique.

Malgré les différences de langage et de caractère

(les Finno-ougriens sont plus distants et renfermés que les Baltes, généralement plus impulsifs), tous les peuples baltes possèdent en commun certains traits particuliers, dénotant la parenté de leur culture matérielle et spirituelle. Les Baltes sont individualistes de nature et, contrairement aux Russes, n'ont jamais connu de communisme agraire, ou bien l'ont déjà abandonné depuis longtemps. Ils ne peuvent pas être facilement acquis aux utopies sociales et politiques, ni aux promesses démagogiques, qui caractérisent d'une manière si frappante la mentalité russe. Si on a pu constater à certaines époques l'invasion des idées messianiques aux Pays baltes, celles-ci ont été de tous temps une infection purement slave, ayant menacé les Baltes à l'occasion de grandes catastrophes sociales ou économiques. Les Baltes ne construisent pas de châteaux en Espagne, mais considèrent toute nouvelle situation d'un oeil critique et réaliste et ne préjugent des paroles des hommes d'État, qu'en fonction de leurs actes.

Contrairement à la Russie, où depuis le XI^e siècle existaient côte à côte deux classes sociales entièrement différentes, l'une formée par les riches citadins et l'autre par des paysans misérables, les Pays baltes n'avaient pas à la même époque cet antagonisme social et culturel entre les villes et les campagnes, entre l'aristocratie et la paysannerie. Les fouilles archéologiques nous en donnent la preuve. La civilisation balte était foncièrement rustique et démocratique. Elle était par conséquent conservatrice et toutes ses formes dérivèrent directement de traditions très anciennes. On peut même le constater encore aujourd'hui, où les jeunes Baltes portent leurs costumes nationaux, confectionnés d'après des modèles remontant à plus de dix siècles et, où le peuple chante encore ses chansons

populaires dont les mélodies et, en partie les textes, ont été composées à une époque préhistorique. Ces chansons n'ont rien de commun avec le folklore poétique slave ou germanique.

On peut en dire autant à propos des différents types et modes d'établissement et d'habitations rurales. Malgré leurs différences tant nationales que régionales, les constructions et l'emplacement des lieux d'habitat appartenant aux Finno-ougriens et aux Baltes, dénotent un même esprit et sont caractéristiques à la zone de la civilisation balte. Dans la partie nord de cette zone, ils reflètent généralement les traditions de l'Europe Septentrionale, de la Suède en particulier, tandis que dans la partie sud les genres adoptés s'apparentent à l'Europe Centrale et à l'Europe Occidentale. Si dans la partie orientale on a pu rencontrer des établissements du type slave, ceux-ci y ont été apportés par les colons russes ou polonais.

Constatant, après l'occupation de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lithuanie, que le genre de vie des Baltes leur était proprement étranger, voire même hostile, les Russes, dirigés par leur fanatisme d'unification et de russification, entreprirent en 1949 la démolition et la destruction des bâtiments en bois et en pierre des fermes baltes. Le matériel ainsi obtenu fut utilisé pour la construction de centres kolkhoziens. Les Russes y édifièrent notamment des villages russes (*derevnia*), comportant une rue centrale non pavée et des bâtiments situés de part et d'autre de celle-ci, destinés à l'usage collectif.

1. LES ORIGINES PRÉHISTORIQUES

A. Meillet, le linguiste français déjà cité, attire l'attention sur un fait, généralement omis dans les considérations sur la civilisation balte. Il dit en effet: «Les anciens peuples de langue indoeuropéenne n'écrivaient pas, surtout les choses religieuses et, même après que le contact s'était établi avec les peuples qui écrivaient, la plupart ont oublié l'usage de l'écriture. Les peuples de langues indoeuropéennes n'ont appris l'écriture que des peuples de langues sémitiques, et à une date où ceux-ci écrivaient déjà depuis de longs siècles: les Hittites du monde babylonien, les Grecs des Phéniciens, et ensuite toute l'Europe». Comme l'écriture a été introduite en Europe par le christianisme, il est compréhensible que, ni les Baltes païens, ni les Finno-ougriens, ne savaient écrire. Même en Suède, les inscriptions runiques n'apparaissent qu'au XI^e siècle.

Les premiers mots lettons sont documentés dans la chronique latine d'Henri le Letton, rédigée en 1226, et l'oraison dominicale en langue lettone est imprimée en 1547. Même encore aux XVII^e et XVIII^e siècles, quand les Baltes savaient déjà lire et écrire, ils se gardaient de confier au papier leurs formules magiques ou religieuses, mais transmettaient leurs connaissances par voie orale. Ne nous étonnons donc pas, par conséquent, du fait que, non seulement pendant les douze premiers siècles de l'ère chrétienne, mais encore à une époque bien plus rapprochée, les Baltes n'avaient qu'une civilisation

«muette», surtout si l'on ne tient pas compte des quelques témoins d'occasion qui ont transmis aux auteurs occidentaux et orientaux par ouï-dire, des renseignements sur ces pays nordiques très éloignés. Même ceux-ci sont rares et incertains. La civilisation balte développa et conserva ses richesses uniquement par la tradition orale. Les fonds des Archives du folklore letton peuvent illustrer, par ex., la richesse de ces réserves. On a enregistré en 1945, 2.308.000 textes folkloriques: 775.257 chansons populaires, 300.905 fables, légendes et anecdotes, 450.313 devinettes, 244.432 locutions et dictons populaires, 334.196 croyances populaires etc. Les peuples, de même que la nature, vivent malheureusement en dehors du temps historique. Le folklore, comme le langage, ne peuvent, par conséquent, être datés chronologiquement. Aussi la suite des événements et des faits préhistoriques doit être recherchée dans la documentation muette que nous offre l'archéologie.

Environ 10.000 ans avant J.-C., le territoire de la Lettonie fut libéré de sa dernière couche glaciaire et, par suite, devint habitable. A cette époque subarctique, la terre était recouverte par la toundra, où erraient les rennes, qui disparurent des Pays baltes en 7500 environ. Des tribus nomades s'occupaient de leur chasse, en utilisant des armes et des outils de travail fabriqués en corne de renne. Au cours de la période boréale, pendant l'âge mésolithique et l'âge néolithique, qui dura 6000 ans (de 7500 à 1500 avant J.-C.), la Lettonie était habitée par des tribus primaires de Finno-ougriens. Ceux-ci subsistèrent de la chasse et de la pêche, habitèrent des huttes recouvertes d'écorce et de peaux de bêtes et fabriquèrent presque tous leurs outils en os, en corne et en bois. La seule bête domestique était le chien de chasse. Au commencement de cette période néolithique, vers l'an 3000 environ on com-

mence, à côté des objets en os et en corne, de produire de la poterie en glaise, laquelle à cause de son ornementation est connue sous le nom de céramique à peigne.

Cependant, déjà vers l'an 2000, la Lettonie du sud est envahie par une tribu guerrière venant du sud par la Lithuanie et la Prusse Orientale et armée de belles haches en pierre. Ces gens n'habitent plus des huttes circulaires, mais des bâtiments carrés comportant un toit bianguleux. Au lieu de peaux, ils se confectionnent des vêtements en tissus de laine et de fibre végétale, utilisant d'abord l'ortie, et par la suite le lin. Ce sont des éleveurs qui connaissent le mouton, la chèvre, le porc et la vache et qui savent produire de la poterie en glaise, laquelle d'après son ornementation, est appelée céramique cordée. Les indoeuropéens sont considérés comme les messagers de cette civilisation, introduite dans les Pays baltes par des peuples, appelés Prébaltes. Ceux-ci s'y fixèrent définitivement, vivant côte à côte avec les rares groupes de nomades Finno-ougriens.

Les Prébaltes s'installèrent non seulement en Courlande, mais s'introduisirent également en Estonie et dans la Finlande du sud-ouest, où, au début de la période du bronze (1500—400 avant J.-C.) ils furent germanisés par des colons scandinaves. Ensuite (vers 600 avant J.-C.), au cours de leur expansion orientale dans la direction de la Russie par la route de Daugava, les Suédois du Lac Mælar et les Gotlandiens tentèrent également de se fixer dans l'île d'Æesel et sur la côte courlandaise du Golfe de Riga. Néanmoins, ces deux colonies végétèrent et, au bout d'un siècle, finirent par disparaître.

À l'âge du bronze, deux frontières de civilisation traversent la partie orientale des Pays baltes: au Nord de la Daugava et de l'Abava, affluent de la Venta, s'étend la région de la civilisation scandinavo-finnoise,

tandis qu'au Sud, et jusqu'à la Vistule, s'étend la région des Prébaltes, ayant pour centre la Prusse Orientale. En ce qui concerne cette période qui dura plus de dix siècles, il n'a été retrouvé en Lettonie qu'une cinquantaine d'objets en bronze, tandis qu'on y a découvert, concernant toujours la même époque, plus de 1000 haches en pierre et autant d'objets en os. Comme les Pays baltes sont dépourvus de minerais métalliques, il est évident que le bronze devait être obtenu de l'Occident, en échange de l'ambre, qui est rejeté en grande quantité par la mer, sur le littoral de la Baltique. On a retrouvé même en Italie, en Grèce et en Egypte de l'ambre de la Baltique, ce qui prouve, que déjà à l'âge du bronze une route commerciale entre la Mer Baltique et la Mer Méditerranée existait grâce à cet «or nordique». Le philosophe grec Thalès (environ 600 années avant J.-C.) mentionne déjà l'existence de l'ambre, en le désignant sous le nom d'»electron». Ainsi, le terme désignant l'énergie la plus puissante de notre siècle, sera lié pour toujours à la Baltique. Ceci nous porte à croire que le monde antique n'avait pas été long à découvrir les qualités physiques de l'ambre et l'utilisait à des fins magiques.

Outre l'expansion scandinave vers les Pays baltes et la Russie, des tribus de Finnois occidentaux, commencèrent à affluer en Lettonie Orientale à partir de l'an mille, avant J.-C. Ils vinrent de la Russie et se dispersèrent progressivement entre la Daugava et le Golfe de Finlande. Les emprunts les plus anciens de la langue finnoise aux langues baltes, ayant notamment trait à des activités importantes de la vie courante, appartiennent justement à cette époque. Ainsi se forma dans le pays des Prébaltes un singulier mélange de deux civilisations et populations différentes, qui constitua par la suite la race de la Baltique Orientale. Les Préfinnois

et leurs successeurs estoniens s'assimilèrent peu à peu à la civilisation balte, tandis que les Baltes à leur tour, empruntèrent à la langue finnoise certains de ses éléments.

Les Celtes furent les créateurs et les propagateurs de la civilisation du fer en Europe du Nord, en Europe Occidentale et, en partie, en Europe Orientale. Ils avaient inventé déjà à l'époque de la Tène les armes et les outils de travail, employés au cours de la dernière période de l'époque préhistorique. Bien que des découvertes sporadiques d'objets en fer, nous révèlent l'emploi du fer dans la région de la Baltique Orientale déjà depuis le V^e siècle avant J.-C., nous devons néanmoins remarquer qu'à l'époque de la Tène (années 400—0 avant J.-C.), le fer ne forme pas la base de la civilisation matérielle de ces contrées. Le nouveau métal était encore trop coûteux pour pouvoir concurrencer les objets en pierre, en os, en corne et en bois, ainsi que les ustensiles et les bijoux en bronze, employés jusqu'à présent.

2. PREMIERS RAPPORTS AVEC LE MONDE ROMAIN

Ce n'est qu'au début de l'ère chrétienne, que nous pouvons parler au sens propre du terme d'un commencement de l'époque du fer dans les Pays de la Baltique Orientale. Il est évident, que le fer ne servait qu'à fabriquer les armes et les outils, tandis que les bijoux continuaient à être confectionnés en métaux de couleur — bronze et argent. Dans les Pays baltes, l'âge du fer dure douze siècles, et correspond au Moyen-Age de l'Europe Occidentale. Les archéologues le divisent en trois périodes: 1^{ère} période (du I au IV^e siècle), 2^e période (du IV au VIII^e siècle) et 3^e période (du VIII au XII^e siècle).

Au cours de la première période, la civilisation paysanne des Pays baltes fait des progrès remarquables, que l'on peut expliquer en partie, par le commerce très actif, qui existait entre les Pays baltes et l'Empire Romain, en tout particulièrement avec sa colonie danubienne, la Pannonie. Dans le monde antique, l'ambre était devenu un objet à la mode, et c'est l'une des raisons pourquoi cette matière rare et brillante, appelée également «metallum sudaticum», était si recherchée. Pline l'Ancien (23-79) connaît les Pays baltes (Balcia), non seulement de nom, mais nous parle également d'un chevalier romain, qui s'était rendu lui-même de l'Aquilonnée dans les contrées nordiques, en passant par la Ca-

rinthie (Carnuntum), située près de Vienne. Dans les «îles de l'Océan» il s'était procuré de l'ambre de la Baltique, que les Romains appelaient «succin». Les dépôts d'ambre, découverts dans des fouilles effectuées à proximité de Breslau, et qui sont évalués, le premier à 275 kg. et l'autre à 550 kg., témoignent en quelles quantités l'ambre de la Baltique passait vers l'Adriatique.

Réciproquement, des pièces de monnaie et de marchandises diverses originaires de Rome, telles de superbes lampes italiennes du 1^{er} siècle, affluèrent dans les Pays baltes. En s'appuyant sur le témoignage des récits de commerçants romains, Tacite nous décrit vers la même époque les populations, habitant sur les bords de la Mer Suévique, en mentionnant notamment les Aestii et les Fenni, dans les derniers chapitres de son ouvrage «Germania». Les premiers sont en réalité des anciens Prussiens et Tacite dit à leur sujet: «Ils cultivent le blé et les autres fruits de la terre, avec plus de patience que n'en comporte la paresse habituelle des Germains. Ils fouillent même la mer et, seuls de tous les peuples, ils recueillent le succin».

Au cours de la période du bronze, les Baltes occidentaux s'étaient déjà divisés en plusieurs tribus. Ptolémée mentionne au II^e siècle les Galindes (galindoi), les Soudines (soudinoi) et les Prussiens, habitant les bords de la Vistule. Le fait qu'en 253 César Volusien, se fit donner sur une pièce de monnaie le titre de Galindicus, nous invite à croire, qu'à cette époque les Galindes furent une tribu puissante et guerrière, qui, alliée aux Goths, aurait même menacé les frontières de l'Empire dans la région danubienne de la Pannonie. Bien qu'à l'époque de Ptolémée on a pu également constater des zones, habitées par des Baltes orientaux — les Coures, les Lithuaniens, les Zemgales et les Sèles, les

auteurs antiques n'en font cependant pas mention étant donné, que ceux-ci se trouvaient au-delà des marchés d'exportation de l'ambre.

Vers l'an 600, avant J.-C., un groupe de Baltes franchit la Daugava et s'établit dans la région de la Basse-Gauja. On pense que ceux-ci étaient les prédécesseurs des Zemgales, dont le nom peut être interprété comme la composition de *ziema* (hiver) et *gals* (côté). En effet, en regardant de la Prusse, les Zemgales se trouvaient «du côté de l'hiver», c. à. d. à l'extrémité nord, d'où l'origine de cette désignation. Comme par ailleurs, à l'époque du fer et au cours des siècles historiques ces Zemgales occupaient la plaine fertile du bassin de la Lielupe, située dans la Basse-Lettonie, les Lettons des régions supérieures, commencèrent à les appeler «habitants de la basse contrée». Les chroniqueurs latins, de leur côté, tentèrent de les rapprocher des Galles et les appellèrent Semigalli. Zemgale est, ce que l'on pourrait appeler, les Pays Bas de la Lettonie.

A partir du II^e siècle, pendant l'époque romaine de la période du fer, une autre tribu de Baltes orientaux traverse à plusieurs reprises la Daugava, venant de la Lithuanie, en se dirigeant vers l'Est. Il est possible que ce sont les Sèles (Selones) qui occupèrent ainsi les hauteurs de la Livonie du Sud, dédaignées par les pêcheurs et les chasseurs finnois. On a découvert dans les tombeaux collectifs de ces immigrants baltes, beaucoup de bijoux originaux en bronze, des outils agricoles en fer, et notamment la faucille, ainsi que des armes.

Venant de la Scandinavie, les Goths se dirigèrent par la Vistule vers la Mer Noire, où ils occupèrent déjà à partir du II^e siècle toute la Russie Méridionale. Ils se rendirent ainsi maîtres des voies navigables russes et entretenirent pendant presque deux siècles des rapports avec la riche civilisation gréco-iranienne, représentée

par les colons grecs de la Crimée et par les Scythes. Comme des tribus baltes (dites Aestii) faisaient également partie de cette confédération de peuples, dirigée par les Goths, il est évident que l'ambre de la Baltique s'en fut à cette époque jusque dans le Caucase et le Turkestan. C'est sans doute à la même époque que nous pouvons situer les quelques emprunts du folklore balte à la mythologie iranienne.

D'après le témoignage de Jordanes, Ermanaric, le roi des Goths, grâce à une politique habile, aurait assujéti la nation des Aestii, habitant le long du littoral de «l'Océan germanique». Cet événement se place vers le milieu du IV^e siècle, et déjà à la fin du même siècle l'Empire Gothique fut détruit par les Huns. Les rapports entre les Goths et leurs alliés précédents, les Baltes, n'en furent pas interrompus pour autant. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter le témoignage de Cassiodore, qui affirme, qu'une mission des Aestii s'était rendue en 525 à Ravenne, chargée de riches présents en ambre, destinés à Théodoric, le grand roi des Goths. Par ailleurs les sépultures galindes, situées près des Lacs Mazuriens et datant du VI^e siècle, sont riches en bijoux provenant du commerce de l'ambre.

Bien qu'en plus des monnaies, de diverses autres marchandises romaines ont été également importées dans les Pays baltes, telles des fibules de type provincial par exemple, les Baltes ont cependant formé un style bien particulier de leur civilisation matérielle, qui est variable suivant les régions et les époques. Si certains bijoux-fibules, épingles, bracelets et colliers — avaient été copiés au début sur des modèles étrangers, ils furent transformés par la suite dans le goût national. Telle a été, par exemple, la ligne du développement des colliers en bronze et en argent, caractéristiques aux Zemgales, qui, bien que fabriqués en Prusse

sur le modèle des torques masculines celtiques, ont été embellis en Zemgale, au cours de la seconde période de l'âge du fer, de telle manière, qu'ils ont inspiré même la création de bijoux féminins et masculins semblables dans les autres tribus lettonnes et estoniennes.

3. L'EXPANSION SLAVE

Des changements politiques et territoriaux très importants eurent lieu au cours de la seconde période de l'âge du fer (400—800) dans toute l'Europe Orientale. Bien que les Huns aient écrasé la puissance gothe et iranienne dans la Russie du Sud, l'Empire des Huns s'effondra après la mort d'Attila (453). Se substituant à eux, de nouveaux assaillants se dirigent au VI^e siècle du Turkestan vers la Russie Méridionale. Ce sont les Avars famés, qui vers 562 occupèrent le Bas-Danube et, bientôt après, la Pannonie romaine. Toutefois, après une offensive infructueuse contre Constantinople, en 626, la suprématie des Avars toucha à son terme. Les Turcs sont chassés du Turkestan par les Chinois, tandis que ceux-ci sont évincés à leur tour par les Arabes. La tribu turque des Chazars réussit néanmoins à s'installer entre la Mer d'Azov et la Mer Caspienne, où ils fondèrent un important kaganat, ayant pour capitale Itil, située dans la région de la Basse-Volga. Les Chazars devinrent des intermédiaires importants dans le commerce entre le Turkestan et Byzance d'une part, et entre les Arabes et les Scandinaves, de l'autre.

Par les invasions de ces nomades furent les Slaves divisés en trois branches, qui au VI^e siècle commencèrent à former leurs différents dialectes. Enrôlés dans l'armée des Huns, les Slaves orientaux reçurent un excellent entraînement militaire et politique. Au début

de l'offensive des Avars, ils durent cependant reculer en combattant, et des steppes du Bas-Dniepr, se dirigèrent vers le Nord. L'expansion des Slaves orientaux se poursuivit au cours des VI^e et VII^e siècles. La Russie Septentrionale était occupée à cette époque par des tribus finno-ougriennes, séparées des Slaves par une barrière intermédiaire, constituée par des Baltes orientaux. Comme déjà depuis l'an 2000 avant J.-C., les Prébaltes étaient en train d'envahir les régions de la Prusse Orientale et des Pays baltes, leur patrie d'origine, située entre le bassin de la Vistule, le Pripet et le Haut-Dniepr, se dépeuplait progressivement.

La «barrière balte» ainsi affaiblie, ne put contenir la poussée slave. La venue de nouveaux colons déborda les lignes baltes en plusieurs endroits, qui, par la suite, élargirent ces brèches encore davantage. L'historien letton A. Spekke compare d'une façon excellente ce long procès à la «lutte de la digue contre le fleuve». Une partie des Baltes demeura dans leur ancienne patrie, qui fut progressivement occupée par les Slaves. La tribu des Blancs-Russiens naquit de cet amalgame. Une partie des Baltes dut se déplacer plus vers l'Est, dans le territoire finnois, jusqu'à Moscou. Les chroniques russes des XI^e et XII^e siècles, c'est à dire cinq siècles après le début de la colonisation slave, parlent de luttes avec la tribu balte, appelée *Goljadj*. Derrière cette désignation russifiée, on découvre aisément qu'il s'agit en effet des anciens Galindes.

D'autres tribus de Baltes orientaux se retirèrent en direction de l'Occident. Entre autres, les chroniques font état des Yatvegs, proches parents des anciens Prussiens, qui durent supporter depuis le VIII^e siècle le poids des attaques coordonnées des Russes de Kiev, suivies de celles des Polonais, des Galiciens et de l'Ordre Teutonique. Le prince de Cracovie, Lieszko le Noir,

vainquit finalement en 1282 cette tribu riche et héroïque. Le restant des Yatvegs fut peu à peu assimilé par les Polonais et les Lithuaniens.

Au début de l'expansion des Slaves orientaux, au VI^e siècle, une tribu de Baltes orientaux descendit de la région du Haut-Dniepr par la voie fluviale de la Daugava, fleuve, qui jouera par la suite un rôle très important dans les destinées de la Lettonie. Par opposition aux Zemgales, ils s'appellèrent *Lat(v)gali*, ce qui veut dire «habitant du côté de la Latvie» et ils furent désignés sous une forme abrégée *Latvji* — Lettons. Les chroniqueurs slaves postérieurs connaissent cette tribu et la désignent sous le nom de Lotygola et Lotva, tandis que les Finno-ougriens (Estoniens et Lives) les appelaient dans un dialecte voisin, les *Lāti*. Cette forme *Letten* fut empruntée par les Allemands au début du XIII^e siècle et elle entra dans les chroniques, aussi bien que dans l'usage officiel. Dans la première chronique de la Livonie, les Lettons sont appelés *Letthi seu Letthigalli*, et leur territoire — *Letthia*, qui sont à l'origine des désignations françaises, Lettons et Lettonie. Jusqu'au XIX^e siècle ces termes ne désignèrent que la Lettonie Orientale (au Nord de la Daugava), tandis qu'on distinguait dans la Lettonie Occidentale, la province des Zemgales (*Zemgale*, *Semigallia*, *Zimigola*) et les pays des Coures (*Kursa*, *Kors* en slave, *Cori* en latin, Courlande).

Chacune de ces trois tribus possédait un dialecte particulier, mais les différences n'étaient pas assez importantes pour les empêcher de se comprendre entre eux. De même, les langues lettonne et lithuanienne, encore bien après leur scission de la langue des anciens Prussiens, n'étaient en réalité que les branches d'un même langage. Ce n'est qu'à la suite de l'influence de la phonétique des Finnois occidentaux, que l'accent

libre des dialectes lettons s'immobilisa sur la première syllabe, tandis que l'ultime syllabe fut supprimée (cf. table, *galdas* en lithuanien, *galds* en letton); à part cela il'y avait encore d'autres innovations phonétiques (cf. main, *ranka* en lithuanien, *ruoka* en letton). Au fait, la langue lettonne parut aussi «moderne» aux Lithuaniens que ne le paraîtrait le français aux anciens Romains. Certains linguistes font dater ces transformations de la langue lettonne entre les années 900 et 1150. En réalité, déjà depuis le XIII^e siècle, les Lettons et les Lithuaniens ne se comprennent que difficilement, bien qu'à cet égard certains idiomes des deux langues jouèrent pendant longtemps le rôle d'un langage intermédiaire.

La voie fluviale de Daugava-Dniepr, qui joua un rôle capital dans l'expansion slave en direction du nord, fut utilisée déjà dix siècles avant J.-C. par les Suédois du Lac Mælar et de Gotland. Ce commerce fut particulièrement ranimé par les Chazares, et les Baltes, de même que les Slaves, en profitèrent considérablement. Dans sa partie supérieure, la Daugava touche d'assez près au bassin de la Volga (14 km.) et à celui du Dniepr qui, à Smolensk, ne se trouve qu'à 30 km. de distance de la Kasplia, affluent gauche de la Daugava. A cette époque les petits bateaux franchissaient cette courte distance, au moyen de *volok*, qui les transféraient d'une rivière à une autre. L'important centre de Smolensk était le carrefour de la célèbre route des «Goths vers les Grecs». A proximité de Smolensk se trouve la nécropole tumulaire de Gnezdovo, comptant en tout 5000 sépultures, où des fouilles effectuées en 1922 mirent à jour des vestiges très importants de la civilisation balte. Parmi les objets retrouvés, datant du VII^e au VIII^e siècle, citons notamment des épées, fer de lances et haches de guerre, fau-

cilles, du mors et des étriers, ainsi que des lourds bijoux en bronze: bagues, bracelets et torques. Ceci nous indique que les Baltes, qui y furent ensevelis, appartenaient à une tribu guerrière des cavaliers expérimentés.

Les Baltes furent chassés de Smolensk par une tribu russe appelée Krivitchi, et c'est sous ce nom (*krievi*) que les Lettons désignèrent par la suite tous les Russes en général. Un deuxième groupe des colons, dits Slovains, se dirigèrent plus loin vers le Nord et bâtirent ses bourgs sur les bords des lacs d'Ilmen et de Ladoga. Des fouilles récentes montrent que les Russes s'y établirent au VII^e siècle. L'accès vers le Golfe de Finlande leur était ainsi ouvert et, par conséquent, aussi le débouché vers la Mer Baltique.

Placés entre les tenailles de l'expansion slave, les Baltes orientaux, tentèrent de sauvegarder leur ancienne patrie par des combats incessants, ou bien durent reculer en combattant en direction du Nord-Ouest, vers leur nouvelle patrie — les Pays baltes. La direction de cette retraite pourrait être caractérisée du point de vue géopolitique, par l'expression «des marais vers la mer». Au cours de leur exode, les Baltes perdirent une partie importante de leur territoire et de leur population, naguère assez nombreuse. Bien que numériquement inférieurs au groupe de leurs compatriotes demeurés dans leur patrie d'origine et soumis à l'occupation russe, ces émigrants constituèrent néanmoins une avant-garde de pionniers d'élite, remarquables par leur esprit combatif, ne craignant pas les difficultés dans leur nouvelle patrie et décidés à tout prix de conserver leur nationalité et leur indépendance. Ceci est particulièrement vrai pour les Lettgales qui, arrivés à l'Est de la Daugava, durent achever l'oeuvre de colonisation déjà entreprise par les Zemgales et les Sèles, voire,

chasser progressivement hors de la Lettonie Orientale, les Finno-ougriens, en les refoulant en direction de l'Estonie. Ce fut d'ailleurs une des causes de l'hostilité qui régna durant de longues années entre les Estoniens et les Lettgales, et ne cessa guère qu'après le XIII^e siècle.

Les Lettgales s'installèrent donc en Lettonie, mais leur lutte avec les Russes, ne cessa pas pour autant. Puissamment fortifiés dans Smolensk, les Krivitches tentèrent de mettre aussi la main sur Polotsk, base militaire, située sur la Daugava. Les Slovaïns de Novgorod, se dirigèrent de leur côté progressivement vers l'Ouest, en direction des frontières de la Lettonie et de l'Estonie. Le siège des Pays baltes fut ainsi entrepris du côté oriental, dont l'intensité diminuera par certains intervalles, mais ne cessera cependant plus jamais. La lourde tâche de contenir pendant plus de dix siècles cette poussée russe, ce *Drang nach Westen* asiatique, incombait aux Estoniens, aux Lettons et aux Lithuaniens. Ces trois petites nations furent ainsi chargées d'une véritable mission civilisatrice en Europe Orientale et c'est pourquoi leur histoire ne peut être ni traitée, ni définie, comme un problème uniquement démographique. S'il en était autrement, il ne resterait plus au monde occidental qu'adopter le point de vue du Kremlin, qui justifia l'annexion des Pays baltes en 1940 par l'expression cynique: « nous n'avons fait que de recoudre à notre pélicie les trois boutons, que nous avons perdu lors de la 1^{ère} Guerre mondiale ».

Afin de repousser l'agression russe, les Baltes s'appliquèrent à « fermer l'accès » de leur pays, en le recouvrant d'un dense réseau de bourgs, c'est à dire de châteaux de terre, situés à proximité des frontières, ou aux carrefours importants. Ces tertres de défense étaient des bâtiments en bois comportant des terrasses

et une enceinte fortifiée, et étaient situés sur les bords des rivières, ou encore sur les hauteurs escarpées et difficilement accessibles. Les archéologues sont venus à constater l'existence de 321 collines à châteaux-forts de ce genre, situés en Lettonie vers l'an 1000, ce qui nous donne en moyenne 1 bourg pour 1000 habitants. C'est la preuve indiscutable d'une organisation politique et militaire excellente considérant qu'après chaque bataille il était nécessaire de reconstruire les bourgs, d'en approfondir les terrasses et de fortifier les enceintes. Il faut remarquer par ailleurs que sur 321 bourgs, 135 seulement se trouvaient à l'Ouest, tandis que 186 étaient situés à l'Est de la Daugava et étaient destinés, par conséquent, à la défense du pays contre les assaillants russes. Environ 160 châteaux-forts se trouvaient à la même époque en Estonie. Voilà donc 2000 ans, depuis que les peuples baltes sont fixés sur l'origine de la menace majeure, qui cherche à les étouffer et à les anéantir.

4. INFILTRATION SCANDINAVE DANS LES PAYS BALTES ET EN RUSSIE

Gotland, l'île de la Mer Baltique se trouvant à 150 km. à peine de la Courlande, joua un rôle capital dans les relations balto-scandinaves. Déjà 1000 ans avant J.-C. les Suédois se dirigèrent depuis cette importante base navale vers le Golfe de Riga et, remontant le cours de la Daugava, se rendirent en Russie. Même jusqu'à la dernière période de l'âge du fer (800), Daugava fut la principale artère commerciale entre les «Goths et les Grecs», la Vistule n'ayant pu rivaliser avec elle que pendant une courte période. Les Normands dirigèrent leurs colons vers la Russie en passant par Gotland et c'est par cette même route que les croisés allemands et les missionnaires catholiques envoyèrent leurs expéditions à la conquête des Pays baltes, aux XII^e et XIII^e siècles. C'est en Gotland enfin, qu'au début de la 2^e occupation russe en 1944 et en 1945, des milliers de réfugiés baltes trouvèrent un premier refuge dans leur fuite devant la terreur bolchévique.

Des noms de lieux communs à la Lettonie et à Gotland (Sigulda, Sigvalda, Torsborg, Thoreida, Turaida etc.), des *sagas* nordiques, des trouvailles archéologiques et des données linguistiques, témoignent de longues et étroites relations entre ces deux pays. Les Lettons et les Lithuaniens désignèrent les habitants de Gotland, sous le nom de Gudes (Guttenses), c. à d.

Goths. Cette appellation c'est conservée même encore aujourd'hui dans de nombreux noms de lieux en Lettonie. De même la désignation lettonne *vāci* (allemands) semble dériver à l'origine d'une tribu gothe — Va(c)goth. Même à la fin des incursions des Vikings dans les territoires baltes, les populations conservèrent encore pendant longtemps en mémoire la profession d'origine des Gudes d'antan, en désignant du nom de *guds*, *gudinis* tout commerçant ou batelier étranger.

Gutasaga relate qu'à la suite de la surpopulation de Gotland, une partie de ses habitants dut émigrer vers l'an 500 à l'étranger, cette expatriation forcée ayant été fixée par un tirage au sort. Les émigrants gotlandiens se rendirent d'abord dans les îles de l'Estonie puis, empruntant la route de la Daugava (Dyna), se dirigèrent vers la Grèce (Grikland). À en juger d'après certaines trouvailles archéologiques, les émigrants gudes ont bien tenté de se fixer en Zemgale, mais en ont été chassés. Vers l'an 600, les rois suédois commencèrent à accélérer cette expansion en direction de l'Est et ce furent les Coures qui, les premiers, en firent les frais. A proximité de Liepaja, se trouvait la cité coure de Seeburg (maintenant Grobina), située sur les bords de la rivière Ālande. Le professeur suédois B. Nerman y effectua en 1930 des fouilles, avec la participation d'archéologues lettons, notamment sur l'emplacement de deux groupes de tombeaux. Dans le premier, il découvrit 1000 sépultures de Gotlandiens, dans l'autre environ 450 sépultures de Suédois du Lac Mæljar. Protégée par une garnison suédoise, cette colonie de commerçants et d'artisans gudes y exista entre les années 650 et 800, fixée à Grobina et dans ses environs, jusqu'à ce qu'elle fut finalement chassée par les Coures.

Ceci correspond d'ailleurs au récit de Hervararsaga

selon lequel le roi danois Ivar (mort vers 675) aurait réussi à créer une large confédération, comprenant la Suède du Sud, la Courlande, l'Estonie et le reste de «l'Austrriki», jusqu'à la Russie. Dans son histoire des rois de Norvège, Heimskringla, Snorri Sturlusson prétend savoir que des flottes coures et lives ont aussi participé à la grande bataille navale de Bråvalla (ca 750—770), qui fut livrée entre Harald, petit-fils d'Ivar le Danois et le roi suédois Sigurd Hring. Vainqueur, ce dernier fonda par la suite un royaume suédois unifié. Il fut cependant divisé et partagé déjà au IX^e siècle entre deux dynasties — l'une près du Lac Mælår à Birka, l'autre à Uppsala.

Dans le récit de la vie (*Vita S. Ansgarii*) de Saint Anschaire, apôtre nordique et premier évêque de Hambourg, son élève, le chanoine Rimbert, relate vers 875 les événements suivants: se rendant dans un voyage de mission à Birka, au cours des années 852—854, les Danois, accompagnés de nombreux vaisseaux, profitèrent de l'occasion pour envahir le royaume (regnum) de Couronie (Courlande), mais furent sévèrement défaits et obligés de céder aux Coures la moitié de leur flotte, ainsi qu'une quantité importante d'or et d'argent. Afin de reprendre ce butin, Olof, roi de Birka, à la tête de forces considérables envahit l'année suivante la Courlande, incendia leur capitale (urbs regni Seeburg) et y laissa ses forces navales. Au bout d'une randonnée de cinq jours, il atteignit Apule (Apulia), autre ville de la Couronie se trouvant actuellement en Lithuanie, et finit par la prendre, après des batailles qui durèrent 9 jours. Les Coures furent obligés de conclure la paix, qu'ils garantirent par 30 otages et payèrent une demi-livre d'argent pour chaque homme de leur garnison (il y en avait 15 000). Ils promirent par ailleurs aux Suédois, de payer à nouveau

tribut (census). Il est cependant probable que les Coures ne durent pas observer pendant longtemps les termes de ce traité, car déjà vers 860 Eric d'Uppsala, devenu roi unique de Suède, organisa de nouvelles expéditions vers les Pays baltes. A ce sujet, on peut accorder crédit au récit de la saga de St. Olof, qui dit qu' Eric (mort en 882) avait assujéti à sa puissance la Finlande, la Carélie, l'Estonie et la Couronie, pays des Coures, où il avait fait édifier des châteaux et des fortifications. D'autres récits nordiques et en particulier l'Histoire du Danemark (*Gesta Danorum*) écrite par Saxo Grammaticus, secrétaire de l'Archevêque de Lund (1179—1201) contiennent beaucoup de traditions littéraires, qui parlent des luttes balto-scandinaves jusqu'en 1185.

Ce serait évidemment une erreur de croire que les Coures, le plus souvent mentionnés dans les sources nordiques, aient cédé d'une manière passive aux envahisseurs danois et suédois. Les Coures avaient construit 79 bourgs, situés principalement sur les bords des rivières, qui commandaient les accès vers l'intérieur du pays. Bien que ces bourgs étaient construits surtout en poutres, les blocs de pierre n'étant utilisés que très rarement comme matériel de bâtiment (comme c'était par exemple le cas des châteaux des bords de la Daugava), la technique du mode des fortifications avait progressé néanmoins d'une façon considérable. On créa des remparts, on construisit de solides enceintes en poutre et au-dessus des portails, on éleva des tours.

Les Coures étaient plutôt un peuple marin, qu'agriculteur. Le récit de la randonnée effectuée par le viking islandais Egil Skallagrímon dans les territoires de la Couronie, est décrit dans la Saga d'Egil (chapitre 46). Nous y apprenons qu'entre les années 920 et 925, des esclaves, dont des Danois, effectuaient les travaux

agricoles et domestiques des Coures. La chronique d'Eric dit d'autre part que beaucoup d'esclaves et de paysans se sont enfuis du Danemark vers 900 et se sont établis en Prusse et dans les Pays baltes. Il est probable que c'est grâce à ces émigrants danois, que le système triennal d'agriculture à été introduit dans plusieurs régions de la Couronie.

Les Coures possédaient également une flotte de guerre avec laquelle ils effectuaient de fréquentes incursions de piraterie au Danemark et en Suède. «Dieu nous protège des Coures» était une invocation fréquemment formulée dans les églises danoises du temps de Magnus (1041) et de Svein (1049). On pense que les Coures ont également participé à la destruction de la célèbre cité suédoise de Sigtuna en 1187, oeuvre de pillers estoniens. En décrivant l'invasion du Danemark par la flotte des habitants de l'île d'Oesel en 1203, la chronique d'Henri ajoute: «Ils tuèrent des gens, emmenèrent d'autres en captivité, dévastèrent le pays et emportèrent des objets et des cloches appartenant aux églises, avec la même façon de procéder, que les Estoniens et les Coures avaient coutume d'employer jusqu'alors dans les principautés danoises et suédoises». Cette piraterie réciproque était d'ailleurs une manière d'agir purement commerciale et parfaitement dans l'esprit de l'époque.

L'expansion des Coures en direction du Nord, dans les territoires mêmes de la Couronie, avait cependant des suites déjà politiques, car une tribu Finno-ougrienne, apparentée dans ses coutumes aux populations de l'île d'Oesel et de l'Estonie du Nord, s'était installée déjà depuis l'âge du bronze entre la Venta et son affluent droit, l'Abava. Par l'infiltration coure, ces Finno-ougriens, c. à d. Lives, furent en partie couronisés, et en partie se déplacèrent vers le littoral de la

Livonie, d'où ils expulsèrent des tribus lettonnes, fixées dans les régions de la Basse-Daugava et la Basse-Gauja. Cette migration a eu lieu à la fin du IX^e ou dans le courant du X^e siècle et ces nouveaux immigrants furent appelés plus tard, les Lives. Comme ils furent les premiers à prendre contact au XII^e siècle avec les commerçants et les croisés allemands, tout l'arrière-pays fut appelé par la suite la Livonie, qui était habitée en réalité par des Lettons, aussi bien que par des Estoniens. La richesse de l'inventaire des sépultures lives est absolument surprenante: des objets d'une variété très grande, tels que des épées, des fers de lances et des parures, en partie d'origine scandinave. Doués d'une nature commerçante, ils se trouvaient plus que les autres tribus, sous une influence étrangère.

Parallèlement à leurs incursions en direction de l'Occident, les Normands entreprirent aussi vers l'année 800 leur expansion vers l'Orient. Les Pays baltes devinrent ainsi le pont vers la Russie, la Byzance et les Chazares — le monde arabe. Outre la Daugava, ou voie orientale (Austrvegr) et la Gauja, ou voie russe (via Ruthenorum), qui continuèrent toujours à être utilisées par les Gudes, les Frisons et les Norvégiens, le Golfe de Finlande prit maintenant la première place dans le transit, étant situé le plus près de Birka, nouveau centre d'expansion. Par la Neva, Ladoga, Volchov et le lac Ilmen, on pouvait accéder rapidement du Golf de Finlande au centre de la Russie où, dans les hauteurs de Valdaï, naissent les rivières, se dirigeant vers la Mer Caspienne (la Volga), la Mer Noire (le Dniepr) et la Mer Baltique (la Daugava).

On pense que Birka et Sigtuna furent fondées par les Frisons, car entre les années 500 et 900, ceux-ci étaient le premier peuple navigateur et commerçant de l'Europe du Nord. Les Scandinaves leur ont d'ail-

leurs emprunté le vocabulaire de navigation et les coutumes commerciales. Par l'intermédiaire des Suédois, elles s'étendirent également aux Pays baltes. On appela ainsi un *birkavs*, l'unité du poids de la cire, et une *birka*, un genre de fiche en bois, employée comme document de comptabilité. Déjà au début du IX^e siècle les Normands possédèrent leurs comptoirs et colonies sur les bords des lacs du Ladoga (Aldeigjuborg) et d'Ilmen (Holmgardr, signifiant le Château de l'île), tandis qu'entre 875 et 880 ils occupèrent également Smolensk et Kiev.

Etant mieux armés et mieux organisés que les Slaves, ils devinrent vite les maîtres dans les villes conquises et fondèrent la première dynastie de la Russie. Ils rattachèrent celle-ci au nom de Rurik, venu de Birka sur l'invitation des Slaves, pour régner sur eux. Rurik s'installa en 859 à Holmgardr (la future Novgorod). Quelques historiens estiment cependant que le fondateur de cette dynastie en serait le prince frison Rorik, tandis que d'autres se rallient à l'opinion déjà plus ancienne, selon laquelle Rurik serait un yarl suédois. Une autre expédition normande, dirigée par Höskuld et Dyri, s'était fixée à Kiev déjà quelques années auparavant, et qui est considérée comme étant originaire de Norvège. En Russie du Sud, les Normands étaient appelés *Russ*, tandis que les Grecs les appelaient *Rhos*; le nom des envahisseurs a été attribué par la suite au pays occupé et à leurs habitants, les Slaves. Les Normands de leur côté appelaient la Russie *Gardariki*, ce qui veut dire, Pays des bourgs, eux-mêmes n'ayant coutume que d'habiter des cités. L'Empire byzantin fut le premier pays chrétien important qui, par le traité commercial de 911, reconnut de facto cet État païen, fondé par les Rhos.

L'époque normande en Russie dura 3 siècles et l'in-

fluence nationale suédoise y fut prépondérante, surtout au X^e siècle, tandis que l'influence politique et dynastique des Suédois s'y manifesta d'une façon particulièrement notoire à l'époque de Yaroslav 1^{er} (1019—1054). Il avait épousé une princesse suédoise et grâce à cette alliance il avait pu recruter à cinq reprises des *varègues* suédois et norvégiens pour combattre ses rivaux. Il finit par vaincre les résistances et, de Prince de Novgorod, il devint en 1019 Grand-Prince de Kiev. Le nom norvégien *Varingjar* désigna au début tout membre armé d'une compagnie d'exportation, participant à des incursions en Russie pour y pratiquer le commerce et le pillage. A cette époque le titre de «*praedo maritimus*» était particulièrement honorifique. D'un autre côté les Norvégiens désignèrent leurs marchands orientaux du nom de *gerski*, *gerdskr*, qui s'est conservé par la suite dans le nom d'un bourg letton (Gerseke, Jersika), situé sur la Daugava. Ces négociants armés devinrent plus tard les membres de la garde des souverains russes. C'est la raison pour laquelle les Russes appelèrent «*varègues*» tous les mercenaires professionnels venus des pays de la «*Mer des Varègues*», des Pays baltes. Non seulement des Scandinaves, mais encore des Finno-ougriens et des Baltes servaient dans les rangs des *varègues*.

Au X^e siècle, les auteurs arabes (p. e. Ibn Dustah) décrivent les *varègues* de la Volga comme des barbares, portant de lourds bracelets en or, adorant des dieux païens en bois et vendant aux orientaux des esclaves et des fourrures. Celles-ci étaient généralement collectées dans les tribus conquises à titre de tribut — 1 écureuil ou 1 martre par manoir. La cire et le miel étaient également des denrées en honneur, surtout dans les pays catholiques. Le moine franciscain anglais Berthold, dit Anglicus, relate dans une encyclopédie

rédigée vers 1240, que des fourrures vendues à Gotland, étaient destinées à l'Allemagne, à la France, à l'Angleterre et même à l'Espagne. Une chronique du moyen-âge évoque la richesse de Gotlande, en ces termes: «Les Gudes pèsent l'or avec le poids de la cire et nourrissent leurs porcs dans des mangeoires d'argent». Beaucoup de monnaies étrangères affluèrent en Europe du Nord par le commerce des Vikings. On a découvert en Gotland seulement plus de 67.000 pièces de monnaie, dont 23.000 dirhems arabes, dits monnaie coufique et 14.000 pennies anglo-saxons. Par ailleurs, il a été retrouvé en 52 endroits différents de la Lettonie 767 dirhems arabes, en 7 endroits — 13 pièces byzantines et en 36 endroits — environ 1500 pièces provenant de l'Europe Occidentale. De plus, il a été découvert en 41 endroits, 199 lingots d'argent en barres, et en 14 autres — 23 balances portatives avec 44 contrepoids, destinés à peser l'argent. Ces dépôts d'argent ont été généralement mis à jour à proximité des fleuves Daugava, Gauja et Lielupe. Il a été découvert en Estonie environ 10.000 pièces de monnaie et d'objets en argent.

La majeure partie de la monnaie coufique, retrouvée en Lettonie, date des IX^e et X^e siècles et a été frappée à Coufe, Bagdad, Damas, Bouchara et en d'autres villes du califat. Après 1012, les dirhems arabes cessèrent d'affluer en Russie et dans les Pays baltes, car une période de crise d'argent vint à éclater dans le Proche-Orient et au milieu du XI^e siècle des hordes koumanes occupèrent les centres commerciaux des Chazars. Le commerce oriental des Suédois subit à la même époque un déclin sensible et n'est plus poursuivi que par les Gotlandiens. L'exportation des Coures, Zemgales et Lives, se concentre maintenant vers Gotland, ainsi que nous le témoignent des bijoux et autres

objets baltes, découverts en cette île. Au cours du XI^e siècle des pièces de monnaie en argent de provenance de l'Europe Occidentale vinrent à remplacer dans les Pays baltes les dirhems arabes: 80% en furent des deniers allemands et 20% des pennies anglo-saxons. Comme il n'a été retrouvé que très peu d'objets d'importation allemande, cela nous laisse à croire que cet argent a été introduit par les Gotlandiens, qui entretenaient à l'époque des rapports réguliers avec leurs comptoirs commerciaux de Novgorod, en passant par la Lettonie et l'Estonie.

5. PREMIÈRE AGRESSION RUSSE CONTRE LES PAYS BALTES

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, le rôle joué par les Scandinaves dans l'histoire de la Russie, finit par la mort de Yaroslav (1054). Les Scandinaves avaient donné à la Russie leur organisation politique, développé son commerce fluvial et introduit dans le pays la confession grecque et la civilisation byzantine. À ce temps c'est l'élément slave qui prit l'avantage sur l'élément suédois et la langue slave vint à supplanter la langue suédoise. Il ne resta aux membres de la dynastie scandinave, à la garde et aux fonctionnaires, que le choix entre deux solutions: ou bien se russifier, ou bien s'enrôler dans la garde du corps des empereurs de Byzance. Par la catholisation de la Suède en 1060, l'époque ancienne des Vikings était révolue et ce fut le commencement du moyen-âge, avec d'autres problèmes et d'autres idéals. Pours les Pays baltes ces changements furent d'une importance capitale.

Dès que la Russie fut unifiée, elle devint aussitôt agressive. Après avoir installé son fils comme prince de Novgorod, Yaroslav, soutenu par celui-ci et les varègues étrangers, envahit à plusieurs reprises l'Estonie, où il fonda à Tartu (Dorpat) en 1030, la première forteresse russe dans les Pays baltes, la désignant sous son nom païen de Youryeff. Ayant conclu le con-

cordat avec Constantinople, Yaroslav agréa en 1037 Theopemptus comme premier métropolitain de Kiev, originaire de la Grèce et envoyé par le patriarche. Ce fait marqua le commencement d'une nouvelle ère dans l'histoire de l'Eglise orthodoxe. Afin de prévenir toute ingérence directe de l'Occident dans les affaires russes, les chefs de l'Eglise byzantine décrétèrent Rome comme schismatique. Ce dualisme se finit en 1054, en rupture définitive entre les églises catholique romaine et catholique grecque et encouragea le pape à prêcher un siècle plus tard, la croisade contre les Pays baltes. La politique dynastique de Yaroslav fut également couronnée de succès: son fils Vsevolod épousa la fille de Constantin, empereur de Byzance, tandis que la fille née de cette union fut mariée à Henri IV, empereur d'Allemagne. D'un autre côté, Anne, fille de Yaroslav, devint la femme de Henri 1^{er}, roi de France.

Pourtant le vrai danger russe commença à menacer les Pays baltes à l'époque de Vladimir II Monomach (1053—1125), petit-fils de Yaroslav, qui étant grand prince (1113—25) poursuivit la concentration du pouvoir exécutif entre ses mains avec une telle persévérance que bientôt les $\frac{3}{4}$ de la Russie de l'époque, se trouvèrent réunis sous sa puissance directe. Il tenta par ailleurs de contrôler les voies fluviales entre la Mer Noire et la Baltique. Il avait épousé Gita, fille du roi Harald d'Angleterre, et leur fils aîné, Mstislav 1^{er} Harald, épousa à son tour la princesse suédoise Christine. Ainsi les liens de la maison régnante de Kiev s'étendirent de Byzance jusqu'en Angleterre.

C'est dans les sources de l'époque qu'apparaissent les premiers renseignements au sujet des Zemgales, complétés en partie par les fouilles effectuées de 1933—36 dans la colline du château-fort de Daugmale, située sur la rive gauche de la Daugava, à 12 km. en

amont de Riga et à 3 km. en aval des rapides de l'île de Dole. Entre le II^e et le XII^e siècle, c'est à dire pendant dix siècles, ce château important avait été habité par les Zemgales, qui de ce fait ont pu contrôler la route de la Daugava en direction des «Grecs». Le riche inventaire de cette colline à château-fort datant du XI^e siècle, témoigne d'importations provenant aussi bien du côté scandinave que du côté oriental. Les trois pierres runiques de Södermanland, de la première moitié du XI^e siècle, parlent des Suédois tombés à l'embouchure de la Daugava, ou ayant maintes fois navigué vers la Zemgale (Seimgala) avec de riches bateaux et y ayant «distribué de l'or». Les Zemgales de Daugmale ont exigé des droits de péage pour les marchandises des Scandinaves; aussi, ceux-ci ont préféré d'emprunter la route russe, qui passe par le Golfe de Finlande, où les Slaves de Ladoga et d'Ilmen étaient trop faibles, pour gêner en quoi que ce soit le commerce des varègues. Il y avaient fait évidemment plusieurs tentatives pour occuper la route de la Daugava à partir de sa partie supérieure. À 25 km. des frontières de Latgale, au confluent de la Daugava et de Polota, se trouvait le château de Polotsk (Paltiska) mentionné déjà en 862 dans les chroniques russes. Il est également connu des sagas nordiques. Une dynastie de varègues appelée Rogvolod (Ragnvaldr) y régnait en 980. Ceux-ci étaient hostiles aux princes de Kiev, tandis que par la suite toute une série de chefs normands russifiés y exercèrent le pouvoir. On peut lire dans la plus vieille chronique russe l'inscription brève, mais significative: «les princes de Polotsk envahirent en 1106 la Zemgale, mais furent défaits et perdirent 9000 en tués». Les Russes n'ont plus jamais essayé par la suite de s'imposer aux Zemgales.

Après cette défaite militaire, Vladimir II ordonna à

son fils Mstislav 1^{er} Harald, résidant à Novgorod, d'envahir les régions frontières orientales de l'Estonie et de la Lettonie. Ces agressions ont eu lieu dans le courant des années 1111, 1113 et 1116, avec le but évident de mettre sous sa tutelle la «voie russe» de la Gauja, menant du Golfe de Riga vers Pskov et Novgorod et qui était contrôlée jusqu'à lors par les Lettgales et les Estoniens. Ces tentatives n'apportèrent probablement pas les résultats escomptés, car les attaques reprirent en 1130/31. À ce moment Mstislav était déjà grand-prince de Kiev (1125—32). Il ordonna à ses trois fils, Vsevolod, Ysyaslaff et Rostislav, la conquête des Pays baltes. Ceux-ci, au cours d'une campagne commune, qu'ils amorcèrent simultanément à partir de Novgorod, de Smolensk et de Polotsk, furent victorieux des *Tchoudes* et exigèrent que ceux-ci leur versent le tribut. À l'origine, les Russes désignèrent du nom de Tschoudes, les Gudes de Gotlande, mais par la suite ils attribuèrent ce nom à toutes les populations non-russes, habitant sur les bords de la Mer des Varègues.

Comme il était de coutume, cette suprématie tribulaire, durait jusqu'à une nouvelle guerre. Celle-ci ne tarda pas, en effet à éclater et déjà en 1132 les Tschoudes se révoltèrent, écrasant les forces de Vsevolod, fils de Mstislav. Par suite de cette défaite, la République de Novgorod en 1136 le destitua de son rôle de souverain et le chassa hors de ses frontières. De très violentes luttes de partis éclatèrent aussitôt à Novgorod et la République affaiblie n'était plus en mesure de poursuivre son expansion en direction de l'Occident, pendant plus d'une quarantaine d'années. Profitant du désordre russe «tout le pays des Tschoudes» attaquau au cours de l'hiver 1176/77 la République de Pskov, située aux frontières mêmes de l'Estonie et

qui était l'aboutissement de la «voie russe» près du lac Peipus. Au cours de cette guerre, les Russes subirent des pertes très importantes.

Les Novgorodiens appelaient alors le petit-fils de Mstislav Harald comme prince, dit Mstislav le Brave. D'après les récits des chroniqueurs Mstislav accompagné de 20.000 hommes avait déjà effectué au début de l'année 1180 des pillages dans les régions limitrophes de l'Estonie et de la Lettonie et, au bout d'une semaine, était revenu à Novgorod, chargé de nombreux prisonniers. Il faut remarquer qu'à cette époque, seules les femmes et les enfants étaient faits captifs. On pense qu'après cette dure défaite, les Estoniens, aussi bien que les Lettgales du bassin de la Gauja durent payer tribut à Novgorod. Cette domination russe ne fut cependant que d'une courte durée, car déjà au cours de l'hiver 1183/84, les Lettgales dévastèrent la République de Pskov. En guise de représailles, les troupes de Novgorod, Pskov et Polotsk, envahirent à nouveau les Pays baltes au cours de l'hiver 1191/92.

La période de l'expansion russe était en réalité déjà révolue. Par la diminution progressive de l'arrivée des varègues étrangers et par la russification de leurs troupes élues (droujina), la mentalité slave prit de plus en plus le dessus et se manifesta par d'incessantes guerres dynastiques entre les principautés varègues. La diplomatie de Byzance encourageait d'ailleurs vivement cette prépondérance slave. Entre les années 1055 et 1228 on ne compta que 93 années de paix en Russie, tandis que les autres 80 se déroulèrent dans des guerres mutuelles, ayant pour enjeu le trône du grand-prince de Kiev.

Ces renseignements concernant les combats dans les Pays baltes sont extrêmement pauvres et arbitraires, filtrés le plus souvent par l'intermédiaire des chro-

niques russes locales. Parmi celles-ci, les annales de Polotsk, d'une importance capitale, ont été malheureusement détruites. La préchronique, dite de Nestor, dans l'introduction cosmographique de sa troisième version, révisée en 1118, nous dit notamment: «les Tschoudes, les Lithuaniens et les Zemgales, les Coures, les Lettgales et les Lives payent tribut aux Russes». Au XII^e siècle, seul l'État de Kiev portait la désignation «Russj», tandis que les Normands de la Russie septentrionale continuaient à être appelés varègues. Aucune autre source ne confirme cependant ce récit légendaire, qui affirmait l'existence de la suzeraineté de Kiev sur la Lettonie Occidentale — la Zemgale et la Couronie (Courlande). Aujourd'hui il a été enfin mis au point que le rédacteur, qui avait révisé la chronique en question, avait été jusqu'en 1117 le confesseur de Mstislav 1^{er} Harald, en personne. Ce prince était d'origine suédoise, comme sa première femme Christine d'ailleurs, et il est compréhensible qu'en parlant au moins de ses incursions dans les Pays baltes, Mstislav 1^{er} exagérait l'importance de ses victoires des années 1111—1116, ce qui n'a d'ailleurs rien d'étonnant. En décrivant l'histoire des Pays baltes du point de vue normand, il attribuait ainsi à Kiev le mérite de toutes les victoires éphémères que les Vikings suédois et danois avaient remportées dans les Pays baltes, depuis le VIII^e siècle.

La position internationale des populations, habitant au Nord et à l'Est de la Daugava, était sensiblement différente. Avec la nomination de Meinhard, prêtre de Holstein, à titre de premier évêque live, ayant son siège à Ikškile (Ykscola), le pape Clément III indiqua dans sa bulle de 1188, que ce village se trouvait en Russie (in Ruthenia). Le roi Valdemar 1^{er} de Danemark, étant le fils du prince Knut II, gendre de Mstis-

lav 1^{er} et ayant épousé en 1154 Sophie, fille de Vladimir Glebovitch, prince de Polotsk, il est probable, qu'une opinion s'était établie à la cour danoise, attribuant aux princes de Polotsk le contrôle de la route de la Daugava. La cour de Rome, de son côté, pouvait avoir obtenu une telle information par l'archevêque de Lund. Elle gardait encore cette opinion même en 1508, affirmant dans un édit que «la majeure partie du diocèse de Riga était formée par des territoires appartenant à la Russie schismatique». Du point de vue pontifical c'était d'ailleurs parfaitement exact.

De nombreux faits nous prouvent avec certitude, que les princes lettgales, de même que les citadins et, en partie, les paysans de la Latgale, s'étaient convertis dès le XI^e siècle à la confession orthodoxe et en avaient adopté le culte. Dans le vocabulaire ecclésiastique letton, tous les termes le plus importants sont empruntés à la langue russe, excepté quelques-uns que l'on peut attribuer aux langues germanique et latine (p. e.: *mūks*, moine, *pātari*, pater noster etc.). Henri le Letton, l'historiographe officiel de l'évêque de Riga, Albert, affirme dans la chronique de la Livonie, rédigée en 1225/26, qu'au cours du pillage de Jersika (Gercike) ville du roi lettgalien Visvaldis (rex Wissewalde), les croisés allemands emportèrent les cloches et les images saintes de l'Eglise russe. Il est permis de penser que les pays lettgales, situés dans le bassin de la Daugava, appartenaient à l'éparchie de Polotsk, tandis que ceux situés dans le bassin de la Gauja — à l'éparchie de Novgorod. Bien qu'à cette époque la majeure partie de l'épiscopat et des cadres supérieurs de l'Eglise russe se recrutait parmi les Grecs, les prêtres étaient néanmoins des Russes et les livres liturgiques étaient traduits en vieux-slave. Il est évident, que parmi ces prêtres se trouvaient aussi des Lettons, qui avaient pu

obtenir l'instruction adéquate. Un code des évangiles slaves de 1270 se trouve à Moscou, copié et illustré par «Jurgis, fils d'un prêtre, dit le Letton».

Tout en étant précaire et éphémère, durant d'une guerre à une autre, la suzeraineté russe en Lettonie Orientale et en Estonie fut pour la nouvelle Église catholique un objet d'inquiétude. Avant d'entreprendre l'évangélisation des Lives, l'évêque Meinhard sollicita prudemment l'agrément du prince de Polotsk. Nous sommes portés à croire, qu'il le reçut avec la réserve que les tributs lives habituels devaient continuer à être versés à Polotsk. Il est probable, que les évêques postérieurs ne tinrent pas ces promesses, car le prince de Polotsk envahit le pays des Lives à plusieurs reprises, afin de se faire remettre son tribut par la force. Irrité, il bloqua la voie de la Daugava, à la suite de quoi les citadins de Riga se résignèrent à signer, en 1210, un traité de commerce, reconnaissant le tribut live. Celui-ci devait être payé soit par eux, soit par l'évêque de Riga. Comme Albert ne reconnut pas ce traité, signé en son absence, le prince de Polotsk l'invita en 1212 à de nouveaux pourparlers qui eurent lieu à Jersika, en présence des princes lives et lettgales.

Au cours de cette conférence, particulièrement dramatique, le prince de Polotsk affirma que les Russes ne contraignaient pas les peuples vaincus de se convertir à leur religion, mais exigeaient seulement le versement d'un tribut. En réponse à cela, l'évêque reconnut que la Bible admettait les droits tributaires des Césars. Il ne fait aucun doute, qu' Albert dut se racheter par une somme assez considérable du tribut exigé par Polotsk. En contrepartie, le prince russe renonça au profit de l'évêque de Riga à sa souveraineté sur les Lives, et les deux parties conclurent une alliance contre la Lithuanie.

Si la Russie renonça, par conséquent, à sa souveraineté sur le bassin de la Daugava et, implicitement sur Riga, la situation était bien plus complexe dans le bassin de la Gauja, où se trouvait l'autre État letton — Tālava (Tolowa). Novgorod, conjointement avec son satellite Pskov, prétendait avoir des droits sur le tribut de Tālava et sur celui d'Estonie. L'évêque Albert tenta d'abord de s'affranchir de ces prétentions russes par un mariage diplomatique, en faisant épouser à son demi-frère Teodorich, la fille de Vladimir Mstislavitch, prince de Pskov. Cependant les Russes chassèrent leur prince déjà en 1212 et réclamèrent leur tribut. Une guerre éclata bientôt qui dura 8 ans (1217—24). Elle se termina par le traité de Riga. Les Allemands obligèrent à reconnaître les droits de Novgorod et de Pskov sur le tribut de l'Estonie et de Tālava. Jusqu'à la fin du XIII^e siècle, les Russes tentèrent à plusieurs reprises de percevoir ce tribut par force, en envahissant les régions frontalières. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que le tsar Ivan IV le Terrible, cherchant un prétexte pour la guerre avec la Livonie, en 1557, exigea de l'évêque de Tartu (Dorpat) le paiement d'une somme de 60.000 thalers, appelée tribut de l'orthodoxie.

Ces tributs russes en Estonie et en Lettonie Orientale étaient une forme de protectorat et résultèrent d'une guerre perdue. Mis à part Koknese, les Russes ne possédaient en Lettonie aucune forteresse ou garnison, au moyen desquelles, par la menace d'une intervention armée, ils auraient pu s'immiscer dans les affaires intérieures des États lettgales ou lives. Ces peuples conservèrent donc leurs gouvernements nationaux, leurs armées, leurs châteaux-forts et leur culte. C'est seulement dans ce cas, où le tribut n'était pas payé pendant une longue période, que les Russes tentèrent de le per-

cevoir par force, ce qui se terminait généralement par une nouvelle guerre.

L'intensité de l'agression russe contre les Pays baltes commença à diminuer au XIII^e siècle, car deux nouvelles puissances militaires étaient nées, et de l'Est, aussi bien que de l'Ouest, vinrent à menacer dangereusement l'indépendance de la Russie. C'étaient la Mongolie et la Lithuanie. En 1307 Polotsk fut définitivement incorporée dans le Grand-Duché de Lithuanie et les Pays baltes n'étaient plus menacés que par Pskov, qui en 1348 se libéra du protectorat de Novgorod.

6. LA CIVILISATION LETTONNE À L'ÉPOQUE DES CROISADES

Le christianisme ne commença à prendre pied dans la région baltique qu'au bout de dix siècles. Craignant sans doute d'être isolés politiquement, les rois scandinaves acceptèrent les uns après les autres d'être évangélisés et tentèrent d'imposer également à leurs sujets la nouvelle foi, sous la forme de la confession catholique. Le Danemark s'y résigna au X^e siècle, suivi au XI^e siècle par la Norvège et la Suède, cependant que les populations gardèrent encore pendant longtemps leur culte et leurs rites païens. On ne peut commencer à parler de la victoire de l'évangélisation en Suède, qu'à partir de 1164, quand Uppsala devint le siège de l'archevêché et le roi suédois Eric s'engagea dans la croisade contre les Finnois païens.

Ces événements eurent une répercussion considérable sur l'avenir des Pays baltes. Sous la direction des grands papes, le christianisme était devenu un État universel en même temps qu'une Église militante. L'historien anglais T.D.Kendrick note justement, qu'à la fin de l'époque des Vikings, le christianisme constituait un passeport «pour le monde de l'abondance et de la splendeur, un laisser-passer garantissant un voyage sans encombres sur des routes parsemées d'or, qui mènent vers les marchés de Byzance et la Cour de l'Empereur de Rome».

Ce sont les négociants qui surent estimer le mieux

le prix d'un tel « passeport » et devinrent les pionniers du christianisme, tant en Scandinavie, que dans les Pays baltes. Plusieurs dizaines de petites croix, découvertes dans les fouilles de la colline du château-fort de Daugmale, prouvent, que parmi les marchands de cette ville au XI^e siècle, se trouvaient de nombreux chrétiens.

Si, au contraire, les princes de Zemgale et de Couronie hésitèrent à introduire cette nouvelle foi dans leurs États, la cause peut être imputée à plusieurs considérations d'ordre politique. Le système colonial des Vikings s'étant effondré, la Lettonie Occidentale n'était plus menacée par l'agression scandinave. La largeur de la Daugava et ses bourgs protégeaient les Zemgales contre l'expansion russe. D'un autre côté, les Zemgales et les Coures conformaient leur attitude à celle de leurs tribus voisines du Sud — les Baltes en Lithuanie et en Prusse Orientale. Ces dernières ne voulaient pas adopter le christianisme, car une telle action aurait fatalement amené leur embrigadement dans l'un ou dans l'autre des deux blocs politiques de l'Europe et leur avait imposé un choix entre l'Est et l'Ouest. Le sort des Estoniens et des Lettgales montrait assez clairement que l'adoption de l'orthodoxie était liée à la perte de leur souveraineté.

Située dans la plaine plate et fertile de la Lielupe, Zemgale a de tous temps été la province la plus riche de la Lettonie. Déjà au cours du XII^e siècle, elle pouvait exporter du froment et d'autres produits. Cette exportation passait par le Portus Semigallorum, bien connu à l'époque, et qui constituait un rival particulièrement dangereux pour la Riga allemande, nouvellement fondée. Aussi l'évêque Albert n'hésita pas à réclamer au pape Innocent III la bulle de 1201 qui, par la menace de l'anathème, jeta l'interdit sur ce port

zemgalien. Cette tendance à monopoliser le commerce oriental dès ses débuts, imprima à Riga un cachet essentiellement colonial, tandis que Lübeck, grâce au privilège de l'empereur Frédéric 1^{er}, en 1188, encourageait vivement la navigation des Russes, des Gotlandiens et d'autres «peuples orientaux», en les exemptant des droits de douane et d'autres taxes.

Nous sommes beaucoup moins informés en ce qui concerne les ports des Coures, bien que c'était un peuple navigateur par excellence. Il est cependant permis de croire que, outre du port de Grobiņa (Seeburg), mentionné déjà au IX^e siècle, ils utilisèrent non seulement l'embouchure de la Venta (aujourd'hui Ventspils), mais également Kuldīga (Goldingen en allemand, cf. le nom du port danois Kolding). Henri le Letton témoigne d'ailleurs que des bateaux étrangers ont fréquenté la Venta et affirme notamment que les Coures ont chassé les Wendes slaves, probablement des marins de bateaux avariés, vers le village Wendeculla près de Cēsis (Wenden en allemand). Il faut, sans doute, voir là un acte de vengeance des Coures contre les Slaves baltiques (les Wendes), qui firent subir aux marins coures un sort identique, lorsque ces derniers s'étaient aventurés dans leurs contrées et s'étaient rendus captifs. Il serait difficile d'expliquer autrement le fait, pourquoi dans des listes censitaires de 1229, établies dans l'évêché de Ratzebourg, nous trouvons des villages portant des noms spécifiquement coures, tels que Šabile (Tsabele), Kurzeme (Korseme), Bandava (Bandowe) etc. Ceci témoigne que les relations commerciales des Coures s'étendaient jusque dans le Mecklembourg.

Les produits d'importation étaient le sel, les métaux, les armes et le tissu de laine des frisons (*watmal*) correspondant du point de vue forme aux écharpes dor-

sales, dites *villaines*, très appréciées par les femmes lettonnes. D'après les inscriptions du Liber debitorum de la ville de Riga (1286—1352), la cire et les fourrures constituaient les principaux objets d'exportation.

Outre les produits de l'agriculture le seigle et l'orge, ceux de l'apiculture étaient employés comme «troisième monnaie», c'est à dire, la troisième source de revenu après le blé. On peut juger de l'importance, que le miel et la cire tenaient dans l'économie balte, d'après les rébellions que provoquèrent les pillages des ruches par les chevaliers Porte-glaives, en 1212, dans les pays lives et lettgales. Les prix des denrées étaient fixés d'après les tarifs de Visby.

Bien que les Baltes ne possédaient pas leur propre monnaie frappée, les affaires commerciales se traitaient néanmoins en argent. Comme les dirhems (3,2 - 3,5 grammes) étaient de deux à quatre fois plus lourds que les pennies anglo-saxons et les deniers allemands, on prit l'habitude d'utiliser pour les paiements les anciennes réserves de la monnaie coufique, en coupant le quart ou la moitié d'un dirhem correspondant à une pièce de monnaie occidentale. On a retrouvé en Lettonie des dépôts de nombreux dirhems, ainsi coupés en deux. Les orfèvres refondaient cette monnaie dévalorisée et en forgeaient des petites barres en forme de spirale, dont l'ouvrage moins soigné les distinguaient des bracelets en argent, qui étaient alors portés très couramment. Le poids normal de ces barres varie autour de 100 grammes, ce qui équivaut au quart de la livre carolingienne. Connue comme la *grivna* de Smolensk cette unité d'argent était employé par les habitants et les commerçants du bassin de la Daugava. Le chroniqueur Henri appelle cet argent letton *osseringe*, ce qui signifie anneaux d'or (*auss* en letton, *aurum* en latin, *or*; *ring* en nordique, bracelet). Effectivement,

à l'âge de la migration (400—800) des bracelets en forme de spirale circulent en Angleterre et en Scandinavie, comme moyens de paiement. Ils furent cassés à cet effet, suivant les incurvations et évalués au poids. A l'époque des Vikings (800—1060) ces bracelets étaient forgés en argent, bien que toujours appelés *osseringe* — anneaux d'or. Dans le XI^e siècle apparut un autre type de barres d'argent, ayant forme d'un bateau en miniature, d'un poids de 200 gr. environ, équivalent ainsi à une grivna de Novgorod ou un demi-marc gotlandais. Cette unité d'argent fut nommée poids de marc et on l'utilisait pour en frapper les deniers. La plus petite unité de contrepoids, utilisée pour la pesée de l'argent, était d'environ 4 gr. et correspondait à la drachme sassanide. On peut juger des réserves d'argent des Baltes d'après la plainte que le légat Baudouin adressa en 1234 à la cour de Rome, et dans laquelle il reprocha aux chevaliers Porte-glaives d'avoir imposé aux indigènes une contribution excessive, correspondant à 1 kilo d'argent par manoir.

On a découvert dans les fouilles des tertres de défense des débris calcinés d'os de bêtes domestiques et de grains de céréales, ce qui nous donne une idée exacte de l'agriculture dans les Pays baltes. Le chroniqueur Henri parle souvent de grands troupeaux que les croisés confisquèrent aux indigènes au cours des guerres du XIII^e siècle. Contrairement aux Scandinaves, les Baltes étaient des cavaliers réputés et les croisés allemands furent très étonnés de voir, les femmes monter à cheval aussi habilement que les hommes. Adam de Brême, auteur du XI^e siècle, avait déjà écrit que les Coures possédaient d'excellents chevaux (*equi optimi*). Une partie des chevaux dérobés à l'ennemi, en cas de victoire, était immolée aux dieux.

Les domiciles isolés (*villulae*) des Lettgales provo-

quèrent l'étonnement des croisés allemands, habitués au système de villages dans leur pays natal. De semblables villages n'existaient alors que sur les anciens territoires des Finno-ougriens, ou à leurs frontières. Pour la fixation des impôts on prenait pour unité un cheval de trait avec la terre arable (*uncus terrarum*). Si le paysan labourait avec un cheval et hersait avec un autre, une telle terre était dite »bi-chevaline» et les impôts étaient doublés en conséquence. Tous les vingt ans on procédait à une réévaluation des exploitations agricoles à des fins fiscales.

En Lettonie Occidentale on l'appelait une commune rurale *vaka* (*waccua*), tandis qu'en Lettonie Orientale — *pagasts*. Cette dernière désignation dérivait d'une ancienne institution des rois germaniques (*servitium regis*), consistant en une contribution collective d'hospitalité (*Gastung* en allemand) sous forme d'un banquet, donné à l'occasion de la venue du souverain dans un district judiciaire pour rendre la justice et percevoir les impôts. Cette coutume royale avait été introduite dans les Pays baltes et en Russie du Nord par les Vikings. La Lettonie avait 518 communes (*pagasti*) jusqu'en 1950, quand les occupants bolcheviks abolirent cette institution millénaire d'autonomie rurale pour la remplacer par 58 rayons russes.

Les Lettons appelèrent leurs princes du nom nordique de *kungs* (*kung*, roi en suédois), tandis que les sources latines emploient la terminologie suivante: *rex*, *dux*, *princeps*, *senior*. Contrairement aux princes russes de Novgorod et de Pskov, qui étaient en réalité des fonctionnaires nommés par la République, les souverains lettons étaient des princes héréditaires. Pourtant, aucun souverain, à notre connaissance, ne possédait aux XII^e et XIII^e siècles une puissance dépassant les limites de leur tribu. Les Lettgales avaient même

deux souverains: Tālivaldis de Tālava, dans le bassin de la Gauja et Visvaldis de Jersika dans celui de la Daugava. Cette division du peuple en tribus était une des causes principales de la faiblesse du système politique de la Lettonie, car les anciennes traditions des clans (*ģints* en letton) continuèrent à subsister. Chaque prince était lié aux décisions des pouvoirs provinciaux (*seniores terrae*), surtout en ce qui concernait la guerre.

La puissance militaire des princes s'appuyait sur la bande des cognats et sur la tribu armée, qui en temps de paix troquait leur armes contre les outils du laboureur. L'armée était organisée en compagnies, ayant un duc (*dux*) et un étendard. Une de ces bannières — rouge, rayée de blanc — mentionnée par la chronique rimée du XIII^e siècle, a été adoptée en 1918 comme drapeau de la République de la Lettonie. Des unités (*draudzes* en letton) de guerriers professionnels, étaient installées dans des châteaux-forts qui, outre du butin de guerre, recevaient aussi des redevances des terres, travaillées par des prisonniers de guerre. Tous les paysans de la commune devaient remplir des corvées, dans le but de reconstruire le château-fort, quand celui-ci avait été détruit ou endommagé au cours de la guerre. Ce fut début du féodalisme dans les Pays baltes à l'âge prégermanique. Les textes historiques désignent ce district du château du nom de *kiligunda*. Au cours de l'évangélisation, une église catholique fut fondée dans chaque *kiligunda*. Ainsi, les districts militaires devinrent par la suite des paroisses ecclésiastiques. Entre le XIII^e et le XV^e siècle, la Lettonie comptait de 70 à 80 paroisses.

Le prince était non seulement le chef de l'armée (*dux*), mais aussi le juge suprême, prononçant des peines capitales d'après la sentence émanée d'un tri-

bunal. De même que pour les Romains et les Germains, l'idée du droit (*taisniba* en letton) pour les peuples baltes était liée à la notion du chemin droit (*taisns ceļš*). Chaque tribu avait son droit coutumier. Ces codes se rapprochaient beaucoup des *Leges barbarorum*. Les délits privés pouvaient être acquittés par une taxe fixée en argent (*compositio*). La base de ces taxes pénales était une indemnité (*wergeld*) en somme de 40 marcs qu'un délinquant payait à la victime, ou à ses cognats, pour se soustraire à la vengeance privée. Le délinquant insolvable était condamné à devenir esclave (*kalps, drellis* en letton). Tous les autres sujets étaient des hommes libres, parmi lesquels les châtelains et les chefs de clans se distinguaient par leur fortune. Les sources désignent cette aristocratie sous les noms: *meliores, primores, maiores natu* (*labieši* en letton).

Des centres d'artisans et de commerçants étaient des villes fondées autour des bourgs les plus importants, surtout aux carrefours des voies. Au cours des années 1933 et 1940 des fouilles pratiquées par l'Administration des Monuments et le Musée Historique d'État aux bourgs et bourgades ou faubourgs de Daugmale, Mežotne, Jersika et Talsi ont procuré un tableau exact de leur aspect et destination anciens et, en même temps nous ont donné une idée plus exacte de la vie de leurs habitants.

Le rôle joué par la bourgade fondée à proximité immédiate du bourg et sous la protection des ses remparts — est particulièrement curieux, comme on a pu constater par un examen des fouilles des ces bourgades. La population des bourgades comprenait des laboureurs et des artisans travaillant pour les besoins du bourg, ainsi que des marchands. Les bourgades très peuplées existaient près de nombreux bourgs et furent les embryons de la future colonisation urbaine. Dès le XI^e

et XII^e siècles certaines bourgades, en raison du nombre élevé des habitants et de la concentration artisanale et commerçante, méritaient même, sans aucun doute, le nom de villes, quoique leur population ne se différenciait pas encore juridiquement de la population campagnarde environnante (comme dans les villes du droit allemand fondées au XIII^e siècle).

C'étaient là des lieux de marchés où se rendait la population paysanne des alentours avec ses produits agricoles, des denrées alimentaires variées et des objets de sa fabrication qu'elle troquait chez les artisans pour se procurer leurs productions, ou chez les marchands contre les denrées et les articles qui lui étaient nécessaires: le sel, des outils de fer, des ornements d'argent et de bronze, des verroteries, etc. Les inventaires des sépultures montrent, que l'art de tissage avait atteint aussi dans les campagnes un niveau très élevé. Les costumes nationaux, portés encore aujourd'hui à l'occasion des fêtes et ayant conservé une tradition quasi millénaire, nous le prouvent d'une façon effective. Toutes les habitations étaient construites en bois, étant donné que le pays était riche en forêts. Aucune ferme ne pouvait être conçue sans une maison chauffable (*istaba*), plusieurs granges (*klētis*), écuries et étables (*kūtis*), une meunerie (*maltuve*) et une étuve (*pirts*). Ces édifices étaient tous construits selon un plan bien défini et disposés autour de la cour dans un ordre traditionnel.

De même que les Slaves et les Germains, les peuples baltes n'avaient pas de temples. Dieu, parfois appelé Maître céleste, habitait d'après les croyances, soit au ciel, soit dans les lieux sacrés païens, connus sous le nom germanique de *elki* (*alb*, temple, en goth). C'étaient généralement des eaux et forêts sacrées, où il était interdit de chasser, de pêcher et d'abattre les arbres,

autrement que pour les besoins du culte. Un chêne centenaire constituait d'habitude le sanctuaire comme la résidence de Dieu. Le croisé flamand Guillebert de Lannoy, dans ses récits de voyage, en 1413/1414, nous décrit telles forêts en Couronie. Beaucoup d'autres auteurs en parlèrent à leur tour. Il existait aussi des collines sacrées spécifiques (*Elku kalni*), étudiées par l'archéologue letton Ed. Šturms. Ces dernières se trouvaient généralement à proximité des châteaux-forts et avaient été spécialement aménagés pour les besoins du culte, ainsi que le témoignent les os d'animaux immolés, retrouvés dans des fosses cylindriques. Bien qu'ils eussent leurs devins qui, en jetant des dés, ou au moyen d'autres oracles, essayèrent de connaître la volonté divine à l'occasion de guerres ou d'ordalies, ils n'avaient pas de clergé au vrai sens du mot, ni de degrés hiérarchiques.

La source la plus pure et la plus ancienne du folklore sacré letton, est la chanson populaire. Environ 3500 parmi elles parlent de Dieu (*Dievs*), employant ce nom comme nom propre. La notion primaire de Dieu coïncida avec l'image d'un ciel éclatant, et c'est dans ce sens que les Finno-ougriens l'ont emprunté aux Baltes (*taivas* en finnois, *taevas* en estonien). «Père céleste» est l'épithète le plus constamment employé à l'égard de Dieu et correspond à *Zeus pater* et *Diespiter* (Jupiter). Comme les attributs de Dieu sont tous blancs et argentés, il en ressort d'après Ed. Zicāns, l'historien de la religion lettonne, que dans ce cas la vision de la lumière s'est fondue avec l'aspect de la divinité. Tout comme le Dieu des chrétiens glisse dans la sainteté, celui des Lettons se confond avec la luminosité. A l'opposé des Hébreux, des Arabes et des Germains, pour qui Dieu se découvre dans des stychies menaçantes de la nature (p.e., dans les tempêtes du

désert), et inspire la peur et le respect, le Dieu des Lettons s'approche des hommes dans le calme et la paix. Une chanson populaire, que nous reproduisons ici, illustre parfaitement cette idée: «Doucement, doucement le Dieu descendait de la montagne dans la vallée; il ne heurtait ni la fleur, ni le poulain du laboureur». Sa Majesté ne prend nullement l'aspect d'une autorité sévère, mais emprunte une attitude patriarcale.

Par son domicile, son habit, ses gestes et son attitude *Dievs* est devenu une figure essentiellement rustique, possédant sa ferme du sol, ses chevaux, ses bêtes domestiques, ses valets et servantes. Ce n'est pas une transfiguration de Dieu, d'après l'aspect des hommes, mais véritablement son entière humanisation. En tant que fondateur et gardien de l'ordre social juste, Dieu est ainsi le législateur et le juge. Ce n'est pas par hasard que des termes techniques du vocabulaire juridique letton, se sont formés selon le modèle du droit divin avec l'idée centrale du droit chemin. A ce propos, un diction populaire est particulièrement significatif, s'adressant à un délinquant: «il devait être aussi droit que le doigt de Dieu, mais, hélas, ils est aussi tordu que la roue d'un chariot russe».

Le diable (*velns* en letton) est l'antagoniste de Dieu. Dans les contes et les légendes populaires, il est le personnage de premier plan et à l'époque de la servitude il est identifié aux seigneurs féodaux allemands, appelés «barons». Le diable habite un château, asservit des paysans, s'habille suivant la mode allemande, voyage en carrosse, possède sa bibliothèque. Cet antagonisme entre Dieu et le diable fut pendant des siècles le thème principal des mythes, exaltant la lutte nationale et sociale entre le peuple letton et la classe seigneuriale, qui avait commencé au XIII^e siècle et ne se termina

qu'avec la proclamation de l'indépendance de la Lettonie en 1918.

Les vestiges du calendrier lunaire se sont conservés dans les croyances populaires attribuées aux phases de la lune, de même que dans la formule «triple neuf» (3×9), qui est devenu un chiffre magique. Dans les mythes astraux les fils de Dieu (Dioscures), les filles du Soleil et leur mariage sont les figures centrales.

L'ornementation populaire lettonne est géométrique. Les éléments dominants, dans les tissus tout particulièrement, en sont la *svastika* et le motif du soleil, et ceci depuis des temps préhistoriques. A en juger d'après les dessins retrouvés sur des rochers en Scandinavie, on peut dire que déjà à l'âge du bronze, on avait imaginé le mouvement du soleil dans la «Montagne céleste» comme un voyage dans un char, tiré par des chevaux. Des notions analogues se sont conservées dans les chansons populaires lettonnes. Il est probable qu'à l'occasion des solstices d'hiver et d'été, de tels chars avaient été employés dans le passé à des fins magiques. Encore aujourd'hui le solstice d'été est considéré comme une fête nationale, adaptée à la fête de Saint Jean-Baptiste, et appelée ainsi la Fête de Jean (*Jāņi* en letton). Il est évident, qu'avant l'évangélisation c'était un culte purement païen exercé pour rendre fertiles les récoltes et le bétail. Ce fait est d'ailleurs affirmé par le refrain phallique (*līgo!*) des textes, chantés à l'occasion de cette fête. Elle est célébrée dans les «monts de Jean», où les «enfants de Jean», couronnés de chêne, ont coutume de sauter par-dessus des feux, afin que cette sorcellerie aide le Soleil, au terme de son voyage nocturne, se lever («sauter» en letton) à la «Montagne céleste».

La cosmogonie lettonne est héliocentrique sous un certain aspect, car le cosmos est appelé l'univers sous

le Soleil (*pasaule* en letton). Celui-ci se divise à son tour en deux mondes: celui d'aujourd'hui («ce Soleil - ci») et celui d'hier («l'autre Soleil»). Le monde d'aujourd'hui commence là, où le soleil se lève le matin, celui d'hier — là, où il se couche le soir. D'après les croyances lettonnes, le Soleil, en quittant «la Montagne céleste», entre dans la mer «afin d'y passer la nuit, assis sur une pierre grise». Les «gens d'hier» c'est à dire les défunts, se servent de cette même route, et, par la mer, s'en vont vers l'Ouest. L'orientation des sépultures tient probablement à cette idée du lieu de repos du Soleil. Les hommes étaient toujours ensevelis, la tête dirigée vers l'Ouest. Durant toute l'époque préhistorique, les Lettons observèrent strictement la coutume d'ensevelir leurs défunts sous la terre. Seuls les Coures empruntèrent aux Vikings la pratique de la crémation (X—XI^e siècles). Ils conservèrent cette tradition jusqu'au XV^e siècle et brûlèrent les cadavres sur un bûcher de bois de chêne.

De même que la vie des Olympiens dans la «Montagne céleste» n'est que la transmutation de la vie terrestre des mortels, «ceux qui se sont allés», continuent dans la tradition lettonne, les mêmes faits et gestes sous «l'autre soleil», qui correspondent à ceux qu'ils avaient l'habitude de pratiquer ici-bas. C'est la raison pour laquelle on enterrait les morts dans leurs vêtements de cérémonie, munis de leurs bijoux, et on leur faisait emporter dans la tombe jusqu'à leurs armes et leurs outils personnels: l'épée, la lance, la hache et la faux pour les hommes, la faucille, l'aiguille pour les femmes. Le monde des morts fut le règne de la Mère de la terre, appelée parfois aussi Mère des défunts ou Mère des sables. La particularité du folklore letton est en général le culte de nombreuses (environ 70) ma-

trones: p. e. la Mère du vent, Mère de la forêt, Mère des champs, Mère de l'eau etc.

Dans le domaine du folklore esthétique, le patrimoine le plus précieux est formé par les chansons populaires, dans lesquelles la mentalité lettonne s'exprime de la façon la plus originale et la plus complète. Les chansons et les mélodies lettonnes possèdent un caractère mélancolique, propre à la poésie des nations supprimées, mais ne rappelle en rien la sentimentalité fade des Allemands, ni le pathétisme solennel des Hébreux. Elles sont caractérisées par une humeur benévole et une légère ironie, se transformant parfois en sarcasme violent, quand il s'agissait d'exprimer l'arrogance de la classe féodale dominante. Citons par exemple: «Cinq chats tiraient la charrue, l'Allemand labourait en pleurant».

Les Archives du folklore de Riga peuvent se vanter à juste titre de leurs 775.000 textes de chansons populaires. Déjà depuis le moyen-âge, les observateurs étrangers furent unanimes à reconnaître aux Lettons la qualité de »peuple chanteur». Le principal auteur des chansons fut la femme, à qui la poésie populaire doit son charme lyrique. La partie la plus ancienne de ces chansons date surtout de l'âge païen des Vikings et de l'époque catholique postérieure, qui dura jusqu'au milieu du XVI^e siècle. Cette période classique est caractérisée par des chansons épigrammatiques, généralement constituées par deux strophes de trochées, qu'il est d'usage d'écrire en 4 vers. Chaque vers consiste à son tour en deux dipodies, séparées par une césure strictement observée. Il n'y a pas de rimes, mais l'allitération est souvent employée. En chantant, ces vers sont associés dans des cycles libres, qui évoquent soit la vie de l'homme, de sa naissance jusqu'à sa mort, soit la cérémonie d'une fête ou d'un culte. Les romances

de provenance étrangère appartiennent au groupe plus récent de chansons populaires, ayant des sujets plus ou moins épiques, une fable simple et un nombre illimité de strophes, ainsi que des mélodies individuelles. Ces fadaïses littéraires d'origine allemande, provenaient des manoirs seigneuriaux et marquaient déjà au XVIII^e siècle, le début de la décadence de la chanson populaire classique.

7. LA CONQUÊTE ALLEMANDE

L'âge ancien des Pays baltes finit au XII^e siècle et à partir de là commence leur moyen-âge. Unie par l'idéologie des croisades, l'Europe féodale marche vers l'Est. C'est une période de grande tension spirituelle, politique et militaire dans l'Europe Occidentale. Bernard de Clairvaux réalise le programme de Saint-Augustin, qui prêche le retour des païens et des non-catholiques au sein de l'Église Romaine, même par le feu et par le sang. Doué d'un excellent talent d'organisation et meneur d'hommes admirable, Bernard fonde l'Ordre des Templiers et l'Ordre des Cîteaux. C'est sous son influence que la 2^e croisade contre les Musulmans est décidée et a eu lieu de 1147 à 1149.

Les idées de cette Église combattante captivèrent immédiatement les princes de l'Allemagne du Nord. Ils saisirent, que cette action dirigée contre les païens, pouvait constituer un excellent prétexte à une expansion coloniale au-delà de l'Elbe. Portant la devise «se laisser évangéliser, ou mourir», les croisés allemands entreprirent, en 1147, l'invasion du territoire des Slaves (Wendes) de la Baltique. En 1158, l'un des plus grands colonisateurs, Henri le Lion, fonda le port de Lübeck. L'Allemagne devint ainsi un État de la Baltique et put entreprendre à partir de ce tremplin, des opérations de plus grande envergure en Europe Orientale. En 1163, Visby obtint le statut des villes allemandes et devint la base hanséatique pour l'accès des Pays baltes et de la Russie Septentrionale. Entre 1164

et 1170, le moine Meinhard, indigène de Holstein, visita à plusieurs reprises la Daugava en compagnie de négociants de Lübeck, dont il fut le secrétaire. Il apprit la langue live et en 1186 il fut consacré premier évêque des Lives.

Dans son oeuvre de missionnaire, qui dura de vingt à trente ans, Meinhard remporta certains succès parmi les Lives de la Basse-Daugava. Il fit appel aux maçons de Gotland pour construire la première église catholique dans le village live d'Ikšķīle (Ikescola). Sous le prétexte de se protéger contre les Lithuaniens, il y fit construire également un château en maçonnerie, situé sur un gué important de la Daugava. Le château une fois construit, les Lives baptisés ne tinrent déjà plus leurs promesses en 1196, sans avoir rien pu achever de ce qu'il avait entrepris.

Visiblement influencé par le rapport du moine cistercien Théodoric, qui missionnait parmi les Lives de la Gauja, Célestin III décréta que les mêmes indulgences, accordées aux libérateurs du Saint-Sépulcre, seraient acquises à tous croisés de la Livonie. Ce décret, autorisant le châtement des Lives renégats, par le feu et par le sang, devint bientôt une règle générale d'évangélisation, aussi bien à l'encontre des Lettgales orthodoxes, que des Estoniens, Zemgales et Coures païens.

La première croisade fut organisée par l'abbé cistercien Berthold, qui fut nommé successeur de Meinhard. À la tête d'une troupe de croisés allemands, il débarqua en 1198 dans l'embouchure de la Daugava et fut tué la même année dans une bataille. Alors les Lives décidèrent de refouler tous les missionnaires catholiques et les négociants allemands. Le nouveau pape Innocent III, réagit violemment contre cette décision, et par la bulle du 5 octobre 1199 appelait « tous

les fidèles de Saxe et de Westphalie» de participer à la croisade contre les «peuples barbares» à la défense de l'Église de Livonie. Cela n'a rien d'étonnant, étant donné qu'Innocent III fut également l'instigateur de la 4^e croisade générale (1202—1204). Sous son pontificat (1198—1216), la puissance des papes atteignit son apogée et la cour de Rome devint le tribunal politique de toute l'Europe.

Le chanoine Albert de Brême, neveu du métropolitain Hartwich II, est ordonné troisième évêque de Livonie. Albert était plutôt un politicien et diplomate, qu'un prélat. Bien que n'ayant pu réaliser son rêve personnel, voire de devenir le métropolitain de Livonie, il réalisa cependant au cours des 30 années de son règne (1198—1229) le plan des dynastes allemands. Il transforma la Livonie en colonie de l'Empire. Aussi, peut-on à juste titre appeler Albert, le Jules César de la Baltique.

Albert ne se rendit pas immédiatement à son siège mais leva d'abord des croisés en Gotland, car Visby, plus que toute autre ville, était intéressée à renouer le commerce avec la Russie, interrompu par les Lives. Ayant enrôlé environ 500 hommes il organisa ensuite l'arrière diplomatique de son entreprise, tout d'abord en rendant visite au roi danois Kanut, qui avec sa flotte pouvait empêcher le transport des croisés. Il se rendit ensuite chez Absalon, archevêque de Lund, qui était le rival de Hartwich II et considérait les bords de la Baltique, comme sa zone d'influence.

C'est seulement après avoir obtenu ces assurances politiques, qu'Albert, qui était déjà à sa 2^e année d'épiscopat, débarqua pour la première fois dans son diocèse, en avril 1200, à la tête d'une flotte de 23 vaisseaux, accompagné du comte Conrad de Dortmund. Au cours de ses 30 années d'épiscopat, Albert

se rendit à 14 reprises en Allemagne, afin d'y recruter des croisés. La résistance des Baltes à l'agression allemande dura presq'un siècle malgré que la machine de guerre allemande était de beaucoup supérieure et la cour de Rome pouvait mobiliser les réserves en hommes de l'Europe catholique toute entière.

Qui fournissait les fonds pour la conquête allemande? Albert investit dans cette entreprise ses capitaux personnels et familiaux. C'est la raison pourquoi il donna les clefs des Pays baltes à ses frères et ses demi-frères. Les financiers des croisades furent aussi les marchands de Gotland, Saxe et Westphalie. Mais il est important de souligner, que ce sont surtout les Lettons et les Estoniens eux-mêmes, qui durent contribuer pour une large part aux frais d'occupation. Nous savons par la plainte du légat Baudouin, en 1234, que pour la période d'Albert seulement, cette contribution des indigènes s'élevait déjà à pas moins de 45.000 marcs, c'est à dire, à 9 tonnes d'argent. L'aide que l'Église et la cour royale de Germanie apportèrent aux évêques de la Livonie, était par comparaison à cette somme, proprement ridicule. En effet, l'évêque Berthold ne reçut de l'archevêque de Brême qu'un subside annuel de 20 marcs, tandis que le roi Philippe de Souabe avait promis de son côté à aider Albert avec la bagatelle de 100 marcs. Connaissant cet état des choses, les Lives expliquaient l'agression des Allemands par leur pauvreté.

Nous sommes bien informés en ce qui concerne la première période de la conquête, grâce à la chronique d'Henri le Letton (Henricus de Lettis). Il était un de ces jeunes indigènes, que l'évêque Meinhard avait racheté de la captivité des païens et envoyé dans un monastère de Holstein. Henri revint à Riga en 1203, âgé d'environ 16 ans, termina son instruction sous la

direction de l'évêque Albert et fut ordonné prêtre letton en 1208. Bien que sa chronique soit très documentée, elle est apologétique, comme toute historiographie officieuse. Dans le récit d'Henri le Letton, tout ce que les croisés allemands avaient pu commettre en Livonie, était commandé par la grâce divine, en l'honneur de *Civitas Dei*. Dans le même ordre d'idées, tout ce que les Baltes durent accomplir pour la cause de leur liberté, était une preuve de leur hérésie et de leur appartenance à la *Civitas Diaboli*. Ainsi, les Estoniens combattant contre des Allemands, sont appelés «traîtres et fratricides», tandis que l'agression allemande est glorifiée sous le signe de l'héroïsme et d'autres vertus.

Vu que le siège du diocèse à Ikšķile se trouvait trop éloigné de la mer et ne pouvait servir de base à des opérations d'envergure, Albert décida de fonder une nouvelle métropole. En 1201, il choisit pour ce futur emplacement un village live, qui servait en même temps de port et qui était situé entre la Daugava et son petit affluent, la Riga. On accorda le statut de Visby à la nouvelle cité et invita les artisans et négociants allemands de s'y établir. La plupart d'entre eux venaient de Brême et de Hambourg. Les armes de Riga furent combinées de celles des deux villes mères: les tours de Hambourg et la clef de Brême. Il y fit bâtir un palais épiscopal et une cathédrale avec le chapitre diocésain et une école latine. Le château de l'ordre des Porte-glaives y fut également bientôt édifié et c'est pourquoi le chroniqueur Henri pouvait dire avec raison: *Riga rigat gentes*.

La manière par laquelle Albert obtint des territoires en Livonie est caractéristique aux méthodes diplomatiques de l'époque. Ayant invité à une conférence les princes lives baptisés (*seniores terrae*), il les fit en-

fermer dans un bâtiment et les retint en captivité jusqu'au moment, où ils aient signé un traité de la cession de biens, destiné à la fondation de la ville de Riga. Comme garantie il exigea trente de leurs fils à titre d'otages, qu'il fit déporter en Allemagne pour «y étudier les coutumes chrétiennes et apprendre à demeurer pour toujours fidèles aux Allemands». Quelques-uns parmi eux devinrent membres du clergé livonien. Encore en 1292 les *Annales Lubicensis* rapportent la mort d'un dénommé Johannes Livo, doyen de Lübeck, ce qui nous porte à croire que certains ecclésiastiques indigènes avaient accédé aux plus hauts postes de l'Église, même en Allemagne.

Comme la plupart des pèlerins vinrent en Livonie à la seule fin d'expier leur peine, c'est à dire pour la durée d'un an, et rentrèrent chez eux après avoir obtenu les indulgences du pape, il était nécessaire de trouver une autre solution pour protéger la nouvelle colonie. L'Europe avait déjà résolu un problème semblable en Terre-Sainte, en créant des ordres de chevaliers. Le moine cistercien Théodoric, qui dès 1200 se trouvait en mission diplomatique auprès du Saint-Siège, obtint l'autorisation de fonder un ordre nouvel de chevaliers, appelé *Fratres militiae Christi*. En 1204 le pape lui donnait le statut des Templiers français. Les frères de l'ordre portaient sur leur manteau blanc les emblèmes d'une croix rouge et d'une épée, d'où le nom «chevaliers Porte-glaives».

Contrairement aux Templiers, les Porte-glaives étaient un ordre épiscopal, c'est à dire soumis à la juridiction de l'évêque de Riga aussi bien dans les questions temporelles que spirituelles. Mais cette dépendance était tout nominale, car au fait c'étaient les Porte-glaives eux-mêmes qui possédaient la puissance militaire. Les frères de l'ordre se recrutaient en ma-

jeune partie parmi les fils des négociants de Gotland et d'Allemagne et, par conséquent, les biens matériels les intéressaient plus, que la *civitas Dei* de l'Église catholique. On peut juger de la mentalité de cet ordre, en rappelant que le premier maître Wenno fut assassiné par un propre frère, tandis que l'autre, Volquin fut enfermé en prison par des frères rebelles. Après trente ans de tels procédés, cet ordre, totalement démoralisé, fut anéanti par les forces réunies des Zemgales et des Lithuaniens en 1236 dans la bataille de Saule (aujourd'hui Siauliai, en Lithuanie). Par décret du pape Grégoire IX, ce qui en restait de cette défaite fut incorporé dans l'Ordre Teutonique.

Le but stratégique le plus immédiat de l'évêque Albert était d'occuper la voie de la Daugava, afin de renouveler le commerce direct avec la Russie. Il y réussit d'une manière relativement facile, faisant bi-annuellement débarquer à Riga des caravanes de croisés. Ayant conclu des traités d'amitié de courte durée avec les Zemgales et Lithuaniens, il s'assura ainsi de son flanc droit et par des attaques-surprise, il conquiert ensuite les bourgs de la Daugava. Les Lives d'Ikskile furent contraints à se rendre en 1200, le prince Vetsseke de Koknese, en 1207, enfin le roi Visvaldis de Gericke en 1209.

À la suite de ces réussites Albert conclut avec Vladimir, grand-prince de Polotsk, un traité de commerce (1212). Le texte de ce traité n'est pas connu. Cependant, nous connaissons les clauses du traité conclu en 1229 entre Smolensk, Polotsk et Vitebsk d'une part, et les commerçants latins de l'autre. L'ordre dans lequel ces derniers ont mis leurs signatures, témoigne du rôle que certaines villes possédaient dans le commerce avec Riga et la Russie: Gotland, Lübeck, Münster, Groningue, Dortmund, Brême, Riga. L'un des

principaux commerçants fut le frère Rolf de l'Ordre des Porte-glaives.

S'il n'y avait pas eu la chronique d'Henri le Letton, nous n'aurions, probablement, jamais su, quels événements dramatiques se déroulèrent derrière le paravent diplomatique de ces traités, juridiquement corrects, que les souverains baltes furent contraints de conclure avec les forces occupantes. Les alleux (*hereditas patrum*) que les rois abandonnaient à l'Église, étaient formellement donnés librement. Après cette opération on leur restituait d'ailleurs une partie de leur territoire, généralement la moitié, convertie en « fief de reprise » et tenue de l'évêque de Riga. Ainsi les rois et les princes devinrent vassaux de l'Église.

Un exemple excellent est fourni par les événements qui affectèrent le statut de l'État letton le plus important appelé du nom de la capitale Jersika (Gerceke), situé sur la voie Riga-Daugavpils à 169 km. de Riga. Visvaldis (Wissewaldus) en était le roi et plusieurs princes lettons (de Autina, de Cesvaine) lui payaient tribut.

Au cours du règne de l'empereur Otto IV et du pape Innocent III, en automne 1209, l'évêque Albert rassembla ses croisés avec les troupes baltes des satellites et sans déclaration de guerre attaqua Jersika. Ayant fait prisonnière la reine et pris un grand butin, y compris les chloches et les icônes des églises orthodoxes, il revint à Riga, après avoir incendié la ville (*civitas*). Le roi a pu se réfugier de l'autre côté de la Daugava. Il reçut un message, l'invitant de se rendre à Riga, où l'évêque lui dicta ses conditions de la subjugation. Pour la libération de la reine et des autres prisonniers, Visvaldis devait donner (*perpetua donatione conferre*) son royaume à l'Église de Sainte-Vierge et devenir le vassal de l'évêque.

Un complexe d'actes solennels eut lieu à la place de l'église de Saint Pierre. L'évêque Albert, assis sur son trône entouré de sa cour féodale (cinq comtes allemands, le Maître des Porte-glaives et plusieurs vassaux) accepta l'hommage et l'auto-tradition du roi Visvaldis qui, probablement, tête nue et sans armes, jura le serment de fidélité. Après ce rite de l'hommage (*prestito nobis hominio et fidei sacramento*), l'évêque concéda au roi en bénéfice une partie de son royaume démembré, donnant l'investiture par trois étendards (*cum tribus vexillis*). Chaque étendard symbolisait une province concédée au roi, tandis que l'autre moitié fut donnée en fief aux anciens princes tributaires déjà convertis à l'Église romaine. D'une façon semblable en 1139 Roger II, roi de Sicile, avait reçu son fief de reprise des mains du pape Innocent II.

Le cas de Visvaldis est typique à toute l'histoire de la conquête de la Livonie. Les traités de vassalité étaient le prix politique que les souverains baltes furent obligés de payer aux occupants allemands, soit après leurs défaites militaires, ou bien sous pression diplomatique. Ces derniers obtinrent ainsi d'une manière légale des bases militaires pour contrôler ensuite toute une province et finalement l'incorporer. C'est ce que fit Philippe-Auguste en Normandie (1203). Si l'histoire tolérerait des analogies, ces actes du XIII^e siècle pourraient être rapprochés des méthodes, au moyen desquelles, en automne 1939, le Kremlin contraignit les trois Pays baltes à céder «volontairement» des bases terrestres, maritimes et aériennes aux forces occupantes russes. Cet abandon était exécuté en vertu d'un soi-disant traité d'assistance mutuelle, mais en réalité préluait à l'annexion de ces pays.

Le sort des vassaux baltes sous la suzeraineté de l'évêque de Riga était destiné par avance. En se dé-

fendant contre les attaques provoquées par les croisés allemands, ils furent accusés de félonie et perdirent par la suite tous leurs fiefs ou furent châtiés d'une autre manière. Ainsi Vetseke de Koknese fut obligé de se réfugier en Russie, dès 1208, et abandonner aux Allemands la partie de son État que l'évêque lui avait concédé en fief. Le même sort échut à Visvaldis. Les trois provinces de Jersika, auxquelles il avait renoncé en 1209, furent, en 1211, en présence de trois évêques de Saxe incorporées dans l'évêché de Riga et partagées par un tirage au sort entre l'évêque de Riga et les Porte-glaives. En 1213, Daugerutis, beau-père de Visvaldis et prince lithuanien fut torturé et achevé en prison à Cësis (Wenden) par les Porte-glaives. Au printemps 1214, les vassaux allemands envahirent nuitamment et avec l'assentiment de l'évêque Albert, le château-fort de Jersika et le mirent à sac. En 1224 Visvaldis fut obligé de céder à l'évêque de Riga la moitié de ce qui lui restait de son royaume. Un document de 1239 nous apprend, qu'il ne restait plus de la ville de Jersika que des ruines. Comme des textes du XIV^e siècle parlent d'un château de Visvaldis (*castrum Wissewalde*) près de Kaunas, il est possible, que le roi de Jersika lui-même, soit ses héritiers, aient émigré en Lithuanie afin d'y poursuivre la lutte contre l'Ordre Teutonique. Plusieurs dizaines d'aristocrates lettgales s'y exilèrent également, n'ayant pu pâtir la domination allemande.

Pour rendre plus effective l'occupation de la voie de la Daugava, l'évêque de Riga mena une politique anti-lithuanienne, celle des Porte-glaives fut, au contraire, anti-estonienne. Pendant 20 ans (1208—1227) les Estoniens résistèrent farouchement à leur agression. En même temps les Lives et les Lettgales du bassin de la Gauja, furent les alliés occasionnels des Allemands, en

vertu des intérêts de commerce qui les opposaient depuis longtemps aux Estoniens. Dans cette région le transit des marchandises empruntait la route russe (*via Ruthenorum*) longeant la Gauja, qui bifurquait à Cēsis en deux directions: vers Tartu (Dorpat) au Nord, passant par les régions estoniennes et vers Alūksne et Pskov à l'Est, traversant l'État de Tālava (Tolowa).

Par la fameuse devise de propagande «libérer et protéger les opprimés», les Porte-glaives obtinrent dès 1205, l'amitié et l'adhésion de la colonie slave des Wendes de Cēsis, dont l'existence était effectivement pitoyable. C'est là qu'ils construisirent une de leurs forteresses les plus puissantes, destinée à la conquête du bassin de la Gauja. Pas plus tard qu'en 1208, les Porte-glaives avaient déjà conclu une alliance militaire, non seulement avec les princes tributaires de Visvaldis, déjà cités, mais encore avec le grand prince lettgalien, Tālivaldis (*Thalibaldus*). Son État, la Tālava, était contigu, au Nord, à la limite estonienne, tandis qu'à l'Est, jusqu'à Ostrov, il touchait sur toute la longueur à la Russie. Aussi cet État, plus que toute autre région, souffrait de l'agression russe.

Promettant à Tālivaldis leur protection contre ces ennemis extérieurs, les Porte-glaives eurent la partie facile pour le faire entrer dans leur jeu. Le chroniqueur Henri dit à propos de cette alliance, que «les Lettgales et les Allemands ne formaient qu'un corps et une âme». Selon cette alliance, les Lettgales et les Lives devaient prendre part à toutes les expéditions des Allemands. Une invasion particulièrement sanglante eut lieu en Estonie et ne se termina qu'en faveur d'une épidémie de peste, par le traité de 1212. Mais ce ne fut qu'une trêve, et bientôt après les incursions russes et lithuaniennes reprirent en Tālava.

Se rendant compte de ce que les Porte-glaives étaient mauvais alliés, Tāivaldis dénonça le traité de 1208. Ses fils se rendirent en 1214 par l'intermédiaire de Philippe, évêque de Ratzebourg, sous le protectorat de l'évêque de Riga, promettant d'échanger leur religion orthodoxe contre la religion catholique. Le texte de ce traité n'a malheureusement pas été conservé, mais il est fondé de croire qu'il devait être identique à celui que Visvaldis avait signé en 1209.

En reprenant l'état de guerre contre l'Estonie en 1215, les Lives et Lettgales y participèrent non plus comme les alliés des Porte-glaives, mais à titre des sujets de l'évêque de Riga. Tāivaldis mourut au cours de la même année, après avoir été fait prisonnier et torturé par les Estoniens. La guerre se prolongea jusqu'en 1224. En vertu du traité germano-russe de 1224, l'évêque Albert reconnut les droits de Pskov sur le tribut de Tālava. À la même année Tālava fut démembré: les Porte-glaives en obtinrent le tiers, tandis que l'évêque obtint le reste. Ceci marque la fin de la première époque des croisades livoniennes, qui eurent pour champ de bataille les territoires lives, lettgales et estoniens.

8. LES ILLUSIONS DU SAINT-SIÈGE

L'audience que Innocent III accorda au roi live Caupo en 1203, marque le début d'une nouvelle époque pour tous les peuples à l'Est de la Daugava. Le soleil de Byzance (*lux ex oriente*) commençait à s'éteindre devant l'éclat de cette auréole extraordinaire (*lux ex occidente*), qui rayonnait maintenant dans le ciel de la Méditerranée.

Le Saint-Siège était devenu le chef politique des «nations unies» d'Europe et le césarisme théocratique avait atteint l'apogée de son pouvoir. Les papes organisaient les guerres et décidaient du sort des rois. Après avoir proclamé la Livonie comme terre de la Sainte Vierge (*terra Matris*), Innocent III la plaça sous le protectorat du Saint-Siège. Aucune décision, prise à Riga, ne pouvait donc entrer en vigueur, avant d'avoir été entérinée par Rome.

Le Saint-Siège caressait un projet utopique, visant à faire de la Livonie des États pontificaux, gouvernés par des légats. C'est la raison pourquoi Innocent III, de même que Honoré III et Grégoire IX, tenaient tellement à poursuivre la politique de *divide et impera*, tout particulièrement en ce qui concernait la question baltique. Comme l'évêque Albert et les Portuglaives se trouvaient constamment en querelle, la cour de Rome les sermonna à tour de rôle, mais refusa

cependant de proclamer leur exemption. Albert avait le dessein de devenir un métropolitain, tandis que les Porte-glaives désiraient s'assurer le statut de l'Ordre Teutonique. Ce dernier était indépendant de la juridiction des évêques et soumis directement au pape.

Déjà en 1167, Alexandre III avait courageusement combattu pour faire admettre au concile l'abolition de l'esclavage dans tout le monde chrétien. Le grand chimérique Innocent III tenta de réaliser ce projet. En les menaçant d'excommunication, la cour de Rome insista sans cesse auprès des Porte-glaives et de l'évêque de Riga, afin que les Baltes qui venaient d'être évangélisés ne fussent pas dépossédés de leurs biens. Honoré III proclama par la bulle de 1225 l'admission de tous les Baltes baptisés au sein de la communauté libérale des Enfants de Dieu (*in libertatem filiorum Dei*), car là, où était l'esprit de Dieu, devait régner aussi la liberté. L'état des nouveaux convertis ne devait pas être inférieur à celui, dans lequel ils s'étaient trouvés comme païens. En 1227, les principes de cette bulle furent répétés par son successeur, Grégoire IX. Aussi l'empereur Frédéric II déclara dans son manifeste de 1224, que les convertis de la Livonie et de la Prusse sont des sujets immédiats de l'Empire et étaient, par conséquent, affranchis de la servitude et de la juridiction des rois, ducs et princes.

Au printemps de 1225, Honoré III envoya en Livonie son légat Guillaume de Modène, muni de pouvoirs extraordinaires. Cet évêque italien, très cultivé et humain, était non seulement un habile diplomate, mais encore un prélat entièrement acquis aux idées du Saint-Siège. Le légat ne craignit pas à effectuer de longs voyages d'inspection dans un pays au climat rude et couvert de forêts et marécages, portant aux peuples de la Livonie le message de la liberté, visitant

tous les lieux, prenant note des doléances, jugeant les différends et révoquant les juges allemands véreux, en un mot — constituant l'ordre.

Non seulement les souverains locaux, mais même des envoyés russes, se rendirent auprès de lui. Quand Guillaume proposa à Viesturs, le grand prince de la Zemgale, de se convertir au catholicisme, celui-ci lui opposa une nette fin de non-recevoir. Il avait parfaitement compris que son sort n'allait être guère différent de celui de Visvaldis ou de Tāivaldis. Il n'avait pas oublié la date (février 1220), quand une armée de 8000 hommes, munie de nombreuses machines de guerre et dirigée par Albert et des ducs saxons, attaqua et incendia le bourg de Mežotne, une province de la Zemgale. Environ 200 chefs zemgaliens étaient faits prisonniers, dont plus d'une centaine fut lâchement assassinée.

Exécutant les ordres de Honoré III, le légat plaça toute l'Estonie du Nord sous le patronage de l'Église Romaine et chargea son vice-légat de la gouverner. Rentré à Riga, le légat réunit (au début de 1226) le premier synode de Livonie, où il donna lecture des décrets du IV^e concile latéran et publia les statuts provinciaux. Il quitta Livonie en mai 1226 après avoir déterminé les limites de la ville de Riga, décidé la juridiction mutuelle des Porte-glaives et de l'Évêque et ordonné la préparation des jeunes Baltes à la carrière ecclésiastique dans les écoles diocésaines de Riga et de Visby. Mais à peine fut-il embarqué, qu'on apprit déjà que les Porte-glaives venaient d'envahir les districts pontificaux de l'Estonie du Nord. Ces moeurs des Porte-glaives correspondent dans l'ensemble à la description que le moine cistercien français Albéric (du Monastère des Trois Fontaines) avait faite d'eux dans sa chronique. Selon lui, l'Ordre des Porte-glaives

avait dégénéré en une corporation de mercantiles et voire même de criminels, ayant le seul but de vivre *sine lege et sine rege*.

Après le départ du légat, aussi les Allemands de Riga purent poursuivre en toute quiétude leur politique coloniale qui apportait aux peuples baltes non pas la liberté des Enfants de Dieu mais le joug féodal. Bientôt les citadins de Riga firent des expéditions en Couronie et en Zemgale, dévastant les villages et provoquant la famine. A la suite de la famine de 1226—29, les Coures furent obligés de conclure un armistice avec les Allemands et s'engagèrent d'accepter leurs prêtres et leurs juges.

Albert mourut (1229) et une querelle de succession s'ouvrit. Grégoire IX chargea le cardinal Otto, légat en Allemagne, de trancher la question. Celui-ci nomma comme vice-légat le moine cistercien Baudouin d'Aulnes, wallon de l'évêché de Liège, et lui enjoignit (juillet 1230) de se rendre à Riga. Continuant la politique du Saint-Siège, Baudouin conclut, en 28 décembre 1230, un traité de conversion avec Lamekins, roi des Coures (Lammekinus rex), suivi, le 17 janvier 1231, d'un second traité avec les autres provinces de la Couronie.

La nature juridique de ces traités est le patronage et la vassalité. Lamekins se livra lui-même, ainsi que ses otages, entre les mains du pape par l'intermédiaire du vice-légat Baudouin. Le roi abandonna aussi ses alleux au pape et la Couronie devint un «fief de reprise». Il s'engagea de se rendre à Rome dans le délai de deux ans, afin d'y accomplir le rite de l'hommage et de prêter le serment de fidélité. Il promit d'accepter immédiatement le clergé, envoyé par le vice-légat et par la suite, un évêque installé par le pape. De même il prometta de verser pour leur entretien les mêmes

redevances que les catholiques de Gotland. Les Coures devaient en outre prendre part aux expéditions contre les païens. Une liberté perpétuelle leur fut accordée, ainsi que l'indépendance vis-à-vis des royaumes du Danemark et de la Suède.

Il est à noter, que dans ces traités aucune obligation n'était imposée aux Coures envers l'empereur, ni envers «les princes d'Empire». Ceci signifiait que Baudouin avait résolu de les soustraire entièrement à la juridiction de l'évêque de Riga et décidé d'en faire un État pontifical, sous le protectorat du pape.

Ces traités provoquèrent à Riga une émotion grave. La position de Baudouin d'Aulnes devint même si dangereuse, qu'il fut obligé de se réfugier dans le couvent de Daugavgriva. Nicolas, le nouvel évêque de Riga, exigea de Baudouin la remise entre ses mains des otages coures. Il les répartit, de même que toute la Couronie en trois parts égales, entre l'Église de Riga, l'Ordre des Porte-glaives et la ville de Riga. En automne 1231, Baudouin se rendit à Rome. Les Porte-glaives en profitèrent pour envahir la Couronie, saisir les traités que le vice-légat avait conclus avec Lamekins et forcèrent ce dernier à reconnaître la suzeraineté allemande. Les envoyés coures ne réussirent pas à gagner Rome, ayant été arrêtés en chemin et emprisonnés à Gotland par les Porte-glaives.

Au début de 1232, Grégoire IX ratifia les traités de Baudouin avec les Coures et le nomma légat en Lettonie, Estonie et Finlande, après l'avoir personnellement consacré évêque de Zemgale, en lui confiant aussi l'administration du diocèse de la Couronie. Il le chargea de récupérer en son nom tous les territoires lettons et estoniens, dont les limites diocésaines n'avaient pas encore été établies; il défendit aux Allemands de conclure des traités avec les païens baltes ou avec

les Russes, sans l'approbation du légat. Le pape demanda également aux citadins de Riga de renoncer à tous les otages coures, zemgales et estoniens, et de les remettre, ainsi que leurs provinces, à la disposition du légat. Il autorisa enfin Baudouin à consacrer les évêques de la Livonie, élus canoniquement. Par ces ordonnances papales Baudouin devint virtuellement le Maître des destinées de la Livonie.

Le légat commença à agir d'une façon énergique. Au nom du pape il distribua des fiefs en Zemgale, Couronie et Estonie et ses vassaux lui jurèrent fidélité. L'opposition allemande ne cessa cependant de grandir. Au cours de l'été 1233, Baudouin se rendit en Estonie du Nord et demanda aux Porte-glaives, de céder au pape la ville de Reval et les régions septentrionales. Cet acte provoqua la colère des Porte-glaives, qui jetèrent leur Maître en prison, attaquèrent les vassaux pontificaux, qui furent en partie tués ou bien subirent des tortures épouvantables. Afin d'effrayer les Estoniens, les cadavres furent jetés pêle-mêle et il fut défendu de les ensevelir. Enfin, d'autres nobles, fidèles au pape, furent chassés de leurs terres. Après ces incidents, Baudouin convoqua le concile provincial à Riga, qui couvrit les coupables de toutes les malédictions de l'Église et les destitua de leurs fonctions. Néanmoins les Porte-glaives ne cessèrent pas pour autant leurs agissements: ils poursuivirent les partisans du légat jusque même dans l'évêché de Riga, dévastèrent les biens du monastère de Daugavgriva et torturèrent les moines de l'Ordre de Cîteaux.

C'était donc une révolte ouverte contre le Saint-Siège. Se basant sur le rapport de Baudouin, Grégoire IX cita à Rome en 1235 toutes les plus hautes autorités ecclésiastiques de la Livonie, à titre d'accusés. Cependant, ni lui, ni la cour de Rome ne possédaient

la force nécessaire pour faire respecter leur politique. Afin d'apaiser les Livoniens, le pape rappela Baudouin (février 1234) et nomma de nouveau Guillaume de Modène, qui était plus en faveur auprès des Allemands. Celui-ci fut également chargé d'instruire cette cause et de faire exécuter le jugement de la cour de Rome. Les vrais coupables, les Porte-glaives, reçurent pourtant leur châtiment à la bataille de Saule, le 22 septembre 1236.

La situation changea alors radicalement. Le 4^e Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, H. von Salza (1210—39), conseiller de Frédéric II, avait ouvert à son Ordre, par l'innombrables bulles impériales et pontificales, l'accès vers la puissance et la fortune. L'Ordre Teutonique était arrivé à fonder son propre État, chose que ni les Templiers français, ni les Hospitaliers italiens n'avaient pas réussi jusque là. Ayant perdu Palestine, chassé récemment de la Hongrie, l'Ordre s'empressa d'accepter la proposition que lui fit le duc polonais Conrad: d'installer leurs quartiers sur la côte baltique pour combattre ensemble les Anciens-Prussiens.

Afin de remplir le vacuum, qui s'était créé en Livonie après le désastre tant moral que militaire des Porte-glaives, Grégoire IX ordonna à son légat Guillaume de recruter dans toute l'Allemagne et en Gotland, des croisés pour la Livonie, ainsi que d'édifier des châteaux en maçonnerie dans les régions conquises (1236). Dans la même bulle il rappelle que les néophytes doivent conserver leur liberté et que le fardeau de servitude (*onus servitutis*) des esclaves doit être allégé. La mort de Grégoire IX marque cependant la fin de ces messages de liberté, qui restent lettre-morte. A part des croisés allemands, l'Ordre Teutonique est la seule puissance militaire sur laquelle la cour de

Rome pourra se reposer. L'époque de la politique des illusions est définitivement achevée.

L'Ordre Teutonique entra vite dans les faveurs de Guillaume de Modène. Après la disgrâce de Baudouin d'Aulnes, l'Ordre des Cîteaux dut céder le pas aux Dominicains, qui ne tardèrent pas à bénéficier de divers avantages. Dès 1243, le nouveau pape Innocent IV leur confia le soin de prêcher les croisades en Allemagne et lever des croisés jusque même en Bohême, Pologne, Poméranie, Danemark, Norvège et Suède.

Après une lourde défaite dans la bataille contre les Russes, en 1242, sur la glace du lac de Pskov les Teutons renoncèrent à leur projet de s'infiltrer jusqu'au golfe de Finlande et entreprirent des attaques planifiées contre la Zemgale et la Couronie. Le 19 avril 1242, le légat Guillaume leur donna l'autorisation de construire deux nouveaux châteaux, le premier (Mitau, Jelgava) situé sur les bords de la Lielupe; l'autre à Kuldiga (Goldingen), sur les rives de la Venta. Il estima, que cette mesure était le seul moyen pour venir à bout de la résistance des Coures et des Zemgales. Comme la majeure partie de la Couronie était déjà conquise en 1244, le légat prit une décision très importante, en rattachant la Couronie à la Prusse. Ceci signifiait qu'elle devait être cédée dans la proportion des deux tiers à l'Ordre, tandis que l'évêque de Couronie n'obtenait qu'un tiers. Le pape et l'empereur ratifièrent cette décision et en plus, accordèrent à l'Ordre Teutonique toutes les régales d'un souverain. Le partage de la Couronie eut lieu en 1253 et celui-ci de la Zemgale en 1254. Pour augmenter les forces de l'Ordre, fortement décimées, le pape Alexandre IV autorisa en 1255 d'y accepter comme membres des individus coupables de vols à main armée, des incendiaires et d'autres malfaiteurs.

Il est évident, que de tels personnages durent poursuivre leur métier peu recommandable, même après leur entrée dans les rangs de l'Ordre. Les faits viendront d'ailleurs nous le démontrer. Après l'invasion allemande de la Samogitie, en 1256, les forces de l'Ordre furent si sévèrement battues par les Lithuaniens dans la bataille de Durbe (1260), que cette défaite fut le début d'une réaction païenne des Anciens Prussiens, Coures, Zemgales et Estoniens. L'Ordre entreprit alors la reconquête de la Couronie, qui dura 7 ans et se termina par le traité de 1267, qui mit fin à l'indépendance nationale des Coures. La chronique rimée nous donne des détails sur les moyens qui furent utilisés à cette fin. Ainsi, après la prise d'un château-fort (Dzintere), les Allemands auraient massacré tous les hommes de la garnison couronienne, âgés de plus de 11 ans, et jeté les blessés dans la braise du château incendié.

Après la défaite des Coures, les Zemgales restèrent seuls pour continuer la lutte contre l'agression allemande. Les frères de l'Ordre entreprirent de leurs bases militaires jour et nuit, à toute saison, des pillages et incendiaient des bourgs et des villages, n'épargnant personne — ni femmes, ni enfants, ni même les champs et les bêtes, afin de forcer les Zemgales à la capitulation. En 1272, ils durent signer un traité de paix et accepter des juges allemands.

Mais déjà en 1279, le roi zemgalien Nameisis s'allia aux Lithuaniens pour libérer sa patrie. Seule la trahison empêcha la réalisation de ses intentions et Nameisis fuit en Lithuanie. Les Allemands reprirent les opérations en main et ayant invité les chefs zemgaliens à des soi-disant pourparlers de paix, les firent lâchement tuer. Alors les Zemgales entreprirent leur dernière lutte (1286) et réussirent presque à prendre Riga.

En 1290, saignés à blanc, cernés de toutes parts, plusieurs dizaines de milliers de Zemgales, s'exilèrent en Lithuanie, où des survivants des combattants des Anciens-Prussiens avaient déjà trouvé refuge. Ce fut la fin de la résistance des Baltes contre l'agression allemande. Elle avait duré tout un siècle. Un historien allemand, E. Chudzinski, parlant en 1917 des combats que l'Ordre dut livrer aux Coures et aux Zemgales, est obligé de reconnaître que le but de la tactique allemande était en effet *die planmässige brutale Ausrottung der beiden Völkerschaften*, c'est à dire: «l'extermination méthodique et brutale des deux nations».

Deux envoyés zemgaliens firent une dernière tentative pour sauver leur pays et se rendirent en 1300 auprès du Saint-Siège, accompagnés de Jean III, archevêque de Riga, afin d'y déposer une plainte contre l'Ordre Teutonique. Comme de telles protestations furent formulées encore en 1305 par l'archevêque Frédéric, le pape Clément V ordonna à son chapelain Franciscus de Moliano, en 1310, d'instruire cette affaire. Il est évident, que c'était peine perdue et la longue procédure de justice ne pouvait rien changer quant aux faits accomplis. La fraction des Zemgales et des Coures qui avaient survécu à ces massacres, fut en partie déportée vers d'autres districts, tandis que les régions ainsi dépeuplées furent colonisées par des Lives et des Lettgales, fidèles au régime allemand.

Afin de comprendre le sens de ces luttes, il est nécessaire de rappeler que les Baltes s'étaient opposés à l'évangélisation, parce que la conversion fut un acte politique, par lequel ils devinrent des sujets allemands, et que le Saint-Siège se révélait incapable de protéger les nouveaux citoyens contre les *maior servitia, asperitas seu tyrannides* de l'Ordre. Comme les Zemgales et les Coures ne pouvaient disposer que d'une armée

insuffisamment équipée, dépourvue des châteaux fortifiés et des machines à guerre, aucun héroïsme national ne pouvait en rien modifier l'issue inévitable de ces batailles. Les Anciens-Prussiens subirent un sort identique: la population de cinq provinces ayant été massacrée, les terres ne tardèrent pas à se transformer en brousse, tandis que les autres régions furent colonisées par des paysans et des citadins allemands. L'Ordre voulut organiser une pareille colonisation en Livonie, mais les paysans craignaient d'entreprendre la longue traversée de la mer.

Décimés et saignés, les peuples conquis tombèrent dans une apathie générale. Les chroniques relatent, qu'en 1315 une grande famine avait éclaté dans toute la Livonie et duré pendant plusieurs années. En 1343 les dernières révoltes contre les occupants eurent lieu en Estonie du Nord, semblables aux Jacqueries, qui eurent lieu en France (1358). Leur mot d'ordre était «à bas les étrangers». Les révoltes s'étendirent à l'île d'Ësel et les autres peuples baltes durent participer en 1345 à leur répression. Cinq années plus tard la peste commença aussi à ravager tout le pays.

Voilà quelle était la *Terra Mariana* dans la vision d'Innocent III et de ses disciples et voilà ce qu'en fit l'Ordre Teutonique.

9. LA CONFÉDÉRATION LIVONIENNE

Après la conquête, les noms d'Estonie et de Lettonie (*Lettia*), ainsi que ceux de Zemgale (*Semigallia*) et Couronie, disparurent progressivement d'usage officiel du pape et de l'empereur. Ils furent remplacés par le nom collectif et désormais officiel — la Livonie (*Livland*). Dans les discours quotidiens et les écrits des Livoniens eux-mêmes, les Lettons et les Estoniens furent dégradés par l'appellation générique *Undutsche* (Non-allemands). Le dialecte de la Basse-Allemagne devint la langue des citadins, des vassaux et leurs bureaux. Nous pouvons juger de l'ignorance générale concernant les Pays baltes, en consultant la grande encyclopédie *De proprietatibus rerum*, environ 1235 rédigé par Bartholomæus Anglicus, moine anglais très savant et chargé de cours à la Sorbonne. Il y est dit que la Livonie, la Zemgale et la Lithuanie se trouvent en Asie, tandis que la Prusse est une province européenne.

Les limites de la Livonie s'étendirent de Memel au Sud jusqu'à Narva au Nord, tandis qu'à l'Est elles coïncidaient avec les limites ethniques et correspondaient à la frontière russo-estonienne et russo-lettonne de 1918. Sur ce territoire cinq États existaient jusqu'en 1562: l'État de l'Ordre Teutonique et quatre évêchés. D'après les conceptions juridiques du haut moyen âge, ils étaient des principautés territoriales. Les évêques et le grand maître de l'Ordre furent les

princes ecclésiastiques de l'Empire et tinrent leur pouvoir en fief du roi d'Allemagne. Mais ces liens de la vassalité furent purement nominaux et la Couronne sous les Hohenstaufen se féodalisaient entièrement.

Au point de vue préséance, l'évêché de Riga occupait le premier rang dans la Confédération livonienne. Depuis 1245, le pape avait installé un métropolitain commun à la Prusse et à la Livonie, Albert II, qui en 1255 avait transféré son siège de la Prusse à Riga. A l'exception de l'évêque de Reval (Tallin), tous les autres évêques de la Livonie et de la Prusse étaient ses suffragants. Le fait que depuis 1245, jusqu'en 1508, les métropolitains de Riga en principe n'étaient pas élus par le Chapitre, mais nommés par le pape, ne fit que renforcer leur poids politique dans la Confédération. En même temps ces métropolitains étaient les maîtres de Riga, de la ville la plus grande et la plus riche de la Livonie, qui comptait déjà au XVI^e siècle de 10.000 à 15.000 habitants.

Mais au point de vue militaire et économique, l'État de l'Ordre était égal à celui de tous les évêchés réunis. En plus, toutes les villes et les ports les plus importants, à l'exception de Riga, se trouvaient entre les mains de l'Ordre: Reval, Narva, Pärnu (Pernau), Cēsis, Valmiera, Kuldīga, Jelgava, Liepāja, Ventspils, Daugavpils. Par leurs «couloirs», les territoires de l'Ordre divisèrent d'ailleurs l'Archevêché de Riga en deux parties, et l'Évêché de Couronie même en trois. C'est dire, que ceux-ci se trouvaient constamment encerclés par les forces de l'Ordre et, par conséquent, étaient facilement vulnérables.

Quand l'Ordre Teutonique acquit, en 1237, l'héritage des Porte-glaives en Livonie, cette filiale prit le nom d'Ordre livonien. Au début les Maîtres livoniens furent nommés par le Grand-Maître, résidant à Ma-

rienburg en Prusse, tandis qu'à partir de 1470, le dernier devait seulement approuver le candidat, élu par le Chapitre de l'Ordre livonien. Y prenaient part les dignitaires supérieurs, baillis et commandants, au nombre de 20 à 40. Ce chapitre se réunissait deux fois par an et pouvait être considéré comme le Parlement de l'Ordre qui exerçait le pouvoir législatif et exécutif. Excepté le Maître, élu à vie, tous les autres dignitaires, inclus six membres du Gouvernement ou Conseil, n'étaient formellement nommés que pour la période d'un an. Ces dignitaires étaient responsables devant le Chapitre, qui pouvait les révoquer ou les déplacer. À partir du XIV^e siècle un système bipartite existait dans l'Ordre livonien, réglé par des constitutions adéquates, mais en 1489 le parti des autonomistes ou des Westphaliens devint entièrement dominant. De ce moment, l'État de l'Ordre livonien fut par le fait un hospice de la noblesse westphalienne. À la fin du XV^e siècle, le nombre des frères de l'Ordre atteignit 400 à 500, tandis qu'après de la Réforme, en 1558, il n'était plus que de 120 à 150. La tentative du maître Wolthus de réduire le pouvoir oligarchique du Chapitre et de concentrer la puissance entre les mains du chef de l'État, échoua et il finit même par être assassiné en 1471. C'était le suicide politique de l'Ordre livonien.

L'Ordre Teutonique avait été fondé pour la lutte contre les infidèles. Quand les peuples baltiques et les Anciens-Prussiens s'étaient affiliés à l'Église romaine et la Lithuanie s'était également convertie au catholicisme (1386), l'Ordre avait accompli sa mission historique et devait, par conséquent, soit se liquider, soit se proposer une nouvelle tâche. Il s'attribua le rôle de protecteur de l'Europe Orientale.

Comme Batou, petit-fils de Gengiskhan (1237—

1241) et ses 120.000 cavaliers, avaient atteint le Danube et incorporé les principautés russes dans l'Empire Mongol, on peut dire que la Livonie n'était pas menacée par le danger russe. L'Ordre livonien avait édifié au cours des XIII^e et XIV^e siècles, de puissants châteaux en maçonnerie, situés sur les points stratégiques les plus importants. Ceux-ci étaient non seulement destinés à la défense des frontières extérieures, mais aussi à leur protection contre les sujets non-allemands. Ayant oublié ses vœux monacaux, l'Ordre ne chercha plus qu'à s'assurer en Livonie la même position seigneuriale qu'il s'était conquis en Prusse, où il était propriétaire des deux-tiers des territoires, tandis que les 4 évêques, qui devaient d'ailleurs être les frères de l'Ordre, ne possédaient à eux tous qu'un tiers. En Lettonie Occidentale l'Ordre livonien était néanmoins aussi souverain qu'en Prusse, car l'évêché de Couronie avait été incorporé depuis 1290 dans l'État de l'Ordre. Au contraire, en Lettonie Orientale et en Estonie (jusqu'en 1346) les quotes-parts territoriales de l'Ordre n'étaient que de $\frac{1}{3}$ et $\frac{1}{4}$, tenues en fief des évêques de Riga, de Tartu (Dorpat) et de l'Île d'Ësel. Sous cet aspect, le Maître était un vassal subordonné à leur autorité.

Cela s'explique naturellement, pourquoi l'Ordre livonien faisait tous ses efforts pour s'émanciper de la tutelle des évêques. Le métropolitain de Riga, par son rang ecclésiastique, devint l'ennemi principal de l'Ordre dans la lutte pour l'hégémonie dans la Confédération. L'Ordre tenta même d'obtenir l'incorporation de l'archevêché d'après le modèle de Prusse. Entre 1300 et 1374, six archevêques de Riga durent partir en exil et moururent soit à Avignon, soit à Rome. Par la corruption de certains cardinaux, l'Ordre livonien réussit en 1393 à obtenir la bulle d'incorpo-

ration, qui imposait aux archevêques leur affiliation à l'Ordre. Alors Boniface IX nomma Jean V, membre de la famille de Grand-Maitre, métropolitain de Riga. Il supporta mal la suprématie de l'Ordre et après lui avoir cédé en bail son archevêché, il partit pour l'étranger et mourut évêque de Liège. Son successeur Jean VI Amboundi (1418—24) venant de l'évêché de Chur (Suisse) arriva à Riga et chercha l'appui politique dans les états généraux des trois ordres: le clergé, la noblesse et le tiers état des citadins.

Le moment pour une telle action était favorable: par l'anéantissement des forces de l'Ordre Teutonique au cours d'une des plus grandes batailles du moyen âge, à Tannenberg (1410), et par la sévère défaite que l'Ordre livonien essuya à Sventa (1435), la suprématie de ces deux puissances militaires avait fini de menacer. Sur l'initiative de Jean VI, une institution fédérale fut fondée vers 1420, désignée sous le nom de *Landtag*, qui correspondait au *Reichstag* en Allemagne. Le *Landtag* fut une assemblée constitutionnelle de quatre chambres sous la présidence de l'archevêque ou le Maître: les prélats, les dignitaires de l'Ordre, les vassaux et les villes. Mais ce noyau fédéral des États-Unis baltiques fut trop faible afin de se développer et de constituer une administration centrale. Au XV^e siècle, les questions économiques, dès le XVI^e siècle aussi l'antagonisme d'intérêts dynastiques tourmentaient les *Landtags* qui devinrent de simples cercles de débats politiques.

En comparaison de l'Europe féodale et des principautés épiscopales de la Livonie, l'État de l'Ordre était relativement moderne, assez bien gouverné, formé après le modèle des États normands en Sicile. S'appuyant sur la cavalerie grosse de ses frères chevaliers et plus tard sur les troupes mercenaires, l'Ordre livo-

nien n'avait favorisé le développement de la noblesse indigène. Sous un tel régime, les vassaux ne pouvaient posséder aucun pouvoir politique ou économique, car le domaine de l'État était directement géré par les frères et fonctionnaires de l'Ordre.

A l'opposé de cet État, les évêchés étaient les États féodaux par excellence. La féodalité de la Baltique est une féodalité que l'on a qualifiée non sans raison de » coloniale » : elle présente des caractères fort particuliers avec l'accent plus marqué sur les droits et les prérogatives des vassaux. Soumis constamment à des difficultés d'argent, que l'on peut expliquer en partie par leurs redevances très élevées, vis-à-vis de la cour de Rome, les évêques furent obligés de concéder en fief leurs droits laïcs à la noblesse et d'organiser leurs États sur une base féodo-vassalique. La lutte contre l'Ordre les y contraignit également, car les vassaux constituaient la seule force militaire des évêques. Ainsi, contrairement à ce qui se passait dans l'État de l'Ordre, la majeure partie du domaine des évêchés avait été inféodée à des vassaux, avec tous les droits régaliens — par exemple, la juridiction sur les paysans, qui devinrent redevables et corvéables à merci. Le pouvoir du seigneur était subordonné déjà depuis 1432 dans l'archevêché de Riga, aux décisions du Conseil épiscopal, formé par des membres du Chapitre et de la noblesse. Dès le début du XVI^e siècle, les archevêques commencèrent de s'assurer eux-mêmes de leurs successeurs en la personne de leurs coadjuteurs. Pour renforcer leur position, ces coadjuteurs étaient choisis parmi des princes laïcs, appartenant aux maisons régnautes de la Prusse, du Brandebourg et du Mecklembourg.

S'il y avait un fondement à l'opinion, que la nation allemande aurait deux visages — l'un représenté par

le Franconien distingué et cultivé et l'autre, par le Saxon colonisateur et guerrier, on pourrait dire à propos de la fondation de la colonie livonienne au XIII^e siècle, que les hommes engagés dans cette entreprise étaient issus surtout de ces derniers. C'est la raison pour laquelle il n'y avait pas de culture scientifique, littéraire ou artistique allemande — l'architecture exceptée — dans les pays de l'Ordre Teutonique, en Prusse et en Livonie. Dans ce singulier monde colonial tous les intérêts étaient portés vers la politique et vers l'économie. La situation n'était guère meilleure dans les évêchés de Livonie. Comparé à la noblesse de l'Europe Occidentale, l'ordre des vassaux était inculte, étant formé dans l'ensemble par les descendants des chevaliers-serfs (*ministériaux*). Bien que les Estoniens et les Lettons s'étaient convertis au catholicisme, les affaires de l'Église se trouvaient cependant dans une situation lamentable, surtout dans l'État de l'Ordre. Les paysans n'étaient baptisés que pour la forme et vivaient en réalité selon leurs anciennes traditions semi-païennes.

Adaptant à la Confédération livonienne la formule bien connue pour exprimer la structure sociale de l'Europe médiévale — *oratores, bellatores, laboratores*, on peut dire que les conquérants allemands avaient décidé de se fermer dans une caste dominante et de dégrader les peuples indigènes au rang d'une classe subjuguée.

10. L'ÉVOLUTION AGRAIRE

Pendant les deux premiers siècles chrétiens, le paysan de Livonie était demeuré pleinement propriétaire, jouissant librement de sa terre, de ses biens et de sa personne. Une féodalité s'était établie au-dessus de lui, mais cette féodalité politique n'avait pas entamé ses droits civils et personnels. Dans les traités de paix du XIII^e siècle, les conquérants se réservaient le «dominium» (*iura dominorum*), les peuples conquis conservaient les droits des néophytes (*iura neophitorum*). Que signifie cette construction juridique?

Le traité de 1230 stipule que »les Coures se laisseront baptiser et accepteront les lois des chrétiens, en gardant en leur possession et propriété les champs et autres choses sans qu'un pouvoir quelconque puisse y faire objection». Le traité de 1253 dit que «les Coures ne doivent être privés, en aucun cas, de leurs droits de succession sur les champs, les pêches, les ruchers et les forêts, sauf les bois sacrés». Le traité de 1272 avec les Zemgales spécifiait même que, dans le cas où ils ne voudraient pas cultiver leurs terres, ils étaient libres de les affermer ou de les vendre. De tout ce qui précède il ressort, que le nouveau pouvoir de l'État reconnut le droit de propriété (*proprietas*) des hommes libres lettons sur les terres acquises par héritage et sur les acquêts à juste titre. Il n'est pas douteux, qu'à cette époque, le terme de «dominium» n'ait servi à désigner un pouvoir d'administration publique.

En vertu de ces traités, la seule charge dont était grevé le sol était la dîme, car en se soumettant au «joug chrétien», les néophytes se laissèrent persuader par les prêtres catholiques que la dîme est établie par Dieu même. Afin d'obtenir par l'allègement des impôts la fidélité des peuples baltes, la dîme était assez souvent remplacée par le «cens» (*census*), versé également en nature mais fixe et beaucoup moins resant que le versement proportionnel du dixième des récoltes. Dès qu'une tribu se revoltait, ce privilège lui était retiré et elle était de nouveau soumise à la dîme. On lit dans le traité de 1267: «Les Coures fourniront aux frères de l'Ordre des prestations en céréales en raison de deux *pürs* (une mesure de masse) de seigle par charrue (*uncus*), remplaçables par un *pürs* (ca 56 litres) d'orge et un *pürs* de froment» ou par 35 grammes d'argent. L'*uncus* représentait l'exploitation paysanne ayant un cheval, une charrue et une herse.

Outre la dîme ou le cens, les indigènes devaient un certain service personnel qui avait un caractère d'intérêt public. En vertu du traité de 1229, les Coures «devaient prendre part aux expéditions contre les païens, soit pour la protection du pays des chrétiens, soit pour la propagation de la foi». Selon le même principe, les indigènes devaient des prestations pour la construction de châteaux-forts et de routes. Par une bulle de 1236, le pape Grégoire IX avait interdit de réclamer aucun service personnel qui ne fut pas en rapport avec la participation à la défense du pays.

Mais malgré cette règle, l'Ordre introduisit dans les traités conclus en 1267 avec les Coures et 1272 avec les Zemgales, de nouveaux articles. «Ils travailleront pour l'Ordre deux jours en été et deux en hiver en envoyant un homme avec un cheval par *uncus*; tous les autres hommes capables de travail doivent venir

exécuter des travaux pédestres — faucher le foin, fendre du bois de chauffage». Tandis que les prestations militaires diminuaient, les guerres étant terminées ou suspendues, les corvées agricoles augmentaient d'année en année par suite de l'importance croissante des grands domaines. Au cours du XIV^e siècle, le nombre de ces jours pendant lesquels le paysan est employé au service du seigneur, passait de quatre à neuf. Vers 1500, il est de plusieurs semaines; plus tard, cinq jours par semaine.

La question agraire devint le problème crucial de la politique intérieure des Pays baltes. De 1415 à 1545, les prix du seigle en Livonie avaient quintuplé. Comme les paysans lettons et estoniens avaient une manière particulière pour sécher les grains, ceux-ci pouvaient être conservés pendant très longtemps. Aussi le blé panifiable de la Livonie n'était pas seulement en honneur en Suède, mais a été réclamé aussi par les Pays-Bas, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie. Ce fait incita les vassaux de se livrer tout particulièrement à la culture des céréales.

Bien que l'Église catholique restât le plus grand propriétaire foncier de Livonie, elle dut, dès le début, céder en fief à ses vassaux non seulement des villages, mais même des communes rurales entières. Les terres cédées en fief n'étaient pas des biens-fonds dans le sens du droit civil, mais une part du domaine public. Ainsi l'objet du fief au XIII^e siècle n'était-il point la terre elle-même, mais les droits seigneuriaux concédés par le suzerain. Le plus important parmi ces droits était le droit de percevoir la dîme ou le cens pour ses propres besoins. Les évêques durent aller plus loin et concéder aux vassaux le pouvoir exécutif au cas où le paysan ne voudrait pas ou ne pourrait pas payer les redevances inféodées. En d'autres termes, on dut con-

fier au vassal les droits administratifs et la juridiction sur les hommes de son fief. Vers la fin du XIV^e siècle ce pouvoir des vassaux de l'Archevêché est déjà précisé de la manière suivante: «ils possèdent le droit de haute et basse justice».

Le fait que les premiers édifices dans les manoirs (*curiae*) des vassaux étaient le moulin et le grenier à blé prouve qu'ils étaient destinés à recueillir la dîme. Dans les écuries on n'élevait que des chevaux de guerre, en achetant les poulains à des stations, appartenant à l'Ordre. Le terrain des manoirs n'avait qu'une superficie réduite de champs, cultivés par des prisonniers de guerre et les débiteurs insolubles.

Où les seigneurs et les vassaux ont-ils pris la terre pour la fondation des domaines? On mentionne des cas où, pendant les deux premiers siècles après la conquête les Allemands acquièrent des lots de terre paysanne par achat et par donation. Il est possible que les indigènes aient cédé aux vassaux une partie de leurs champs pour la dîme. Un troisième procédé était le défrichement des terrains incultes. En dehors de ces terres, il existait des foyers déserts. Au XIII^e et au XIV^e siècles, le nombre de villages pillés, abandonnés et laissés en ruine était très grand. Leurs propriétaires avaient été tués à la guerre ou bien emmenés en captivité, ou bien ils étaient morts pendant les épidémies ou s'étaient enfuis sans laisser de successeur. Ces foyers en déshérence n'appartenaient plus au village ou à la commune, mais revenaient au seigneur ou à ses vassaux.

Quoique les paysans étaient les principaux producteurs de blé, rien n'était pourtant fait pour l'amélioration technique de l'agriculture. C'était une culture extensive de céréales procédant par système triennal, où la majeure partie des champs consistait en terres en friche ou en jachères sans engrais. Il est fondé de

croire, qu'au XVI^e siècle le nombre des têtes du bétail par hectare était même inférieur au pourcentage du XIII^e siècle. Les récoltes, particulièrement basses, n'étaient que de 3 à 6 grains.

Les guerres, les épidémies et la famine dévastèrent non seulement des districts entiers, mais accablèrent de dettes les paysans qui avaient survécu. Dans la deuxième moitié du XV^e siècle ces dettes étaient chose si courante que presque toutes les transactions de biens-fonds les mentionnent dans une formule spéciale. Pour garantir le paiement de la dette on saisissait des animaux et des parures des débiteurs. Toutefois cette mesure ne présentait aucun remède pratique, car le vassal avait peu d'intérêt à vendre les objets saisis: en expulsant le fermier, il y aurait un foyer désert dont on ne pourrait tirer ni prestations, ni corvées. Les commerçants continuaient à exploiter les vassaux et les paysans en profitant de leur manque d'argent; ils achetaient pour rien les produits agricoles qu'ils vendaient à l'étranger avec un bénéfice de 300-500%. Après la grande épidémie de peste de 1420, les paysans, fortement décimés, s'étaient appauvris dans une telle mesure qu'ils ne purent même plus s'acheter des harengs-saurs, ni même du sel et du fer. Les paysans endettés abandonnaient tout simplement les foyers et se réfugiaient dans les États voisins de la Confédération, où on les recevait volontiers comme nouveaux fermiers. L'évasion des paysans devint une véritable fièvre d'émigration, difficile à guérir.

Les vassaux demeurèrent ainsi sans main d'oeuvre, et, par conséquent, sans revenus. Pour remédier à cet état de choses, on augmenta encore davantage les redevances et le nombre des jours de corvée des paysans restés sur place. Ceci ne fit que multiplier les fugues. Les décisions du concile provincial de Riga en 1428,

prohibant le travail dominical, interdisant de prendre des pourcentages immodérés et prescrivant le maintien des prix accordés aux producteurs paysans, n'y purent cependant rien changer.

Dans de telles conditions, les vassaux décidèrent de prendre des mesures draconiennes, en motivant cet acte dans une plainte, adressée au Maître de l'Ordre: «Nous ne pouvons pas nous-mêmes labourer la terre, si nous voulons suivre notre seigneur à la guerre». Par conséquent, pour que le noble pût faire la guerre, le paysan devait labourer les champs du fief; et pour l'empêcher de se soustraire à cette obligation, on l'attachait à la glèbe.

On admit une présomption juridique, suivant laquelle le paysan pouvait être considéré comme un objet appartenant au manoir (*pars fundi*) au même titre que le château, les champs, les forêts et la dîme. Cette *glæbae adscriptio* était un lien réciproque: en effet, si le paysan ne pouvait quitter le district de son fief, le vassal de son côté n'avait pas le droit de le déposséder de sa terre. On créa des justices spéciales de police pour la recherche des fuyards, qui sans grosses formalités les rendirent à leur vassal.

La nouvelle ordonnance fut tout d'abord, en 1458, introduite dans l'évêché de Tartu (Dorpat), en 1494 dans l'archevêché de Riga, et en 1508 partiellement dans l'État de l'Ordre. La noblesse remporta ainsi une grande victoire précisément à une époque d'émancipation générale de la classe paysanne dans toute l'Europe Occidentale. Comme un paradoxe historique, au seuil des temps modernes, l'Europe Orientale adopta les principes du servage médiéval.

Les villes, intéressées dans le commerce paysan et dans leur main d'oeuvre, protestèrent vigoureusement, en appelant aux droits divins et naturels, avec les-

quels cet attachement du paysan à la glèbe seigneuriale était en contradiction flagrante, mais ce fut peine perdue. La question paysanne partagea la minorité allemande, jusque là unanime, en deux corporations antagonistes: la noblesse et la bourgeoisie. Les oppositions de leurs intérêts ne cessèrent par la suite de s'accroître et provoquèrent dans le régime féodal de la Livonie un véritable schisme social. Il est évident que les paysans lettons et estoniens non plus jamais ne reconnurent le servage et, les dents serrées, lui déclarèrent une guerre partisane permanente, transgressant chaque jour son premier commandement: «tu ne quitteras pas ton Seigneur».

La période de paix de cinquante années dans la première moitié du XVI^e siècle et la révolution dans la technique militaire, libérèrent les vassaux de toutes les fonctions pour lesquelles leur classe avait été créée. Peu à peu, de chevaliers ils se transformèrent en agriculteurs, passant toute la vie dans leur manoir pour l'exploiter. Après s'être assurés d'une main d'oeuvre gratuite au moyen du servage, les vassaux cherchèrent des capitaux pour l'achat de l'inventaire et des outils, empruntèrent de l'argent aux églises et aux monastères, jouant à l'époque le rôle de banques. Pour ne pas rester en lice derrière les riches citadins et les frères de l'Ordre, les nouveaux nobles tentèrent de produire le plus possible de blé et du lin pour l'exportation. La superficie des champs des manoirs s'accrût sans cesse par l'adjonction de terres défrichées et de champs cultivés qu'on venait d'acheter ou, tout simplement, de s'approprier. Bien que, en comparaison au XVIII^e siècle, le domaine des manoirs était relativement peu étendu aux XV^e et XVI^e siècles, il était cependant de 14 à 28 fois plus grand que la ferme moyenne du paysan.

Le point suivant du programme à réaliser devait être la conservation des capitaux investis dans les manoirs. Les droits féodaux en vigueur ne pouvaient pas les garantir. Profitant des difficultés financières des princes ecclésiastiques, les vassaux obtinrent l'extension des droits de succession aussi aux femmes. L'évêché de Tartu admit ces droits vers 1452 et l'Archevêché en 1457. Ainsi, à côté du fief classique, furent créés les fiefs semi-allodiaux. Dès ce moment les vassaux devinrent la classe dirigeante en Livonie et tout particulièrement dans les évêchés. La Réforme et l'application du droit romain leur procura une nouvelle arme dans la lutte contre leurs suzerains.

11. LA MENACE RUSSE ET LA GUERRE DE LIVONIE

La Confédération était née de l'expansion de l'Europe Occidentale vers l'Est. Se libérant peu à peu du joug mongol, la Moscovie commença à son tour de se mettre en marche vers l'Ouest. Elle trouva sur sa route non seulement le Royaume-Uni de la Pologne et la Lithuanie, mais aussi la Livonie.

Dès l'avènement du grand-prince Ivan III (1462—1505), la Moscovie s'affirma comme la puissance la plus ambitieuse de l'Europe Orientale. Ivan III obtint le titre de «souverain de toute la Russie». Par l'annexion de la République de Novgorod en 1478, il devint le maître du commerce russe avec l'Occident et agrandit le territoire de la Moscovie de 37.500 km². à 2.000 000 km². Le 22 février 1481, les troupes russes et tartares envahirent inopinément la Livonie, qu'ils incendièrent et dévastèrent avec une bestialité peu commune, déportant en Russie environ 15.000 habitants. Dans le rapport du 24 mars 1481, que le maître de l'Ordre, Borch adressa au Grand-Maître, il est dit: «Les Russes violèrent les jeunes filles et les femmes, leur coupèrent les seins qu'ils firent introduire dans la bouche des hommes, leur sectionnèrent nez, oreilles, bras et jambes, pendirent les gens par les entrailles, ouvrirent les femmes enceintes, fouettèrent les prêtres et les jetèrent au feu». Voilà jusqu'à quel point le joug tartare avait démoralisé les Moscovites.

La même année les Livoniens conclurent un armistice de dix ans, mais personne n'était dupe, qu'il ne s'agissait que d'une trêve. Comme Ivan III fit bâtir en 1483 la forteresse d'Ivangorod, juste en face du château de l'Ordre à Narva, on réalisa que la menace russe était devenue permanente et que la politique baltique de Moscovie sera agressive. Comprenant cette situation, le nouveau maître Wolter von Plettenberg (1494—1535) fit approuver par le Landtag en 1498, l'introduction d'un impôt spécial («monnaie du Maître») pour le recrutement des 4000 lansquenets (*landsknechte*) allemands.

Les forces livoniennes, formées d'une cavalerie de l'Ordre et des vassaux, de fantassins et du train des équipages paysans, étaient nettement insuffisantes pour lutter contre les troupes russes levées en masse, armées et exercées par des spécialistes étrangers. En passant des armes froides aux armes chaudes, la noblesse perdit peu à peu de son importance, en tant que force militaire. Les paysans n'étaient plus guère utilisables comme acolytes, aussi dès 1507 on les dispensa définitivement du service militaire et on leur interdit même le port des armes.

Après avoir enrôlés 2500 lansquenets et 4000 chevaliers, Plettenberg infligea aux forces russes de sévères défaites, en 1501 et en 1502. Un armistice de six ans fut conclu par la suite. Au cours des cinquante années qui suivirent, il fut périodiquement prolongé pour des durées limitées, les Russes imposant à chaque reprise de négociations des conditions de plus en plus dures.

La période de paix de cinquante années favorisa le développement économique de la Livonie. La monnaie en or que Plettenberg fit frapper à partir de 1525 est là pour nous le témoigner. La source de cette richesse

était le commerce avec la Moscovie. Dès 1280, Riga faisait partie de la Hanse. En 1363, Riga, Tallinn et Tartu possédaient une concession en commun avec Novgorod. Dès 1347, Riga était associée de la même façon avec les commerçants allemands de Suède, dans le comptoir de Bruges. La politique des Livoniens avait pour le but de s'attribuer le monopole du commerce, essayant d'interdire toutes négociations directes entre les étrangers et les Russes. Cette pratique eut des suites fatales, après que Novgorod fut annexée et les hanséats expulsés. Les concurrents commerciaux de la Hanse, les Anglais et les Hollandais, flattaient le Tsar dont ils attendaient des privilèges pour leur trafic et lui fournirent les munitions, les armes et les techniciens.

Les grandes puissances européennes croyaient encore peu au danger russe. Vivant dans l'insouciance, les Livoniens aussi avaient oublié trop facilement que ce danger n'était pas écarté, mais seulement ajourné. La protection de la Confédération fut confiée aux troupes mercenaires et à la cavalerie de l'Ordre. Cependant ce dernier était devenu une entreprise privée corrompue, où chacun n'était intéressé que dans son bien-être personnel. Les observateurs étrangers vinrent à dire que «les gobelets des messires de l'Ordre étaient plus lourds que leurs épées». Depuis Plettenberg, l'Ordre livonien n'avait plus eu d'hommes d'État de format. Le grand-maître Albrecht se convertit, en 1525, au luthéranisme, sécularisa l'Ordre et devint duc de la Prusse à titre de vassal de Pologne. Si les maîtres de l'Ordre livonien ne risquèrent point de suivre cet exemple, ce fut surtout par crainte de l'hégémonie de la Pologne. Depuis 1539, l'archevêque de Riga était le margrave Guillaume de Brandebourg, cousin de Sigismond I et frère du duc Albrecht. De

cette façon, la situation internationale de la Livonie se compliqua encore davantage par des intérêts purement dynastiques.

S'appuyant sur ses relations avec la Pologne et la Prusse, Guillaume caressait l'espoir de devenir duc de toute la Livonie. Afin de s'octroyer la sympathie des villes et de la noblesse, il fit élaborer en 1546 une nouvelle liturgie de l'Église Réformée que le Maître et le Chapitre diocésain rejetèrent d'emblée. D'autre part, l'Ordre avait obtenu une décision du Landtag, interdisant de nommer un prince laïque à titre de coadjuteur de l'évêque. En 1556, violant son serment, Guillaume choisit à cet effet Cristophe, prince de Meklembourg et luthérien. Le Maître déclara alors la guerre, dite de Coadjuteur, et captura Guillaume, ainsi que Cristophe.

Ce ne fut qu'une victoire de Pyrrhus. Après une démarche militaire de Sigismond Auguste II, le maître Fürstenberg fut obligé de se rendre à Canossa, auprès du roi de Pologne, où il dut restituer les droits de Guillaume et Cristophe et conclure une alliance avec la Lithuanie, dirigée contre Moscou. Ce fut le commencement de la fin, que Ivan IV le Terrible attendait déjà depuis longtemps. Il s'était fait couronner Tsar en 1547 et avait fondé la dynastie des Romanov. Le métropolitain russe fut installé patriarche et Moscou déclarée Troisième Rome, avec la haute mission de prendre la direction du monde chrétien. Quand tout avait été déjà préparé pour la guerre de Crimée, Ivan IV ordonna brusquement d'entreprendre l'invasion de la Livonie, pour exiger par force «le tribut de l'Orthodoxie» — 45.000 thalers.

Les caisses de l'Ordre étaient vides, le nombre des lansquenets insuffisant et les paysans désarmés. En vain une députation livonienne vint-elle demander un

délai à Moscou. Elle ne fut même pas reçue. La guerre de Livonie éclata. Le 22 janvier 1558, trois armées (environ 40.000 hommes) composées en grande partie de Tatars et commandées par ex-tsar de Kazan Chah-Ali et le prince Glinsky, pénétrèrent dans le pays. Ce fut un massacre affreux et une véritable destruction. La résistance livonienne avait été faible. L'ensemble des troupes sous les ordres du maître Fürstenberg comptait seulement environ 2.000 chevaliers, 7.000 lansquenets et 10.000 paysans. Le chroniqueur J. Renner dit que les derniers, enrôlés un sur trois, avaient du se défendre avec les gourdins. Jusqu'à l'hiver 1558, les Russes avaient occupé vingt villes, parmi d'elles Narva et Tartu.

Le pape et l'empereur suivirent cette lutte gigantesque entre l'Orient et l'Occident avec une attention soutenue, mais ne purent rien faire pour aider. Ainsi, en 1559, le Maître d'abord, et l'archevêque ensuite, durent se soumettre sous le protectorat de la Pologne, en antichrésant presque tous leurs châteaux pour la somme de 700.000 florins. Comme l'intervention diplomatique de Sigismond Auguste à Rome fut sans succès, la guerre continua. Au cours de l'été 1560, les Russes envahirent à nouveau la Livonie et écrasèrent totalement l'élite de la noblesse livonienne dans la bataille d'Erège, qui s'effectua le 2 août. A la suite de cette défaite, les forteresses tombèrent les unes après les autres dans les mains des Moscovites. Les lansquenets les abandonnèrent parfois sans coup férir, ou après un siège de pure forme, dès qu'on leur garantissait la retraite avec les fruits de leurs pillages. Ainsi, dans la seule forteresse de Viljandi, les Russes firent une prise magnifique, comportant pas moins de 18 canons lourds et 450 canons légers.

Une panique totale s'empara de la Livonie. Dans le

désastre, tout le monde cherche les coupables: l'Ordre accusa les évêques et vice-versa, la noblesse accusa les deux, tandis que les villes Riga et Tallin (Reval) se bloquèrent derrière leurs remparts. «Sauve qui peut» fut à présent le seul mot d'ordre, qui puisse caractériser la mentalité officielle. Une vaste succession politique s'offrait au premier occupant. Tous les voisins tendirent aussitôt leurs bras pour recueillir l'héritage de la Livonie. En 1559 l'évêque de l'île d'Ësel et de Pilten (en Couronie) vendit ses évêchés au roi Frédéric II de Danemark, qui les céda à son frère Magnus. L'évêque de Reval fit de même. La noblesse de l'Estonie se rendit à son tour au roi de Suède Eric XIV (en mai 1561) et la ville de Reval suivit leur exemple.

La Lithuanie, dont les troupes avaient déjà occupé tous les châteaux les plus importants du pays, notifia que le pacte d'assistance de 1559 ne suffisait plus et de nouveaux pourparlers devaient être engagés. Ils commencèrent en 1561 à Vilnius et durèrent un mois. Sans demander l'autorisation à l'Empereur, l'Archevêque et le Maître jurèrent le 28 novembre 1561 fidélité à Sigismond II Auguste, «libérateur de la Livonie» — le premier en son nom personnel, l'autre au nom de l'Ordre tout entier. Ainsi l'incorporation de la Livonie dans la Lithuanie était un fait accompli: la Lettonie Orientale devint une province lithuanienne, tandis que la Zemgale et la Couronie furent inféodées au dernier maître de l'Ordre, Kettler qui (le 5 mars 1562 à Riga) déclara la sécularisation de l'Ordre. Le chancelier de Lithuanie Radzivil le proclama ensuite Duc de Courlande. Riga, seule, refusa de se soumettre à la puissance des «papistes incroyants», et demeura jusqu'en 1582, ville libre allemande.

En étudiant les clauses du pacte de sujétion de 1561, nous voyons que les formules juridiques, dont

il y était fait usage, ne différaient guère de celles, qui avaient sanctionné l'abandon des États des rois lettons Visvaldis et Tāļivaldis, quelques 350 années auparavant. Dans une lettre, adressée à la ville de Riga, Kettler exprime sa satisfaction d'ailleurs, en disant que «Dieu fixait la durée et les desseins des gouvernements et qu'il était vain de s'opposer à son pouvoir».

Après ces actes de soumission, les nouveaux protecteurs de la Livonie, déclarèrent la guerre à la Moscovie. La chance tourna. En 1566, Ivan le Terrible convoqua à Moscou l'Assemblée Nationale, qui rejeta les offres de paix, faites par la Lithuanie. Se rendant compte de la gravité du danger russe, le royaume de Pologne et le Grand-Duché de Lithuanie transformèrent à Lublin leur union personnelle, en union réelle (1569). En résultat de cela, Ivan IV conclut un armistice en 1570 et par une manoeuvre diplomatique, tenta de s'attribuer la Livonie en la proclamant royaume sous le protectorat de la Moscovie. Il maria sa nièce au duc danois Magnus, qu'il nomma Roi des Lettons et Estoniens. Magnus essaya d'abord de soumettre l'Estonie à sa puissance, mais n'y parvint pas du fait que les Russes ne purent guère l'aider, menacés de Khan de Crimée, qui en 1571 s'était aventuré jusque dans les faubourgs de Moscou.

Sigismond II Auguste mourut en 1572. Après un court interrègne, pendant lequel Moscou suspendit les opérations contre la Lithuanie, tout en les poursuivant contre la Suède, Étienne Bathory, prince de Transylvanie, fut élu roi de Pologne et de Lithuanie, en 1575. C'était un grand chef militaire, qui entreprit sans tarder la réorganisation de l'armée polono-lithuanienne. Déjà à partir de 1577, Ivan IV reprit les opérations en Estonie et en Lettonie, suivi d'une armée de 100.000 hommes. Sous son empreinte personnelle et

sous le feu de son artillerie lourde, les forteresses cédèrent les unes après les autres, sauf Riga et Reval, qu'il n'arriva pas à prendre. Ne voulant pas subir les atroces tortures qui leur étaient réservées en cas de reddition, les hommes et les femmes de la garnison de Cēsis, résidence du Maître de l'Ordre, glissèrent eux-mêmes des barils de poudre sous leur château et sautèrent avec lui. Les Russes arrachèrent le cœur du bourgmestre, sectionnèrent la langue du pasteur letton, torturèrent et tuèrent le reste des prisonniers avec une telle cruauté, que l'on s'en souvint encore pendant deux générations.

Étienne Bathory reprit cependant l'initiative des opérations en main. Les Russes durent abandonner toutes leurs conquêtes. Effrayé par ces déboires, Ivan IV demanda l'intervention du pape. Celui-ci chargea le jésuite Possevino de diriger les négociations et l'envoya à Vilnius. Possevino eut toutes les peines du monde à convaincre Étienne Bathory de conclure la paix avec Moscou. Le traité fut signé le 15 janvier 1582. Une année après, Moscou conclut un armistice avec la Suède. La Russie ne profita de rien, tandis que les Suédois et les Polonais partagèrent la Livonie entre eux. Le roi fantoche de Livonie, Magnus, dut se contenter lui aussi du petit évêché de Piltene, où il s'était réfugié et se plaça en 1578 sous l'autorité d'Étienne Bathory.

La longue guerre qui avait duré 25 ans avait ruiné et épuisé les paysans estoniens et lettons. Zemgale et Courlande furent les seuls pays épargnés de ces maux, aussi Ivan IV les appella-t-il «terre de Dieu». Le régime de terreur de l'occupation russe, qu'endurèrent pendant toute une génération les malheureux peuples indigènes, se place juste à l'époque où, en Angleterre, le génial Shakespeare conçut ses oeuvres

immortelles et où la Grande Charte des libertés était déjà en vigueur depuis 350 ans. Ceci n'empêcha pas les Anglais et les Hollandais de fournir à Ivan le Terrible les munitions et les armes, pendant toute la durée de la guerre.

12. ENTRE LES DEUX GUERRES

Après avoir libéré la Livonie de l'occupation russe, Étienne Bathory effectua en 1582 son entrée solennelle à Riga, accompagné d'une suite bigarrée de lansquenets. Il fut le premier souverain couronné, rendant visite à la capitale de la Livonie. Celle-ci dut prêter serment de fidélité au roi et devenir un port polonais, où, pour la première fois dans l'histoire de Riga, on établit la douane. La Pologne avait enfin réalisé son rêve, caressé depuis longtemps: devenir une puissance, s'étendant «d'une mer à une autre».

Catholique fervent, Étienne Bathory entreprit la récatolisation de la nouvelle province. Le premier rôle fut joué par Possevino et par la Société de Jésus. Des collèges de Jésuites furent fondés à Daugavpils (Dünaburg), à Riga et à Tartu (Dorpat). Deux églises de Riga furent cédées aux Jésuites et le siège de l'évêque catholique fut installé à Cēsis, l'ancienne résidence du Maître de l'Ordre. En 1589, le nombre des pénitents reçus à la confession était à Riga de 976. En 1607, il était monté à 5859, dont la plupart étaient des Lettons. Comme dès 1539, Riga fut adhéree à l'Union conclue à Smalkalde entre les Réformés d'Allemagne, les Allemands de Livonie restaient luthériens. Mécontents du nouveau régime, ils organisèrent des troubles, dits «Révoltes du Calendrier» (1584—89), provoqués par l'introduction du calendrier grégorien. Ces révoltes furent reprimées sévèrement, Étienne

Bathory disant de lui-même: *nec sum rex fictus vel pictus*.

Le centre spirituel de la Contre-Réforme fut Daugavpils, où en 1676 avait été transporté le siège de l'évêque catholique livonien. Le chef illustre du collège à Daugavpils fut le jésuite letton Georges Elgers (1585—1672), né à Valmiera, traducteur de chants catholiques et d'Évangiles en langue lettonne et fondateur d'une école de grammaire. Dans les campagnes, le catholicisme s'était adapté à la croyance populaire: on bénissait les champs, les prairies, les maisons, le bétail, les ruches. Les exorcismes, les processions, les prières publiques donnaient d'excellents résultats.

Dans le Duché de Livonie (Ducatus Ultradunien-sis), qui était la désignation officielle des régions conquises lettonnes et estoniennes, situées au Nord et à l'Est de la Daugava (Duna), s'introduisit le régime polonais. Les agents de l'État polonais traitaient la nouvelle province comme un pays étranger, «où ils étaient venus avec de la vaisselle de bois, mais d'où ils s'en iraient en emportant de la vaisselle d'argent». La noblesse allemande fut très mécontente, devant partager à présent tous les revenus et les postes officiels avec la szlachta polonaise et lithuanienne. À la demande de cette dernière, en 1582, le roi entreprit la révision générale des titres de propriété des manoirs et beaucoup d'anciens vassaux allemands perdirent ainsi leurs fiefs, qui devinrent domaines de la Couronne. Ce fait désillusionna la minorité allemande encore davantage; aussi chercha-t-elle à entrer secrètement en rapport avec les Suédois de l'Estonie du Nord.

Après la guerre de Livonie, le nombre d'habitants y avait diminué dans une telle proportion, qu'un voyageur qui parcourut ce pays en 1586 disait: «Entre Riga et Dorpat nul coq ne chantait, nul chien n'aboy-

ait». Déjà en 1583 Étienne Bathory et Possevino proposèrent d'établir en Livonie une colonie des paysans étrangers. Le roi demanda aux princes catholiques d'Allemagne d'envoyer des colons. Cette tentative ne fut pas couronnée du succès, car les paysans allemands craignaient de se trouver trop à proximité de la Moscovie.

En 1586, Étienne Bathory demanda au Landtag livonien que les nobles diminuassent les corvées et les prestations des paysans et cessassent de les battre, car «les pauvres campagnards sont punis avec une cruauté sans égale dans le monde entier, même parmi les païens et les barbares». Mais le roi mourut bientôt (1587) et ses projets de réforme paysanne n'obtinrent jamais force de loi.

Après sa mort, la Pologne redevint une vraie république de nobles, où la szlachta était toute puissante, tandis que les paysans représentaient «moins que rien». Les jésuites seuls réussirent à gagner la sympathie du peuple et fournirent aux Lettons des ouvrages de littérature religieuse, en faisant imprimer à Vilnius en 1585, entre autres, la traduction du catéchisme catholique de P. Kanisius. Sous l'influence des humanistes, le hollandais Niclas Mollyn fonda à Riga en 1590 la première imprimerie, qui au cours des 38 années de son activité, imprima 165 livres, dont 119 en latin et 3 en letton. Par contre, l'humanisme, par l'application du droit romain, adroitement interprété par d'habiles avocats, provoqua un net empirement du statut de servage, essayant d'adapter aux paysans les stipulations du Code justinien concernant des esclaves.

La paix régna seulement pendant 18 ans. Quand Sigismond III Vasa, fils du roi de Suède, Jean III, élevé dans le catholicisme, fut élu roi de Pologne et voulut fonder après la mort de son père (1592) une

union polono-suédoise, les Suédois s'y opposèrent. Ils posèrent la candidature d'autre fils de Jean III, du duc Charles de Sudermanie, et en 1599 le Riksdag le reconnut comme le roi de Suède. Sigismond III n'abandonna pour autant ses prétentions. Ainsi, commença la guerre polono-suédoise (1600—1629) et la Lettonie devint à nouveau champ de bataille. Quoique le Duché de Livonie fut encore une province polonaise, les troupes polono-lithuaniennes traitèrent la population en ennemie.

La famine, la peste et l'extrême rigueur de l'hiver de 1601—1602 décimèrent à tel point la population qu'en automne de 1602 on n'avait pas d'ouvriers pour moissonner le blé. Le comte de Nassau, commandant en chef des troupes suédoises, écrit le 18 novembre 1601: «Il est impossible de décrire l'état lamentable de ce malheureux pays; les troupes n'ont pas de provisions et de poudre même pour trois jours; les paysans dépouillés de leur blé, de leurs chevaux et de leur bétail se sont enfuis ou bien sont morts, victimes de diverses épidémies». Dans un autre communiqué officiel du 8 octobre 1602 on lit: «Dans ce pays, tout est tué, brûlé et dévasté; sur la longueur de plusieurs milles on ne peut rencontrer âme qui vive. La famine est si grande, que les paysans enlèvent des gibets les cadavres des voleurs et des assassins pour les dévorer».

Au début, Charles IX réussit à prendre presque entièrement le Duché de Livonie, mais dès 1605 les Polonais chassèrent les Suédois de la Lettonie. Au cours de l'été de 1621, Gustave II Adolphe, le chef protestant de la Guerre de Trente ans, poursuivit la lutte contre la Pologne, et avec l'appui de sa flotte, il prit Riga (1621). Les troupes suédoises occupèrent par la suite la Livonie jusqu'à la rivière Aiviekste, affluent droit de la Daugava. Par armistice d'Altmark (1629),

transformé en paix d'Oliva (1660), Gustave II Adolphe assurait à la Suède la possession de l'Estonie et de la Livonie du Nord, tandis que les Polonais gardèrent la Livonie du Sud, appelée Latgale, avec la capitale Daugavpils. Elle resta province polonaise jusqu'en 1772. La noblesse allemande fut polonisée et récatholisée.

13. L' HEUREUSE ÉPOQUE

Si les Suédois n'avaient besoin de la Livonie que pour assurer au début leur flanc contre la Pologne et la Moscovie, l'Estonie et la Livonie devinrent par les grandes victoires de Gustave-Adolphe en Allemagne les éléments constitutifs de cette chaîne de possessions côtières dont l'ensemble formait l'Empire Baltique. Les Lettons étaient à présent sujets de trois États: du Duché de Courlande, du Duché de Livonie suédoise et du Duché de Livonie polonaise. La frontière suivait le dessin du cours de la Daugava et de son affluent Aiviekste.

Après y avoir laissé son gouverneur-général avec le titre de viceroy, Gustave-Adolphe se dirigea vers l'Allemagne où il devait tomber sur le champ de bataille de Lützen (1632). On sait que les livres préférés que le roi emportait avec lui dans ses quartiers, étaient la Bible et les ouvrages de Hugo Grotius. Ceci nous explique, pourquoi les réformes de ce génie militaire étaient introduites selon les principes de justice sociale, d'autorité et de relative équité. Le promoteur de ces réformes en Livonie fut le gouverneur-général Jean Skytte (1629—1634), l'ancien précepteur du roi.

Les écoles de l'enseignement secondaire (dits gymnases) furent créées à Riga, Tartu et Reval, auxquelles les enfants des paysans pouvaient accéder comme les

autres. Avant la bataille de Lützen, Gustave-Adolphe signa dans son camp de Nuremberg, le 30 juin 1632, l'acte de la fondation de l'Université à Tartu (Dorpat), qui fut créée pour les études de théologie protestante. Aussi y enseigna-t-on les langues lettonne et estonienne et des fils des paysans eurent le droit de devenir pasteurs.

Par la réforme de 1630—32, la justice privée des seigneurs fut limitée à l'égard des paysans. Dans chaque district on créa un tribunal régional (*Landgericht*) et une cour d'appel (*Hofgericht*). Les seigneurs perdirent ainsi le *ius vitae ac necis* sur leurs sujets et on ne leur laissa que la juridiction administrative, c'est à dire le droit de punir les paysans de 10 paires de verges ou 80 coups. L'étendue de cette juridiction fut définie par la clause «avec une modération chrétienne» qui ouvrait une large porte à l'arbitraire des seigneurs. C'est ainsi que les bonnes intentions de Skytte n'atteignirent point leur but.

Pour la réglementation des affaires ecclésiastiques, le roi nomma en 1622, à titre de superintendant, Hermann Samson, pasteur allemand de Riga. En 1634 fut fondé le Consistoire supérieur et la confession luthérienne devint celle de l'Église d'État. Bien que la fréquentation du culte était chose obligatoire et les réfractaires étaient même punis de verges, arrivés cependant au carrefour de trois croyances (le paganisme, le catholicisme et le luthérisme), les Lettons regardaient plutôt en arrière, que devant eux. Les églises demeurant vides, le superintendant et le gouvernement entreprirent une lutte impitoyable contre le culte païen et tout particulièrement contre la magie noire. Le superintendant Samson publia en 1626 Neuf prêches contre des sorcières, qui étaient un manuel officiel pour les juges, élaboré casuistiquement. Les

procès de sorcellerie en série devinrent de plus en plus fréquents et la condamnation au bûcher fut chose courante.

Après la conquête, Livonie était un pays totalement dévasté: 53% des foyers paysans avaient été détruits et 36% seulement de toute la terre cultivée avaient un inventaire approprié et une main d'oeuvre suffisante pour la culture des champs. Par suite de la pénurie en chevaux, les hommes durent souvent s'atteler eux-mêmes devant les charrues. Les dépenses de guerre constituaient les $\frac{3}{4}$ du budget total de la Suède. En 1632, 88% des soldats de l'armée de Gustave-Adolphe, étaient des mercenaires recrutés à l'étranger; aussi les officiers supérieurs, généraux et colonels, qui avaient engagé ces troupes de lansquenets, étaient devenus créanciers de l'État. Afin de satisfaire leurs exigences, Gustave-Adolphe et sa fille Christine, se trouvèrent obligés de concéder en fief d'importants territoires en Suède, dans les Pays baltes et en Allemagne. Ainsi la moitié de toute la terre arable de la Livonie, se trouva placée entre les mains de dignitaires suédois. Il leur était intéressant de conserver le servage en vigueur et le gouvernement dut renoncer à quelques réformes qu'il avait projetées.

La minorité de la reine Christine (1632—1644) fut la période de réaction nobiliaire. Non seulement la noblesse suédoise, mais aussi celle de Livonie, acquit une grande influence dans l'administration des affaires publiques. En 1643, fut créé près du gouverneur-général un Conseil du pays (*Landesrat*), comprenant six membres: un noble allemand et un noble suédois par chaque district. En 1647, Christine confirma la loi de Landtag qui transforma les anciens états généraux en une assemblée des seigneurs. La noblesse conquit ainsi dans les Pays baltes la position de la classe

dominante. Comme les redevances en nature et les corvées étaient à la base de leur existence, la lutte contre l'évasion des paysans devint leur principal objet de souci.

Christine se convertit au catholicisme et abdiqua en 1654. Le neveu de Gustave-Adolphe, Charles X Gustave (1654—1660), fut élu le roi. La Pologne contesta à nouveau la légitimité de cette succession. Profitant de la guerre russo-polonaise, Charles-Gustave lui déclara la guerre en 1655 et prit Varsovie. À ce moment, les troupes russes entraînées par des spécialistes étrangers, envahirent en 1656 la Livonie, assiégèrent même Riga et prirent Dorpat. Les Polonais occupèrent de leur côté leur État vassal, le Duché de Courlande. Une épidémie força les belligérants à suspendre les opérations. Le traité d'Oliva (1660) avec la Pologne et celui de Kardis (1661) avec la Russie conserva le status quo. La Livonie fut ainsi définitivement incorporée dans la Suède et profita pendant 40 ans de la période de paix. La guerre avec la Russie fut cependant désastreuse pour la Pologne. Elle se termina par l'armistice de 1667 et lui apporta non seulement la perte de l'Ukraine, mais marqua surtout son déclin dans le concert des puissances de l'Europe Orientale.

Charles XI fut encore enfant (1660—1672) quand son père mourut, et le pouvoir passa aux mains des régents. Comme la question des fuyards paysans devint très aigue après la guerre polono-suédoise, le Landtag de 1665 fit de nouvelles démarches auprès du gouverneur général, afin que les stipulations concernant le servage fussent codifiées dans le recueil des «Lois de police». Le gouverneur, le comte Claudius Tott avait fait une carrière brillante, étant le favori de Christine. De 1661 à 1662, il fut l'ambassadeur de Suède à Paris, puis feld-maréchal à Stockholm; ensuite, de 1665 à

1672, gouverneur général de la Livonie, et à nouveau ambassadeur à Paris de 1672 à 1674.

Des délibérations entre une commission du Landtag et le gouverneur traînerent en longueur, car la noblesse poursuivait la légalisation des institutions complètement inconnues au droit suédois, par exemple, l'extradition des paysans évadés. Bien que le projet fut promulgué par Tott en 1668, ce n'est qu'en 1671 — donc un an avant la majorité de Charles XI — qu'il obtint l'approbation du gouvernement. Ce recueil des lois, que les nobles eux-mêmes qualifièrent de «monument unique» de la législation, reprit sous une forme modérée les stipulations du droit romain concernant des esclaves. Le but de ce statut du servage de 1671 était de créer un filet juridique à l'aide duquel le seigneur put non seulement pêcher de nouveaux sujets, mais aussi les soumettre à son pouvoir privé. Le statut fut en vigueur jusqu'en 1804.

Par la majorité du jeune roi, les événements prirent une toute autre tournure et les déficits chroniques de la caisse de l'État en furent la cause directe. La dette publique atteignit 20 millions, les obligations de l'État se vendaient pour 25% de la valeur, les fonctionnaires et les troupes n'étaient plus payées. Les Hollandais étaient les maîtres de la vie maritime en pays baltiques. De 1640 à 1649, sur 279 navires venus de Riga 252 étaient hollandais; de 1650 à 1657, 221 sur 263. Les céréales pour l'Ouest, le sel pour l'Est — ces deux marchandises constituaient le trafic de Riga. A côté du sel, les principales importations étaient les vins, les épices, les tissus, le hareng et les produits des colonies hollandaises. Les Anglais et les Français exportaient aussi de Riga des matières premières pour les constructions navales et pour l'armement: toute sorte de bois, le goudron, les voiles de navires, le chanvre

pour les cordages. Protégée par le gouvernement, l'industrie livonienne (papeteries, brasseries, briqueteries) ne travaillaient que pour le marché intérieur.

Si jusqu'à présent le gouvernement, mettant en profit la doctrine mercantile, avait favorisé l'économie privée, et tout spécialement l'artisanat et la manufacture, il s'intéressa dorénavant au capitalisme d'État. Comme les Pays baltes étaient le grenier de la Suède, le nouveau roi se rendit compte qu'une amélioration de la situation des caisses de l'État ne pouvait être réalisée qu'en entreprenant une nouvelle politique agraire. De caractère autocratique, mais simple dans ses manières de vivre, Charles XI, que la noblesse appela sarcastiquement «roi des paysans», opta pour des mesures révolutionnaires. Avec l'assentiment des trois états inférieurs, il réussit en 1680 à faire adopter au Riksdag une proposition, selon laquelle tous les fiefs et les autres donations, qui avaient jadis été des domaines, ou avaient servi de quelque autre façon à l'économie de l'État, devaient être rendus à la Couronne. Cet acte fut appelé Réduction des biens. Du point de vue d'audace juridique et de justice sociale cette réforme agraire, n'a pas de pareille dans toute l'histoire de l'Europe du XVII^e siècle.

Le 27 avril 1681 le roi adressa au Landtag les trois propositions suivantes: la réduction des domaines publics doit être exécutée dans les intérêts de la patrie; on doit procéder à une réévaluation du sol; on doit abolir le servage — «cette mauvaise coutume livonienne». Si nous nous rappelons que dix ans à peine s'étaient écoulés depuis le moment de l'entrée en vigueur du statut de servage du comte Tott, nous comprendrons la surprise éprouvée par la noblesse. Au mois de juillet 1681, le Landtag rejeta toutes les propositions du roi. Les protestations de la noblesse échou-

èrent devant la volonté de Charles XI. Il ordonna d'entreprendre la réduction des biens par l'autorité royale, réclamant d'abord à tous les seigneurs de présenter à la commission spéciale leurs documents de propriété. En 1687, la réduction était déjà finie et elle montra, qu'effectivement 75 % des terres n'étaient que des fiefs. Tous les domaines réduits dont les revenus annuels ne dépassaient pas 1500 écus de rente, étaient laissés à leurs possesseurs en bail, à des taux fixés par le gouvernement. Dès 1694 cette réforme rapporta à la Couronne un demi-million d'écus, mais ensemble avec les autres revenus annuels — 999.000 écus.

Les moyens ainsi obtenus, pouvaient être utilisés pour réduire la dette de l'État, qui diminua du quart, mais tout particulièrement pour renforcer la puissance de l'armée et de la flotte. Cette action n'avait pas seulement des motifs fiscaux: Charles XI poursuivait également des buts politiques. Il envisageait d'améliorer la situation matérielle des peuples baltes et de l'élever progressivement au niveau de vie, dont jouissaient les paysans suédois. Afin d'empêcher aux fermiers de contraindre trop les paysans à supporter tout le poids de leurs obligations, on effectua de 1683 à 1687 l'évaluation et le cadastre des biens réduits. Sur la base de ces données, on fixa en écus l'actif («avoir») et le passif («doit») de chaque exploitation agricole, qui furent inscrits dans un livret spécial (*Wackenbuch*) en deux exemplaires, dont l'un était conservé par le paysan, tandis que l'autre par le fermier. Les infractions aux normes, fixées et dûment enregistrées dans le livret en question, étaient punies très sévèrement. Ainsi, si un fermier exigeait du paysan plus de jours de corvée, qu'il n'en était prévu par la commission gouvernementale, il était chargé d'une amende,

correspondant au montant du salaire du travail illégalement requis, multiplié trente ou même quarante-cinq fois.

Une ordonnance, promulguée en 1696, réglait les droits du seigneur fermier vis-à-vis des paysans. Une stricte délimitation fut établie entre les terres du manoir et celles du foyer. Afin que le fermier et ses agents ne soient pas portés à user arbitrairement de leur juridiction disciplinaire, on institua dans chaque commune un tribunal de première instance, les paysans eux-mêmes remplissant la fonction de juges. Celle-ci ne pouvait infliger aux délinquants que des peines, allant jusqu'à dix paires de verges. Les condamnés avaient le droit d'appel au tribunal du pays ou même au gouverneur-général. Et, comme dans toutes les monarchies, il restait encore l'instance suprême — le roi. A défaut sentence judiciaire, le corvéable ne pouvait être puni au maximum que de 3 paires de verges. Quoique la législation agraire de Charles XI eut laissé subsister la servitude, elle transforma essentiellement le sens de cette institution. Quoique les paysans fussent encore attachés à la glèbe, ce fait assurait davantage leur personne et leurs biens que l'abolition formelle d'esclavage par la loi russe de 1819.

Ces ordonnances concernant la protection du paysan, eurent pour effet d'augmenter le bien-être du peuple d'une manière si considérable qu'à la fin du XVII^e siècle, pendant la Guerre Nordique, il y a eu des paysans qui ont versé à la Couronne à titre de prêt des sommes allant de 650-1000 écus.

Charles XI réalisa également le projet conçu par Gustave-Adolphe, concernant l'instruction générale de la population. En 1687, on créa dans chaque paroisse une école communale de type supérieur, à la-

quelle l'État fit allouer des terres destinées aux frais d'entretien de l'instituteur. Pour combler une lacune dans la vie spirituelle lettonne, sur la proposition du superintendant J. Fischer, Charles XI fit allouer 7500 écus des caisses de l'État pour la traduction de la Bible. Traduite par le pasteur d'Alūksne, Ernest Glück, la version lettonne parut en 1685 à Riga en 1500 exemplaires. De même, la Bible fut imprimée en langue estonienne aux frais de l'État. Le résultat de toutes ces réformes fut, qu'encore après la mort de Charles XI, plusieurs générations se souvinrent avec gratitude de l'heureuse époque suédoise.

Seule, la noblesse livonienne était mécontente et déçue, et pour cause. Bien que leurs «conseillers du pays» (*Landrāte*) se désignèrent eux-mêmes comme les *patres patriae et defensores iustitiae*, ils engagèrent des pourparlers secrets avec la Pologne, en espérant de reconquérir leur suprématie perdue. Le Landrat Jean Patkul, condamné à mort pour crime de lèse-majesté, ensuite réfugié à l'étranger, y joua le rôle principal. Dès 1698, il organisa une coalition contre la Suède, qui, bientôt après la mort de Charles XI, dégénéra en Guerre Nordique.

14. A L'OMBRE DE LA MORT

En 1697 le tsar Pierre 1^{er} se rendit incognito en voyage d'études à destination de la Hollande et de l'Angleterre, afin d'y apprendre la construction navale. Accompagné d'une importante ambassade russe, il passa par Riga et la Courlande. Le choix était bon, car la Hollande possédait à l'époque 45% et l'Angleterre 25% du total de la flotte commerciale mondiale. Au cours de ce voyage, le père de l'impérialisme russe se rendit compte, que son empire avait besoin «des eaux, plutôt que de la terre». Les Pays baltes devaient être privés de leurs ports et la mer Baltique transformée de *mare liberum* en *mare clausum*.

Au voyage du retour, Pierre I rencontra le roi Christian de Danemark et surtout le roi de Pologne, Auguste II et conclut ensuite avec lui une alliance secrète (1699), dirigée contre la Suède. Cette coalition avait été soigneusement préparée par Patkul. D'après ce traité, les troupes saxonnes d'Auguste II devaient les premières envahir la Livonie, en résultat de quoi la Pologne recevrait la Livonie et l'Estonie. Le moment était propice, car l'Europe était engagée dans les guerres de la succession espagnole. En 1700, Pierre I attaqua la forteresse suédoise de Narva, après avoir conclu un armistice avec la Turquie.

Bien qu'au cours d'une guerre-éclair, le jeune roi Charles XII parvint à vaincre les Danois et les Polonais et à obtenir quelques victoires sur la Russie, la bataille

de Poltava fut cependant décisive (1709) et l'armée suédoise s'y fit totalement écraser. Cette bataille fixa le sort des Pays baltes pour deux siècles, car les forces suédoises étaient trop faibles pour résister sur toute l'étendue du front. La milice paysanne des Lettons et Estoniens, formée en toute hâte, s'avéra incapable de résister aux assauts de l'armée du feld-maréchal Scheremetieff, qui pratiquait la stratégie de la «terre brûlée». Les résultats ne se firent pas attendre et déjà en 1702 il put rapporter au tsar, qu'il n'y a plus rien à détruire dans ce pays, excepté Riga, Pernau et Reval.

Au printemps 1710, les Russes commencèrent à assiéger Riga, qui bientôt fut obligée à capituler, à la suite de la famine et de la peste. Dans de nombreuses communes rurales, il ne resta plus un habitant et dans les campagnes de la Livonie suédoise, on ne dénombra en tout et pour tout que 90.000 âmes vivantes, Lettons et Estoniens. Par suite de telle diminution de main d'oeuvre corvéable, environ 40% des terres cultivées restèrent incultes. Ruinés par la guerre et la peste, dirigés par une cupidité sans bornes, les nobles essayèrent de presser les paysans jusqu'à leurs dernières possibilités.

Pour obtenir un titre juridique à l'annexion de la Livonie, Scheremetieff fit signer à la noblesse et à la municipalité de Riga un acte de capitulation, par lequel ceux-ci durent reconnaître la souveraineté de la Russie (1710). Le tsar était disposé à payer pour les ports de la Baltique le prix que lui exigeaient les 150 nobles réfugiés à Riga. Il leur promit de restituer les biens, que le gouvernement suédois leur avait retirés, et leur garantit le privilège de 1561 de Sigismond Auguste, refusé par les rois suédois. L'essentiel de la capitulation était la restitution des privilèges et des biens seigneuriaux. Depuis 1720 fonctionnaient des «com-

missions de restitution», chargées de restituer une partie des domaines de l'État à leurs anciens propriétaires. Si en 1687 le rapport entre des domaines et des manoirs privés était de 6:1, après la restitution, en 1758, il devint de 1:5. Et comme les constitutions agraires de Charles XI ne s'appliquaient qu'aux terres de l'État, elles perdirent leur effet quand la terre revint dans la possession privée.

Un régime arbitraire de pouvoir personnel ne tarda pas à fleurir dans les campagnes, favorisé par la dictature militaire de Pierre I. Les lois de guerre, promulguées en 1716, déclaraient que «sa Majesté est un Monarque autocrate et n'est responsable devant personne». Afin de se procurer les 4 millions de roubles (environ 20 millions de dollars-or) nécessaires à l'entretien de l'armée, Pierre I introduit dans toute la Russie, en 1718, le recensement des hommes appelé «révision des âmes», dont environ 5 millions durent payer les impôts directs. De tels recensements eurent lieu tous les quinze ans et continuèrent jusqu'en 1857. Pour les paysans, ce fut un nouveau fardeau, extrêmement lourd. L'ordonnance de 1719, éditée par le gouverneur-général prince Golitzine, caractérise bien les méthodes administratives de la Russie barbare: «de marquer au front par le fer rouge les déserteurs et les fuyards paysans ou de leur couper les oreilles et le nez». Pareillement aux Bolcheviks, qui considèrent actuellement l'agriculteur comme un esclave de l'État, ne devant pas quitter son kolkhoze, chez Pierre I tout paysan qui ne cultivait pas les champs lui assignés, était également considéré comme déserteur et comme tel condamné selon les lois de guerre.

L'annexion de la Carélie finlandaise, de l'Estonie suédoise et de la Livonie fut sanctionnée par le traité de Nystad (1721). La Suède y perdit sa position de

grande puissance, tandis que Pierre I ouvrit «une brèche sur l'Europe». La barrière orientale des Pays baltes, existant depuis 500 ans, fut détruite et la frontière de l'Empire russe fut transportée des marais et des lacs de la Sarmatie jusqu'à la mer Baltique, où près du Golfe de la Finlande fut fondée en 1703, la capitale nouvelle de l'Empire, Saint-Pétersbourg. Le traité de Nystad stipulait les avantages promis à la noblesse balte lors de la capitulation. Les ports intéressaient l'empereur plus que les vieux parchemins.

Pour la première fois dans leur histoire, deux nations occidentales, les Lettons et les Estoniens, étaient incorporées dans un monde asiatique, qui leur était totalement étranger et que son premier empereur voulait rendre européen, afin d'augmenter son potentiel de guerre. Il pensait y parvenir en imposant à son peuple la civilisation européenne au moyen du fouet et de la potence. Staline, élève consciencieux de Pierre I, procédait avec des méthodes barbares analogues, avec la différence cependant, que si, après la Guerre Nordique, les Pays baltes furent la porte, par laquelle la Russie accéda en Europe, c'est la Sibérie, qui montre aujourd'hui une toute autre direction à des milliers de malheureux déportés, afin d'y oublier, qu'ils ont été jadis des Européens.

Bien que formellement, la Livonie et l'Estonie n'étaient après 1721 que des provinces russes, du point de vue civilisation elles manifestaient une si nette supériorité, que St Pétersbourg ne pouvait que prendre exemple sur Riga et Reval. Ce fut là un des événements les plus importants de l'histoire de l'Europe, au cours des dernières 250 années — l'eupéanisation de la Russie. C'est dans le «faubourg allemand» de Moscou que Pierre I avait trouvé ses premiers amis et ses instructeurs. Ceux-ci devinrent plus tard les principaux

personnages de l'État. Mais ils appelèrent à leur tour en Russie de nouveaux étrangers, représentés de plus en plus par des familles ayant des attaches en Pays baltes. Aussi les portes étaient ouvertes à la noblesse balte, pour accéder aux postes les plus importants dans l'armée, la cour, la justice et l'administration. Même encore en 1871, 74% des généraux et 58% des officiers de l'état-major étaient allemands. Parmi les 15 gouverneurs de la Livonie, de 1790 à 1882, 14 furent des barons. La noblesse allemande devint le vrai maître de la Livonie et en 1747 acheva de fonder la matricule de la chevalerie balte, qui ne réunit en définitive que 172 familles nobles. Cette caste fermée avait seule le droit de siéger dans les Landtags, de décider du sort de tous les habitants et d'entretenir les rapports officiels avec le gouvernement russe.

Nous pouvons juger de la puissance de cette noblesse, protégée par l'aigle russe, en rappelant la réponse du landrat Rosen, que celui-ci adressa en 1739 au ministère de la Justice (dit collège de Justice), au sujet du statut légal des paysans livoniens. Il y est notamment souligné que depuis le XIII^e siècle, ceux-ci sont des esclaves (*homines proprii*) qui avec toute leur personne et leurs biens, appartiennent au seigneur, qui peut fixer les redevances et les corvées comme bon lui semble. Tout le profit de ce qu'ils gagnaient, n'allait pas à eux, mais à leur seigneur. Les thèses de cette déclaration sont reprises par le Landtag en 1765; on y a ajouté que les nobles peuvent aliéner, céder ou vendre ce bien mobilier, c'est à dire les paysans, suivant le cas et le besoin.

Douze ans après (1777) le pasteur A. Hupel témoigne d'une façon analogue: «Les Estoniens et les Lettons, sont des esclaves et non des personnes, des marchandises et objets que l'on vend ou l'on échange

contre des chevaux, des chiens, des têtes de pipe etc. Les gens en Livonie sont moins chers que les nègres dans les colonies». Encore quelques années après, un observateur étranger Le Clerc (Storia . . . della Russia, 1785) relate: «En Livonie et en Estonie, la noblesse est tout; elle en est le gouvernement et la patrie. Le devoir du peuple est de nourrir leurs seigneurs. Malheureux et humiliés, ils dépendent du seigneur, qui peut les vendre et les séparer de leur femme, comme de leur famille; ils craignent tout, sauf la mort». Les mêmes propos peuvent s'adresser aujourd'hui, aux peuples des trois Républiques baltes, qui sont entièrement à la merci du Kremlin. Celui-ci agit avec les citoyens comme avec sa propriété privée. On est témoin chaque jour à la déportation des individus, qui sont acheminés vers les champs de la correction au-delà du cercle polaire comme des bêtes de somme. La séparation du chef de famille du reste des siens, est officiellement réglemée par des instructions du ministère de l'Intérieur (MVD).

Si après la Guerre Nordique les voyageurs étrangers caractérisaient les conditions de vie dans les Pays baltes par la formule: «le ciel appartient aux nobles, le paradis au clergé, la mine d'or est pour les aventuriers tandis que l'enfer est aux paysans» (*est coelum nobilium, paradisus clericorum, aurofodinae advenarum et infernus rusticorum*), le recensement de Livonie, en 1772, nous donne un sens concret à cette affirmation. En effet, il y a 0,5% de nobles, 0,1% d'ecclésiastiques, 1% d'étrangers, 5% de citadins et 93% de paysans. Cependant aujourd'hui, 180 ans plus tard, cette même formule éloquente jette une lumière sanglante sur les faits qui se déroulent dans les pays, occupés par le Kremlin au cours de la 2^e Guerre mondiale. Si en 1772, 1,6% de la population vivait au dépens du reste des

habitants lettons et estoniens, d'une façon analogue, le parti communiste agit aujourd'hui selon les mêmes principes. Selon les données du 10^e Congrès (1949), le parti bolchevique en Lettonie ne comprend que 31.000 membres (dont 47% d'étrangers), soit 1,5% du nombre total des habitants. Le ciel et les mines d'or pour la minorité, l'enfer pour la majorité — voilà la structure sociale des Pays baltes après les annexions russes.

Après le régime civilisé des Suédois, favorable aux paysans, la dictature de Pierre I ne put rien offrir d'autre que des cours martiales, les travaux forcés en Sibérie, l'esclavage légalisé et la vodka. Le porte-parole de l'absolutisme éclairé, l'impératrice Catherine II, déclara par le décret de 1762, qu'il n'existait aucune loi, suivant laquelle on pourrait condamner un seigneur, coupable d'avoir tué son paysan. Par l'ukase de 1765, le noble put envoyer son serf en Sibérie, sans aucune décision de tribunal. Tout individu ayant adressé une plainte directe à l'impératrice, selon l'ordonnance de 1767, était possible de la même peine.

Un autre privilège seigneurial, de tenir des tavernes et de fabriquer de l'eau-de-vie, eut également des suites économiques et morales particulièrement désastreuses. Si à l'époque suédoise, la bière était la boisson populaire et l'eau-de-vie n'était qu'un médicament, dès le XVIII^e siècle, la vodka devint « le pain liquide » des habitants. Comme les pommes de terre n'étaient cultivées que dans les potagers, les nobles employèrent le seigle pour la fabrication de l'eau-de-vie et ce travail devait être exécuté par les paysans à titre de corvée. Si à cause des installations primitives, ou de leur incapacité, les paysans n'étaient pas en mesure de livrer au manoir la norme d'alcool préalablement fixée, ils furent punis de verges. Déjà en 1757 on compta dans la partie lettonne de la Livonie, pas moins de 933 taver-

nes appartenant aux manoirs, contre 29 écoles communales. La Livonie fabriquait en 1794 48 millions de *stops* ((1,2 d'un litre) d'eau-de-vie par an, soit environ 100 litres par habitant. En transformant le blé panifiable en alcool, les nobles réalisèrent des bénéfices allant jusqu'à 100%. Les revenus des manoirs furent ainsi artificiellement triplés, en comparaison des prix de l'époque suédoise. Cependant les corvéables, enivrés de la sorte, étaient de piètres travailleurs. Afin de se procurer les moyens que nécessitait la vie fastueuse dans l'armée, la flotte ou la cour russe, les nobles avaient contracté sur les manoirs des dettes, dépassant 11 millions de roubles-or, qu'ils ne purent plus amortir par la crise économique. Ces manoirs furent saisis et mis en vente, dans un nombre de plus en plus élevé. La solution de la question agraire devint pour la noblesse d'une façon ou d'une autre, la question de leur existence.

A cette même époque, quand en Russie et dans les Pays baltes l'esclavage était reconnu par des lois, la doctrine du droit naturel, la philosophie rationaliste et l'esprit français, frappaient déjà de puissantes armes pour la libération de l'humanité. Le Congrès de l'Amérique du Nord (1776), et, treize ans plus tard, l'Assemblée Nationale en France, déclarèrent les droits des hommes et des citoyens, qui ébranlèrent l'ancien régime jusque dans ses fondements. Les révoltes paysannes en Livonie prirent parfois une étendue si considérable (1771, 1784, 1802), qu'elles ne purent être réprimées qu'avec l'aide de l'armée.

Les idées de Voltaire, Rousseau, Montesquieu et autres philosophes éclairés, trouvèrent des disciples même parmi quelques pasteurs allemands, qui s'étaient installés dans les Pays baltes venant de l'étranger. Ceux-ci, non seulement critiquèrent le système féodal

de la baronnie allemande, mais encore éveillèrent la sympathie de l'Europe pour le peuple letton et sa culture. Le nouveau courant des physiocrates en économie nationale, avait trouvé un large écho en France, où Mirabeau et Quenet écrivaient que l'agriculture constituait le genre le plus honorable des activités humaines et que le bien-être d'une nation se reposait sur les épaules des paysans.

Parmi les journalistes des Pays baltes, il faut citer en premier lieu Garlib Merkel (1769—1850), fils d'un pasteur allemand, qui fut précepteur dans plusieurs manoirs de la Livonie. Ayant fait connaissance, dans la bibliothèque de son père, avec les ouvrages de Voltaire et de Rousseau, il publia en 1797 une brochure de polémique virulente, intitulée *Die Letten am Ende des philosophischen Jahrhunderts*, qui, à l'étranger et à la cour russe, fit l'effet d'une bombe. Elle incita, non seulement la jeune génération de la noblesse, mais même Alexandre I, à réfléchir sur les maximes de Merkel, qui prophétisait notamment: «Le peuple n'est plus un chien aveugle que l'on peut envoyer dans sa niche par des coups de trique; c'est un tigre, qui dans une rage contenue rongé silencieusement ses chaînes et attend le moment propice pour les briser et laver dans le sang son humiliation».

15. LE DUCHÉ DE COURLANDE

Le dernier maître de l'Ordre livonien, Gotthard Kettler, devint duc le 5 mars 1562, et la désignation officielle de son État fut dorénavant *Ducatus Curlandiae et Semigalliae*. Si au moment où il fut maître de l'Ordre, son territoire était d'environ 66.000 km², ses possessions n'étaient plus à présent que de 26.000 km², y compris l'ancien évêché de Courlande (4.500 km²) que le Danemark vendit à la Pologne après la mort de Magnus (1583) et qui comme une région autonome, appelée État de Pilten, resta en dehors de la puissance ducale. Quand, mécontent des services de Magnus, Ivan IV proposa à Kettler en 1577 de prendre le titre de roi de Livonie, celui-ci refusa, craignant de perdre tout par la même occasion.

Bien qu'au cours de la Guerre de Livonie, la Courlande fut épargnée, les difficultés du nouveau duc furent considérables. Intéressé lui-même dans le commerce, l'Ordre n'avait rien fait en Courlande pour favoriser le développement des villes ou la création d'une classe marchande. Quoique la Courlande possédait deux ports libres de glaces pendant tout l'hiver (Liepāja et Ventspils) ceux-ci ne furent pas aménagés, de sorte que les navires hanséatiques et hollandais se dirigeaient directement vers Riga et Reval. Excepté quelques faubourgs, qui, à l'époque de l'Ordre, travaillaient pour le marché intérieur, toute cette partie du pays, située entre la Daugava et la mer, ne possédait au fait que deux centres, fondés au XIII^e siècle: Kul-

diga (Goldingen) en Courlande et Jelgava (Mitau) en Zemgale. Mais même ces derniers étaient peu importants et destinés plutôt à des fins militaires ou gouvernementales, qu'à un essor de la vie économique. Si le voyageur français La Boullaye le Gonz, parle de Riga en 1653 comme d'une Rome nordique, employant notamment ces termes: «il semble que cette ville soit pour le Nord de l'Europe, ce que Rome est pour la Méditerranée», un autre français nous dit à propos de Jelgava, que même encore en 1784, ce n'était qu'un grand village.

Ce sont les anciens frères de l'Ordre, qui provoquèrent au nouveau duc les premières difficultés, car de leur point de vue il n'était pas un souverain, mais un chevalier comme eux. Quelques-uns parmi les réfractaires, comme par exemple le commandant de Dobele, von der Recke, refusèrent même de prêter serment de fidélité et devinrent des vassaux directs du roi de Pologne. Afin de les apaiser, Kettler fut obligé de concéder en 1570 un privilège spécial, qui inclut toutes les prérogatives que les vassaux de l'Ordre avaient déjà réclamées à Sigismond Auguste, à l'occasion des pourparlers de Wilno en 1561. Conformément à cet acte, les nobles du duché obtinrent non seulement l'allodification de leurs anciens fiefs et furent dispensés de douane et des impôts, mais aussi la justice haute sur les paysans.

Afin de renforcer son autorité, Kettler épousa la princesse Anne de Mecklembourg. Se rendant compte de son impuissance politique, le duc déploya une grande activité dans les questions de l'Église et de l'enseignement, ordonna la construction de 63 églises au lieu des 9 qui existaient à l'époque de l'Ordre. Ayant perdu Riga, Kettler choisit Jelgava pour résidence et conféra à cette ville les droits de cité. Il y fonda la

première école latine de la Courlande. Le fait que parmi les 113 membres de sa cour ducale, 42 furent des Lettons, est particulièrement significatif. Kettler mourut en 1587, ayant partagé le duché entre ses deux fils Guillaume et Frédéric; le premier résida à Jelgava, le second à Kuldiga.

Guillaume tenta de briser l'oligarchie de la noblesse, mais la Pologne intervint et il fut destitué. Il mourut en émigration et Frédéric (1587—1642) devint souverain du duché. Ce conflit fut exploité par les Polonais, qui envoyèrent en Courlande une commission spéciale. Celle-ci élabora en 1617 une constitution (*Formula Regiminis*), destinée à fixer le régime du duché. Suivant le modèle polonais on y avait prévu deux pouvoirs de l'État — le Duc et le Conseil ducal. Tous deux avaient leurs envoyés auprès de la cour polonaise. En cas de décès ou de minorité du duc, tous les droits passaient au Conseil. Le duché devint ainsi une République aristocratique, où le duc n'était que le personnage le plus éminent et, sans doute, le plus riche. Le pouvoir législatif appartenait au Landtag, dans lequel ni les citadins, ni les paysans n'étaient représentés.

La commission polonaise en question, publia également en 1617 un code, appelé Statut de la Courlande, dans lequel le servage était traité comme l'esclavage au sens du droit romain. Les paysans se trouvaient sous le pouvoir privé (*potestas privata*) de leur seigneur selon le modèle de *patria potestas*. Le seigneur n'était pas seulement le juge des paysans, mais aussi le législateur. Comme la Courlande devint un pays classique du droit romain, les commentateurs de ces Statuts expliquaient au XVIII^e siècle, que les paysans ne sont pas des personnes, mais des choses (*res in commercio*). Peut-on être étonné alors de la décision que le Landtag prit en 1638, autorisant de couper la jambe à tout fuyard.

Frédéric régna pendant 55 ans et il n'eut pas de successeur direct. Comme en vertu de la résolution, que le Seim (diète) polonais adopta en 1589, qu'en cas de vacance du trône la Courlande devait être incorporée dans la Lithuanie, Frédéric abdiqua, en 1638, en faveur de son neveu Jacques, fils de Guillaume, qui était alors élevé à l'étranger. Après avoir longuement hésité, la Pologne reconnut finalement Jacques comme duc de la Courlande.

Bien que toujours vassal en ce qui concernait les affaires étrangères, et lié à l'intérieur à la constitution de 1617, Jacques (1642—82) réussit néanmoins à se faire considérer comme souverain indépendant. Il réussit même à acquérir un poids international si considérable que même après sa mort, William Penn estimait le duché de Courlande comme qualifié pour faire partie de l'Union européenne, qu'il avait projeté de créer en 1694. Jacques acheta à l'empereur Frédéric III les droits de prince de l'Empire et même son ennemi, Charles X de Suède, put dire à propos de lui: «le duc de Courlande a trop pour n'être qu'un duc, mais pas assez pour être roi». En effet, au temps de Jacques, la flotte courlandaise était supérieure à celle de la Suède ou du Danemark.

Sous l'influence de Colbert, Jacques entreprit de réaliser en Courlande la doctrine du mercantilisme, très en vogue à l'époque, voire exporter le plus possible et importer peu, faisant venir des marchandises de ses colonies. Du point de vue de commerce intérieur, afin de soutenir la concurrence avec les Suédois dans le trafic des marchandises russes et polonaises, Frédéric avait déjà fondé une nouvelle ville sur l'importante voie fluviale de la Daugava — Friedrichstadt (Jaunjelgava). En 1670, sur la même Daugava, Jacques en fonda une autre — Jacobstadt (Jēkabpils). Comme le

duché possédait toutes les matières premières pour les constructions navales et, par ailleurs, se fit livrer des minerais de fer provenant des mines d'Eidsvold en Norvège, Jacques créa à Ventspils (Windau) d'importants chantiers navals, d'où sortirent pendant son règne 44 navires de guerre et 79 bateaux de commerce, dont une partie fut vendue à la France et à l'Angleterre.

Plusieurs traités furent conclus dans le but de favoriser le commerce maritime: avec Louis XIV en 1643, avec Cromwell en 1654 et avec l'Espagne en 1656. Le duc rêvait même d'avoir un port dans les Charentes et négociait l'achat des Marennes, sans du reste aboutir. Les marchandises exportées furent le blé, les graines de lin, les peaux, le potasse, le salpêtre, les canons et les grenades, la poudre et enfin, des matériaux de bois de tous genres. Afin de s'affranchir de l'intermédiaire hollandais pour les importations, le duc acheta en 1651 la colonie de Gambie sur la côte d'Afrique. Celle-ci fut cependant occupée à plusieurs reprises soit par les Anglais, soit par les Hollandais et en 1661 définitivement conquise par l'escadre britannique. Par le traité de 1664 le duc dut céder la Gambie au roi Charles II d'Angleterre, en échange pour une autre — l'île de Tobago aux Antilles, achetée en 1652 et occupée aussi par les Hollandais. Au fait le duc n'obtint pleine possession de l'île qu'en 1679, pour la perdre définitivement en 1690.

Afin de fournir les matières premières nécessaires à 70 manufactures d'État, le duc entreprit de rationaliser l'économie des domaines, car à la suite de la guerre de Trente ans, une dépression agraire sévissait sur toute l'Europe. La loi agricole de 1663 gratifia bien les paysans de quelques primes pour les produits qu'ils avaient fourni, mais d'un autre côté, elle les écrasa

sous le poids de corvées et de lourdes contributions qu'ils devaient fournir aux manufactures ducales. Aussi un bon nombre d'entre eux s'enfuit à l'étranger.

Les Hollandais étaient très mécontents de la concurrence de Jacques, aussi le surnommèrent-ils «le duc Navigateur» (Haertogh Schipper). Si Jacques parvint réellement par ses dons de commerçant et d'industriel à transformer la Courlande, du moins pour une courte période, en «Pays-Bas de l'Est», sa politique extérieure fut cependant maladroite et partant peu profitable. Au début il s'allia au bloc franco-anglais, mais perdit par la suite l'appui de ces deux pays. La dynastie des Stuart lui retira son soutien, pour avoir tenté de manœuvrer dans le conflit, qui les opposait à Cromwell, tandis que les Français l'abandonnèrent pour sa participation à la guerre, que les États-généraux menèrent contre la France de 1672 à 1674, étant donné qu'il y avait envoyé deux régiments courlandais sous le commandement de son fils Frédéric Casimir. Attachant trop de crédit aux traités, il ne s'occupa pas assez de son armée et s'imagina à tort de pouvoir conserver la neutralité dans la guerre polono-suédoise, par la conclusion d'un traité avec la Suède (1647), ainsi que par un autre avec le tsar Alexei (1655).

Au début de la guerre, il ne sut malheureusement pas garder sa neutralité d'une façon irréprochable. En 1658, le comte Douglas, commandant en chef suédois, le fit prisonnier, en l'accusant d'avoir fomenté le rattachement de la Livonie à la Courlande. Jacques fut déporté à Ivangorod et libéré après la paix d'Oliva (1660). Il retrouva son pays totalement dévasté: les manufactures étaient détruites, les bateaux sabordés, les colonies ravies par des voisins avides. Jacques estima à 6 millions d'écus le total de ses pertes. Ces déboires peuvent en partie être expliqués par le fait que Jacques

n'avait pas su choisir parmi ses agents consulaires des personnes de confiance, les ayant recruté généralement dans les milieux hollandais, intéressés à profiter de ses malheurs.

Son fils Frédéric Casimir (1682—98) engagea les domaines ducales et dilapida les autres entreprises de son père, afin de se procurer les moyens pour une fastueuse vie de cour, et fonda même à Jelgava un opéra italien et un orchestre français. Les troupes saxonnes aussi bien que l'armée suédoise traversèrent à maintes reprises le duché au cours de la Guerre Nordique et celui-ci fut appauvri encore davantage. Les derniers vestiges de la flotte courlandaise et de l'industrie du pays, s'effondrèrent entièrement.

Ayant obtenu l'Estonie et la Livonie, Pierre I entreprit par voie diplomatique d'attirer également le reste des régions maritimes des Pays baltes dans la zone d'influence russe. En 1710 il maria sa nièce Anne à Frédéric Guillaume, qui venait d'atteindre la majorité et fut proclamé duc. Celui-ci mourut aussitôt après son mariage. Son oncle Ferdinand, frère de son père et seul successeur masculin de la dynastie des Kettler, se considéra de droit comme duc de Courlande (1711—37) et bien qu'habitant à Dantzig commença à gouverner le duché, se trouvant en querelles perpétuelles avec la noblesse et le Conseil. Comme la veuve Anne habitait Jelgava, l'occupation russe de la Courlande était en fait établie. A partir de ce moment, les ducs de Courlande ne furent plus que des clients politiques de la Russie.

La course des grandes puissances pour le trône de Courlande se déclencha aussitôt. Parmi les nombreux prétendants au titre, le maréchal français Maurice de Saxe conserva ses chances pendant quelque temps, mais finalement fut chassé par l'armée russe. Après la mort

de Ferdinand, Anne de Courlande, élue à l'entretemps impératrice de Russie (1730—40), nomma son favori, Ernest Biron, duc de Courlande (1737—69). Ce dernier était d'une origine inférieure et la noblesse allemande lui manifesta ouvertement son dédain. Biron résida à St Petersburg, où, de pair avec le baron Ostermann, devint virtuellement dictateur de la Russie. Il ordonna à l'architecte de la cour, l'italien Rastrelli de construire en Courlande deux remarquables châteaux, payés avec l'or russe; ceux-ci furent édifiés sur le modèle des palais français.

Louis XVIII séjourna, avec sa cour et ses ministres, pendant les années 1798—1800 et 1805—1807, dans le palais ducal de Jelgava, comme l'émigré politique. Le 30 mai 1799 Marie-Thérèse, y fut mariée au duc d'Angoulême, Louis de Bourbon. La tombe de l'abbé de Firmont, confesseur de Louis XVI et de Louis XVIII, se trouve dans le cimetière catholique de Jelgava. Il mourut en exil, en 1807.

A la suite de la mort d'Anne, une nouvelle querelle de palais éclata à St Petersburg et Biron fut déporté en Sibérie. Il dut y rester pendant plus de vingt ans.

Dépourvus de gouvernement, les nobles courlandais purent vivre pendant cette période à leur aise, tels les Porte-glaives au XIII^e siècle: *sine rege et sine lege*. Leur devise «le coeur est l'honneur des Courlandais» date de cette époque et signifie en fait que la vie du duché était régie non par des normes juridiques, mais par des liaisons personnelles. La situation des paysans dépendait entièrement des opinions et du caractère de leurs seigneurs. Afin de manifester envers le duc leur indépendance, certains nobles promulguèrent eux-mêmes des codes pénaux en langue lettonne pour leurs sujets.

Finalement, avec l'assentiment de la Russie, le roi

de Pologne Auguste III nomma en 1758 son fils Charles de Saxe le duc de Courlande. Seulement une partie des nobles lui prêtèrent serment de fidélité, tandis que les autres nouèrent des intrigues à la cour de Russie. Alors la nouvelle impératrice Catherine II (1762—96), princesse allemande, restaura dès 1763 Biron dans ses droits de souveraineté. Quand celui-ci revint à Jelgava, l'envoyé russe invita le duc Charles à quitter le duché. C'est dire à quel point le prestige de la Pologne était déjà tombé. Vexé et fatigué par son exil prolongé, Ernest Biron abdiqua en 1769 en faveur de son fils Pierre. Sous la pression russe, les nobles furent contraints à lui jurer fidélité. Afin de les satisfaire, Pierre allodifia tous leurs fiefs (1776).

La fin de la Pologne était proche. A la mort d'Auguste III (1763), la question de succession au trône provoqua des luttes de partis, qui divisèrent d'une part les polonais francophiles et de l'autre les russophiles. Deux dynastes allemands, Catherine II en Russie et Frédéric II en Prusse, suivaient ces luttes avec une attention soutenue. Afin d'éviter l'intervention française, ils conclurent une alliance et parvinrent à faire élire le candidat russe, Stanislas Auguste Poniatowski, roi de la Pologne. Cependant, une dangereuse révolte paysanne éclata bientôt en Ukraine, dans le but d'obtenir la séparation d'Ukraine de la Pologne. Les Polonais appellèrent l'armée russe à leur secours. Celle-ci ne songea plus à quitter la Pologne, ce qui provoqua l'occupation des autres territoires polonais par les forces prussiennes d'une part, et autrichiennes de l'autre. Les trois puissances finirent par se mettre d'accord en 1772 au sujet du partage de la Pologne. L'ancienne province polonaise Ducatus Ultradunensis, c'est à dire la Latgale fut cédé à la Russie.

Vingt ans après, sous l'influence de la Révolution

française, un puissant mouvement nationaliste prit naissance en Pologne qui effectua l'incorporation de la Lithuanie. Catherine II refusa de la reconnaître et une armée russe de 100.000 hommes pénétra en Pologne et contraignit Stanislas Auguste à signer une alliance avec la Russie (1793). Ceci signifia en réalité l'établissement du protectorat russe. Une révolte de patriotes, dirigés par Kosciuszko, éclata en 1794 et se termina par la capitulation de Varsovie, assiégée par le général Souvoroff. Un troisième partage, entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, raya la Pologne du nombre des nations (1795). La Russie obtint aussi la Lithuanie et la Courlande.

Afin de masquer cette annexion, Catherine II ordonna au Landtag de solliciter l'incorporation du duché dans la Russie, ce qui fut voté à l'unanimité, le 7 mars 1795. On versa une indemnité très importante à Pierre Biron, tandis que l'on promit aux nobles des postes à la cour russe et dans l'administration locale. Parmi les 12 gouverneurs de la Courlande, de 1795 à 1885, 10 furent des barons allemands. Telle fut la fin peu glorieuse de la province de l'ancien Ordre Teutonique, qui cessa son existence au bout de 233 années. Trois États furent effacés de la carte de l'Europe — la Pologne, la Lithuanie et la Courlande, ce qui prouve que les questions de la Pologne et des Pays baltes sont étroitement liées et indivisibles, dictées par la géographie même et la région Baltique. Le gouverneur général russe, comte Pierre Schouvaloff, aurait déclaré en 1870 que «la mission historique des Pays baltes est d'être le champ de bataille aux grands problèmes politiques de l'Europe». Les faits semblent, en effet, prouver la vérité de cette opinion.

16. L'ÉMANCIPATION LETTONNE

Le XIX^e siècle marque un nouveau tournant dans l'histoire de la nation lettone, car pour la première fois elle était réunie sous le gouvernement d'une seule puissance, fut-elle étrangère. C'était ce même Empire russe qui, grâce à l'immensité de son territoire avait réussi de vaincre des vaillantes armées de Charles XII et de Napoléon.

Bien que de caractère contradictoire et qualifié même par certains historiens d'«acteur sur le trône», l'empereur Alexandre I (1801—25) était sans doute le souverain le plus libéral de tous les monarques de la Sainte-Alliance. Le poison de la liberté, propagé en Pologne et dans les Pays baltes par les agents secrets de Napoléon, l'obligea à faire voir à l'Europe, que les idées révolutionnaires françaises au sujet des droits naturels de l'homme, ne lui étaient pas inconnues et qu'il savait aussi se montrer libéral. Comme il n'avait choisi qu'une province (Riazan) pour tenter ses réformes constitutionnelles, de même seule la Livonie fut choisie comme champ d'expérience à ses réformes agraires.

Les grandes révoltes paysannes de 1802 à Kauguri, près de Valmiera, l'y incitèrent tout particulièrement. La répression de ce mouvement fut très ardue et on dut même recourir à l'artillerie pour chasser les révoltés à coups de canon. Un des chefs de la révolte, Gothard Johanson, avoua d'avoir constamment suivi les nou-

velles des journaux parisiens et savait, ce qui se passait en France. C'était un laquais du manoir, connaissant la langue française; il avait également traduit en letton le traité virulent de Merkel *Die Letten*. Juste à la même époque, le premier recteur de l'Université de Tartu (Dorpat), le français C. Fr. Parrot, venait également de présenter à l'empereur un large exposé «Considération sur la servitude». Il y écrivait notamment que «l'esclavage répugne à la nature humaine» et que les terres doivent être cédées en propriété aux paysans qui les travaillent, car «cette propriété est un droit sacré que seule la violence des conquérants allemands leur a pu ravir». Parrot recommanda à Alexandre I de restituer les lois agraires de Charles XI.

L'empereur choisit le land-maréchal de la noblesse livonienne, le colonel Fr. von Sievers comme réalisateur de ses projets qui obligea le Landtag d'accepter en 1803 les décisions du souverain. Pareillement à l'époque suédoise, la terre fut mesurée et cadastrée à nouveau et un trait rouge sur les cartes des arpenteurs établit une stricte délimitation entre la terre des paysans et celle du manoir. Le paysan ne pouvait plus être chassé de sa ferme que par décision du tribunal et la loi lui en garantissait un droit d'usufruit héréditaire. Une commission fixa les normes des corvées et des redevances d'après le modèle de 1688 et en rapport avec la valeur taxée de la terre. Si cette loi de 1804 avait pu rester plus longtemps en vigueur, il ne fait aucun doute qu'une classe aisée de petits propriétaires serait née en Livonie. Bien que formellement le servage n'était pas aboli, le paysan n'était cependant plus une chose, mais une personne, qui pouvait défendre ses droits en justice.

La loi de 1804 se basait sur les principes de protection gouvernementale et s'efforçait de régler toutes les relations entre les paysans et les nobles selon les nor-

mes du droit public. La noblesse sabota d'abord l'exécution de cette loi, puis obtint que des amendements fussent promulgués en sa faveur. Pourtant, la mauvaise récolte persistante et les troubles nouveaux, en 1805, cette fois en Estonie, prouvaient que la vie économique es sociale était dépourvue d'une base saine.

Dès 1809, le gouvernement russe demanda à la noblesse estonienne une revision des corvées et des redevances d'après le modèle de la loi de 1804. Dans cette situation elle chargea ses représentants du mandat suivant: «Si les droits des nobles sur la propriété continuent à être menacés ou si le gouvernement exige de nouveaux devoirs pénibles, il faut proposer l'abolition du servage». Cette proposition estonienne fut adoptée avec bienveillance par l'Empereur.

Le paysan de son côté, vivait dans les illusions de la Révolution française et estimait à tort que la liberté personnelle était supérieure en valeur à l'indépendance économique. N'ayant pas achevé l'expériment de 1804, Alexandre I entreprit un autre, qui semblait encore plus radical que le premier et répondait aux théories de la libre concurrence et de la non-ingérence de l'État dans les affaires économiques, telles qu'elles avaient été exposées par l'économiste anglais Adam Smith.

En 1816, le servage était aboli en Estonie. En 1817, c'était le tour de la Courlande, et en 1819, de la Livonie. Ce fut une tentative, dont tout le monde ignorait l'issue. Même les nobles les plus conservateurs, qui n'avaient pas hésité à désigner sous le nom de jacobins leurs collègues, ayant présenté au Landtag de 1803 un projet analogue, devinrent eux-mêmes ses partisans les plus acharnés et demandèrent en 1819 à l'empereur, l'abolition totale du servage en Livonie.

Ainsi tous les paysans de l'Estonie et de la Lettonie, Latgale excepté, devinrent nominalement des citoyens

libres. Bien d'années après, les nobles avouèrent que ce fut là un des meilleurs négociés que la noblesse des Pays baltes ait jamais conclu avec le gouvernement. En effet, les paysans obtinrent une «liberté d'oiseau» tandis que les nobles se rendirent propriétaires de toutes les terres privées. Cette charte de liberté, fut en réalité un acte d'expropriation de grande envergure, par lequel les populations des deux pays furent déclarées prolétariat rural, ne possédant même pas sa place au cimetière.

Selon O. Müller, l'historien allemand, «les motifs de l'émancipation des paysans par la noblesse n'étaient ni l'enthousiasme de celle-ci pour la liberté et l'égalité, ni le zèle pour la doctrine économique anglaise (A. Smith), ni l'imitation de l'exemple prussien. Cette abolition fut plutôt décidée pour éviter la ruine économique dont la noblesse était menacée». En général on doit accepter les conclusions d'un autre historien allemand, H. Bruiningk, que les traités du XIII^e siècle accordèrent aux peuples baltes des droits plus vastes et une liberté plus grande que l'émancipation des paysans par le gouvernement russe de 1816 à 1819.

Aussitôt après l'entrée en vigueur des nouvelles lois, les paysans se rendirent compte qu'ils avaient été trompés. L'abolition du servage ne se fit, en premier lieu, que progressivement, se réalisant par groupes séparés; d'autre part, afin que les manoirs ne restent pas sans main d'oeuvre, les quatorze années qui suivirent, furent déclarées période de transition, pendant laquelle il fut interdit aux paysans de quitter les limites de leur commune et de leur gouvernement (c. à. d., département).

De nouvelles révoltes éclatèrent entre 1822 et 1823, car les paysans refusèrent de céder leurs terres aux nobles et de conclure avec ceux-ci des contrats de fer-

mage à courte échéance. L'armée russe fut même envoyée dans les communes rebelles. Pour ne pas mourir de faim, les «paysans libres» étaient forcés d'accepter les stipulations des «contrats libres» proposées par les nobles. «Mais cette égalité juridique était toute théorique et pratiquement illusoire, en présence d'une formidable inégalité économique» (J. Meuvret). Malgré l'abolition du servage, presque toutes les institutions féodales restaient en vigueur, voire les corvées et redevances en nature, non réglementées par le gouvernement, la police seigneuriale et les châtiments corporels. Les fonctionnaires des manoirs pouvaient faire administrer aux hommes corvéables de 15 à 30 coups de baguette, tandis que les femmes et les enfants pouvaient être punis de 15 à 20 paires de verges, frappant au moins quatre fois avec chaque paire.

Après la période des prix élevés, provoqués par les guerres de 1821—1830, les prix des céréales tombèrent rapidement, entraînant la dépréciation des manoirs. Pour trouver une issue, les nobles introduisirent la culture des pommes de terre et du trèfle, ainsi que l'élevage des ovins. Quand la surface des domaines n'y suffisait pas, les paysans furent dépossédés de leurs fermes et transférés sur les terres incultes. Cela s'appelait «faire sauter les fermes». C'est ainsi que, trente ans après l'abolition du servage, le gouvernement russe dut reconnaître que la situation des paysans était pire qu'en 1804.

Plusieurs années de famine (de 1838 à 1840 en Livonie, de 1844 à 1846 en Courlande) jetèrent les paysans dans un désespoir total. Les révoltes devinrent chose courante et furent réprimées par les forces armées avec une sévérité exemplaire. On faisait passer les coupables à travers d'une double rangée de 1000 à 1500 soldats, qui devaient frapper à tour de rôle, jus-

qu'à ce que la chair du supplicié se détachât des os. Tel fut le régime de Nicolas I (1825—1855), légitimiste et partisan d'un pouvoir fort, qui considérait l'administration militaire comme modèle de gouvernement civique. Effrayé par les révolutions de 1830 en France et en Pologne, il conclut en 1833 une alliance secrète avec l'Autriche et la Prusse, par laquelle les trois souverains s'engagèrent de fournir mutuellement un aide militaire, au cas où des révoltes plus considérables se déclancheraient dans leurs pays respectifs.

Les grands travaux de codification juridique, qui furent effectués en Russie sur l'instigation de Nicolas I, s'expliquent par son idéologie légitimiste et furent abusés par la noblesse balte. Celle-ci tenta de renforcer l'autonomie provinciale et le régime ancien par des codes provinciaux, promulgués de 1845 à 1864, et dont la devise essentielle fut empruntée au privilège de Sigismond Auguste: «Rien ne peut autant ébranler et démolir la République que les changements des lois et des coutumes». Par cela même on garantit à la minorité allemande pour les temps à venir son pouvoir féodal et sa suprématie, dans les villes comme dans les campagnes.

A la même époque, l'Église orthodoxe russe entreprit la conquête spirituelle des Lettons et des Estoniens, en fondant à Riga son évêché (1836). Profitant de l'agitation paysanne, ses émissaires propagaient l'idée de la conversion à la «confession de l'empereur». Des bruits furent opportunément lancés, suivant lesquels des terres en Crimée seraient distribuées gratuitement aux transfuges de l'Église luthérienne. Effectivement, 87.000 de Lettons se convertirent à la confession orthodoxe et déclenchèrent le mouvement, dit des «pays chauds». Celui-ci menaçait, non seulement la position des pasteurs allemands, mais le système des corvées

tout entier. Les nobles les plus clairvoyants se rendirent compte que l'expérience de l'abolition du servage avait échoué et que des mesures devaient être prises en faveur des paysans. Comme la conversion à l'orthodoxie prit en 1846—1847 des proportions inattendues, le gouvernement russe nomma un comité des affaires baltes, qui élaborait un projet prévoyant la synthèse des lois de 1804 et de 1819. Malgré une très forte opposition du Landtag, l'Empereur, effrayé par la révolution de 1848, promulgua cette loi pour une durée de 6 ans.

La nouvelle constitution agraire fit renaître en Livonie la catégorie des terres, dites paysannes. Les nobles n'en pouvaient retirer que des fruits civils au moyen du contrat de vente ou de fermage des fermes. Au cours des trente dernières années (1819—1849) les nobles avaient arbitrairement annexé 20% des terres paysannes et y avaient fondé de nouveaux manoirs (dits «manoirs de bétail»). De même, on limita les «libres contrats» de fermage, en fixant leur durée à 6 ans au minimum.

Après que Nicolas I eut participé à la répression de la révolution de 1848 vint la réaction, la majorité conservatrice du Landtag de Livonie élaborait plusieurs projets afin de rendre plus difficile le transfert des terres aux mains des paysans. Cependant la guerre de Crimée éclata en 1853 et se termina par une grande défaite de la Russie. Le nouvel empereur Alexandre II (1855—81) dut signer la paix de Paris (1856), selon laquelle la Russie perdit le droit de conserver une flotte de guerre dans la mer Noire et dans les îles Aland.

Après cette défaite Alexandre II entreprit la liquidation de l'ancien régime, basé sur le servage et de la suprématie féodale de la noblesse. L'ère de libéralisme qui débuta par les réformes de 1860, donna la liberté

à 40 millions de serfs de toute la Russie, y compris la Latgale.

Dans un discours adressé à la noblesse moscovite, Alexandre II avait prononcé les paroles mémorables: «Il est préférable de supprimer la servitude par en-haut, que d'attendre qu'une révolution la liquide par en bas». La noblesse lithuanienne se rangea la première à cet avis et demanda la permission d'abolir le servage suivant le modèle balte, c'est à dire, sans laisser de terres aux paysans. L'empereur leur répondit qu'ils ne devaient pas priver les paysans de leurs terres. Les différents projets furent réunis dans la loi de 1861 qui, par un compromis, tenta de satisfaire les intérêts des deux partis.

Craignant que cette loi, défavorable à la noblesse, ne soit également appliquée aux Pays baltes, le Landtag de la Livonie céda et la constitution provisoire de 1849, avec quelques modifications, devint en 1860, une norme permanente qui resta en vigueur jusqu'en 1920. Ce fut grâce à elle, qu'une classe de petits propriétaires lettons put se créer à la seconde moitié du XIX^e siècle, qui fut la base de l'émancipation économique de la nation. Un ukase impérial ordonna l'abolition des contrats de corvées en Courlande (1867) et en Livonie (1868). Les manoirs de la Couronne se mirent les premiers au système de fermage en argent, tandis que parmi les manoirs privés 75% en Livonie et 58% en Courlande étaient encore exploités en 1854 au moyen des corvéables.

Après l'abolition des corvées les nobles furent obligés de se régler à la base de l'économie monétaire. Afin de se procurer des outils et des chevaux, de même que pour construire des habitations pour leurs journaliers agricoles, des moyens financiers leur furent nécessaires. Ils durent vendre une partie de leurs terres aux paysans

par intermédiaire de banques agricoles. En comparaison avec la Russie, le prix de la terre était très élevé: en moyenne pour l'hectare 92 roubles-or en Courlande et 82 en Livonie. Les fermes furent achetées évidemment à crédit et la dette paysanne était 42 millions de roubles en 1914. Par ce rachat la nation acquit peu à peu le territoire de ce qui devait être son futur État. En 1914, 40% du territoire letton était déjà devenu la propriété des paysans, tandis que les autres 60% appartenaient aux grands propriétaires (dont 48% à la noblesse, 10% à la Couronne et 2% aux villes et aux presbytères). Selon le recensement de 1897, parmi les 20.099 âmes des propriétaires nobles (c'est à dire 1,1% des habitants en Lettonie), 7356 furent les Allemands, 6122 les Polonais, 6006 les Russes, 301 les Lithuaniens etc., qui possédaient en 1905 ca 2,3 millions des hectars.

En poursuivant les réformes des années soixante, le gouvernement russe proposa aux Landtags de transformer aussi l'administration communale. En effet, d'après les lois de 1816—1819, les communes rurales n'étaient qu'un accessoire de l'administration seigneuriale. Craignant l'introduction dans les Pays baltes du régime des villages russes, le Landtag élaborera un projet qui fut promulgué loi, en 1866. Celle-ci eut pour effet de libérer la commune paysanne de la tutelle des manoirs, ainsi que de l'affranchir de leur pouvoir judiciaire et policier.

Le fouet et les verges seigneuriales furent dorénavant épargnés à la nation lettonne et son histoire moderne ne commence qu'après ces réformes.

17. LA RENAISSANCE NATIONALE

Au gré des changements du pouvoir, les souverains étrangers s'en allèrent, comme ils étaient venus, les Pays baltes n'étant pour eux qu'une place d'armes ou une colonie. Pour les peuples baltes, au contraire, cette terre baignée dans leur sang et leur sueur, était tout leur monde à eux. Un génie puissant, qu'on le nomme le Diable ou le Dieu des Baltes, appelait par des formules magiques à tenir bon et à sauvegarder cette terre comme la leur. Le recueil de ces formules n'était pas une science écrite — ce fut le folklore.

J.G. Herder fut le premier étranger à faire découvrir à l'Europe Occidentale, les trésors de la civilisation des peuples baltes. De 1764 à 1769 il résida à Riga — «cette province du barbarisme et de la luxure, de la liberté et de l'esclavage» — et s'y découvrit d'abord lui-même. Sous l'influence de Thomas Percy, il entreprit de recueillir les chansons populaires, soi-disant «sottes» des Baltes, qu'il publia en version allemande dans l'anthologie *Alte Volkslieder* (1778). Ce travail fut poursuivi par d'autres et, un siècle plus tard, repris par les Néo-Letton. Réunissant en lui le romantisme, l'humanisme et le nationalisme, Herder, plus que quiconque, souligna l'indivisibilité de la langue et de la nation, devenant ainsi le père du mouvement patriotique de l'Europe de l'Est.

En 1739, quand le landrat Rosen déclara ses thèses concernant l'esclavage, un autre mouvement, originaire de la Bohême, fit éclosion en Livonie. Ce fut un mouvement religieux, dirigé par le comte Zinzendorff, et introduit dans les Pays baltes par des émigrants tschèques. Il obtint vite l'adhésion de nombreux membres de la noblesse et du clergé, éclairés par le piétisme. Au sein de ces groupes les paysans furent admis à participer sur le pied d'égalité que les artisans allemands ou tschèques. C'était effectivement une *civitas Dei*; on y chantait un cantique hernhutien qui commençait par les paroles: «voici venir le Rédempteur des Lettons». Boycottant l'Église officielle des seigneurs, les paysans bâtirent eux-mêmes leurs maisons de Dieu et choisirent leurs prédicants parmi eux. Quand le gouvernement interdit ce mouvement à la demande du Landtag, en 1743, la Livonie comptait déjà environ 4000 d'«éveillés». C'est également de ce milieu que naquit la première *intelligentsia* lettonne — les élèves du séminaire des instituteurs, fondé par l'épouse du général Hallart.

Ce n'est pas par hasard que les grandes révoltes paysannes de 1802 éclatèrent dans le centre hernhutien de Valmiera (Wolmar) et sonnèrent l'heure de l'action pour la délivrance du servage. Ce n'est pas non plus fortuitement, qu'au cours du premier Festival général du chant en 1873, on mit en exécution le hymne national. Cet enchantement, au sens propre du terme, suggéra à l'âme du peuple tous ses rêves politiques, qui par d'autres moyens ne seront réalisés que 45 années plus tard. Bien que juridiquement enchaînés et physiquement surmenés, les paysans ne s'avouèrent pas pour autant spirituellement vaincus, même à l'époque quand les seigneurs pouvaient décider de leur vie et de leur mort (*ius vitae ac necis*). La source de cette force

mentale était les chants, fables et légendes, où les notions du sacré, du juste et du bon étaient formulées d'une façon toute différente, que dans les codes allemands. Ce n'était pas pour rien que le baron G. Nolken dut avouer en 1842, au cours d'une intervention au Landtag: «la scission entre les seigneurs et les paysans est encore aussi grande aujourd'hui, qu'elle l'était six siècles auparavant. Ils nous considèrent toujours comme les étrangers, qui leur ont ravi leur terre».

Bientôt après 1817, les Allemands influents proposèrent de «conclure la victoire politique de leurs prédécesseurs par une victoire spirituelle», c'est à dire, de germaniser les Lettons et les Estoniens. Cette question fut débattue pendant cinquante ans aux synodes pastoraux, conférences d'instituteurs, Landtags et autres institutions. Même encore en 1862 des concours furent organisés au sujet: «Comment accélérer la germanisation de nos nationaux». Par le terme «nationaux» on sous-entendait la même expression péjorative, qu'employaient les anciens Hellènes au mot «barbares».

Un des chefs les plus avisés de la minorité allemande, le professeur C. Schirren à l'Université de Tartu en 1861, exprima en ces termes le profond tragique de la longue domination étrangère: «Es gab nicht und hatte nie gegeben und giebt auch heute kein Volk im Lande. Kein Volk. Darin liegt seine Geschichte besiegelt. Darum ist es geblieben, was es von Anbeginn gewesen: Colonie . . . In Livland gab es von jeher nur Sieger und Besiegte». («Il n'y avait pas, il n'y a jamais eu et il n'y a même maintenant pas de nation dans le pays. Pas de nation. Son histoire se maintient scellée. C'est pourquoi le pays reste tel qu'il était au commencement: une colonie . . . Il n'y a en Livonie que des vainqueurs et des vaincus».) Mais même ce savant ne s'aperçut pas que devant ses yeux, au sein même de

cette soi-disant colonie, avait grandie une nation, dont la mission historique était de la transformer en État.

Les élus en furent les Néo-Letton et Néo-Estoniens. Ces surnoms d'une portée nettement péjorative, furent employés pour la première fois par un pasteur allemand en 1856 à propos du recueil de poésie lyrique, publié par Juris Alunāns. Ce dernier par d'habiles traductions des grands maîtres classiques, y avait montré la force poétique de la «langue des paysans». J. Alunāns faisait partie des jeunes Lettons, qui étudiaient depuis 1802 à l'Université de Tartu, réouverte par une ordonnance d'Alexandre I. Vu la misère du peuple, le nombre des étudiants dans la première moitié du XIX^e siècle, était très petit (33), et même ceux-ci finirent par se germaniser. Au contraire, après les réformes de l'année 1860 et suivantes, au cours de la seconde moitié du siècle, 1270 Lettons avaient poursuivi leurs études en devenant médecins, théologiens, avocats et ingénieurs. Dès 1862, l'Institut Polytechnique ouvrit ses portes à Riga, ce qui augmenta encore les possibilités d'instruction pour les fils des fermiers et des ouvriers baltes.

Parmi les étudiants de Tartu, trois hommes se distinguèrent tout particulièrement et c'est autour d'eux que se groupa la jeunesse avec la devise: «les compatriotes instruits ne doivent pas avoir honte de parler en letton, de penser en letton et d'écrire en letton». Ce furent tous des «Néo-Letton» et prirent ce surnom pour une distinction. A partir de ce moment le germanisme avait perdu sa domination spirituelle dans les Pays baltes, bien que les Allemands ne se lassèrent pas de répéter, que «malgré les différentes puissances étrangères, la minorité allemande restera le dernier maître de la Baltique».

Le «trust spirituel» des Néo-Letton fut dirigé par

Krišjānis Valdemārs (1825—91), Krišjānis Barons (1835—1923) et Juris Alunāns (1832—64). Quelques années après, Atis Kronvalds (1837—75) se joignit à eux. Kr. Valdemārs était un économiste, qui au moyen de nombreux écrits et memorandums, lutta pour les droits de la classe des petits-propriétaires et pour la renaissance lettonne. Des écoles navales furent créées grâce à lui sur la côte Baltique, et environ 6.800 marins lettons en sortirent dans la période 1860—1875. Il fut également le père du journalisme letton. Bien que la première gazette en langue lettonne (*Latviešu Avīzes*) ait été fondée déjà en 1822 par l'irlandais Carl Watson, natif de Jelgava, ce ne fut qu'un organe du clergé allemand. En mettant en profit ses liaisons avec les slavophiles russes, Kr. Valdemārs fonda dans la capitale un nouveau journal *Pēterburgas Avīzes* (Journal de Saint-Pétersbourg), dont il fut le rédacteur en chef. Ce journal, au cours de sa courte existence (1862—65) attaqua le régime féodal et invita la nation lettonne à prendre une part active dans la détermination de son sort.

L'autre rédacteur de ce même journal, Kr. Barons, consacra sa vie à recueillir les chansons populaires. Les fruits de ses travaux furent édités de 1900 à 1915 en 8 volumes par l'Académie des Sciences de la Russie, qui comprirent 182.000 chansons en tout. A. Kronvalds, ayant fait ses études à Berlin, fut un orateur brillant et éducateur du peuple. Dans son ouvrage «Les aspirations nationales» (1872) il défendait l'idée de Herder que les petites nations ont autant de droits que les grandes de décider elles-mêmes de leur sort. Il organisa en 1873 le premier grand festival de chant letton, qui donna lieu à une magnifique manifestation nationale. Par leurs écrits enflammés, cette poignée des Néo-Lettons parvint en peu de temps à démolir les

barrières du particularisme provincial, dû aux anciennes régions historiques, et à créer une nation unifiée.

De grands changements eurent simultanément lieu dans la structure économique et sociale de la Russie et particulièrement dans celle de ses provinces occidentales. Pour exporter le blé de la Russie méridionale et le beurre de la Russie asiatique par les ports de la Baltique, le gouvernement entreprit en 1860 la construction de plusieurs grandes lignes de chemin de fer. Il en résulta, que la longueur du réseau ferroviaire des Pays baltes et de la Pologne, était supérieure en 1914 à celui de toute la Russie d'Asie. Les cinq ports de la Baltique, dont trois (Liepāja, Ventspils et Riga) en Lettonie, exportèrent en 1913 3,2 millions de tonnes par an et en importèrent 3,6 millions de tonnes. Les 24,5% du commerce extérieur russe passait par les trois ports de la Lettonie.

Les réformes des années 1860 et quelques touchèrent non seulement les campagnes, mais aussi les villes. Pour favoriser le développement de l'industrie, on abolit en 1866 les privilèges des corporations et guildes allemandes et on introduisit la liberté d'artisanat. Les paysans libres de se déplacer, se dirigèrent de plus en plus nombreux vers les villes, car il n'y avait pas assez de terres pour faire vivre toute la population. Les nobles entreprirent une exploitation extensive, en vendant leurs forêts vastes. Le pourcentage des terres arables dans les manoirs était inférieur de moitié à celui des fermes paysannes. Dès 1897, la Lettonie comptait environ 600.000 de journaliers agricoles et des membres de leurs familles, qui furent obligés de chercher du travail dans les villes ou d'émigrer. Le paysan devint petit-bourgeois ou ouvrier, comme un citadin. Si la proportion de citadins, par rapport au

reste de la population, ne fut que de 15% en 1863, leur chiffre s'accrût rapidement et atteignit 40% en 1914, tandis qu'on ne comptait en Russie que 14%. Ceci nous montre que l'urbanisation, l'industrialisation et la prolétarianisation du pays n'avait pas tardé à commencer. Il est aisé de s'en rendre compte en suivant la courbe ascendante de l'accroissement du nombre des habitants à Riga. Celui-ci fut de 30.000 en 1804, de 62.000 en 1857, de 170.000 en 1881, de 282.000 en 1897 et, enfin, de 517.000 en 1914. Si en 1867, on y comptait 43.000 Allemands et 24.000 Lettons, en 1913, il y avait 69.000 Allemands et 218.000 Lettons. Si en 1862, Riga ne comptait que 61 petites usines, ce chiffre en 1890 avait augmenté jusqu'à 226 et en 1914 jusqu'à 372 avec plus de 85.000 ouvriers. Ainsi les villes, qui ne furent auparavant que des petites colonies d'artisans et de négociants, se transformèrent en grands centres industriels, ayant une majorité de population lettonne. Les paysans avaient ainsi conquis non seulement les campagnes, mais aussi les villes.

Ce déclassement se refléta en même temps dans la mentalité des citadins comme dans leur structure sociale. Une minorité devint propriétaires immobiliers et petits artisans, tandis que la majeure partie se fit ouvriers dans les usines. Les partisans d'un mouvement, appelé «nouveau courant» (*jaunā strāva*) entreprirent la direction de ce dernier, propagèrent les idées du socialisme allemand et tentèrent d'améliorer la situation du prolétariat, en l'organisant en associations. Le journal de ce nouveau courant fut la *Dienas Lapa* (Feuille quotidienne), qui commença de paraître à Riga en 1886, mais dont la publication fut pour quelque temps suspendue en 1897, corrélativement avec l'arrestation ou la déportation de 138 socialistes lettons. Les leaders de cet important mouvement furent le célèbre écrivain

J. Rainis (1865—1929) et le journaliste J. Jansons (1872—1917). Le mouvement travailliste ne fut cependant pas liquidé, mais dut seulement se réfugier dans l'illégalité, qui ne l'en fit que plus radical et davantage politique. Par la réunion des groupes secrets, le premier parti politique letton, celui-ci des social-démocrates, fut créé en 1904, qui joua un rôle très important au cours de la révolution de 1905.

Un mouvement révolutionnaire était également né en Russie, dont les extrémistes tentaient de terroriser le gouvernement en organisant des attentats. Alexandre II finit par céder et signa une constitution limitée. Le jour de la promulgation, il fut cependant tué par une bombe, lancée par un terroriste. Son fils Alexandre III (1881—94) annula cette constitution et imposa un régime policier réactionnaire, qui réprimait sévèrement le mouvement révolutionnaire et rendit plus fort le pouvoir gouvernemental en province. Il engagea simultanément une action de russification en Pologne et dans les Pays baltes, en mettant systématiquement en application la formule des slavophiles: un tsar, une église, une langue. Afin d'améliorer les rapports germano-russes, Bismarck avait souligné en 1879 son désintéressement au sujet du sort de la minorité allemande des Pays baltes, disant dans un discours: «Depuis des temps très reculés on parle de la Baltique, que les Russes appellent provinces allemandes, pour créer des différends. Appelez-les donc provinces lettonnes, ou désignez les autrement, si vous ne voulez pas leur reconnaître le caractère de provinces russes».

La russification des Pays baltes n'avait plus d'obstacles internationaux. En 1882, Alexandre III ordonna au sénateur Manaseïn d'entreprendre une révision générale des activités des institutions gouvernementales dans les Pays baltes. Il y eut plus de 20.000 plaintes

paysannes contre la noblesse allemande. Bien qu'elles se «perdisent» au cours de leur transport vers St Pétersbourg et que les actes de révision disparurent des chancelleries des deux ministères et même des tiroirs personnels de l'empereur lui-même, les barons ne purent empêcher les effets de cette action, qui signifia la fin de l'autonomie des provinces baltes. La magistrature russe remplaça en 1889 les tribunaux allemands et institua comme suprême cour d'appel, le Sénat de St Pétersbourg; les juges, ne se complétaient que parmi les juristes russes. La langue russe supplanta l'allemand, comme langue de l'enseignement dans les écoles secondaires et le letton dans les écoles primaires. Après la répression de l'insurrection polonaise, on interdit dès 1865 dans la province de Latgale d'imprimer en caractères latins; cette interdiction resta en vigueur jusqu'en 1904. Afin de diminuer l'influence de l'intelligentsia nationale sur la population, les Lettons et Estoniens revêtus des grades universitaires, furent pour la plupart envoyés à l'intérieur de la Russie. Mais de même que la germanisation n'avait pu atteindre jadis son but, l'action de russification échoua également.

La guerre russo-japonaise commença le 9 février 1904 et fut très impopulaire. En décembre, une conférence tenue à Paris par les délégués de huit partis illégaux de la Russie demanda le remplacement de l'autocratie russe par un régime démocratique, basé sur le suffrage universel, et le droit d'autonomie pour toutes les nationalités. A la suite des échecs sur le front, de sérieuses démonstrations et même des émeutes éclatèrent en janvier 1905, non seulement à St Pétersbourg, mais aussi dans les Pays baltes, où ces révoltes prirent l'aspect d'une véritable jacquerie. Les publicistes allemands appellèrent ces révoltes «la révolution lettonne». Après plusieurs grèves générales, Nicolas II

fut obligé de publier le 30 octobre 1905 un manifeste, par lequel il promit de donner une constitution ainsi que des libertés civiques. En novembre le comité fédéral des partis socialistes réunit à Riga plusieurs congrès, qui prirent la résolution en décidant de rompre les relations avec les institutions gouvernementales. Des comités exécutifs furent élus pour la prise du pouvoir. Les nobles organisèrent eux-mêmes une police privée et demandèrent le secours des cosaques russes et des dragons pour leur protection personnelle. De sanglants combats eurent lieu en fin de l'année 1905, entre les troupes gouvernementales et les révolutionnaires qui avaient incendié 72 manoirs en Livonie et 42 en Courlande.

Cependant au début de l'année 1906, la révolution avait échoué en Russie et par conséquent dans les Pays baltes. Ces derniers furent inondés par des expéditions punitives russes qui rétablissaient l'ordre avec la brutalité coutumière. Elles incendièrent à leur tour les fermes paysannes, les écoles et les maisons du peuple. Environ 3000 patriotes lettons furent condamnés par les tribunaux de guerre, dont 1650 à la peine capitale, et les autres aux travaux forcés ou à la déportation en Sibérie. Environ 4000 Lettons émigrèrent aux États-Unis.

Bien qu'ayant un caractère surtout agraire et social, cette révolution était néanmoins liée aussi à des questions constitutionnelles. Le parti social-démocrate letton demandait l'autonomie des Pays baltes, d'après le modèle de la Finlande, tandis que l'autre partie révolutionnaire, dite association socialiste exigeait la convocation d'une Assemblée constituante et le partage des terres seigneuriales. La lutte séculaire entre la classe dominante et le peuple se transforma en guerre civile ouverte. A partir de ce moment-là, il ne fut plus pos-

sible de réaliser une collaboration judicieuse entre des classes militantes. La première Guerre mondiale le prouva, ainsi que les luttes de la Libération, au cours desquelles les barons firent la dernière tentative de récupérer les Pays baltes comme colonie allemande.

18. LUTTES DE LA LIBÉRATION

Aussi précaire qu'était le régime parlementaire de la Russie, les élections à l'Assemblée d'État (*Douma*) donnaient la possibilité de s'organiser en partis et de s'occuper de la politique. Dans la première (1906) et dans la seconde Douma (1907) les Lettons étaient représentés par plusieurs députés, entre autres le futur Président de la République lettonne Jānis Tchakste. Par une restriction de la loi électorale, la dernière Douma (1912—1917) ne comprenait plus que deux représentants — membres du premier gouvernement letton, le ministre de la guerre, J. Zālītis (1874—1919) et le ministre de l'agriculture, J. Goldmanis (né en 1875, aujourd'hui réfugié aux États-Unis). Ce sont eux qui fondèrent en 1915 les premiers bataillons de tirailleurs lettons volontaires, pour la lutte contre l'Allemagne.

Quand la 1^{ère} Guerre mondiale éclata en 1914, les peuples baltes étaient suffisamment émancipés, tant du point de vue économique, qu'intellectuel, pour se séparer de la Russie. Tout comme l'Empire austro-hongrois, la Russie était une prison des peuples, où la nation gouvernementale, les Grands-Russiens, ne comptaient que 43 % de la population. Les provinces non-russes (les Pays baltes, la Pologne, l'Ukraine) en 1913

fournirent 1.033 millions de roubles de bénéfice à l'Empire. La Lettonie seule rapportait à la Russie environ 18 millions de dollars net par an. Riga réalisait 17,2% du commerce extérieur russe, contre 14% seulement pour St Pétersbourg. Cependant la municipalité de Riga se trouvait entièrement aux mains des Allemands, vu que seulement de 1 - 3% ses habitants avait le droit du suffrage.

Au cours de la Grande Guerre de 1914—1918, les nations baltes durent à nouveau jouer le rôle du bout de fer placé entre l'enclume russe et le marteau allemand. Après quelque succès en Prusse Orientale, l'armée russe fut obligée de reculer et le *Drang nach Osten* paraissait irrésistible. Pendant l'été 1915, les Allemands occupèrent toute la Courlande et la Zemgale, dont 40% de la population se réfugièrent en Russie. Déjà durant des opérations de la Prusse dans certaines unités du 20^e Corps d'armée russe on comptait 80% des Lettons. Celles-ci luttèrent avec un héroïsme remarquable, tandis que les communiqués officiels ne le mentionnèrent qu'à la gloire des soldats russes.

La marche des Allemands vers Riga, en avril 1915, ne fut arrêté que grâce à quelques bataillons lettons. Alors le général-en-chef des armées russes donna l'ordre, le 1 août 1915, de former des bataillons de tirailleurs nationaux, en autorisant l'usage de la langue lettonne pour les commendements et les inscriptions des drapeaux. Ce fut la première fois depuis 700 ans, que la langue du peuple était reconnue comme la seconde langue de l'État. Le moment était si décisif, que le poète J. Rainis avait pu dire: «si on manquera ce moment-ci, on devra attendre non pas cent ans, mais mille».

Les enrôlements volontaires furent extrêmement

nombreux, car toute la population adhérait à l'idée de la formation d'une armée nationale. Environ 30.000 hommes devinrent les tirailleurs lettons, dont 16.000 sur le front de Riga brisèrent pendant deux ans toutes les attaques allemandes. On forma 8 bataillons d'active et 1 de réserve, qui par la suite furent transformés en régiments et réunis en 2 brigades, chacune composée de 4 régiments. Le feld-maréchal allemand Hindenburg avoua qu'il ne pouvait pas parvenir à prendre Riga à cause des «huit étoiles lettonnes, qui brillaient sur la Daugava». La première brigade lettonne fut commandée d'abord par le général Misiņš, ensuite par le général Goppers, qui en 1941 fut assassiné par la N.K.V.D. russe, tandis que la seconde brigade avait été placée sous le commandement du général Auzāns. Les noms des lieux de combat, tels que l'île de la Mort, la colline des Mitrailleuses etc., nous font entrevoir l'intensité de ces batailles. Les combats de ces régiments eurent un retentissement dans toute l'Europe et préparèrent ainsi la voie à la discussion de la question baltique.

Déjà en avril 1916, le Chancelier du Reich faisait savoir au Reichstag, que les Pays baltes seraient annexés après la guerre et colonisés par des paysans allemands. Certains nobles de la Courlande avaient déjà commencé de mettre ce plan en pratique en 1908—1913. La révolution de mars 1917, contraignit Nicolas II à abdiquer. Un gouvernement provisoire impuissant prit le pouvoir en Russie et ne sut pas empêcher la débâcle de l'armée. Grâce aux soins de l'état-major allemand, Lénine-Oulianoff, Trotsky-Bronstein et d'autres chefs bolcheviques purent rentrer en Russie de l'exil. Ils invitèrent l'armée à abandonner la lutte, fraterniser avec l'ennemi et prônèrent la cession du pouvoir aux mains des soviets d'ouvriers et de soldats.

Mal approvisionnée, l'armée russe perdit en peu de temps toute sa puissance de combat. Ainsi, quand le 1 septembre 1917, le général-en-chef allemand donna l'ordre de reprendre l'offensive sur le front nordique, l'armée russe, entièrement désorganisée, recula presque sans opposer de résistance. Seuls les tirailleurs lettons continuèrent à combattre, mais, trop peu nombreux, ne purent pas contenir toute l'étendue du front. Deux jours après Riga tomba aux mains des Allemands, qui occupèrent aussi une partie de la Livonie du Nord. La route de St Pétersbourg leur était ouverte.

Le gouvernement provisoire russe perdit peu à peu le pouvoir. La période des meetings, des résolutions, des discours et des élections avait commencée. Grâce à des promesses démagogiques, les meneurs bolcheviques prirent les devants sur tous les autres partis et parvinrent à obtenir une influence décisive dans l'armée, dans la flotte de guerre et parmi les ouvriers de St Pétersbourg et de Moscou. Enfin, le 7 novembre 1917, le Congrès des soviets déclara que la souveraineté appartenait dorénavant au Comité central des Bolcheviks, qui nomma un autre gouvernement, le Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom). Un mois après, le Sovnarkom fonda la police politique (la Tschéka), afin de conserver le pouvoir au moyen de la terreur rouge. L'Assemblée constituante de la Russie qui se réunit le 18 janvier 1918 et dans laquelle les Bolcheviks ne possédaient que 175 mandats sur 707, fut chassée par la force armée. Le député letton J. Goldmanis avait déjà déclaré que les institutions lettonnes rompaient toutes les relations avec le Sovnarkom.

Déjà depuis 1912, une ligue des minorités de la Russie (Union des Nationalités) fonctionnait à Paris, éditant La Revue Baltique. Elle convoqua en 1916 à

Lausanne son 3^e Congrès, qui adressa un appel au Président des États-Unis, Wilson, demandant de reconnaître aux nationalités le droit d'autodétermination. Alors le 10 janvier 1917, Aristide Briand déclara à Wilson, qu'après la guerre l'Europe sera transformée à la base des droits des nations, qu'elles fussent petites ou grandes. Par la suite, Wilson précisa à plusieurs reprises le droit d'autodétermination des peuples.

Cette idée devint une arme très dangereuse dans la dernière période de la guerre. Bien qu'à l'origine elle n'était dirigée que contre les ennemis de l'Entente, l'Empire austro-hongrois tout particulièrement, Wilson avait cependant attaqué là des problèmes, que la vieille diplomatie était incapable de résoudre. Comme Alliés de la Russie tsariste, les États-Unis et la France tentèrent pendant longtemps de défendre le dogme de l'indivisibilité de l'Empire russe, tandis que l'Allemagne tendit à détacher de la Russie ses provinces occidentales (les Pays baltes et la Pologne) et méridionales (l'Ukraine et la Géorgie). Guidé par des raisons tactiques, même le Sovnarkom décréta, le 15 novembre 1917, le droit d'autodétermination de toutes les nationalités de la Russie, inclus leur droit de se séparer.

Après la révolution de mars, les Baltes ne demandaient qu'une autonomie territoriale dans les frontières ethnographiques, d'après la formule «la Baltique libre dans une Russie libre». Cependant, quand à la suite de la révolution de novembre, la sanglante dictature bolchevique remplaça en Russie la démocratie parlementaire, les partis et les organisations lettonnes de la droite se réunirent dans un nouvel organe politique — le Conseil national provisoire. Pendant sa première session, le 18 novembre 1917 à Valka, il demanda la convocation de l'Assemblée constituante lettonne, qui

seule serait autorisée de constituer un État autonome. A la même époque 17 hommes politiques connus fondèrent à Riga un centre illégal appelé Bloc démocratique, qui organisa le mouvement de résistance contre le pouvoir d'occupation allemand et propagea l'idée d'une Lettonie indépendante dans la presse de l'Europe Centrale.

Les traités de paix, que les Soviets conclurent avec les Puissances de l'Europe Centrale le 3 mars 1918 à Brest-Litovsk, ainsi que les protocoles adjoints, qui furent signés par la suite, facilitèrent grandement la lutte politique pour l'indépendance des Pays baltes. Ceux-ci furent en réalité un ultimatum de Hindenburg et de Ludendorff, que Lénine et le Comité central bolchevique furent obligés d'accepter afin de «pouvoir souffler et sauvegarder la révolution», ainsi que de gagner du temps pour former une armée rouge sur les ruines de la machinerie de guerre tsariste. En vertu de ces traités, la Russie reconnut l'indépendance de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Finlande et abandonna sa souveraineté sur la Pologne et les Pays baltes, perdant ainsi 34% de sa population et 54% de son industrie.

Les Pays baltes n'étaient plus une province russe, et pouvaient décider aux-mêmes de leur avenir. Afin de masquer l'annexion, l'état-major allemand ordonna de convoquer à Riga le 12 avril 1918 une diète des «représentants du peuple», où parmi 44 délégués allemands siégèrent également 13 collaborateurs lettons et estoniens, nommés par les pouvoirs d'occupation. Cette assemblée décida de demander à l'empereur Guillaume II la fondation d'un Duché de la Baltique, qui se trouverait en union personnelle avec la Prusse. Le land-maréchal de la Livonie ne reçut l'acte de reconnaissance de ce duché, signé par l'empereur, que le 17

octobre 1918, quand le sort de l'Allemagne était déjà presque joué sur les champs de bataille de la France.

Les Alliés rompirent les relations diplomatiques avec le gouvernement soviétique après la paix de Brest-Litovsk et entreprirent une intervention militaire en Russie, afin de renverser le régime bolchevique, soutenu par les militaristes allemands. Bien que 70% des tirailleurs lettons furent démobilisés, quelques régiments vinrent cependant grossir les rangs de l'armée rouge et l'un de leurs officiers supérieurs, J. Vāciētis, devint même son général-en-chef, jusqu'en juillet 1919. Ceci nous montre combien facilement les ouvriers industriels et les journaliers agricoles furent influencés par les slogans de la propagande bolchevique, sans avoir été pour autant introduits dans la sophistique marxiste. En combattant contre les armées blanches, dirigées par les monarchistes russes, les tirailleurs lettons croyaient avec naïveté que le Kremlin tiendra sa promesse, signée par Staline et décrétée par le Sovnarkom. Une autre partie des tirailleurs lettons combattit avec Koltchak en Sibérie contre l'armée rouge, au côtés des légionnaires tchèques, sous le commandement du général Janin. Formés en deux régiments, ils s'embarquèrent finalement à Vladivostok et revinrent en Lettonie par la voie maritime.

Une longue bataille diplomatique fut entreprise par la section des affaires étrangères du Conseil national provisoire, qui prit contact avec les ambassadeurs de l'Entente à St Pétersbourg et en été 1918 délégua à Londres son futur ministre des Affaires étrangères, Z. Meierovics (1887—1925). Parmi les Grandes Puissances combattantes, seules l'Allemagne et la Grande-Bretagne menèrent une politique active envers des Pays baltes. Enfin, le jour même de la capitulation allemande, le 11 novembre 1918, le Foreign Office

notifia M. Meierovics, que la Grande-Bretagne reconnaissait *de facto* l'indépendance de la Lettonie. L'Allemagne fit de même le 26 novembre.

L'indépendance de la Lettonie fut proclamée le 18 novembre à Riga et le pouvoir souverain fut confié au Conseil du Peuple, constitué par les partis politiques du Bloc démocratique. J. Tchakste (1859—1927) en fut élu président et devint par la suite le premier Président de la République, tandis que K. Ulmanis (né en 1877), un des leaders de l'Union paysanne, fut nommé Président du Conseil des ministres. Les partis socialistes ne participèrent pas au gouvernement.

La situation du nouveau gouvernement était particulièrement difficile. Il n'avait ni armes, ni armée, ni argent. Dispersé au cours de l'exode jusqu'à l'océan Pacifique, ayant subi de lourdes pertes pendant des combats des tirailleurs, affamé par l'occupation prolongée et idéologiquement divisée, le peuple letton avait perdu tout espoir dans l'avenir et n'était plus dirigé que par le seul souci de sauver son existence. Le Conseil du Peuple était déjà la 3^e institution consécutive, qui s'était proclamée comme le représentant du pouvoir souverain. Les partis politiques étaient jeunes et sans autorité et n'existaient même pas dans les régions de Zemgale et de Courlande, encore occupées par les Allemands.

Ce sont ces dernières qui conservèrent en fait le pouvoir après la proclamation de l'indépendance. L'Allemagne avait envoyé en Pays baltes A. Winnig, «le socialiste gouvernemental», qui s'efforça d'assurer à la minorité allemande des nouvelles républiques, la position privilégiée de jadis. Bien que celle-ci ne composât que 3,6% de la population, les Allemands exigèrent pour eux 12-15% des mandats dans le Conseil

du Peuple, ainsi que des garanties de ce que les institutions de la noblesse ne soient pas fermées et que la réforme agraire ne soit pas mise en execution.

Mais le bolchevisme russe était aux portes. Ce n'est qu'à la suite des pourparlers prolongés, que Winnig donna l'autorisation au commencement de décembre de former une petite armée volontaire mi-lettonne, mi-allemande sous le commandement en chef d'un officier allemand. Son nombre fut fixé à 6000 baïonnettes. Un traité non ratifié favorisait la naturalisation de 5000 soldats allemands, déjà après 4 semaines de luttes contre les Bolcheviks. L'Allemagne républicaine ne faisait en somme que poursuivre la même politique de colonisation des Pays baltes, entreprise déjà par l'empereur.

D'après l'armistice, la 8^e armée allemande, composée de 150.000 hommes, devait rester jusqu'à nouvel ordre des Alliés, dans les Pays baltes et protéger leurs frontières de l'Est contre l'armée rouge russe. Mais quand elle traversa la frontière de la Lettonie le 5 décembre 1918, la 8^e armée abandonna sans combattre une ville après l'autre. Quelques unités du Landeswehr allemand faiblement entraînées, ne purent contenir l'attaque des forces rouges, composées de 20.000 hommes. Trois compagnies d'officiers, de sous-officiers et d'étudiants lettons venaient à peine d'être formées, possédant des armes qu'ils avaient rassemblés eux-mêmes, mais ils n'avaient pas de munitions. L'armée rouge occupa toute la Latgale et la Livonie au cours d'un mois et enfin, le 3 janvier 1919, prit Riga.

Un gouvernement fantoche de la Lettonie fut nommé par Kremlin, ayant à sa tête un bolchevik letton, l'avocat P. Stutchka. Outre trois divisions internationales formées à Moscou, l'armée rouge comprenait aussi une division de tirailleurs mi-lettons, mi-russes,

composée de 3 brigades. Un conseil martial commença à fonctionner; il nomma les commissaires politiques aux diverses unités et organisa la terreur rouge. D'après les données des Bolcheviks eux-mêmes, il ressort qu'au cours des 5 mois de leur domination en Lettonie, ils avaient fusillé pas moins de 3632 personnes.

Le gouvernement de K. Ulmanis et la plupart des membres du Conseil du Peuple quittèrent le 2 janvier 1919 Riga pour Liepāja, où la gendarmerie allemande tenta de les faire interner. Le lieutenant-colonel O. Kalpaks fut nommé commandant de l'armée nationale. Il n'avait que 400 hommes à sa disposition, tandis que le Landeswehr allemand — 1200. Seulement un petit bout du territoire de la Lettonie, autour du port de la Liepāja, sur les bords de la Venta, demeura intact. Mais même ce dernier se trouvait sous le contrôle de l'armée allemande d'occupation, qui avait pour le général en chef comte Rüdiger von der Goltz, nommé le 4 février par Berlin. C'était un monarchiste allemand, se désignant lui-même comme général politique et ne cachant pas son intention de transformer la Lettonie en place d'armes, et d'entreprendre de là, après la défaite de l'armée rouge, la marche sur Berlin pour restaurer la monarchie.

Dans cette situation critique, K. Ulmanis se rendit le 11 janvier à Copenhague, afin d'y prendre contact avec le ministre de Grande-Bretagne, Lord Kilmar-nock. Grâce à son intervention, la flotte anglaise de Liepāja mit à la disposition de l'armée nationale 5000 fusils. K. Ulmanis se rendit ensuite à Tallin (Reval), où il conclut un traité de défense avec le gouvernement estonien. Les Lettons, mobilisés en Estonie et en Livonie du Nord furent placés sous le commandement du général estonien Laidoner.

Général von der Goltz essaya par tous les moyens de chicaner le «soi-disant» gouvernement letton, et lui défendit d'effectuer la mobilisation. Ayant enduré pendant trois ans le régime de l'occupation, la population de la Courlande détestait tout ce qui était allemand. Les troupes du choc du Landeswehr, commandées par le baron H. Manteuffel, augmentèrent encore cette haine. Elles organisaient des expéditions punitives, qui fusillèrent les Lettons, qu'ils soupçonnaient de sympathiser au gouvernement Ulmanis. Celui-ci leur paraissait aussi dangereux que le bolchevisme. Ces hommes de Manteuffel se désignèrent eux-mêmes sous le nom de «Néo-bolcheviks» et leur programme politique présentait beaucoup de commun avec le futur national-socialisme.

K. Ulmanis et le colonel Kalpaks gagnèrent malgré tout, de plus en plus d'autorité auprès de l'armée et la population, tout particulièrement après que l'offensive générale contre l'armée rouge fut amorcée, le 3 mars. En fin mars, la ligne de front occupait déjà le cours de la Lielupe, de Bauska à Ķemerī. La route était ouverte en direction de Riga. C'est là que von der Goltz donna l'ordre d'arrêter l'offensive, voulant régler d'abord certaines «opérations politiques».

Le colonel Kalpaks périt le 6 mars au cours d'une bataille et le colonel J. Balodis assumait le commandement de la brigade lettonne. Celle-ci devait rester sur le front, tandis que le Landeswehr et les troupes de choc de Manteuffel, furent transférés à Liepāja, où se trouvait le siège du gouvernement Ulmanis. Avec l'avis de von der Goltz, les unités de choc assiégèrent les édifices gouvernementaux, désarmèrent la garde et tentèrent d'arrêter Ulmanis et son cabinet. Ils n'y réussirent qu'en partie, car le Président du Conseil se réfugia dans la légation britannique, ainsi que quel-

ques-uns des membres de son gouvernement. Plus tard ils se transportèrent sur le bateau letton Saratov, qui se trouvait dans le port sous la protection de la flotte anglaise.

Les révoltés essayèrent de proclamer une dictature militaire dans le cas où le colonel Balodis voulait donner son assentiment. Comme celui-ci refusa, il devint évident que le coup d'État avait dégénéré en simple aventure politique. On forma finalement un nouveau cabinet de coalition, dont le chef était le pasteur A. Niedra, où les Allemands conservèrent tous les postes-clés. Bien que ce «gouvernement» ne fut reconnu ni par le Conseil du Peuple, ni par les Alliés, von der Goltz l'utilisa comme pancarte officielle pour la réalisation de ses futurs projets.

Pour réhausser le prestige du cabinet Niedra, von der Goltz se résolut à donner l'ordre d'attaquer, après une attente de 2 mois. L'offensive fut déclenchée dans la nuit du 21 au 22 mai. On attribua exprès aux unités lettonnes (2500 hommes) certaines tâches opératives ingrates, afin de permettre aux troupes du Landeswehr de pénétrer les premiers dans Riga. Celle-ci fut libérée le 22 mai et le baron Manteuffel lui-même périt au cours de l'attaque. La population accueillit chaleureusement la brigade Balodis, qui fit son entrée dans la ville le lendemain matin. Après avoir pris la capitale, le Landeswehr arrêta environ 4000 personnes, qui furent livrées à 4 tribunaux militaires.

Le groupe Sud de l'armée rouge fut complètement écrasé pendant la prise de Riga. Avec l'aide de l'armée estonienne et des francs-tireurs lettons (appelés «armée verte») le groupe Nord de l'armée lettonne avait nettoyé toute la Livonie des restes de l'armée rouge. Il ne restait plus qu'à libérer la Latgale. Niedra avait cependant décidé de chasser d'abord l'armée estonienne

pour nommer également en Estonie un gouvernement pro-germanique. Comme les soldats prussiens de la «Division de Fer» (2000 baïonnettes) étaient sujets allemands et n'avaient pas le droit de combattre au Nord de la Daugava, von der Goltz loua ces troupes pour un mois à Niedra et les incorpora dans les formations de l'armée lettonne.

Ainsi, quand le 3 juin 1919, l'escadron du Landeswehr tenta d'occuper la ville de Cēsis, le général Laidoner, sous le commandement duquel était placée aussi la brigade lettonne du colonel Zemitāns, fixa une ligne de démarcation, que les unités allemandes ne devaient pas franchir. Le nouveau chef des missions militaires des Alliés, Sir Hubert Gough, leur donna un ordre identique. Des pourparlers furent engagés en vue d'une trêve, mais avant qu'elle soit conclue, la Division de Fer recommença les opérations. Les forces de von der Goltz pouvaient être estimées à 7000 fantassins et 560 cavaliers; les effectifs des troupes estoniennes (5454 baïonnettes, et lettonnes (1430 baïonnettes) réunies, leur étaient sensiblement égaux. Au cours de la fameuse bataille de Cēsis qui prit fin le 22 juin, von der Goltz essuya une défaite complète et ses forces durent se retirer. Ce fut non seulement un tournant décisif dans les luttes esto-lettonnes pour la Libération, mais encore la dernière bataille qu'un général impérial allemand livrait et perdait sur la terre lettonne. Du point de vue international, se fut aussi un conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre.

La retraite du Landeswehr se transforma en déroute. Les Allemands reculèrent jusqu'à Jugla, près de Riga, tandis que les Alliés stoppèrent la marche victorieuse des Estoniens et des Lettons, en imposant le 3 juillet un armistice, aux termes duquel toutes les unités proprement allemandes devaient quitter la Lettonie. Le

gouvernement légal de K. Ulmanis rentra le 8 juillet à Riga sur le bateau Saratow. Sur la demande de l'Entente, il dut inviter dans son cabinet quelques ministres balto-allemands. Les brigades de Balodis et de Zemitāns furent réunies dans une armée nationale. Le Landeswehr y fut incorporé à titre de régiment particulier et le commandement en fut confié à un Irlandais, âgé de 28 ans, le lieutenant-colonel H. R. L. G. Alexander, sous les ordres duquel le Landeswehr continua le combat sur le front de l'Est contre l'armée rouge. Ce colonel de l'armée lettonne s'illustra 25 ans plus tard dans la 2^e Guerre mondiale, où il acquit une réputation mondiale: comme feld-maréchal Alexander il dirigea les opérations contre l'armée allemande en Afrique du Nord et libéra l'Italie du joug hitlérien.

Cependant, von der Goltz une fois de plus ne tint pas sa parole. Il resta en Courlande, et le 26 septembre conclut un pacte secret avec l'aventurier russe Paul Bermond, qui se désignait comme Prince Avaloff. D'un commun accord avec les monarchistes russes et les barons baltes, Bermond forma à Jelgava une armée blanche, soi-disant destinée à la lutte contre les Bolcheviks sur le front de Narva, aux côtés du général Youdenitch. Le «corps russe» de Bermond, au sein duquel von der Goltz avait également incorporé ses propres forces, comprenait de 30 à 40.000 soldats, dont 6 - 8000 Russes seulement. Bermond, comme d'ailleurs von der Goltz, collaborèrent étroitement avec Niedra, auquel on promit le poste de gouverneur général de la Lettonie, en cas de victoire. La légation d'Allemagne avait été également informée des intentions des conjurés et quitta secrètement Riga pour Jelgava.

Après avoir remis un ultimatum au gouvernement Ulmanis, Bermond le 8 octobre, donna le signal d'at-

taquer Riga sous le prétexte «d'y organiser l'ordre, à la place d'un gouvernement, favorable aux Bolcheviks». Comme les forces principales de l'armée nationale se trouvèrent sur le front de l'Est contre l'armée rouge, la Lettonie ne pouvait opposer que 11.500 hommes à l'offensive bermondtienne sur le front de Riga, dont 5000 à peine étaient entraînés. La situation était extrêmement critique, vu que l'armée nationale manquait d'armes, de munitions et de vêtements. Les Bermondtiens parvinrent à prendre les faubourgs de Riga, situés sur la rive gauche de la Daugava, mais ne réussirent pas à franchir le fleuve. Le chef de la mission britannique, le général Burth donna l'ordre à l'escadre franco-britannique, composée de 8 navires de guerre sous le commandement du capitaine Brusson et de Sir Walter Cowan, d'ouvrir un intense feu d'artillerie sur les Bermondtiens. Grâce à ce couvert, les unités lettonnes purent traverser le fleuve au moyen d'une flotille de bateaux et organiser une tête de pont, qui leur servit de tremplin pour l'offensive future.

Des combats insignifiants eurent lieu, entre mi-octobre et le début du mois de novembre, car les deux armées se préparaient à la bataille décisive. Des ravitaillements assez importants en fusils et en munitions furent reçus entretemps, de l'Angleterre, tandis que des stocks américains en France parvinrent des vêtements et des chaussures. La bataille reprit le 3 novembre, avec l'appui de la flotte alliée. Les forces bermondttiennes, qui pendant un mois avaient tenu Riga sous le feu de leur artillerie, furent obligées dès le 11 novembre à reculer en déroute, en direction de Jelgava.

A la suite de cette défaite, le général Eberhardt déclara au nom du gouvernement allemand qu'il prenait le commandement des troupes de Bermond et demanda d'interrompre les opérations. La Lettonie rom-

pit les relations diplomatiques avec l'Allemagne, tandis que l'armée nationale poursuivait avec succès la libération de la Courlande, jusqu'au moment où, le 1 décembre 1919, toutes les forces allemandes avaient quitté le territoire de la Lettonie. La retraite des Bermondtiens en Prusse, en passant par la Lithuanie, fut tristement célèbre par de nombreux actes de pillage et d'incendie.

Ce n'est qu'alors, le 3 janvier 1920, que pouvait commencer la libération de la Latgale. Les Bolcheviks y avaient organisé leur 15^e armée, qui bien que composée en majorité par des Russes, garda néanmoins les anciennes dénominations des régiments lettons de tirailleurs. Il fallait se hâter, car l'armée rouge avait défait entretemps toutes les armées blanches des Russes — Koltchak en Sibérie, Denikine en Ukraine et Youdenitch à Narva. L'Estonie avait conclu déjà un armistice avec le Kremlin, le 31 décembre. Il en résulta, que les Bolcheviks pouvaient désormais disposer sur le front de la Latgale de forces très importantes. A la suite d'un traité avec la Pologne, le maréchal Pilsudski envoya au secours de la Lettonie 3 divisions (environ 20.000 hommes), qui côte à côte avec les forces lettonnes avaient tôt fait de nettoyer au cours d'un mois toute la Latgale des troupes ennemies. L'armistice fut signé le 1 février 1920 entre la Lettonie et la Russie, pendant que des accrochages locaux avec l'armée rouge eurent lieu dans la zone neutre jusqu'à la signature du traité de paix, conclu le 11 août 1920 à Riga. Par ce traité la Russie abdiqua à perpétuité de ses droits de souveraineté sur la terre et la nation lettonne.

Les luttes pour la Libération avaient duré 628 jours au cours desquels l'armée nationale dut livrer 75 batailles et combats importants, prenant 5277 prisonniers de guerre et un nombreux butin. Ces combats

coûtèrent à la jeune République la somme de 855 millions de francs-or, y compris les dettes de guerre à l'Angleterre, à la France et aux États-Unis. La population avait passé de 2.500.000 à 1,6 millions. Bien que 236.000 citoyens lettons furent repatriés par la suite, il est à noter que la Lettonie avait perdu pendant cette Grande Guerre 27% de ses habitants, ainsi plus que tout autre pays de l'Europe. Cela veut dire que la liberté fut finalement acquise par des lourds sacrifices.

19. LA LETTONIE LIBRE

La 1^e Guerre mondiale avait totalement transformé l'aspect de l'Europe Orientale. Un empire (l'Autriche-Hongrie) avait complètement disparu, tandis que deux autres (la Russie et la Turquie) n'avaient pu sauver que leur torse. Une chaîne de 13 États nouvellement créés ou régénérés, comprenant pas moins de 104 millions d'habitants, s'étendait maintenant de l'Océan Glacial jusqu'à l'Adriatique. 80 millions des sujets en tout avaient quitté ces trois anciens empires. La république de la Lettonie se trouvait être un des maillons de cette chaîne. Actuellement, après la 2^e Guerre mondiale, 11 des pays en question se trouvent derrière le Rideau de fer.

La frontière orientale de la Lettonie, qui avait été tracée dans le traité de paix avec la Russie, n'était pas seulement une simple ligne de démarcation géographique, mais encore la délimitation entre deux mondes entièrement différents. D'un côté il y avait le despotisme oriental et la dictature d'un parti avec la police politique (G.P.U.) comme organe le plus important de l'État, des camps de concentration et le travail forcé. La liberté de réunion, d'association, de la parole et de la presse y était proscrite. De l'autre côté se trouvait une démocratie parlementaire avec tous les droits civiques.

L'Assemblée constituante se réunit le 1 mai 1920

après la libération du pays des occupants. Les partis socialistes recueillirent le plus grand nombre des votes (39%), suivis de l'Union paysanne (17,8%), des partis latgaliens (15%), des groupes du centre (11,7%) et des minorités. En considérant les programmes de ces partis, nous ne devons pas omettre que certains partis lettons de la droite (l'Union paysanne par exemple) dans beaucoup de questions étaient plus radicales, que les partis socialistes de l'Europe Occidentale.

Outre ses tâches les plus immédiates, l'élaboration de la constitution et de la loi agraire, l'Assemblée constituante s'appliqua dès le début à consolider la position internationale de la République par la conclusion des traités de paix avec l'Allemagne (le 15 juillet 1920) et la Russie (le 11 août 1920). Les questions de frontière avec les voisins du Nord et du Sud, l'Estonie et la Lithuanie, furent fixées avec le concours d'un arbitrage international. La reconnaissance *de jure* de l'indépendance des Pays baltes par le Conseil suprême des Alliés, le 26 janvier 1921 fut d'une importance capitale. Elle fut suivie, le 22 septembre, par leur admission à la Société des Nations. Comme 23,5% de la population appartenaient à la confession catholique, un Concordat avec le Saint-Siège fut conclu le 30 mai 1922. Le pape Pie XI promut ensuite en 1923 l'évêché de Riga au titre d'archevêché et, en 1937, au titre de métropole, nommant S. E. Antonijs Springovichs (né en 1876) métropolitain de la Lettonie. Ainsi pour la première fois dans l'histoire sept-centenaire de Riga, celle-ci devint siège du corps diplomatique.

Les principes fondamentaux de la jeune république étaient l'indépendance à l'extérieur et la démocratie à l'intérieur. La constitution fut adoptée le 15 février 1922. Bien que, par son radicalisme, elle soit le fruit de cette époque révolutionnaire, néanmoins, la Letto-

nie démontrait ouvertement par là au monde civilisé, qu'elle s'était séparée non seulement du point de vue territorial, mais aussi mentalement de cette Russie soviétique, héritière des traditions d'Ivan le Terrible. La Lettonie dorénavant s'intégrait ainsi dans le monde occidental, auquel elle avait été arrachée par Pierre le Grand, véritable fondateur de l'impérialisme russe.

Tous les partis lettons furent unanimes à reconnaître que le Parlement (*Saeima*) devait être formé d'une Chambre de cent députés, élus pour trois ans par suffrage universel. Déjà 100 citoyens pouvaient présenter leur liste de candidats et 7 pouvaient fonder leur parti politique. Grâce à ce libéralisme excessif, l'Assemblée constituante comprenait 15 partis politiques, tandis que la 4^e Saeima (1931) déjà 28. Après de longs débats, l'Assemblée constituante adopta à une faible majorité une loi, selon laquelle le Président de la République devait être élu non pas par le peuple, mais par le Parlement. Le parlement pouvait lui retirer sa confiance par une majorité de 67 votes et le renvoyer. Ceci signifia, que pratiquement le Président n'avait aucun pouvoir et était comparable au roi dans les monarchies constitutionnelles. Les Présidents furent les suivants: Jānis Tchakste (1922—1927), Gustavs Zemgals (1927—1930), Alberts Kviesis (1930—1936) et Kārlis Ulmanis (1936—1940). Les trois premiers étaient des gradués en droit, le dernier — un agronome.

La question agraire depuis des siècles était non seulement un grave problème économique, mais une question nationale et sociale. Les propriétés rurales y avaient un caractère mi-féodal, mi-colonial, car seul le manoir donnait à ses propriétaires les droits politiques de s'organiser en corporations closes, de disposer de patronat ecclésiastique et de décider au nom de la po-

pulation toutes les affaires publiques dans leurs diètes. Bien que les paysans avaient déjà racheté aux nobles 40% de la superficie du pays, les autres 60% restaient aux mains des seigneurs terriens. Il y avait 1299 manoirs en Lettonie, ayant une superficie moyenne de 2000 hectares, mais dans de nombreux cas ils prenaient déjà une étendue d'une principauté médiévale. Ainsi le manoir de Dundaga avait 70.000 hectares, celui de Pope, 51.000 ha. et Viļaka, 49.000 ha. Souvent une famille à elle seule possédait de 10 à 25 manoirs, dont la superficie totale dépassait celle d'un district. P. ex., la famille des barons Wolff possédait 36 domaines d'une superficie de 289.894 ha. Au contraire, la superficie moyenne d'une exploitation paysanne était de 46 hectares en Livonie, de 41 ha. en Courlande et de 11 ha. en Latgale. Les nobles pratiquaient une culture extensive, vendant leurs grandes forêts et ne s'intéressaient guère à une culture intensive des céréales et à l'élevage.

Par suite de ce partage féodal de la terre, la Lettonie ne possédait pas assez de surfaces cultivées pour pouvoir nourrir tous les habitants des campagnes. 61% parmi ces derniers en 1897 étaient des journaliers agricoles et vinrent s'expatrier en Russie. Au XIX^e siècle ils avaient fondé en Russie et en Sibérie plus de 500 colonies rurales et 14% de toute la population lettonne vivait à l'étranger. Afin de mieux raffermir sa minorité, les forces de l'occupation allemande commencèrent dès 1915 à élaborer des projets, prévoyant la colonisation des Pays baltes par des paysans allemands. Une société par actions, *Die Landgesellschaft Kurland*, fut fondée à Berlin à cet effet et fut financée par 19 sociétés anonymes. Comme la diète de Courlande avait offert au Reich à des fins de colonisation 1,5 millions de hectares des terres paysannes et 1 mil-

lion de ha. des terres seigneuriales, les combattants de la Libération demandèrent une réforme agraire radicale. Dans les régions de la Livonie occupées par les Russes, les Bolcheviks avaient déjà réalisé la socialisation de la terre.

Dans de telles conditions les intérêts de la sûreté d'État et de la paix sociale, exigeaient que l'Assemblée constituante adoptât d'une façon urgente la loi sur la réforme agraire. Plus que la moitié de la superficie de la République fut nationalisée au profit du fonds de terre, 3.396.000 de hectares au total, y compris tous les manoirs. Les seigneurs terriens ne purent conserver que 50 hectares, généralement le centre du manoir. La moitié environ des terres du fonds foncier (surtout les forêts) resta propriété du fisc. Le reste fut partagé entre les combattants de la Libération, les fermiers et les journaliers agricoles. Les premiers deux les reçurent à titre gratuit tandis qu'au derniers on vendit les terres à des conditions très avantageuses (10 lats par ha. avec un amortissement de 41 années). Chaque nouvelle exploitation ne reçut au maximum que 22 ha. de terres agricoles.

La réforme agraire s'acheva en 1937, et il en résulta que le nombre des exploitations agricoles avait presque doublé. Si jusqu'à 1920 la Lettonie avait été un pays des grosses propriétés foncières, le type dominant était à présent la petite propriété. En effet, les exploitations agricoles de 10 à 30 ha. composaient 41% du nombre total des exploitations. Si jusqu'à la réforme les paysans ne possédaient que 40% de la superficie de la République, ce chiffre s'élevait en 1937 à 68%.

Une réforme aussi radicale demanda un effet immense à l'État dévasté par la guerre et des investissements extraordinaires de capitaux. Dans l'espace de 20 années on avait bâti ou rebâti dans les campagnes

441.000 édifices et environ 700 millions de lats furent investis dans l'agriculture. La question de l'indemnisation des anciens propriétaires avait été déjà soulevée à l'Assemblée constituante. Les socialistes et une partie du centre proposa de ne pas l'effectuer, ainsi qu'avait fait déjà l'Estonie et qui dépassait d'ailleurs les ressources du fisc. Enfin en 1924, la Saeima vota à une faible majorité de ne rembourser aux anciens propriétaires que les dettes hypothécaires. Alors deux députés allemands déposèrent une plainte à la Société des Nations, demandant le remboursement des dommages aux anciens propriétaires pour une somme de 1200 millions de francs-or. La Société des Nations rejeta en 1926 cette plainte.

Plusieurs économistes éminents de l'Europe présentèrent au début de la réforme agraire, sinon une faillite fiscale, du moins une régression économique notable, comme suite à la liquidation des manoirs. La statistique démontra le contraire. A l'époque tsariste (1913) l'étendue des terres arables occupa 28% de la superficie de la Lettonie, tandis qu'en 1939 elle était déjà de 34%. Si l'on fait déduction des forêts fiscales et communales, on peut dire les terres arables constituaient 47% de la superficie totale des propriétés privées. L'ensemble des terres arables avait augmenté entre les années 1913—1939, de 1,7 millions de hectares à 2,2 millions de ha., ce qui nous donne une moyenne de 1,7 ha. par habitant rural. Si en 1913, environ 74% des terres arables étaient exploitées par la culture des céréales et des jachères, cette proportion n'était plus que de 50% en 1939. Cette diminution est imputable à une augmentation de la culture du trèfle, qui occupait 24% des champs. Une nouvelle culture était venue s'ajouter aux précédentes — la betterave. Les trois raffineries de sucre qui fonction-

naient en Lettonie couvraient par leur production toute la consommation du pays, soit 24,4 kg. par habitant. Si jusqu'en 1932 la Lettonie ne pouvait pas se suffire à elle-même du point de vue de la production des céréales, à partir de 1934 elle devint elle-même exportatrice de blé. En comparant les récoltes de 1913 et de 1938, en quintaux de blé par hectare, celles-ci avaient augmenté d'une manière notable, passant pour le seigle de 9,3 à 13,5, pour le froment de 12,3 à 14,8, pour l'orge de 9 à 11 et pour les pommes de terre de 80 à 131.

L'élevage indiquait une montée encore plus importante. Bien que pendant la guerre la Lettonie avait perdu 16% des têtes de bétail et n'en possédait plus que 912.000 en 1920, ce nombre s'était accru en 1935 à 1.275.000. C'est dire, une augmentation de 66%. Avec une moyenne de 65 têtes de bétail sur 100 habitants, la Lettonie occupait la 3^e place en Europe Occidentale et la 2^e place entre les pays de l'Europe du Nord. La production moyenne du lait par tête de vache était de 1850 kg. par an, contre 1027 kg. seulement dans les kolchozes soviétiques. La Lettonie produisit (en 1938) 29.435.446 kg. de beurre au 14,7 kg. par habitant, dont 23.463.656 kg. furent exportés, occupant ainsi la 4^e place en Europe (derrière le Danemark, la Hollande et la Suède) et la 6^e place dans le monde. Au contraire, U.R.S.S., dont la population était 85 fois supérieure à celle de la Lettonie, n'en exportait que 14.662.000 kg. Le nombre des autres bêtes domestiques avait également augmenté par rapport à 1920, indiquant en 1939 un accroissement de 51% pour les chevaux, de 85% pour les porcs et de 50% pour les brebis.

Le nouveau régime agraire provoqua une véritable révolution dans la structure sociale de la population

rurale. Si en 1897 les propriétaires avec leurs familles constituaient 39%, tandis que les autres 61% étaient journaliers agricoles, dépourvus de terres, la situation était inverse en 1930, donnant 77% à la première catégorie, tandis que la seconde n'était plus que 23%. Une classe de petits propriétaires avait supplanté le prolétariat rural. Du point de vue politique, les campagnes s'inclinèrent vers la droite. Si au suffrage universel de 1920 les partis socialistes avaient recueilli 39% des votes, cette proportion avait descendu à 28% aux élections de 1931 et comprenait d'ailleurs les 7 députés bolcheviques, qui se cachaient sous la désignation de «Ouvriers et paysans de gauche». 59% des habitants en 1935, vivaient de l'agriculture, tandis que l'industrie et l'artisanat occupaient à peine 17% de la population. Il est à remarquer que 16% seulement de toutes les personnes occupées dans l'agriculture, étaient des travailleurs salariés. Environ 70% de toutes les fermes étaient exploitées par la seule main d'oeuvre de la famille du propriétaire. Le montant des capitaux investis dans l'agriculture approchait le chiffre du 3 milliards de lats. Le pays avait 275.698 exploitations, dont l'ensemble des récoltes estima 400 millions de lats, selon les prix du marché de 1937.

La Lettonie était un pays typiquement agraire, les villes ne comprenant que 34,6% de la population. En 1935 77% de tous les citadins étaient concentrés dans 6 villes (sur 60) dont 385.063 à Riga, 57.098 à Liepāja, 45.160 à Daugavpils, 34.099 à Jelgava, 15.671 à Ventspils et 13.139 à Rēzekne. Quoique la guerre avait presque entièrement détruit l'industrie lettonne, en 1915 les Russes ayant évacué de Riga seulement 30.000 wagons avec les équipements d'usines, l'industrie fut progressivement remontée et en même temps transformée. Le pourcentage des habitants vivant de

l'industrie était 16,5 en 1935. D'après les données de 1939, la Lettonie possédait 6.067 entreprises industrielles avec 97.500 ouvriers. Selon le nombre des ouvriers, la métallurgie occupait la 1^{ère} place, l'industrie alimentaire la 2^e et l'industrie textile la 3^{me}, suivies par l'industrie du bois. Outre cela, il y avait encore 41.000 entreprises de métier sans force motrice, employant 55.000 personnes. 6,5% de la population vivait du commerce, et parmi les 46.000 établissements commerciaux 90,5% étaient petits et n'employaient que 1 à 4 personnes.

De 1924 à 1938, la Lettonie avait exporté des marchandises pour 2.694 millions de lats. Suivant les données de la Société des Nations, les 4 petits Pays baltes ((Finlande, Estonie, Lettonie, Lithuanie) participèrent en 1938 pour la somme de 585 millions de dollars dans le commerce extérieur mondial, tandis que l'immense U.R.S.S. ne pouvait chiffrer qu'une participation de 513 millions. Le pourcentage des marchandises exportées, sur la valeur totale des exportations, était en 1938 la suivante: denrées et produits agricoles — 47% (dont beurre 24% et lin 7%), matériaux de bois — 31% et toutes les autres marchandises — 22%. De l'ensemble des importations, les marchandises fabriquées étaient 54,3% et les matières premières — 36,7%. La plupart (78%) des exportations se dirigeaient sur trois pays — l'Angleterre (42%), l'Allemagne (34%) et la Belgique (2%); la plupart des importations (64%) provenaient de l'Allemagne (39%), de l'Angleterre (19%) et des États-Unis (6%) en 1938. U.R.S.S. jouait un rôle relativement petit dans le trafic extérieur de la Lettonie — insignifiant avec ses 3% des exportations et 4% des importations. Bien que le bilan du commerce extérieur de la Lettonie était généralement passif (en 1938 les impor-

tations furent de 227,3 millions de lats contre 227,2 pour les exportations), le bilan de change était cependant actif, car la navigation, le transit et le tourisme faisaient entrer des devises étrangères supplémentaires. La fortune nationale en 1938 était 1256 millions de lats, dont 38% au compte de l'agriculture et de la sylviculture, 24% d'industrie, 15% du commerce.

Pendant la 1^{ère} Guerre mondiale la flotte commerciale de la Lettonie perdit 90% de son tonnage et en 1920 n'avait plus que 8.900 tonneaux nets. Cependant elle fut reconstruite durant les 20 années d'indépendance et en 1940 possédait 103 bateaux à vapeur, jaugeant au total 120.000 tonneaux nets, soit 137% de plus qu'en 1914, ou bien 1 tonneau brut sur 10 habitants. Sur les entrées dans les ports de la Lettonie, les bateaux lettons occupaient la première place (45%) du tonnage total, suivis par les bateaux allemands (21%), et anglais (10,5%). Après l'occupation en 1940, la Russie s'appropriä 32 navires de commerce avec 51.368 tonneaux bruts et, ensuite, l'Allemagne — autres 32 bateaux, jaugeant 72.960 tonneaux bruts. Les deux occupants s'approprièrent ainsi ensemble 62% du tonnage letton. Les russes firent sauter dans le port de Liepāja en 1941, les sousmarins *Spīdola* et *Ronis*, construits en France, tandis que les dragueurs de mines *Viesturs* et *Imanta*, également de construction française, périrent dans les rangs de la flotte rouge au cours des batailles navales de la Baltique.

Le système monétaire se basait sur l'or, et l'unité en était le lats (Ls), qui se divisait en 100 centimes. Le lats-or était aligné sur la valeur de 1 franc-or suisse. Les droits d'émission appartenaient à la Banque de Lettonie, qui était un établissement de crédit autonome de l'État. Elle devait à tout moment échanger les

billets de banque émis, contre de l'or. Le 28 septembre 1936 suivant l'exemple d'autres pays européens, la Lettonie abandonna le standard d'or et adhéra au block sterling, fixant la valeur du lats à 0,0396 de la livre anglaise. Le bilan de la Banque de Lettonie le 17 juin 1940 s'éleva à 361 millions de lats, tandis que ses stocks des valeurs étrangères et de l'or étaient de 101,8 millions de lats, soit 51 Ls par habitant. La dette extérieure était infime: le 1 avril 1939 elle ne se chiffrait qu'à 130,7 millions de lats, soit 65 Ls par habitant. Dans cette somme étaient incluses les trois dettes de guerre consolidées, vis-à-vis de la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France, auxquelles venaient s'ajouter deux dettes à l'encontre de la Suède, contractées en 1929 et 1936, pour favoriser l'essor économique.

La part du capital étranger dans les sociétés anonymes, était de 104,7 millions de lats en 1931. En 1939 elle n'était plus que de 59,9 millions, soit 25,4% de l'ensemble du capital desdites sociétés. Le capital étranger n'entraît pour rien ou pour une part infime dans l'agriculture, les métiers et les transports, qui formaient la partie la plus importante des moyens réels investis dans l'économie lettonne. Les chemins de fer, les postes, télégraphes et téléphones, ainsi que la radiophonie étaient des établissements fiscaux, qui occupaient 40% de tous les fonctionnaires de l'État. La longueur totale du réseau ferroviaire était de 3.350 kilomètres, soit 5 km. sur 100 km²., ou 17 km. sur 10.000 habitants. A cet égard, la Lettonie occupait la 4^e place en Europe.

Si une nation, ne pouvant disposer en quantité suffisante que des terres et des forêts, a pu pendant vingt années non seulement restaurer son économie ruinée entre 1915 et 1920, mais encore la développer d'une façon considérable, c'était surtout grâce au nombre

très important de la population active des différentes branches d'occupation, qui était proportionnellement un des plus élevés de l'Europe (63,2%), par comparaison à la Suisse (47,6%), à l'Angleterre (47%) ou l'Italie (41,9%). La plupart de la population (55,7%) se trouvait en âge productif. Les conséquences de la guerre firent que les femmes furent en majorité (1211 femmes en 1920 et 1139 femmes même encore en 1935, sur 1000 hommes). A cet égard, la Lettonie était en Europe au premier rang. Ceci signifie, que les femmes furent obligées de veiller elles-mêmes à leur entretien, aussi le pourcentage des femmes qui travaillaient (57,2%) était particulièrement élevé (en Hollande il n'était que de 19,2%, en Italie de 18,5% et en Angleterre de 26,8%).

La Lettonie était un pays sans misère, mais également sans grosses fortunes. 1,7% de toute la population seulement vivait des rentes (capitaux, propriétés, pensions). Le nombre des personnes physiques et juridiques qui payaient un impôt sur la recette dépassant 30.000 Ls par an, n'était que de 168 en 1931. Vu ceci, il est compréhensible qu'une importance particulière fût attribuée en Lettonie à la législation sociale. L'État dépensait en moyenne 13% de son budget pour l'assurance sociale et la santé, tandis que les autres pays d'Europe n'en dépensaient qu'environ 9,3%. La Lettonie possédait en 1938, 141 hôpitaux et sanatoriums avec 13.218 lits, 522 pharmacies, 1589 docteurs-médecins (en moyenne 1 sur 1247 habitants) et 837 dentistes. Les caisses englobaient 209.000 personnes, ou 1 assuré sur 10 habitants. Un ouvrier industriel non qualifié à Riga, en 1938, devait travailler 0,4 heures pour gagner 1 kg. de pain, 5,4 heures — pour 1 kg. de beurre et 34,5 heures — pour 1 paire de chaussures en cuir.

L'héritage de l'instruction publique que la Lettonie reçut de la Russie tsariste était insignifiant. En 1897 il y eut en Lettonie 22 illettrés sur 100, tandis qu'en Latgale, où la population comprenait 30% de Russes, le pourcentage d'illettrés était même de 50%. En 1935, au contraire, la Lettonie ne comptait plus que 11% d'illettrés, qui à l'égard des différentes nationalités, se partageaient comme suit: Allemands — 2,5; Lettons — 7,9; Israélites — 10; Polonais — 18 et Russes — 33,1. C'est dire que la majeure partie des illettrés venait des minorités slaves. En Russie Soviétique il y eut 49% d'illettrés en 1926, contre 14,3% en Lettonie, à la même période.

A l'époque tsariste, seule l'école primaire de 3 ans était obligatoire et toutes les matières, à l'exception des cours de religion et du chant d'église, y furent enseignées en langue russe. En 1914, il y eut 67 élèves sur 1000 habitants, tandis qu'en 1939 — déjà 137. Le nombre des élèves avait ainsi doublé durant la période de l'indépendance. On avait fait construire 373 édifices scolaires modernes et refaire 587. Conformément à la loi de 1919, l'enseignement primaire était gratuit, laïque et obligatoire. Les minorités possédaient une autonomie culturelle. En 1938/39, on comptait 1895 écoles primaires avec 229.825 élèves et 9.394 instituteurs et 114 établissements d'enseignement secondaire, dont 76 gymnases (lycées) et 12 écoles de commerce ayant au total 22.620 élèves, soit 1 école primaire sur 1045 habitants ou 1 école secondaire sur 26.100 habitants. La plupart des écoles avaient des cantines, où les élèves pouvaient profiter quotidiennement de repas chauds. En 1939, 2.229 établissements d'enseignement et cours divers étaient ouverts, ayant 285.222 élèves et 13.357 professeurs. Chaque septième habitant fréquentait par conséquent un cours ou une école. Outre

les subsides municipales, l'État à lui seul dépensait pour l'éducation nationale 14,7% de son budget.

Excepté l'Institut Polytechnique, fondé à Riga en 1862, la Lettonie ne possédait pas jusqu'en 1919 d'autres institutions d'enseignement supérieur. L'Université de Lettonie fut fondée le 28 septembre 1919 et fut constituée par 12 facultés, englobant les facultés de l'ancien Institut Polytechnique et en y ajoutant les facultés humanitaires. En automne 1939, on en détacha la faculté d'Agriculture et de sylviculture, qui fut érigée en Académie particulière à Jelgava. Dans le courant de l'année scolaire 1938/39, l'Université comptait 7281 étudiants (dont 2119 femmes) et 446 membres du corps de professeurs. Pendant la période de 20 années, 7138 personnes avaient acquis leurs grades universitaires. En y ajoutant le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur, sortis des Ecoles et Universités de l'ancienne Russie, on comptait en Lettonie plus de 10.000 gradués, soit 1 sur 200 habitants. Outre cela, entre les années 1919—1939, 646 élèves sont sortis du Conservatoire National de Musique et 229 ont achevé leurs études à l'Ecole des Beaux-Arts. 18 théâtres fonctionnaient à côté du Théâtre National dramatique (donc 5 appartenant aux minorités), ainsi que deux Opéras — à Riga et à Liepāja. 1.181.427 personnes ont fréquenté ces établissements pendant la saison 1935/36, tandis qu'à Riga seulement leur nombre était généralement de 800.000 à 900.000 par an. C'est à dire, chaque habitant de Riga fréquentait en moyenne deux fois par an le théâtre ou l'opéra. Durant la période d'indépendance, il fut publié autant de livres, que pendant 333 années (1585—1918) des dominations étrangères: 26.754 titres avec un tirage total de 66,3 millions d'exemplaires, soit un titre par an sur 1.420 habitants. La littérature, la

peinture et la musique nationale se développèrent sous l'influence française.

Les partis lettons de droite possédèrent entre les années 1922—1934 dans le Parlement 37-32% de voix, contre 37-27% mandats socialistes, 9-17% du centre et 15-18% des minorités ethniques. Les socialistes ne participèrent entre 1923—1926 qu'à trois gouvernements de coalition de gauche et adoptèrent par la suite une attitude d'opposition. Afin de constituer un cabinet de coalition bourgeoise, les clefs se trouvaient généralement entre les mains des députés du centre (9-17%) ou celles des minorités. Ces deux blocs en question n'étaient guère stables et étaient composés par de nombreux groupements, ne comptant que de 1 à 2 députés chacun. Ainsi la 4^{me} Saeima, qui fut élue en 1931, comprenait 12 partis représentés chacun par un député unique, tandis que 5 autres partis ne comptaient que 2 députés chacun. Ces deux groupements fournissaient 22% du nombre total des députés et tout Président du Conseil, désireux de se passer de l'appui socialiste (21%) ou communiste (7%), était obligé de satisfaire leurs exigences personnelles. Le nombre des partis était exagérément élevé: 22 dans la Saeima de 1922, 27 dans les Saeima de 1925 et 1928 et 28 dans la Saeima de 1931. L'inconvénient majeur était, que les partis étaient organisés d'après les nationalités et les provinces, surtout en ce qui concernait Latgale, citadelle des minorités. Si en 1935, tout le pays comprenait 75,5% de citoyens de nationalité ethnique lettonne, en Latgale ce pourcentage n'était que de 61,3. La minorité la plus importante était les Grands-Russiens (10,6%), tandis que les Allemands (3,2%) étaient les mieux organisés.

Par la venue au pouvoir d' Adolf Hitler, en janvier 1933, les Pays baltes se trouvèrent encerclés par deux

puissances totalitaires. Etant donné les fréquents changements de gouvernement (18 cabinets entre les années 1918—1934) et leur dépendance vis-à-vis des partis peu importants ou même de certains politiciens ambitieux, le mécontentement grandissait en Lettonie, demandant une réforme constitutionnelle, qui accorderait au Président de la République un pouvoir plus étendu. Après le coup d'État du 16 décembre 1926 en Lithuanie, plusieurs tentatives y eurent lieu afin de concentrer le pouvoir dans un sens dictatorial. D'une façon analogue, le Président d'Estonie, K. Paets, déclara le 12 mars 1934 l'état de siège et suspendit le fonctionnement des partis politiques.

Sous l'influence de national-socialisme allemand, les mouvements des extrémistes nationalistes s'étaient accrus dans les trois Pays baltés, et se faisaient appeler en Lettonie, Association de la Croix-gammée (*Pērkonkrusts*). En 1933, le chef de ce parti déclara dans son grand discours politique, que le but du parti est le coup d'État. Les Bolcheviks locaux, dirigés et financés par Moscou, devinrent également plus actifs, et grâce à leur démagogie dans les syndicats ouvriers, firent une pression sur le parti social-démocrate. En comparaison des élections parlementaires de 1922, ils avaient perdu en 1931, 10 mandats. Les social-démocrates de droite étaient complètement battus. Si dans la 1^e Saeima de 1922, ils possédèrent 7 places, dans la 3^e (1928) ils n'en obtinrent plus que 2. Aussi, aux élections de la 4^e Saeima (1931) ils se transformèrent en parti bourgeois (appelé Union progressive) et adhérèrent aux groupes du centre.

Etant donné une telle situation, les agrariens et les progressistes présentèrent au Parlement, à la veille des élections de la 5^e Saeima, des projets de réforme constitutionnelle, prévoyant l'élection directe du Prési-

dent de la République par le peuple et l'élargissement des pouvoirs du Cabinet. Le Parlement rejeta ces propositions. Alors K. Ulmanis, premier et dernier chef du gouvernement parlementaire, le leader de l'Union paysanne, effectua le 15 mai 1934 un coup d'État, soutenu notamment par les *Aizsargi* (Garde nationale), importante organisation paramilitaire des agrariens, composée de 68.000 membres (45.000 hommes, 12.000 femmes, 11.000 jeunes). Le coup d'État fut réalisé sans effusion de sang. La plupart des communistes, des socialistes et des membres de la Croix-gammée furent internés pour une durée de quelques mois, certains de leurs chefs furent condamnés à des peines de prison. La Saema fut dissolue, tandis que les députés reçurent des pensions. Tous les partis politiques, y compris celui de l'Union paysanne, furent interdits. En vertu du paragraphe 81 de la Constitution suspendue, le gouvernement assumait les fonctions législatives. À l'expiration des pouvoirs du Président de la République, A. Kviessis, qui avait été élu par le Parlement, le gouvernement décréta le 11 avril 1936 une loi par laquelle les fonctions du Président de la République incombaient au Président du Conseil. L'état de siège restait en vigueur.

Si l'Estonie effectua une réforme constitutionnelle, prévoyant un Président de la République élu directement par le peuple et un système de deux Chambres, revenant en 1938 au régime parlementaire, il n'en fut pas de même en Lettonie. K. Ulmanis avait décidé d'introduire à la place du Parlement un régime autoritaire sur la base du système corporatif et il fonda à cet égard 2 Chambres économiques (1934—36), suivies par la création de 2 Chambres culturelles (1938). Chacune d'entre elles était soumise à un ministère. Le gouvernement n'était pas responsable de son activité, ni devant les Chambres, ni devant les assemblées générales

de leurs commissions, qui n'étaient que des organes purement consultatifs.

Bien que du point de vue de représentation nationale, ce système n'en formait qu'un succédané et n'était en réalité qu'un expériment politique manqué, il est cependant incontestable que pendant la courte durée de son existence, certaines chambres (les Chambres du Commerce et de l'Industrie, et de l'Agriculture) aidèrent le gouvernement d'une façon considérable dans la réalisation de son programme économique — une forme de capitalisme d'État. Le but de celui-ci était de réduire l'importance des capitaux étrangers et des minorités dans l'industrie et le commerce, renforçant à leur place le rôle des entreprises autonomes du fisc, ainsi que celui des sociétés anonymes et monopoles, fondées par le gouvernement. Grâce à ces mesures, tout particulièrement dans l'économie du crédit, des moyens furent obtenus pour favoriser un essor remarquable de la construction et le développement de la culture spirituelle.

20. L'ENTENTE BALTIQUE

Vingt autres années de vie paisible auraient suffi aux Pays baltes pour permettre l'épanouissement complet des forces morales et intellectuelles de ces nations dans l'esprit de la civilisation occidentale et du christianisme. Cette possibilité leur fut ravie par l'agression concertée des Bolcheviks et des Nazis.

Les luttes de la Libération s'étaient à peine achevées que la Russie menaçait à nouveau, surtout politiquement et idéologiquement cette rangée des nouveaux États, fondés sur les ruines de l'Empire tsariste. Le marxisme occidental s'était dégénéré en bolchevisme oriental. Il avait adopté et même développé les méthodes despotiques du gouvernement tsariste, y compris celles de la police politique, et assimilé le culte des images saintes de l'Église orthodoxe. Le stalinisme était devenu ainsi une des armes particulièrement dangereuses de l'impérialisme moscovite. Le mouvement slavophile avait trouvé sa résurrection dans un nouveau messianisme.

Dans cette situation historique et géographique les Pays baltes jouèrent le rôle d'État tampon entre la Russie et l'Allemagne. En raison de cette position ils devaient prendre sérieusement en considération deux éventualités: devenir soit un champ de bataille à l'occasion d'un conflit entre les deux grands protagonistes idéologiques, ou bien un objet de partage, si ceux-ci

parvenaient à se mettre d'accord. Du point de vue de politique étrangère des Pays baltes, ce n'était rien d'autre que de navigatuer entre Charybde et Scylla.

Le jeune ministre letton des Affaires étrangères, Zigfrids Meierovics, s'en rendit parfaitement compte et dès le mois d'août 1920, réunit à Bulduri, près de Riga, une conférence des ministres des Affaires étrangères de la Finlande, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lithuanie et de la Pologne. Le but de celle-ci était de réaliser d'une façon effective la création d'un bloc de défense régionale, aussi bien contre l'agression allemande que contre l'agression russe. De tous ces pays, la Pologne se sentait la plus menacée, tandis que la Finlande s'estimait l'être le moins. Aussi dans toutes les entreprises ayant pour but la création d'une grande Entente baltique, la Pologne était la plus active, tandis qu'au cours de la conférence de Varsovie, en 1924, le ministre des Affaires étrangères de la Finlande alla jusqu'à déclarer que son pays ne se considérait pas comme Pays balte, mais uniquement comme pont entre l'espace baltique et la Scandinavie. Ce fut évidemment la fin du projet de l'union des 5 pays.

La conclusion d'un tel pacte s'avéra également impossible à cause du conflit de Vilnius (Wilno), qui éclata peu de temps après la conférence de Bulduri, par la pénétration des forces polonaises dans la capitale historique de la Lithuanie. Celles-ci, dirigées par le général polonais Zeligowski, envahirent Wilno au mois d'octobre 1920. Aussi, les traités de Bulduri ne furent pas ratifiés et un état de guerre non déclaré dura entre la Pologne et la Lithuanie pendant une période de 18 ans. A la même époque, où se brisa ainsi l'axe vertical du bloc des Pays baltes — Pologne, celui-ci fut subitement croisé par l'axe horizontal, qui venait d'être forgé à Rapallo en 1922 par les deux Empires per-

dants de la Guerre mondiale — l'Allemagne républicaine et la Russie soviétique. Le traité de Rapallo servait ainsi des gonds sur lesquels se mouvaient les portes de la politique étrangère de ces deux ennemis de l'Entente, pendant presque une vingtaine d'années, malgré de nombreuses manoeuvres dilatoires de politique réaliste.

N'espérant pas une solution rapide du conflit de Vilnius, la Lettonie et l'Estonie conclurent le 1 novembre 1923 un traité d'alliance défensive, afin d'organiser par la suite une Entente baltique plus étendue autour de ce noyau d'union bilatérale. Cette mesure fut notamment incitée par la situation internationale particulièrement tendue, en janvier 1923, quand, sur l'ordre de Poincaré, les Français et les Belges occupèrent la Ruhr, et la Lithuanie s'annexa Klaipėda (Memel). Comptant sur une prochaine révolte des communistes en Allemagne, la Russie agitait déjà les armes et la section lettonne du Komintern, à Moscou, ne cachait pas que «les murs dressés par l'Entente s'écrouleront et le drapeau rouge flottera librement sur les côtes Baltiques et sur les frontières de l'Allemagne». Dans le but d'éprouver l'alliance letto-estonienne, Staline ordonna aux Bolcheviks estoniens provoquer un coup d'État à Tallin, en décembre 1924, mais celui-ci échoua.

Comme la Lithuanie refusa en principe de signer un traité quelconque avec la Pologne, celle-ci tenta en vain de créer une union quadripartite. On signa bien à Helsinki, en 1925, une convention d'arbitrage et de conciliation entre la Pologne, la Finlande, l'Estonie et la Lettonie, mais celle-ci n'avait qu'une signification toute théorique, étant donné que la Finlande était opposée à toute garantie de sécurité. Aussi Tchitcherine pouvait dire que la création à Helsinki d'une coalition

des Pays baltes et de la Pologne, contre la Russie, avait manqué.

Après ces échecs de la Pologne, commence une deuxième période dans les destinées de l'Entente baltique (1925—1933), marquée par une importante recrudescence de l'activité de la diplomatie soviétique en Europe Orientale, à la suite de la conclusion d'accord de Locarno. La vraie politique du Kremlin avait notamment pour objet, «non pas de baltiser, mais de balkaniser la région baltique». Ayant signé en 1926, un traité de neutralité et de non-agression avec l'Allemagne, Litvinov offrit cette même perspective à chacun des Pays baltes séparément, en commençant par la Lithuanie, afin de la jouer contre la Pologne et sa politique de barrière, dont elle avait pris la direction. Pour mieux convaincre la Lithuanie, Moscou promit de reconnaître dans ce traité les droits lithuaniens sur Wilno. En échange de ce «plat de lentilles» le gouvernement lithuanien socialiste signa le 26 septembre 1926 un pacte séparé de non-agression avec la Russie, suivi dès le mois de décembre par un coup d'État nationaliste. Le nouveau dictateur, A. Woldemaras poursuivit cependant une orientation horizontale de la Lithuanie, vers Berlin et vers Moscou.

Un gouvernement de gauche se forma à la même période en Lettonie, ayant pour ministre des Affaires étrangères F. Cielēns, social-démocrate de droite. Les social-démocrates lettons étaient divisés en ce qui concernait la politique étrangère. L'aile gauche (A. Buševics, Fr. Menders) défendait non seulement l'idée d'une union douanière avec la Russie, mais même le projet d'une Fédération baltique avec l'Union Soviétique. Profitant de cet état de choses, Moscou offrit au gouvernement letton un pacte de non-agression accompagné d'un traité de commerce pour séparer

ainsi la Lettonie de l'Estonie, qui menait une politique plus ou moins polonophile. Le traité de commerce fut effectivement signé en juin 1927, tandis que le pacte paraphé de non-agression ne fut pas conclu, car Moscou refusa la convention de conciliation sous présidence neutre. Par ces mêmes raisons, ni la Finlande, ni l'Estonie ne signèrent le pacte en question.

En accord avec les clauses du traité de commerce, un port libre fut créé à Liepāja pour les besoins soviétiques, ainsi que d'importants entrepôts à Riga. Plusieurs magistrales des chemins-de-fer furent aménagées sur la largeur de voies russes; on accorda par ailleurs, une réduction de douane allant jusqu'à 75-100% aux marchandises soviétiques, qui furent d'autre part transportées à un tarif particulièrement avantageux. Enfin on accorda l'immunité diplomatique à l'agence soviétique de commerce, qui en profita pour financer et développer l'activité du parti communiste clandestin. Si les syndicats (des ouvriers du transport par exemple) sous direction communiste ne comprenaient en 1927 que 1,2% de tous les ouvriers lettons et le parti communiste n'avait que 650 membres (non compris les 200 membres des jeunes communistes), déjà au cours des élections de la 3^e Saeima, les Bolcheviks obtinrent 7 sièges sur le compte des social-démocrates.

Ce fut la vraie réponse du Kremlin aux conversations de non-agression. Etant donné l'annulation du traité de commerce par l'Angleterre, la situation financière de la Russie était particulièrement critique et on raillait à Moscou que «les noyaux de cerise et les écailles de poisson» devront être exportés afin d'équilibrer la balance du commerce extérieur. Les résultats de l'accord commercial lettono-russe furent éphémères, vu que de tels traités ne sont pour le Kremlin que les moyens de lutte politique: aussitôt que l'indus-

trie d'un pays est transformée d'après les besoins des Soviets, ceux-ci lui retirent brusquement les commandes afin d'y créer le chômage. Si la Lettonie n'exportait en 1927 vers la Russie que 2% de la valeur totale de ses exportations, ce chiffre s'était accru en 1929 à 15%, mais retomba en 1933 à 1% seulement.

Par crainte du Japon et de l'Allemagne, Litvinov chercha en 1931—1932, à s'entendre avec la Pologne et la France. Etant donné que celles-ci subordonnèrent leur acceptation de signer des traités de non-agression à la condition que de tels pactes soient également conclus avec les Pays baltes, la Russie les signa avec tous les pays limitrophes, en commençant par la Finlande jusqu'à la Pologne. Le fait que les Pays baltes ne demandaient pas d'être partie des conférences, qui se déroulèrent autour de la «table ronde», mais signèrent chacun séparément leurs pactes, témoigne de la faiblesse de ces États. Le pacte de non-agression fut signé par la Lettonie le 5 février 1932, pour une durée de 3 ans et fut prolongé par la suite jusqu'au 31 novembre 1945.

De grandes transformations eurent lieu non seulement dans la région baltique, mais dans toute l'Europe par l'accès au pouvoir des Nazis, en janvier 1933 et par la doctrine de Hitler-Rosenberg, concernant le *Drang nach Osten*. Ému au sujet du sort de Klaipėda (Memel) le nouveau gouvernement lithuanien ébranla d'abord son axe de politique extérieure du point mort, où il avait été installé depuis 1925, puis commença à le déplacer peu à peu vers le Nord. Quand le Japon et l'Allemagne se séparèrent en 1933 de la Société des Nations, les Grandes Puissances vinrent à adopter de nouvelles positions pour la 2^e Guerre mondiale. Le flirt diplomatique de la Lithuanie avec Moscou et Berlin approchait à sa fin et Kaunas cherchait appui à Riga

et à Tallin. L'Entente baltique, conclue à Genève en 1934 entre l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie, fut malheureusement un enfant mort-né, car les deux voisins nordiques refusèrent d'accepter des obligations dans les problèmes spécifiques à la Lithuanie, voire les questions de Vilnius et de Klaipėda. La position de l'Estonie était particulièrement réservée à l'égard de l'adhésion de la Lithuanie à l'Entente, qui ne devint en fin de compte ni une union tripartite, ni une alliance militaire. A la suite de tant d'années d'oppression les trois nations baltes gardèrent jalousement leur souveraineté et déjà d'après leur tempérament les Estoniens étaient en l'occurrence des réalistes, tandis que les Lithuaniens étaient plutôt romantiques. Il est bon de se rappeler de l'expresison de l'ancien ministre estonien des Affaires étrangères C. R. Pusta, que celui-ci employa en 1927: «L'Union baltique ne sera probablement, ni un État fédéral, ni une confédération, même aussi lâche qu'on puisse l'imaginer. Elle sera quelque sorte de Commonwealth, où chaque participant restera autonome et souverain».

Le leitmotif de la politique étrangère soviétique était depuis 1933 la crainte d'une seconde Guerre mondiale. Moscou entreprit une coopération étroite avec les démocraties occidentales et devint bientôt membre de la Société des Nations. L'offre de Litvinov, tendant à compléter le pacte de Paris, conclu en 1928 (dit Pacte de Kellogg) qui condamne la guerre comme instrument de politique, par une convention spéciale définissant la notion d'agression, prélu à l'adoption de ce nouveau cours politique. Parmi les signataires de cette convention, signée le 3 juillet 1933 à Londres par 8 pays, figurent également l'Estonie, la Lettonie, la Pologne et la Russie.

Si de bonnes formules juridiques étaient capables de

prévenir l'agression, cette convention, aussi bien que de nombreux autres instruments de paix auraient pu constituer une garantie aux Pays baltes contre l'agression russe. Cependant six mois ne s'étaient pas écoulés depuis la signature de ladite convention, que Litvinov, le 20 décembre 1933, remit au ministre polonais des Affaires étrangères un projet préconisant de garantir par une déclaration commune l'indépendance des 4 Pays baltes. Tous, la Lithuanie exceptée, apportèrent à cette proposition une fin de non-recevoir, vu que cette déclaration projetée aurait donné aux deux garants le droit de qualifier presque tout changement dans le régime politique de ces pays comme une menace à leur indépendance et aurait signifié en réalité le partage des Pays baltes en zones d'influence russe et polonaise. Afin de découvrir les projets des Nazis dans cette région, considérée par les Bolcheviks comme tremplin à une attaque de l'armée allemande contre Leningrad, Litvinov remit le 28 mars 1934 à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou une proposition secrète, qui stipulait une garantie commune de l'indépendance des Pays baltes par les deux pays en question. L'Allemagne rejeta cette offre, motivant son attitude par la thèse ironique que ni elle, ni la Russie n'avaient l'intention d'attaquer ces pays.

Un nouveau facteur, que la Russie n'avait pas envisagé dans ses plans, était venu s'ajouter dans l'intervalle aux précédents: un accord germano-polonais fut signé le 26 janvier 1934, prévoyant de ne pas recourir aux armes pendant les 10 années à venir. C'est à ce moment que Litvinov s'adressa à Barthou pour l'élaboration d'un projet concernant la création d'un Locarno Oriental, suggéré dès 1925 par Aristide Briand. Selon le projet de Barthou, ce pacte devrait être notamment signé par la Russie, l'Allemagne, la Pologne,

la Tchécoslovaquie, la Finlande et les trois Pays baltes. Les garanties de la France et de la Russie donnerait une sécurité supplémentaire, faisant une sorte de pont, qui relierait ce pacte oriental au traité de Locarno. Le 13 juillet 1934, Sir John Simon annonça que la Grande-Bretagne appuyait également ce projet de Barthou, à la condition toutefois que l'Allemagne se joigne à ce pacte.

Les réponses de la Pologne et de l'Allemagne furent négatives: la première demandait que la Lithuanie et la Tchécoslovaquie fussent exclues du pacte, tandis que l'autre se récusa sous le prétexte de ne pas pouvoir accepter de nouvelles obligations militaires, tant qu'elle ne soit alignée du point de vue armement sur le même plan que les autres Grandes Puissances. Comme les Pays baltes n'étaient pas officiellement informés au sujet des conditions du pacte projeté, ils gardèrent la position d'observateurs, d'autant plus que sans l'Allemagne l'adhésion à ce système de sécurité collective s'avérait sans objet. Après l'assassinat de Barthou (1934), le nouveau Président du Conseil, P. Laval, renouvela au cours de sa visite à Londres, en février 1935, les conversations concernant le pacte oriental. C'est à leur suite que fut publiée une déclaration commune franco-anglaise, annonçant l'appui de ces deux pays à la conclusion d'un tel pacte. Le 13 mars suivant les trois ministres des Pays baltes à Londres rendirent visite au Foreign Office et firent part d'une déclaration de leurs gouvernements, qu'ils ne s'opposaient pas à ce pacte et demandaient de les tenir au courant du déroulement des pourparlers à venir.

Bien que les Anglais et les Français réitérèrent en 1935 à plusieurs reprises leurs propositions concernant le pacte oriental, l'Allemagne n'en voulut rien entendre, la France et la Russie d'une part et la Tchéco-

slovaquie et la Russie de l'autre ayant conclu des pactes d'assistance mutuelle. Ceux-ci résultèrent du dénoncement par l'Allemagne des clauses d'armement du traité de Versailles. Hitler déclara qu'il était prêt à conclure des pactes bilatéraux de non-agression avec tous ses voisins, la Lithuanie seule exceptée. La question du pacte oriental fut officiellement remise, mais en réalité sombra dans l'oubli, vu que le conflit italo-abyssin venait d'éclater et les Grandes Puissances tentaient de le localiser. Le 8 octobre 1936 un siège non-permanent fut attribué à la Lettonie dans le Conseil de la Société des Nations, à titre de représentant de l'Entente baltique, qui par là même obtint une reconnaissance internationale, bien qu'indirecte. Quoique extérieurement ce fut un important succès des Pays baltes, intérieurement il collabora à créer un indésirable climat de rivalité entre la Lettonie et l'Estonie, qui, plus tard aux moments critiques, fut la cause d'une rupture de leur Entente.

La première alerte moscovite fut donnée par le discours que tint le nouveau secrétaire du parti bolchevique, Jdanov, à Moscou au mois de novembre 1936. Il y dit notamment: «Nous désirons de vivre en paix avec les Pays baltes, mais si ces petites nations tolèrent que leurs territoires soient utilisés par les grands aventuriers pour servir leurs sombres projets, avec l'aide de l'armée rouge nous agrandirons notre petite fenêtre sur l'Europe». Par la suite l'attitude du Kremlin vis-à-vis de l'Entente baltique est caractérisée à tour de rôle, par des menaces et des promesses bienveillantes. La diplomatie des Pays baltes n'avait plus que la ressource de trois solutions possibles: conclure une alliance avec l'Union Soviétique, qui se terminerait, évidemment, par l'incorporation; se rapprocher de l'Allemagne, suivant l'exemple polonais; enfin, en

dernier lieu, raffermir la coopération du bloc de leur Entente, afin de garder au cours de la 2^e Guerre mondiale une stricte neutralité. Cette dernière expectative fut recommandée par l'Estonie, au cours de la 8^e conférence de l'Entente baltique, en juin 1938, et c'est conformément à cette décision que les trois Pays baltes déclarèrent le 1 septembre 1939 de garder sa neutralité.

En 1938, Hitler entreprit ouvertement sa politique d'Anschluss, ordonnant le 13 mars l'entrée des troupes allemandes en Autriche. Le 29 septembre, il demanda au cours de la conférence de Munich, le rattachement au Reich du Pays des Sudètes, qui fut approuvé par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Par cette décision historique l'Entente venait de sanctionner la question de révision des frontières établies par le traité de Versailles. S'étant rendu compte de l'incapacité des démocraties occidentales de freiner l'agression allemande, Hitler alla de l'avant. La République tchécoslovaque cessa son existence le 15 mars 1939 et le 22 mars la Lithuanie fut contrainte d'abandonner à l'Allemagne la région de Klaipėda (Memel).

Une semaine après, Litvinov remit aux ministres de la Lettonie et de l'Estonie une déclaration, que l'U.R.-S.S. ne pourra garder une position d'observation, si des traités conclus par les pays en question causeront d'une façon ouverte ou masquée l'aliénation de leur indépendance. Le Kremlin avait ainsi décidé unilatéralement, que les Pays baltes appartenaient à sa zone d'influence. Dans sa réponse du 7 avril, la Lettonie fit savoir qu'elle menait une politique neutre et ne pouvait par conséquent admettre qu'un autre pays exercerait sur elle sa tutelle et limiterait sa liberté d'action. Le contenu de la réponse estonienne était semblable. Après les avoir reçues, Litvinov ajouta: «La responsabilité de l'Union Soviétique commencera à partir du

moment où la Lettonie interrompra elle-même de veiller à son indépendance, ou le fera d'une manière insuffisante à l'occasion de nouveaux événements menaçants».

Quand la Grande-Bretagne et la France avaient déclaré de secourir la Pologne et la Roumanie en cas d'attaque, des pourparlers furent entrepris avec le Kremlin, le 11 avril, en vue de former un front commun contre l'agression. La Russie proposa à l'Angleterre de conclure un traité d'alliance militaire, que celle-ci refusa le 5 mai. Les conversations furent poursuivies ensuite au sujet d'un pacte tripartite d'assistance mutuelle, suggéré par la Russie. Celui-ci préconisait des garanties communes de la Russie, de la Grande-Bretagne et de la France aux Pays baltes. Ces derniers demandèrent de ne pas les inclure dans un système quelconque de garanties, de pair avec la Russie. La contre-proposition anglaise, tenant compte de cette attitude, ne mentionna plus les Pays baltes. C'est à ce moment que le Président du Conseil Daladier entreprit une action diplomatique à Londres en vue de résoudre le gouvernement anglais à accepter la demande russe. Londres envoya W. Strang à Moscou pour conduire les pourparlers, qui réunirent les ambassadeurs britannique et français, ainsi que le nouveau commissaire russe des Affaires étrangères, V. Molotov. Ceux-ci finirent par un échec et l'agence soviétique TASS annonça le 22 juin que les conversations avaient abouti dans une impasse. C'est après que Jdanov publia le 29 juin 1939 un article dans le journal semi-officiel «la Pravda», où il exprimait l'opinion que l'on pourrait contraindre les Pays baltes à accepter ces garanties.

Les ambassadeurs britannique et français remirent le 1 juillet à Molotov de nouvelles propositions, qui n'élevaient pas d'objections à ce que la Russie vienne

automatiquement au secours des Pays baltes, en cas d'agression directe. Molotov répondit le 4 juillet que l'Angleterre et la France devaient reconnaître les droits soviétiques d'intervenir également en cas d'agression indirecte, qui pourrait avoir lieu si, sous pression militaire allemande, les Pays baltes manifesteraient un changement de leur politique extérieure ou intérieure. Il devenait évident que le Kremlin ne faisait que retarder délibérément la conclusion du pacte anglo-franco-russe.

A la suite du traité de Brest-Litovsk (1918) quand l'Allemagne impériale sauva le régime bolchevique du désastre, et surtout après celui de Rapallo (1922), Staline défendait en conséquence l'opinion que les intérêts du Bureau politique du parti commandent d'observer une politique germanophile. En dépit de la propagande anti-nazie, il portait en grande estime le Fuehrer et l'Allemagne naziste, dédaignant en même temps tous les pays parlementaires. C'est à la suite de la capitulation de l'Entente à Munich, que le Bureau politique décida que les traités des démocraties avec la Russie ne seraient pas une garantie suffisante à ce qu'elle ne soit pas entraînée dans la 2^e Guerre mondiale, qui pourrait éventuellement signifier la fin du régime bolchevique. Aussi, à côté de la politique officielle du Commissariat des Affaires Étrangères, qui poursuivait le jeu diplomatique autour du pacte de la sécurité collective, Staline chercha par des voies détournées une possibilité pour s'entendre avec Hitler. Pour lui complaire, Litvinov, qui était juif (Meyer Wallach), fut brusquement relevé de son poste le 3 mai 1939, après avoir dirigé pendant 18 ans la politique étrangère de l'U.R.S.S. (jusqu'en 1930, vice-commissaire). Il fut remplacé par V. Molotov, membre du Politburo et personne de confiance de Staline.

Hitler comprit la portée de cette indication de Staline. Quand à la suite des conversations de Ribbentrop avec l'ambassadeur polonais Lipski il fut mis en évidence que la Pologne n'acceptait pas les conditions que lui dictait l'Allemagne, Hitler résolut de se rapprocher de la Russie, en lui proposant de partager pour la 4^e fois la Pologne. On commença mutuellement à tâter le terrain au moyen de divers intermédiaires jusqu'au moment, où des pourparlers officiels purent avoir lieu, qui se déroulèrent sous le paravent de traités commerciaux. Dès le 29 juillet Ribbentrop fit annoncer à Molotov, par l'entremise de son ambassadeur à Moscou, Schulenburg, que l'Allemagne était prête à respecter les intérêts vitaux des Soviets dans l'espace baltique.

Berlin donna sa réponse définitive le 10 août, promettant de ne pas faire d'objections aux mesures que la Russie pourrait prendre dans les Pays baltes et en Finlande. C'est pourquoi le 14 août, le commissaire de la guerre Vorochilov put exiger avec autorité des missions anglaise et française, de reconnaître les droits soviétiques de posséder des bases militaires dans les golfes de Finlande et de Riga. Muni des pleins-pouvoirs extraordinaires de Hitler, Ribbentrop arriva le 23 août à Moscou, où, dès le début des réunions, Staline annonça les prétentions de la Russie sur les ports lettons de Ventspils et de Liepāja. Le traité germano-russe de non-agression fut signé le même jour pour une période de 10 ans, et la 2^e Guerre mondiale pouvait commencer. Ce traité fut accompagné d'un protocole secret, selon lequel la Lithuanie demeurait dans la zone d'influence allemande, tandis que le Kremlin acquit la liberté d'action en Lettonie, en Estonie et en Finlande.

C'est ainsi que Lord Halifax put dire par la suite dans son discours tenu à la Chambre des Lords, le 5

décembre 1939: «Events have shown that the judgment and the instinct of His Majesty's Government in refusing agreement with the Soviet Government on the terms of formulae covering cases of indirect aggression on the Baltic States were right . . . Herr Hitler bartered what was not his property — the liberties of the Baltic people».

21. LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE ET LE RÉGIME DE L'OCCUPATION

Le 1 septembre 1939, l'armée allemande envahit la Pologne, suivie par l'armée rouge qui à son tour franchit le 17 septembre la frontière orientale de la Pologne, afin que Hitler et Staline puissent ensuite procéder au quatrième partage de ce pays selon un nouveau protocole secret du 28 septembre, signé à Moscou. En échange des provinces polonaises, remises à l'Allemagne, la Lithuanie fut cédée par Hitler à la zone d'influence soviétique.

Ce même 28 septembre, l'Estonie fut obligée de conclure avec la Russie un pacte d'assistance mutuelle, rédigé par le Politburo. Ce fut en réalité un ultimatum, car au cours de la conversation avec le ministre estonien, K. Selter, le commissaire des Affaires Etrangères V. Molotov employa plusieurs fois l'expression: «Je vous prie de ne pas contraindre le gouvernement soviétique à user d'autres méthodes plus radicales, en vue de garantir la sécurité de la Russie». Des avions russes survolèrent à plusieurs reprises le territoire estonien. Etant donné de telles conditions, le gouvernement estonien résolut d'accepter le diktat du Kremlin.

Ce fut ensuite le tour du ministre letton, V. Munters, d'aller à Canossa. Les conversations au sujet des futures relations russo-lettonnes commencèrent dès le 2 octobre à Moscou, entre lui et la délégation soviétique, composée de Staline, de Molotov et de Potem-

kine. Staline fit remarquer, que par la faute des franco-britanniques, trois pays, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne avaient cessé d'exister. Afin d'assurer la sécurité de ses frontières occidentales, la Russie ne pouvait se passer, dit-il, des ports de la Baltique, nécessité reconnue déjà par Pierre le Grand. Bien que les Allemands ne s'opposaient pas à l'occupation immédiate de la Lettonie par les forces soviétiques, Staline affirmait que la Russie pourrait se satisfaire avec la cession de bases militaires et l'installation de garnisons russes, chose déjà convenue avec l'Estonie. Après deux jours de séances, V. Munters signa le 5 octobre un pacte d'assistance mutuelle, selon lequel la Lettonie promet de céder à la Russie, jusqu'à 1949, à titre de prêt-bail, des bases à Liepāja, Ventspils et Pitragi, autorisa les Russes à installer des aérodromes et de stationner dans des endroits définis une garnison de 25.000 hommes en tout. La Lithuanie dut signer un pacte semblable le 10 octobre.

Les trois pactes d'assistance mutuelle, conclus entre la Russie et chacun des États baltes, sont identiques, quant à leur forme et leur contenu. Du point de vue juridique ils sont irréprochables, bien que le vrai but politique de ces traités était non pas de protéger l'indépendance des États baltes, mais bien de les détruire. Le paragraphe 5 dudit pacte déclare notamment: «L'enforcement de ce pacte ne doit en aucune manière violer les droits souverains des parties contractantes, en particulier leur structure politique, leurs systèmes économique et social et les mesures militaires. Les espaces accordés aux bases et aux aérodromes restent territoires de la République lettonne».

D'autres ordonnances secrètes que le Kremlin donna parallèlement aux pactes d'assistance, qui venaient d'être conclus, démontrent que ceux-ci peuvent être

considérés comme l'un des actes internationaux les plus fourbes que l'histoire diplomatique connaisse. Bientôt après le protocole du 23 août 1939, l'état-major général de l'armée rouge émit des cartes opératives des Pays baltes, à l'échelle de 1 cm. pour 1 km. et datées par l'inscription «1^{ère} édition 1939». Les désignations de «Litovsk. SSR i Latv. SSR», c'est à dire République soviétique lithuanienne et République soviétique lettonne y figuraient à grands caractères. On voit que la soviétisation des Pays baltes était d'ores et déjà décidée dès l'automne 1939, quoique les pactes d'assistance leur garantissaient la souveraineté et la non-ingérence de la Russie dans les affaires intérieures baltes.

Un autre document, datant du 11 octobre 1939 sous le No. 001223, est encore plus perfide. C'est une instruction secrète, très étendue, concernant les préparatifs à la déportation des «éléments anti-soviétiques de la Lithuanie, la Lettonie et de l'Estonie», signée par le général I. Serov, vicecommissaire de la sûreté d'État de l'Union Soviétique. Ladite instruction fut éditée le même jour, où au cours d'un banquet organisé en honneur de la délégation lithuanienne, qui venait de signer le jour précédent le pacte d'assistance, Staline, Molotov et autres hommes d'État soviétiques avaient levé des toasts à l'indépendance de la Lithuanie, affirmant d'une façon solennelle de respecter «honnêtement et fidèlement» les clauses du traité. Dégustant le caviar et la vodka russes, les ministres lithuaniens — comme d'ailleurs ceux de l'Estonie et de la Lettonie, qui les avaient précédés — ignoraient encore qu'en toute confiance, ils venaient de signer leur propre arrêt de mort, ainsi que celui de leurs concitoyens. Ainsi que l'on s'aperçut par la suite, ce sont justement les membres des gouvernements des Pays baltes qui furent les premières victimes de l'ordonnance de déportations No.

001223. Ces pactes d'assistance se révélèrent être des traités avec l'Antichrist, dans la mesure où l'expression «honnêtement et fidèlement» n'était qu'un blasphème, à l'égard de ce que les nations chrétiennes entendaient par cela.

Hitler était au courant du fait que ces pactes d'assistance entre les Pays baltes et la Russie seraient bientôt suivis par l'entière soviétisation de ces pays et, en l'occurrence, la déportation des «éléments anti-soviétiques». Aussi ne tarda-t-il pas de donner à ses ministres à Tallin, Riga et Kaunas, des ordres conformes, concernant le rapatriement vers l'Allemagne des citoyens baltes d'origine germanique. En vertu du traité conclu entre la Lettonie et l'Allemagne, 49.885 *Volksdeutsche* abandonnèrent la nationalité lettonne et obéissant à l'invitation du *Fuehrer*, gagnèrent l'Allemagne en fin d'année 1939 et au début de 1940.

Pourtant, si l'annexion des Pays baltes ne fut pas effectuée dès la fin de l'année 1939, ainsi qu'il en a été projeté par Malenkov et décidé dans le Politburo, ce fut grâce à la Finlande. Les Finlandais furent également invités, le 5 octobre, d'envoyer leurs délégués à Moscou «afin de discuter des problèmes communs». Ceux-ci refusèrent cependant de céder au Kremlin des bases militaires. Aussi, l'armée rouge attaqua la Finlande le 30 novembre et ce fut le commencement de la guerre russo-finlandaise. Condamnant cette agression, le 14 décembre la Société des Nations exclut la Russie de son sein.

Si, comptant sur une transigeance de la Finlande, Molotov avait pu déclarer au Conseil suprême de l'U.R.S.S. le 31 octobre que «le non-sens propagé par les provocateurs anti-soviétiques au sujet d'une soviétisation des Pays baltes ne servait que les intérêts de nos ennemis communs», le ton du Kremlin changea

aussitôt après la capitulation de la Finlande, le 11 mars 1940. Dans son discours sur la politique étrangère, qu'il tint le 25 mars 1940, Molotov fit comprendre que Moscou avait résolu d'annexer les Pays baltes. Il dit: «L'exécution des pactes conclus, crée des conditions favorables pour une amélioration croissante des rapports russo-baltes».

Molotov avait raison. Au cours des cinq mois pendant lesquels les forces terrestres, aériennes et navales de l'armée rouge avaient été stationnées dans les bases lettonnes, les conditions étaient devenues favorables à la réalisation des futurs plans du Kremlin. Les ports de Liepāja et de Ventspils se trouvaient entre les mains des Russes, tandis que les bases d'artillerie, établies à Pitragi, contrôlaient le débouché du Golfe de Riga. Chaque unité de l'armée rouge était accompagnée d'une section de la N.K.V.D., qui établit le contact avec le parti communiste letton clandestin, afin d'enrôler les personnes devant être liquidées, suivant l'instruction de Serov No. 001223. Des attaques contre le gouvernement letton apparurent dans la presse moscovite aussitôt après le discours de Molotov, en mars et en avril 1940, ainsi que des proclamations, répandues en vue de faire renverser le gouvernement. Observant l'avance irrésistible des troupes allemandes en Belgique et en France, Staline résolut de découvrir son jeu.

Le 28 mai, une note fut remise au ministre de Lithuanie à Moscou, accusant son gouvernement d'avoir procédé au kidnapping de quelques soldats soviétiques. Quand le gouvernement lithuanien proposa de confier l'investigation de cette affaire à une commission mixte russo-lithuanienne, Moscou non seulement rejeta cette proposition, mais le jour qui suivit la chute de Paris, le 14 juin, adressa un ultimatum à Kaunas, accusant

les Pays baltes d'avoir formé une conjuration contre l'U.R.S.S. Bien que ces accusations étaient fausses et même ridicules, déjà le 15 juin l'armée rouge occupa la Lithuanie. Dans le but de créer des incidents avec Riga, les gardes-frontière russes attaquèrent le même jour un poste de gardes-frontière lettons en Latgale, et les abattirent.

Le 16 juin 1940, des ultimatums semblables furent également remis à la Lettonie et à l'Estonie, demandant de ne pas s'opposer à l'entrée de l'armée rouge sur leurs territoires et de créer ensuite des gouvernements pro-soviétiques. Bien que c'était un acte brutal de violence, rompant tous les pactes de non-agression et d'assistance en vigueur, que la Lettonie et l'Estonie avaient conclus avec l'U.R.S.S, ces deux pays étaient cependant contraints d'accepter ce diktat-ci du Kremlin. Dans la situation internationale du moment, où le gouvernement Pétain était en train de capituler devant l'Allemagne, la Lettonie et l'Estonie n'étaient pas en mesure de lutter contre les immenses divisions de l'armée rouge. Après avoir reçu l'ultimatum russe, le Président K. Ulmanis s'adressa au ministre allemand à Riga, von Kotze, avec les demandes suivantes: Est-ce que le gouvernement letton pourra acheter des armes en Allemagne, et est-ce que l'Allemagne permettra au gouvernement letton et à l'armée de reculer dans la province de Klaipēda (Memel)? Sans avoir dû consulter son gouvernement, von Kotze donna sa réponse: «L'Allemagne ne s'intéresse pas aux problèmes des États baltes».

Tout le reste ne fut qu'une farce politique, dirigée par Moscou. Les unités motorisées russes entrèrent en Lettonie le 17 juin, occupant le pays par l'Est et par le Sud. Bien que ce n'était pas prévu dans l'ultimatum, le Président K. Ulmanis reçut la visite du fameux Vi-

chinsky, qui était arrivé à Riga et se présentait comme un envoyé spécial du gouvernement soviétique. Il annonça au Président, que celui-ci resterait en fonctions et que seul le gouvernement serait changé.

Sur le même modèle, des émissaires du Kremlin furent envoyés également à Kaunas et à Tallin. La première reçut la visite du Chef du Département de l'Étranger à la N.K.V.D., Dekanozov, tandis que l'autre eut la présence de Jdanov, membre du Politburo. Selon le programme élaboré par Malenkov, dans ces coups d'État les Bolcheviks devaient rester dans la traînée des partis socialistes et des libéraux. Une mise en scène devait être créée, qui donnerait l'impression que les anciens gouvernements étaient obligés de démissionner, non pas grâce à la pression de l'armée rouge, mais en résultat d'une insurrection nationale spontanée. Tout devait se dérouler conformément aux constitutions des Pays baltes; les Présidents de la République devaient nommer les nouveaux gouvernements prosoviétiques.

Vichinsky rendit une seconde visite au Président K. Ulmanis, le 19 juin, et lui remit pour la publication la liste du nouveau cabinet, qui, dit-il, avait été déjà approuvé par Moscou et ne pouvait, par conséquent, être modifié. Afin de cacher encore pendant quelque temps les vrais intentions, ce nouveau gouvernement ne comprenait que deux Bolcheviks clandestins: V. Lācis, auteur de plusieurs romans, au poste du ministre de l'Intérieur, tandis que V. Latkovskis, communiste militant, fut choisi comme chef de la police politique. Tous les autres membres du cabinet furent des hommes politiquement naïfs et insignifiants, avec le Chef du gouvernement A. Kirchenšteins (né en 1872), médecin-vétérinaire ambitieux. Le nouveau gouvernement prit, dès le 20 juin, en main tous les ressorts et libéra

des prisons «les victimes de la terreur plutocratique», environ 200 personnes, condamnées pour activités illégales. Accompagnés par les militants Bolcheviks, arrivés par le navire de guerre russe «Marat», les amnésiés organisèrent des processions de gratitude en l'honneur de leur «libérateur Staline». Les démonstrants portèrent des pancartes, représentant le Président de la République, pourtant formellement en fonction, soit mis dans un cercueil, soit pendu. Ces symboles du pouvoir d'occupation russe laissaient prévoir clairement le déroulement des événements futurs.

Conformément à la ligne générale du Politburo, une loi fut publiée le 5 juillet, selon laquelle de nouvelles élections parlementaires devaient être organisées, les 14 et 15 juillet, simultanément dans les trois Républiques baltes. Comme la loi électorale lettonne autorisait 100 électeurs à présenter leur propre liste de candidats, les partis démocratiques élaborèrent leur programme politique. Cependant, le 9 juillet déjà, le bureau des suffrages des partis en question fut fermé, par ordre du ministre de l'Intérieur, et les candidats les plus notoires de cette liste furent arrêtés et ensuite déportés en Russie. Il en fut de même en Estonie et en Lituanie. Aussi, les électeurs furent mis en présence d'une seule liste, dite du Bloc des ouvriers qui, approuvée par le Kremlin, réunissait les membres du parti communiste, ainsi que leurs adeptes. Bien que de nombreux électeurs boycottèrent ces élections ou introduirent dans les urnes des bulletins maculés, l'agence soviétique TASS annonça cependant, que dans tous les Pays baltes, le Bloc des ouvriers avait recueilli plus de 95% des votes (97,6% en Lettonie). Il est curieux de noter, que par inadvertance cette nouvelle parût dans un journal londonien même 24 heures avant la clôture des élections. Ainsi qu'il fut constaté par la suite,

grâce aux documents retrouvés dans certains bureaux, après que l'armée rouge avait été chassée en été 1941, toutes ces pourcentages des votes n'étaient qu'une oeuvre de falsification des émissaires russes.

De même que les élections du «Parlement du peuple», son activité législative n'était qu'une comédie, mise en scène par le Kremlin, où chaque député avait un rôle à jouer, prévu par avance dans le programme élaboré par la Légation soviétique. Les votes ne furent pas comptés et toutes les personnes présentes à ces spectacles parlementaires, parmi lesquelles figuraient aussi des fonctionnaires de la Légation soviétique, participaient au vote à mains levées des députés. Ces derniers étaient avertis, que tous ceux qui voteraient contre ou s'abstiendraient, seraient remis à la disposition de la police politique de N.K.V.D. Au cours d'une conversation que Molotov eut encore avant ces élections, le 30 juin 1940, avec le ministre des Affaires étrangères du «gouvernement du peuple» lithuanien, le professeur V. Kreve-Mickevicius, le premier aurait reconnu: «Si les tsars russes, depuis Ivan le Terrible, tentèrent d'affermir leurs positions sur la mer Baltique, ils ne le firent pas par ambition personnelle, mais bien dans les intérêts de l'Empire russe. Il serait impardonnable si l'Union Soviétique ne profiterait pas de cette occasion, qui ne se renouvelera jamais. Aussi, les hommes du Politburo ont-ils décidé de réaliser l'incorporation des Pays baltes».

Les trois parlements fantoches des Pays baltes inaugurèrent leurs séances le 21 juillet. Bien que le journal du parti bolchevique letton *Cīņa*, ainsi que le restant de la presse sous le contrôle communiste affirmèrent, que les bruits lancés au sujet de l'incorporation des Pays baltes n'étaient qu'une provocation, les électeurs constatèrent avec stupeur que l'une des premières ma-

tières de l'ordre du jour était justement la proclamation de la République soviétique lettonne. La décision de solliciter Staline de bien vouloir agréer la Lettonie comme République fédérale au sein de l'U.R.S.S., au même titre que l'Ukraine et la Russie Blanche, causa une consternation générale. Les «parlements du peuple» de l'Estonie et de la Lithuanie prirent des résolutions identiques. Enthousiasmés par le bon déroulement du spectacle, Vichinsky à Riga, Jdanov à Tallin et Dekanozov à Kaunas, oublièrent seulement, que conformément aux constitutions des Pays baltes, la question ne pouvait être tranchée par un vote du parlement, mais uniquement par le plébiscite.

Le jour suivant, le 22 juillet, les trois parlements fantoches, sans pouvoir y changer un mot, votèrent les décrets de nationalisation envoyés par Moscou et par lesquels toute la terre avec les édifices, toutes les entreprises industrielles et commerciales, banques et autres établissements de crédit etc. furent décrétés propriété de l'État. Pour payer «les frais d'occupation», le Chef du gouvernement Kirchenšteins donna l'ordre de transférer à la Banque d'État de l'U.R.S.S. (*Gosbank*), les réserves en or et en devises de la Banque de Lettonie, qui se trouvaient à Riga. La Gosbank ne put pas s'approprier, heureusement, les réserves d'or de la Banque de Lettonie, qui étaient déposées en Angleterre et aux États-Unis. Le sous-secrétaire d'État des États-Unis, Sumner Welles dès le 23 juillet déclara à la presse l'attitude de son gouvernement devant le coup d'État et l'incorporation des trois petites républiques baltes, condamnant «de telles procédures détournées, sans distinction du fait si pour leur réalisation on aurait eu recours à la violence ou aux menaces de violence». La position actuelle des États-Unis n'a pas changé à cet égard. Le dernier acte de cette co-

médie ayant pour enjeu l'annexion des Pays baltes, se joua à Moscou dans la 7^e session du Conseil suprême de l'U.R.S.S. La Lithuanie fut incorporée le 3 août, la Lettonie, le 5 août et l'Estonie, le 6 août 1940. Par l'incorporation les Pays baltes avaient cessé d'être des républiques souveraines et sont devenus des «gouvernements nationaux», où automatiquement entrèrent en vigueur toutes les lois de l'U.R.S.S.

Un Conseil suprême fut également nommé en Lettonie, qui, le 26 août, vota un nouveau gouvernement de commissaires du peuple. V.Lācis, ancien ministre de l'Intérieur, en fut nommé le Chef, tandis que A. Kirchenšteins, qui déjà depuis le 21 juillet assumait les fonctions du Président de la République, fut laissé dorénavant à ce poste. Ces journées tragiques furent également décisives pour K. Ulmanis et les membres de son gouvernement. En réalité c'est depuis le 17 juin que K. Ulmanis était un captif des Soviets. Le 22 juillet il fut déporté à Voroshilovsk, dans le Caucase. Presque tous les autres ministres aussi ne tardèrent pas à être arrêtés et déportés.

La constitution de la Lettonie soviétique, dont le texte standardisé avait été fourni par Moscou, entra en vigueur le 30 août. Comme toutes les autres constitutions de Staline, elle contenait le fameux paragraphe 97, qui avait tourné les esprits à tant d'intellectuels et ouvriers de l'Europe Occidentale, qui ignorent qu'en U.R.S.S. le sort des citoyens n'est pas décidé par la constitution, mais par la police politique de N.K.V.D. (aujourd'hui M.V.D.). Ce paragraphe dit notamment: «La liberté de presse, de réunion et de démonstration est garantie aux citoyens de la République soviétique de la Lettonie par la loi—conformément aux intérêts des ouvriers». Cette dernière clause décide tout, car ce ne sont pas les ouvriers et leurs syndicats qui décident

en U.R.S.S. ce qu'il faut entendre par «intérêts des ouvriers», mais uniquement le parti bolchevique et la N.K.V.D. La Lettonie ne pouvait plus disposer que de 5 Commissariats de république seulement, tandis que tous les autres ressorts gouvernementaux n'étaient que des succursales des Commissariats fédéraux à Moscou, les vrais chefs en étaient des vice-commissaires envoyés par le Kremlin.

Les cours de justice indépendantes furent liquidées le 26 novembre 1940 et furent remplacées par des tribunaux soviétiques. La principale tâche de ceux-ci consistait de lutter contre les soi-disant éléments anti-soviétiques. Déjà en août, le vice-commissaire de la Sûreté d'État (N.K.G.B.), I. Serov, accompagné de G. Malenkov, arriva à Riga et commença la réalisation de l'ordonnance No. 001223 concernant la régistration des éléments anti-soviétiques pour leur futur châtiment. On construisit une prison spéciale destinée aux interrogatoires, comportant des cellules de 80 centimètres sur 80, appelées en russe «sobatchniki», c'est à dire, niches de chiens. Les détenus, après de procédés raffinés de la torture, y furent placés «au repos» jusqu'à l'interrogatoire suivant, qui commençait tard dans le soir et durait toute la nuit. Toutes les autres prisons étaient mises également à la disposition de la N.K.G.B. ainsi qu'une armée spéciale, composée surtout d'éléments asiatiques.

Qui étaient alors ces malheureux, qui, tôt ou tard, devaient faire partie des victimes de la N.K.V.D.? Sont compris dans la catégorie les éléments anti-soviétiques: les membres des partis politiques, les nobles, les commerçants, les banquiers, les négociants, les industriels, les officiers de l'armée nationale, les agents de police, les juges, les fonctionnaires supérieurs, le clergé, les rédacteurs de journaux, les émigrants, les citoyens

étrangers, les ex-membres du parti communiste. Cette liste alla même jusqu'à y inclure les philatélistes, espérantistes et toutes les autres personnes qui ont eu des rapports quelconques avec les pays étrangers (par exemple, les scouts, les membres de la Croix-Rouge, de PÉN club). Dans la correspondance officielle de la N.K.V.D., tous ces citoyens des États baltes étaient désignés sous la dénomination technique *byvchyé lioudi*, c'est à dire «ex-hommes». Seule la police politique était maître de leur sort, que les Bolcheviks régénérèrent le 20 décembre 1917 sous la désignation de *Tchéka* et rebaptisèrent en 1923 sous le nom de *Guépéou* (G.P.U.). En 1934, elle fut incluse dans le Commissariat de l'Intérieur (N.K.V.D.), mais plus tard adjointe au Commissariat de la Sûreté d'État (N.K.-G.B.).

Le journal du gouvernement soviétique les *Izvestia* écrivit le 19 décembre 1927 que «la Tchéka ne pourra être liquidée avant que le dernier capitaliste ne soit exterminé dans le monde». Bien qu'en Lettonie 1,7% seulement de tous les habitants vivaient de revenus, que leur apportaient des capitaux, des entreprises ou des pensions, tous les paysans possédant tout au plus de 30 ha. de terres, furent inclus dans la catégorie de bourgeois des campagnes, par conséquent considérés comme éléments anti-soviétiques. 27% de toutes les fermes en Lettonie appartenirent à une telle catégorie; c'est dire que leurs anciens propriétaires et les membres de leur famille étaient destinés à la liquidation.

Quand tous les groupes ci-dessus mentionnés furent dûment enregistrés, leur arrestation et leur déportation vers les camps d'esclavage en Russie commença simultanément dans les trois Pays baltes dans la nuit du 13 au 14 juin 1941. Conformément à l'instruction de Serov, les chefs de famille furent séparés de leurs

femmes et de leurs enfants. Les détenus furent transportés vers les gares de chemins de fer, où des trains de wagons de bétail avaient été rassemblés par avance. Les fenêtres des wagons étaient fermées par des barreaux et la seule installation de toilette était un trou percé au milieu du plancher. Les échelons des déportés se trouvèrent en route pendant tout un mois ou même plus, et finirent par être déchargés quelque part en Sibérie ou à l'extrême Nord de la Russie d'Europe, pour être partagés ensuite entre les camps de travaux forcés. Une partie des déportés mourut de soif ou de maladies déjà en cours de route, tandis que 50-70% furent exterminés dès 1942 en travaillant dans la taïga sibérienne ou dans des mines au-delà du cercle polaire, avec une nourriture insuffisante et dépourvus de vêtements appropriés.

Une ordonnance téléphonée de Moscou, le 13 juin, prévoyait la déportation de 16.300 personnes. Comme quelques centaines réussirent à se sauver, la registration, qui fut établie plus tard par la Croix Rouge, rassembla des informations détaillées au sujet de 15.081 déportés. Ce chiffre comprenait 6.447 hommes, 5.302 femmes et 3.332 enfants de moins de 16 ans, dont 291 nourrissons, ainsi 315 personnes de plus de 70 ans. Ne sont pas inclus dans ces chiffres 7.670 individus arrêtés déjà auparavant par la N.K.V.D., dont 1.488 furent retrouvés plus tard abattus et jetés dans des fosses communes, aux environs de Riga. D'autre part 13.000 autres personnes furent emmenées par l'armée rouge en fuite, au début de la guerre russo-germanique, en juin 1941, en particulier des chauffeurs, cheminots et marins, ainsi que les anciens officiers de l'armée nationale. En additionnant ces différents chiffres de victimes, le nombre des déportés et tués se monte à 34.000, soit 1,8% de la population de la Lettonie.

Parmi les déportés se trouvèrent aussi 1953 élèves des écoles, 372 instituteurs et professeurs, de nombreux écrivains connus, des artistes et des savants distingués aussi que 20% de membres du dernier Parlement à l'exclusion d'aucun parti. Cela signifie, qu'à l'occasion d'une occupation russe dans d'autres pays, ce même pourcentage de déportés donnerait 2.400.000 personnes aux États-Unis, 865.000 en Grande-Bretagne, 747.000 en France, 882.000 en Italie et 500.000 en Espagne. Il ressort des documents, retrouvés ultérieurement que les déportations du 13/14 juin n'étaient qu'une partie du plan préparé par la N.K.V.D., qui prévoyait la déportation de plusieurs centaines de mille de citoyens des Pays baltes dans 27 et 28 juin 1941. Cette dernière action en cours ne put être réalisée, car déjà le 22 juin l'Allemagne et les puissances de l'Axe déclarèrent la guerre à l'U.R.S.S.

Parallèlement à la décimation physique des peuples baltes, se déroulait aussi leur «rééducation spirituelle». Le slogan «lux ex Oriente» fut répété quotidiennement par la machine de propagande bolchevique. Des milliers de livres, ouvrages d'auteurs lettons et occidentaux furent retirés de toutes les bibliothèques publiques. On rassembla les bibles, psautiers, livres de hymnes et calendriers d'Église et on en fit de la pâte à papier. Tous les anciens journaux et revues furent suspendus et les maisons d'édition fermées. Les trois facultés de théologie de l'Université à Riga furent closes et leurs bibliothèques confisquées. L'enseignement religieux fut remplacé par le Cours du Parti bolchevique, rédigé par Staline, lequel était employé comme écriture sainte par la nouvelle Église athéiste militante. Les décrets de nationalisation se rapportèrent également aux églises, presbytères et cimetières. Des entrepôts de l'armée, des cinémas et des stations

de tracteurs furent installés dans plusieurs églises. Il était interdit aux fonctionnaires et aux membres des syndicats de baptiser leurs enfants, de contracter un mariage religieux et d'appeler le prêtre à l'occasion des obsèques. L'autorisation de la cellule du Parti devait être sollicitée pour les services religieux tenus dans des cimetières, écoles ou habitations privées, parfois même pour le culte dans l'Église. Le nonce apostolique et les autres diplomates furent expulsés, afin de séparer les Pays baltes au moyen du «rideau de fer». 29 ecclésiastiques catholiques furent déportés en Russie, tandis que 12 furent assassinés, après avoir été parfois marqués d'une croix au fer rouge, la tête ceinte d'une couronne de fils barbelés ou même, vivants, ayant en leur peau arrachée. Le système scolaire antérieur fut également complètement détruit. Afin de contrôler l'activité des instituteurs et soviétiser la jeunesse, on créa dans les écoles primaires des clubs de pionniers rouges, tandis que dans les écoles secondaires on créa les cellules de la jeunesse communiste.

En déclarant la guerre à l'U.R.S.S., Hitler se présentait comme le libérateur du joug communiste. Les peuples baltes croyaient, que l'heure de la libération des leurs pays venait vraiment de sonner. Dès le 1 juillet 1941, Riga avait été nettoyée des troupes de l'armée rouge. Mais les illusions cessèrent bientôt et le réveil en fut d'autant plus amer. Le 17 juillet le Gauleiter du Schleswig-Holstein, H. Lohse, fut déjà installé *Reichskommissar* dans le soi-disant *Ostland*, auquel, en plus de trois États baltes, on adjoignit la Russie Blanche. Il avait pour siège Riga et avait sous ses ordres 4 commissaires-généraux, notamment à Tallin, Riga, Kaunas et Minsk. Les principes de la politique allemande orientale, élaborés par Alfred Rosenberg dans un memorandum spécial, étaient suivants:

colonisation des Pays baltes par les Allemands de la Russie et par les soldats démobilisés; transplantation des Baltes dans les régions russes limitrophes; l'intelligentsia hostile aux Allemands devaient être déportée et exterminée.

L'occupation allemande dura de 1941 à 1945. Les commissaires russes furent remplacés par ceux des Allemands, la N.K.V.D. — par la *Gestapo*, tandis que la *Notenbank Ostland* relayait la *Gosbank* russe et la *Gesellschaft m. b. H.* des trusts russes de l'industrie et du commerce. La terre, les immeubles, les banques et les entreprises nationalisés par les Bolcheviks furent décrétés propriété du *Reich*. Chaque moment démontrait davantage qu'idéologiquement les deux régimes totalitaires étaient jumeaux. La police politique censurait toutes les publications religieuses et conformément au décret du 19 juin 1942 la nomination des prêtres nécessitait l'autorisation du Commissaire général. L'enseignement de l'Ancien Testament fut pros crit dans les écoles et ce n'est qu'en 1943 que la réouverture des facultés de théologie fut autorisée. Au mois d'octobre 1944, sous la surveillance de la *Gestapo*, on procéda à la déportation en Allemagne de l'archevêque luthérien, du métropolite orthodoxe et de 3 évêques catholiques.

Les anciens propriétaires des exploitations agricoles n'étaient que des fermiers, qui pour les besoins de l'économie allemande de guerre furent astreints à verser des redevances en nature particulièrement lourdes, à des prix dérisoires. La *Landbewirtschaftungsgesellschaft Ostland*, créée le 16 janvier 1942, gérait les propriétés rurales nationalisées. Ce n'est qu'à la suite de la capitulation à Stalingrad de la 6^e armée allemande que fut entreprise par décret du 18 mars 1943 la dénationalisation de ces propriétés. Sous forme de «cadeaux»

24% de toutes les fermes en Lettonie furent rendues aux paysans (en Estonie seulement 12%).

Par leur système économique et leurs méthodes d'administration, les Nazis furent les dignes successeurs des Bolcheviks. Les Juifs furent rassemblés dans des quartiers encints de *ghetto* et subirent un régime aussi bestial que celui, dont les patriotes lettons avaient fait les frais sous l'occupation russe. Des commandos spéciaux de Nazis furent désignés pour l'extermination des Juifs. Ainsi la *Stablecker Einsatzgruppe* abattit à elle seule en l'espace de 3 mois, jusqu'au 15 octobre 1941, 71.105 Juifs en Lithuanie et 30.025 en Lettonie. Pendant toute la durée de l'occupation, les Nazis exterminèrent 80.000 Juifs en Lettonie. Comme un large mouvement de résistance se déclancha dans de telles conditions, la police de Himmler entreprit également la persécution des Lettons. Plusieurs camps de concentration furent installés (celui de Salaspils comptait à lui seul 6.000 internés), qui furent progressivement vidés et les détenus furent envoyés en Allemagne, notamment vers les camps de Stutthof (près de Danzig), de Dachau (près de Munich), Flossenbourg et autres. Environ 10.000 ouvriers et paysans lettons furent déportés en Allemagne par l'*Arbeitsamt*, pour les faire travailler dans l'industrie de guerre, tandis que 23.000 élèves furent mobilisés dans l'armée allemande à titre de secouristes (*Hilfswillige der Wehrmacht - HiWi*).

Dès l'automne 1941, les Allemands entreprirent la formation de bataillons dits «de police», où ils incorporèrent les policiers lettons et les membres de la garde territoriale (*Aizsargi*), leur promettant de les libérer à l'issue de quelques mois. Il n'en fut rien et ces bataillons (environ 15.000 hommes) furent éparpillés en petites unités tout le long du front oriental, de la Finlande jusqu'à la mer Noire. En automne 1942, les

autorités d'occupation entamèrent des pourparlers avec les directeurs-généraux de l'administration lettonne (*Pašpārvalde*), nommés par elles, en vue de la formation d'unités de volontaires d'armée nationale. Comme les Lettons demandaient la restauration de la souveraineté de la Lettonie, les conversations échouèrent. Cependant, à la suite de la défaite de Stalingrad, Hitler publia un décret, datant du 10 février 1943 et ordonnant la formation d'une Légion de volontaires lettons.

Afin de tourner les clauses de la Convention de la Haye de 1907, défendant aux forces d'occupation d'effectuer la mobilisation, Hitler désigna la Légion lettonne comme «volontaire». 146.000 Lettons en tout furent enrôlés par force dans la légion et dans les différentes unités de l'armée allemande. La légion était constituée par deux divisions (15^e et 19^e), qui furent envoyées sur le front de Leningrad. Ensuite, au cours de durs combats de retraite, elles tentèrent en été et en automne 1944 d'arrêter l'invasion de la Lettonie par l'armée rouge. Après la réoccupation par les Russes de toute la Lettonie Orientale et la chute de Riga, le 13 octobre 1944, une partie de la 15^e division lettonne fut transférée en Poméranie, tandis que la 19^e division resta en Courlande, où jusqu'au jour de la capitulation, le 8 mai 1945, elle défendit vaillamment aux côtés de l'armée allemande son secteur contre la grosse supériorité de l'armée rouge. Après la capitulation, la 19^e division fut faite prisonnière par les Russes et condamnée aux travaux forcés en Russie. La 15^e division recula vers l'Ouest et se rendit aux Alliés. Aucun de ces régiments n'avait à aucun moment combattu contre les puissances démocratiques alliées.

Au cours de sa retraite des Pays baltes en 1944, l'armée allemande appliqua la stratégie de la «terre brû-

lée». Non seulement les ponts, les chemins de fer, les gares et autres objectifs militaires furent minés ou détruits par l'artillerie, mais même des écoles, des églises ou des édifices privés. Ainsi la vieille métropole du Duché de Courlande, Jelgava, fut rasée par les bombardements des avions russes et de l'artillerie allemande. De même Daugavpils, capitale de la Latgale, ainsi que toute une quantité d'autres villes furent transformées en ruines.

Ce fut le début du dernier acte de la tragédie des Pays baltes. Chassés de leurs logis, effrayés par la terreur rouge, persécutés par les deux forces d'occupation ou désirant suivre leurs chefs de famille mobilisés ou déportés, les gens, appartenant à toutes les classes sociales et à toutes les professions, se rendirent en exil forcé ou volontaire en Allemagne. D'autres, au péril de leur vie, se réfugièrent en Suède dans barques de pêche. Environ 200.000 réfugiés baltes se concentrèrent ainsi dans les zones occidentales de l'Allemagne, dont 115.000 Lettons. Les organisations U.N.R.R.A. et ensuite l'I.R.O., créées par les Alliés, accueillirent ces personnes à titre des réfugiés politiques. Ils se rendirent plus loin en émigration, aux États-Unis (37.000), en Angleterre, en Australie et au Canada, afin d'y continuer leur lutte contre le communisme et l'impérialisme russe.

Dans les Pays baltes réoccupés la police politique continue son oeuvre bestiale du génocide. Dans le système soviétique, la terreur constitue une institution permanente. La seule ville de Liepāja, qui en 1945 ne comptait plus que 40.000 habitants, fournit 70 wagons de cargaison humaine, comprenant chacun 80 personnes, qui furent déportées en Russie. Bien que, formellement, les trois républiques soviétiques baltes, sont régies par des gouvernements nationaux, et maintenant

les nombreux commissariats ont été rebaptisés ministères, le vrai maître en est le Politburo de Moscou. On constata au cours du 10^e Congrès du parti bolchevique letton, en 1949, que les 489 délégués, qui y participèrent, ne représentaient que 31.000 membres du parti, soit 1,5 % de toute la population; 53 % seulement de ces délégués étaient Lettons. La majeure partie du parti est formée par les fonctionnaires (55 %), tandis que les paysans n'en font que 7 %. Ainsi ces derniers sont dominés et exploités par la caste bureaucratique dirigée par le parti communiste.

Afin de s'octroyer les sympathies paysannes, les occupants russes effectuèrent en 1944/45 une seconde réforme agraire, incluant dans le fonds foncier de l'État les terres desdits «ennemis du peuple» et des émigrants. Les «bourgeois de campagne» ne purent exploiter que 20 hectares, tandis que la quote-part des pauvres fermiers fut élevée de 10 ha. à 15 ha. Bien que le slogan de cette réforme fut «la terre aux sans-terriens», les paysans ne croyaient pas à cette réforme et tendaient à réclamer la terre, qui leur était prévue par la loi. Cette méfiance était fondée. Le vrai but des Bolcheviks était de créer dans les Pays baltes les kolkhozes, c'est à dire d'exploitations collectives, qui ont l'aspect de coopératives agricoles, mais ne sont à vrai dire que des anciens manoirs féodaux avec les corvées et les rations de famine. La rémunération du travail paysan, qui est partagée entre les membres du kolkhoze ne forme que 15 à 20 % de la valeur annuelle des récoltes. Tout le reste va à l'État, aux impôts, aux salaires des fonctionnaires, à la caisse du parti et aux stations de tracteurs.

En 1947 la Lettonie ne comptait que 4 kolkhozes. Après de tels échecs, les Bolcheviks entreprirent au cours de 1948/49 une lutte intransigeante afin de con-

traindre les paysans à faire partie des kolkhozes. Une déportation de grande envergure fut effectuée dans les trois Pays baltes, dépassant celle de juin 1941 et fut dirigée tout particulièrement contre les paysans. Elle commença en Lettonie le 24 mars 1949, pour se terminer le 27 mars; au moins 50.000 paysans furent déportés. Le parti bolchevique put annoncer ensuite le 1 mai 1950 que 97% de toutes les exploitations agricoles étaient collectivisées. Cette collectivisation forcée fut réalisée par la violence, la famine et les déportations en masse. Ainsi 4.115 kolkhozes sont créés, comportant chacun en moyenne 800 hectares de terres agricoles. Aucun paysan du kolkhoze n'est en droit de le quitter sans l'autorisation du parti. Par contre, il peut en être exclu s'il ne fournit pas les normes de travail exigées, ce qui entraîne sa condamnation pour sabotage. De sorte, le paysan, ainsi que l'ouvrier de l'usine, est attaché à son lieu de travail comme à l'époque du servage et a été entièrement prolétarisé. Il ne peut tenir pour son jardin familial que 0,25 à 0,60 ha., 1 vache, 1 porc et quelques brebis. De lourds impôts viennent à gréver même cette petite exploitation privée. Par suite des déportations, la population lettonne est fortement décimée, tout particulièrement en ce qui concerne des mains-d'oeuvre masculines, tandis que le nombre absolu des habitants s'est augmenté. Ce sont des colons et des fonctionnaires russes. Par l'initiative de Khroustchev, le Politburo décida en 1951 à réunir les petits kolkhozes en des grosses «villes de campagne» (agrorod). Après cette nouvelle expérience le nombre des kolkhozes en Lettonie fut réduit de 4.115 à 1.513, ce qui nous donne une moyenne de 1.265 ha. des terres arables par kolkhoze ou de 6 ha. par paysan collectivisé dont le nombre (au 1 janvier 1952) était 380.000. Comme seulement 40% des travaux agraires étaient

mécanisés et les champs des anciennes fermes isolées, à l'exception de Zemgale, n'étaient guère appropriés au travail de tracteurs, en avril 1953, 35,4% de terre labourable restait incultivée. Les récoltes moyennes furent plus maigres qu'en 1939 et, par conséquent, les Bolcheviks ordonnèrent de cueillir les épis aux champs moissonnés.

L'élevage du bétail s'est réduit catastrophiquement. Comme la statistique véritable est un secret d'État soviétique, on parle toujours en pourcentages se rapportant à une base qui est tenue secrète. Au décembre 1951, dans le 11^{me} congrès du parti, où, de 480 délégués, ne furent que 50% de Lettons, le secrétaire russe du parti communiste letton annonça que selon le plan jusqu'en 1955, l'effectif du bétail doit être augmenté 2, mais celui des porcs 3 fois. Sans doute, on espère atteindre le niveau de l'année 1939. Pour que le bétail collectivisé ne périsse pas par manque de pâture, le parti ordonna aux kolkhoziens de nourrir le bétail avec de la bruyère et des branches du bois hachées. Selon le rapport du secrétaire, en 1950, les kolkhoziens ont reçu pour leur travail, sans compter quelques kilogrammes de grains et de pommes de terre, 152,4 millions de roubles, c'est-à-dire seulement 400 roubles par an sur chaque paysan. C'est le salaire mensuel moyen d'un ouvrier industriel.

Comme dans le système soviétique les ouvriers et les paysans constituent toujours des classes distinctes et, du moins théoriquement, les premiers sont favorisés, il était devenu nécessaire de contraindre les paysans rétifs à fournir leur part de sacrifice pour l'industrialisation des Pays baltes. Si, en 1939, dans l'industrie lettonne travaillaient 117.526 personnes, parmi lesquelles seulement 12,5% dans les bureaux et dans l'administration, selon le rapport cité du Comité central, en 1951, l'ef-

fectif des ouvriers industriels aurait augmenté 2,5 fois, c'est-à-dire aurait accru jusqu'à 293.750, y compris les fonctionnaires, ce qui constitue 20% du nombre total des individus travaillant dans l'industrie. Le pouvoir y est également dans les mains des bureaucrates, fidèles au régime, qui ont fourni, en 1951, 66,6% des délégués au congrès du parti. En 1951, l'effectif du parti communiste letton fut 40.000, c'est-à-dire seulement 1,9% des habitants, parmi lesquels furent environ 20.000 Lettons. Si dans la Lettonie «ploutocratique» le rapport des salaires les plus hauts et les plus bas fut 1:12, dans le «paradis des ouvriers», la Russie, ce rapport est 1:80-100. Le directeur d'une fabrique ou d'un trust touche un salaire de 50 - 60 fois plus fort qu'un simple ouvrier, sans parler de maîtres du parti, de chefs de police et de généraux de l'armée, qui peuvent toucher un salaire jusqu'au 30.000 de roubles. Dans cet Empire avec «une constitution la plus démocratique du monde», on a réalisé le principe de donner à chacun des biens de ce monde non pas «selon son travail», mais «selon ses besoins».

Malgré l'industrialisation forcée, effectuée dans les Pays baltes, l'organisation du travail est faible et la productivité moyenne de chaque ouvrier a baissé de 30%. Seule l'industrie lourde travaille relativement bien, étant soumise directement à Moscou et satisfaisant les besoins de la Russie; par conséquent, elle est mieux pourvue de mains-d'oeuvre, de matières premières et du chauffage. Ces établissements fournissent 50% de la valeur brute de l'industrie totale de Lettonie. De même la production des autres entreprises est destinée aux «républiques fraternelles»; de là un manque chronique de biens de consommation industriels. De même on souligne dans tous les congrès du parti la production insuffisante des branches indust-

rielles qui fournissent le marché intérieur de Lettonie. Cependant, en comparaison à la vie des kolkhozes, devenue enfer, la situation des ouvriers et des fonctionnaires citadins est moins détestable. L'affluement du peuple dans les villes, où les gens se rendent légalement et illégalement, tandis que la campagne reste vide, crée des conséquences: dans les kolkhozes n'habitent que femmes, vieillards et enfants, qui sont forcés d'accomplir les travaux les plus lourds, tels que labourer la terre et fendre du bois, ce qui est motivé par égalité des femmes et des hommes.

L'hierarchie soviétique occupe une place démesurée. Si en 1939 la Lettonie ne possédait que 11 ministères, en 1952 on les compte déjà 24. Là il faut ajouter 70 membres du Comité central communiste, chacun gouvernant son secteur. Comme les directeurs des usines et des trusts, aussi les véritables chefs des ministères et du parti sont des Russes. La lutte pour la succession de Staline dans le Kremlin, déforme ce personnel gouvernant des pays occupés en marionettes sans visage propre, menacées des déplacements, des chutes et des épurations permanentes.

Malgré le succès gigantesque, proclamé dans la presse du parti—évidemment en pourcentages—concernant le progrès culturel, on doit dire le même que de toute autre statistique soviétique: «tout ceci progresse, marche et avance irrésistiblement, toujours mieux, toujours plus haut... mais combien bon, cela reste une affaire de foi et un secret d'État» (H.Luthy). Parfois seulement les hauts fonctionnaires soviétiques soulèvent involontairement un bout du Rideau de fer, en découvrant la vérité de la vie réelle. Ainsi, en 1953, il devint évident que seulement 95 de 321 membres du corps d'enseignement à l'Université de Riga sont des gradués. C'est facile à comprendre, puisqu'en 1944,

70% du corps d'enseignement supérieur de Riga et Jelgava ont émigré et seulement 154 personnes sont restées, dont la plupart après quelque temps furent déportées ou déplacées.

Les nombreuses tentatives faites par le Kremlin en vue d'une reconnaissance internationale de l'annexion des Pays baltes, se sont toutes soldées par un échec total ou partiel. Bientôt après les incorporations desdits États effectuées par le Conseil supérieur à Moscou de 3 à 6 août 1940, ladite annexion fut reconnue par les Puissances totalitaires de l'Axe, par quelques gouvernements des États occupés, par la Suède et le Portugal. C'était un acte inamical des membres de la Société des Nations qui le 11 mars 1932 votait une résolution selon laquelle: «Aucun empiètement sur l'intégrité territoriale et aucune atteinte à l'indépendance politique d'un membre de la S.D.N. . . . ne sauraient être reconnus comme valables et effectifs par les membres de la S.D.N. . . . Les membres de la S.D.N. sont tenus de ne reconnaître aucune situation, aucun traité ni aucun accord qui pourraient être obtenus par des moyens contraires au Pacte de la S.D.N.».

Cette règle, non compris de simples conjonctures diplomatiques, par lesquelles se régla la Suisse reconnaissant en 1946 l'incorporation des Pays baltes, a une valeur juridique permanente. Les États-Unis vers lesquels s'est portée une grande partie des exilés baltes, ont pris à cet égard vis-à-vis de ces États une position catégorique et cette position vaut pour toute la partie du monde qui vit sous un régime de liberté. Par des déclarations formelles, maintes fois répétées sous la signature de leur secrétaire du Département d'État, les États-Unis ont souligné que les États baltes existent toujours et leur annexion n'a pas de place en droit international. Aussi d'autres États affirment ouverte-

ment leur sentiment politique en maintenant intactes les relations diplomatiques antérieures à l'annexion: tels le Brésil, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Vatican (A. de La Pradelle).

Alarmé par la politique du Kremlin, le gouvernement letton déjà au commencement de 1940 décida à accorder des pleins pouvoirs à un ministre à l'étranger qui ne perdit pas la liberté d'action. Le porteur de ces pouvoirs, selon l'ordonnance adoptée dans la séance du Conseil des Ministres du 17 mai 1940, devint M. Ch. Zarins, ministre à Londres, et M. A. Bilmanis, ministre à Washington, son substitut. Quand il était décédé, le 26 juillet 1948, M. Ch. Zarins nomma à Washington M. J. Feldmans comme chargé d'affaires (décédé le 16 août 1953).

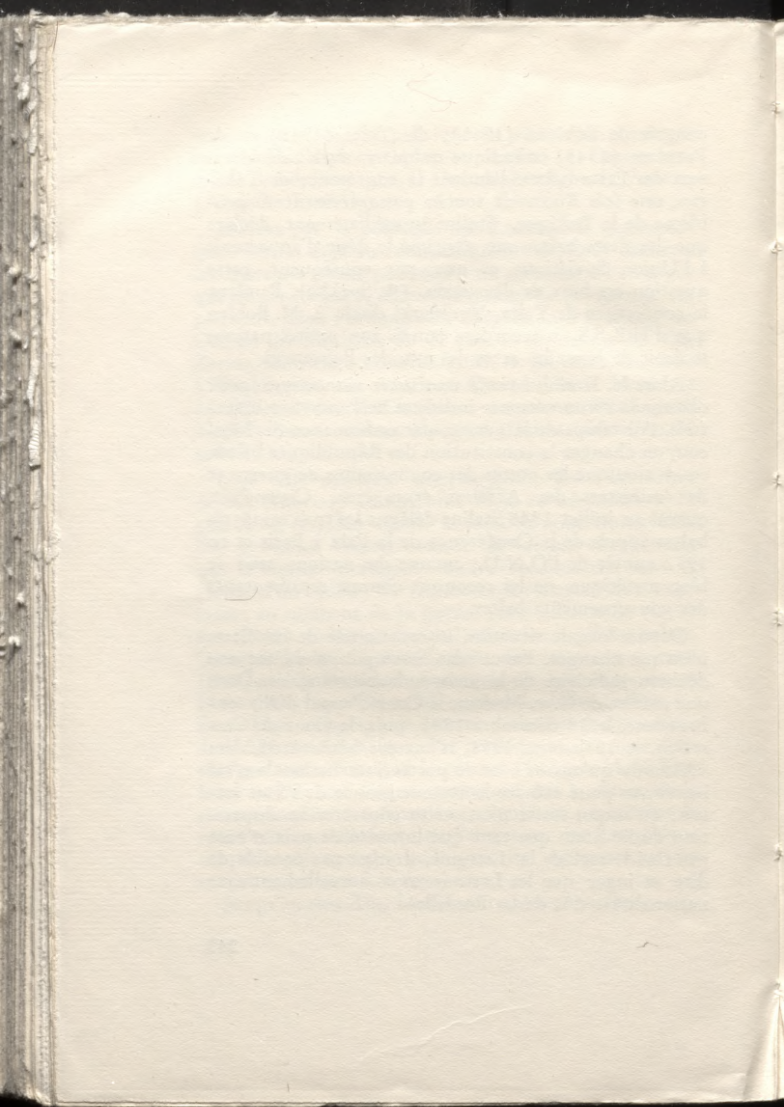
Une telle situation internationale des Pays baltes déplut beaucoup au Kremlin. Déjà au décembre 1941 quand M. A. Eden arriva à Moscou pour traiter l'alliance, Staline voulait obtenir de lui un engagement que la Grande-Bretagne voudra reconnaître, sous la forme d'un pacte, les frontières soviétiques qui existaient au moment de la guerre russo-allemande (le 22 juin 1941). Cela signifierait l'annexion des États baltes. Quoique M. W. Churchill, dans une lettre du 7 mars 1942, pria le Président Roosevelt de donner les mains libres pour signer le traité, comme le désire Staline, les États-Unis s'opposaient à cette violation des principes de la Charte Atlantique. Par conséquent, le pacte d'assistance mutuelle, signé le 26 mai 1942 par M. V. Molotov et M. A. Eden, ne contenant pas la clause de la reconnaissance des frontières, signifiait néanmoins la reconnaissance de facto de l'annexion des États baltes, ce qui rendit encore pire la situation diplomatique des ministres baltes à Londres.

Jusqu'ici rien dans les mémoires des participants aux

congrès de Téhéran (1943), de Yalta (1945) et de Potsdam (1945) n'indique qu'on y aurait décidé le sort des États baltes. Pendant la conférence de Téhéran, une fois Roosevelt toucha passagèrement au problème de la Baltique. Staline immédiatement déclara que les États baltes ont exprimé le désir d'appartenir à l'Union Soviétique et que, par conséquent, cette question est hors de discussion. (A. Spekke). Pendant la conférence de Yalta, Vychinski disait à M. Bohlen que l'U.R.S.S. n'accordera jamais aux petites nations le droit de juger les actes des grandes Puissances.

Alors le Kremlin tenta une autre manoeuvre pour obtenir la reconnaissance indirecte de l'annexion effectuée. Au temps de la guerre, par ordonnance de Moscou, on changea la constitution des Républiques baltes, en y ajoutant les postes des commissaires de guerre et des ministres des Affaires étrangères. Cependant, quand au juillet 1946 Staline délégua les trois ministres baltes auprès de la Conférence de la Paix à Paris et en 1952 auprès de l'O.N.U., aucune des nations, sauf le bloc soviétique, ne les reconnut comme représentants des gouvernements baltes.

Depuis lors, la situation internationale de ces États n'est pas changée. En ce sens, nous pouvons citer une décision judiciaire de la jurisprudence française. Dans une affaire de G. v. Medem, la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, le 28 décembre 1945, puis, la Cour de Cassation, le 10 janvier 1951, n'ont pas hésité à décider: «Attendu qu'aucun acte de portée internationale n'est intervenu pour effacer la reconnaissance de l'État letton; qu'aucun traité n'est venu consacrer la disparition dudit État; que tant que le traité de paix n'aura pas fixé le sort de la Lettonie, il n'est pas possible de dire et juger que les Lettons sont actuellement sans nationalité». (A. de La Pradelle).



BIBLIOGRAPHIE

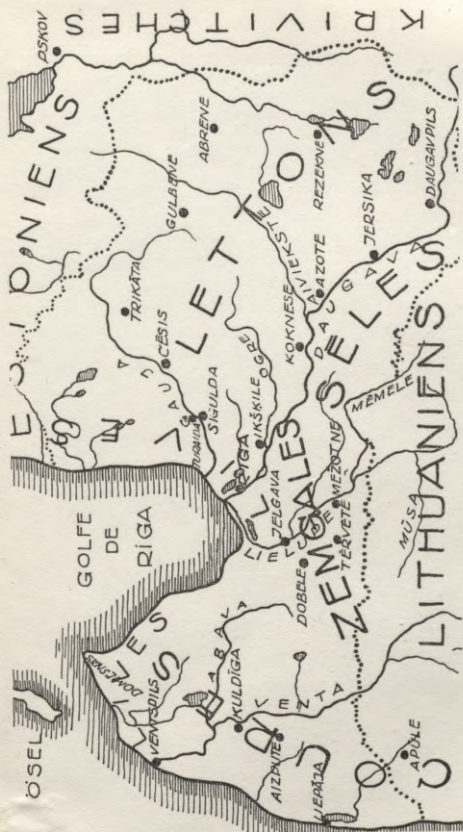
- Albat, H. Recueil des principaux traités conclus par la Lettonie avec les pays étrangers 1918—1928. Riga 1928.
- Arbusow, L. Grundriss der Geschichte Liv-, Est- und Kurland. Leipzig 1921.
- Arne, T. La Suède et l'Orient. Uppsala 1914.
- Arnell, St. Die Auflösung des livländischen Ordensstaates. Lund 1937.
- Backmann, G. Antropologische Beiträge zur Kenntnis der Bevölkerung Lettlands. Riga 1925.
- Balodis, Fr. Det äldsta Lettland. Stockholm 1940.
- Balodis, Fr. La Lettonie du 9-me au 12-me siècle. Riga 1936.
- Balodis, Fr. Die Burgberge Lettlands, Studi Baltici VIII, 1941—1942.
- The Baltic Review 1945—1948. Stockholm.
- The Baltic States. A Survey of the political and economical structure and the foreign relations of Estonia, Latvia and Lithuania. London 1938.
- Baltische Lande, hrsg. von A.Brackmann und C.Engel, I. Leipzig 1939.
- Bilmanis, A. Latvian-Russian Relations. Washington 1944.
- Bilmanis, A. Latvia under German Occupation, I—II. Washington 1942.
- Bilmanis, A. A History of Latvia. Princeton 1951.
- Bray, Count de. Essai critique sur l'histoire de la Livonie. Dorpat 1817.
- Camena d'Almeida, P. États de la Baltique. Géographie Universelle, V. Paris 1932.
- Ceichners, A. Was Europa drohte. Die Bolschewisierung Lettlands. Riga 1943.
- Chambon, H. de. Origines et Histoire de la Lettonie. Paris 1933.
- Congressus primus historicorum Balticorum. Riga 1937.
- Devoto, G. Le origini e la lingua dei lettoni. Il mondo d'oggi. Roma 1939.
- Douzat, A. L'Europe linguistique. Paris 1940.

- Dunsdorfs, E. Der grosse schwedische Kataster in Livland. Stockholm 1950.
- Eckert, W. Kurland unter dem Einfluss des Merkantilismus. Riga 1927.
- Endzelins, J. Lettische Grammatik. Riga 1922.
- Fischer, L. The Soviets in World Affairs, I—II. London 1930.
- Fontes historiae Latviae medii aevi, I—II, publ. par A. Švābe. Riga 1937—1939.
- Goltz, R. von der. Meine Sendung in Finnland und im Balticum. Leipzig 1920.
- Gorkin, J. General El Campesino. La vie et la mort en U.R.S.S. Paris 1950.
- Graham, M. W. The Diplomatic Recognition of the Border States, III. Berkeley 1941.
- Grant, A. J. and Temperley, H. L. Europe in the 19th and 20th Centuries. London 1948.
- Henricus de Lettis. Henrici Chronicon Livoniae ex recensione W.Arndt. Hannover 1874.
- Jonval, M. Les chansons mythologiques lettonnes. Paris 1929.
- Kleijntjens, J. Fontes historiae Latviae Societatis Jesu, I—II. Riga 1940—1941.
- Kristian, A. The Right to Self-determination and the Soviet Union. London 1952.
- Kruus, H. Histoire de l'Estonie. Paris 1935.
- La Pradelle, A. de. Commentaires sur la valeur juridique respective de deux décisions judiciaires. Paris 1953.
- Latvju Enciklopēdija, publ. sous la direction de A.Švābe. Stockholm 1950 sq.
- Die Letten, Aufsätze über Geschichte, Sprache und Kultur der alten Letten. Riga 1930.
- Lettonie, vingt années d'indépendance, publié sous la direction de R.Bērziņš et S.Vidbergs. Riga 1938.
- Ligers, Z. Histoire des villes de Lettonie. Paris 1946.
- Livländische Reimchronik, hrsg. von A.Meyer. Paderborn 1876.
- Mannhardt, W. Die Letto-Preussische Götterlehre. Riga 1936.
- Meillet, A. Les langues dans l'Europe nouvelle. Paris 1918.
- Meuvret, J. Histoire des Pays Baltiques. Paris 1934.
- Mirkine-Guetzevitch, B. Les Constitutions de l'Europe nouvelle. Paris 1928.
- Montfort, H. de. Les nouveaux États de la Baltique. Paris 1933.
- Mülenbachs, K. et Endzelins, J. Lettisch-deutsches Wörterbuch, I—V. Riga 1923 sq.
- Nazi-Soviet Relations 1939—1941, ed. by R. J. Sontag and J. S. Beddie. Washington 1948.

- Nerman, B. Die Verbindungen zwischen Skandinavien und dem Ostbaltikum in der jüngeren Eisenzeit. Stockholm 1929.
- Niitemaa, V. Die undeutsche Frage in der Politik der livl. Städte im Mittelalter. Helsinki 1949.
- Pick, F. The Baltic Nations. London 1945.
- Plantie-Cazejus, A. La Constitution de la Lettonie. Toulouse 1925.
- Puaux, R. Portrait de la Lettonie. Paris 1937.
- Rei, A. Nazi-Soviet Conspiracy and the Baltic States. London 1948.
- Rossi, A. Deux ans d'alliance germano-soviétique. Paris 1949.
- Segreste, M. La Lettonie. Paris 1930.
- Skujenieks, M. Atlas statistique de la Lettonie. Riga 1938.
- Spekke, A. History of Latvia. Stockholm 1951.
- Spekke, A. La Lettonie et le problème Baltique. Paris 1952.
- Spekke, A. I popoli baltici nel primo millennio dell'era cristiana. Roma 1938.
- Spekke, A. Alt-Riga im Lichte eines humanistischen Lobgedichts vom Jahre 1595. Riga 1927.
- Spekke, A. A brief cartographic-iconographic view of the Eastern Baltic coast. Imago Mundi. Stockholm 1948.
- Švābe (Schwabe), A. Grundriss der Agrargeschichte Lettlands. Riga 1928.
- Švābe, A. Histoire agraire de la Lettonie. Riga 1929.
- Švābe, A. Quellen zur Wirtschaftsgeschichte Livlands 1553—1618. Riga 1941.
- Švābe, A. The Story of Latvia. A historical Survey. Stockholm 1949.
- Švābe, A. Genocide in the Baltic States. Stockholm 1952.
- Tobien, A. von. Die Agrargesetzgebung Livlands im 19 Jahrhundert, I—II. Berlin 1899—1911.
- Tranche-Roseneck, A. von. Zur Geschichte des Lehnswesens in Livland. Riga 1903.
- Tranche-Roseneck, A. von. Die lettische Revolution, I—II. Berlin 1908.
- Uluots, J. Grundzüge der Agrargeschichte Estlands. Tartu 1935.
- Vigrabs, J. Die Rosensche Deklaration vom J. 1739. Tartu 1937.
- Vitols, H. La mer Baltique et les États baltes. Paris 1935.
- Walters, M. Lettland. Rome 1923.
- Walters, M. Le peuple letton. Riga 1926.
- Wheeler-Bennett, J. W. The Forgotten Peace. New York 1939.
- Winnig, A. Am Ausgang der deutschen Ostpolitik. Berlin 1921.
- Zalts, A. Die politischen Parteien Lettlands. Riga 1926.

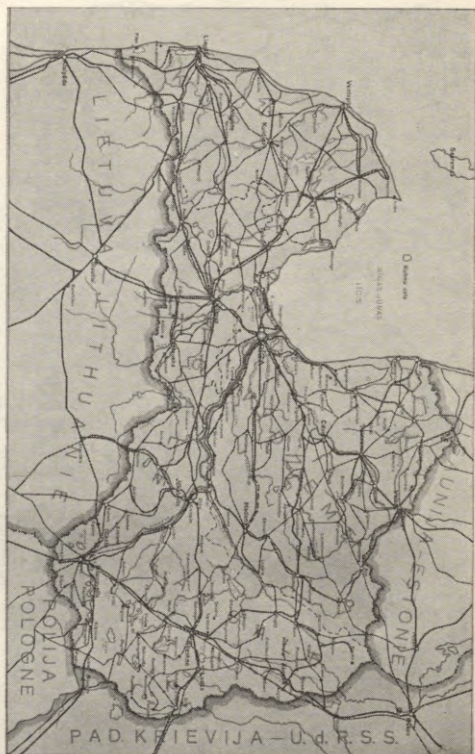
TABLE DES MATIÈRES

Introduction	
Le milieu géographique	5
La civilisation balte est occidentale	13
1. Les origines préhistoriques	20
2. Premiers rapports avec le monde romain	25
3. L'expansion slave	30
4. Infiltration scandinave dans les Pays baltes et en Russie	37
5. Première agression russe contre les Pays baltes	47
6. La civilisation lettonne à l'époque des croisades	57
7. La conquête allemande	72
8. Les illusions du Saint-Siège	84
9. La Confédération livonienne	95
10. L'évolution agraire	102
11. La menace russe et la Guerre de Livonie	110
12. Entre les deux guerres	119
13. L'heureuse époque	124
14. A l'ombre de la mort	133
15. Le Duché de Courlande	142
16. L'émancipation lettonne	152
17. La renaissance nationale	161
18. Lutttes de la Libération	172
19. La Lettonie libre	189
20. L'Entente Baltique	207
21. La deuxième Guerre mondiale et le régime de l'occupation	227



Les tribus lettonnes au XIIIe siècle

Carte de la Lettonie



LATVIJAS NACIONĀLĀ BIBLIOTĒKA



0309087602

251-